

John Adams Library,

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

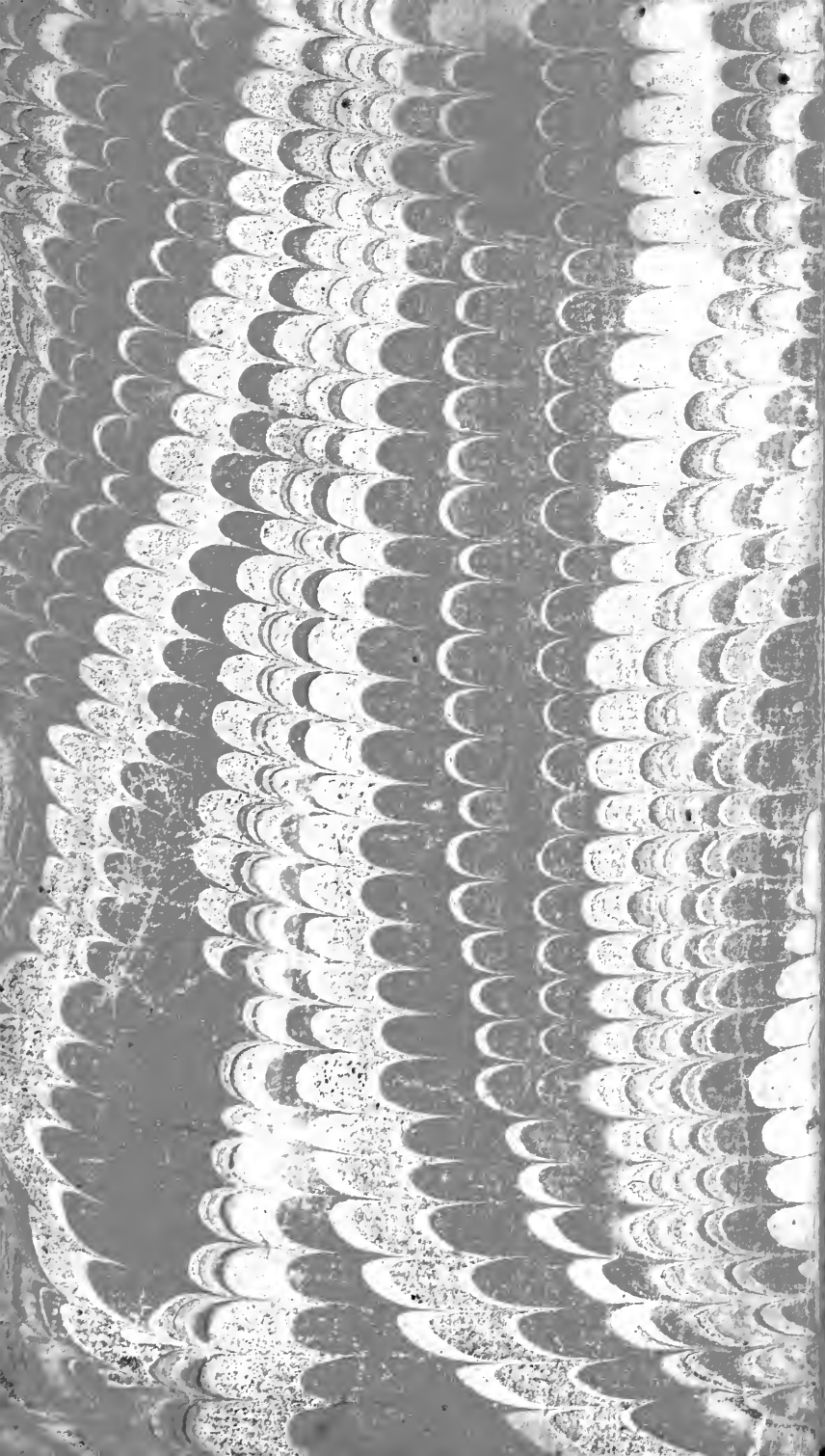


SHELF N^o

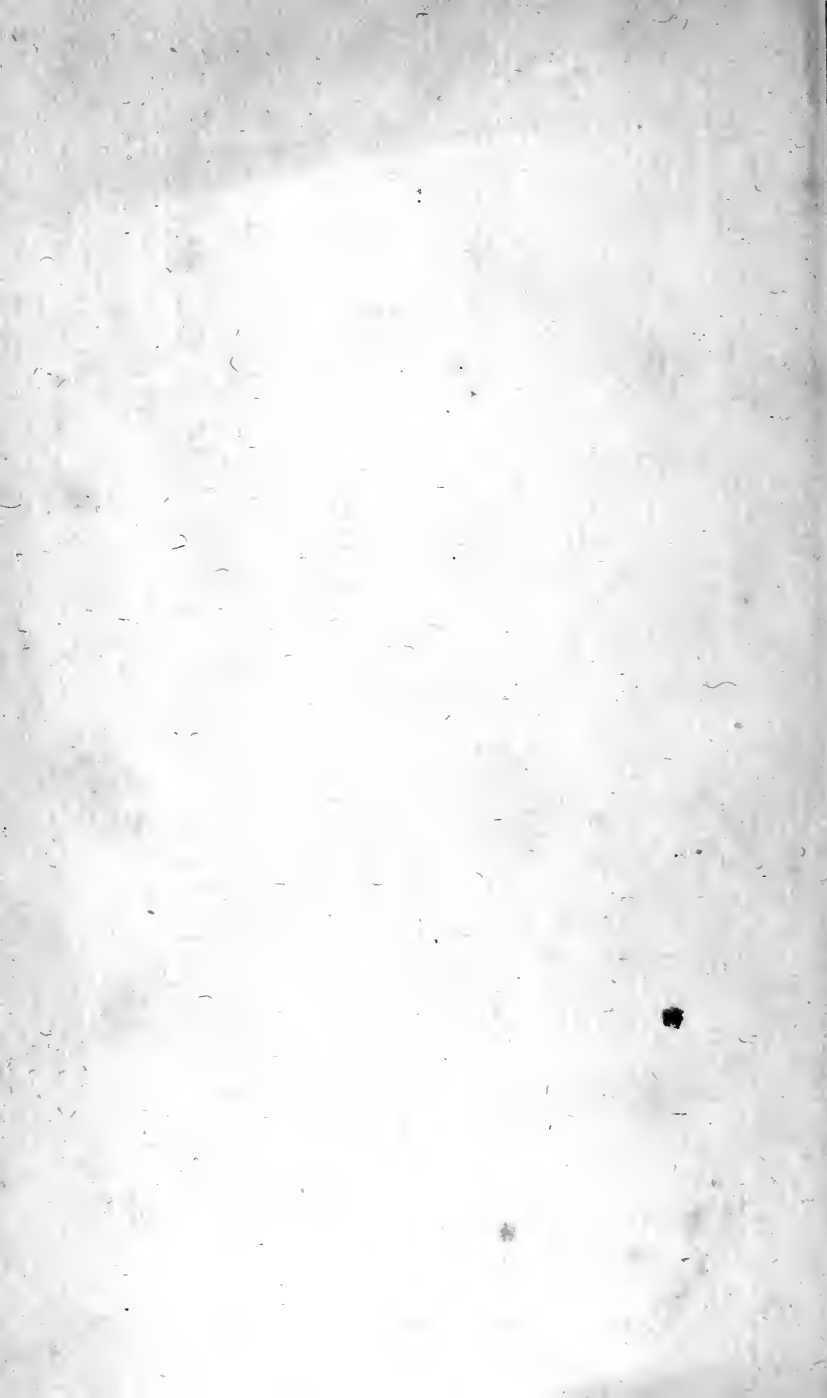
ADAMS

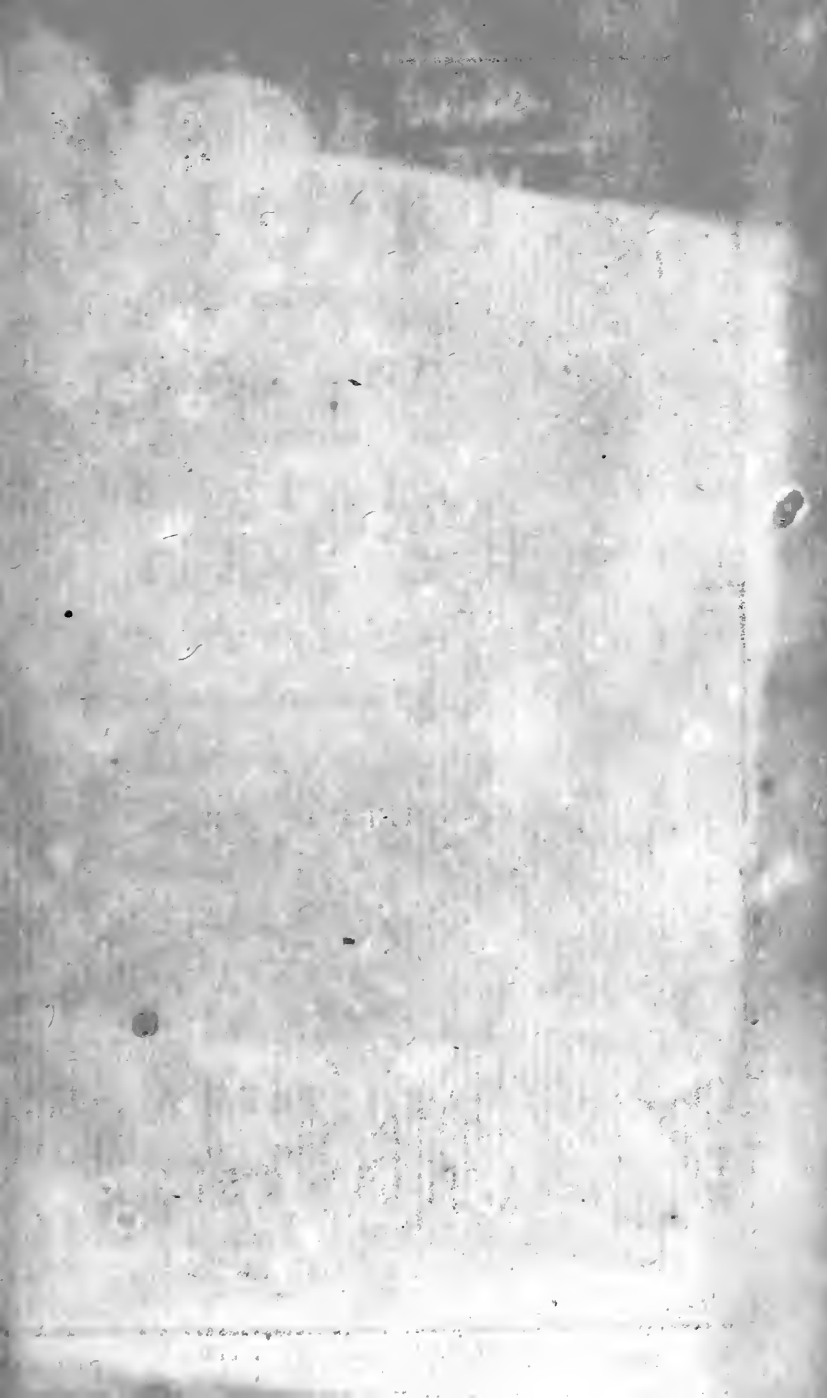
224.10

vol. 1



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa







a UTRECHT chez { GUILLAUME VAN DE WATER } M DCC XIV.
et JACQUES VAN POOLSUM

ACTES,
MEMOIRES,

& autres

PIECES AUTHENTIQUES

concernant

LA PAIX

PUTRECHT.

TOME PREMIER.

Seconde Edition Augmentée & Corrigée.



A UTRECHT,

chez GUILLAUME VANDE WATER,

ET


JAQUES VAN POOLSUM,

M. D. CCXIV. }

ADAMS 224.10

vol. 1

Avertissement.

 a satisfaction avec laquelle on a reçu la premiere Impression des Actes & Memoires de ce qui s'est passé par rapport au Congres d'*Utrecht*, & l'empressement qu'on à eu d'en demander encore tous les jours des Exemplaires, nous a fait prendre la resolution d'en donner au plûtôt une seconde Edition beaucoup plus correcte & plus exacte que la premiere. On a pris pour cela un soin tout particulier de placer toutes les Pieces qui la composent dans leur ordre naturel, au lieu qu'elles avoient été imprimées confusément dans la premiere Edition,

*

à

AVERTISSEMENT.

à mesure qu'on avoit pû les recouvrer, pour satisfaire l'impatience du Public, sans égard à la nature des choses ni à l'ordre des tems. On y a joint aussi tout ce qui regarde les Princes & les Puissances Neutres, & en un mot tout ce qui s'est passé pendant le cours du Congres, ou au moins tout ce qu'on a bien voulu nous en communiquer.

Tout l'ouvrave est divisé en quatre parties, dans lesquelles on a gardé l'ordre suivant. Premièrement, on a placé de suite le *Traité de la Grande Alliance*, & tout ce qui s'est négocié entre la France, l'Angleterre & les Provinces Unies depuis l'an 1706. jusques à l'ou-

AVERTISSEMENT.

l'ouverture du Congrès d'*Utrecht*, selon le véritable ordre des tems, enforte que l'attention du Lecteur curieux ne sera point interrompuë, & qu'il pourra trouver de suite & sans peine tout ce qui s'est passé de tems à autre, quand même il n'y auroit point de Table des matieres. Apres cela, on trouvera tous les Traitez conclus entre la *France* & les Puissances Confederées, en quoi on a jugé à propos de n'observer ni rang ni ordre de crainte de se tromper ou d'offencer qui que ce soit. Ces Traitez sont suivis de plusieurs Memoires & autres Pieces des Puissances Neutres, par rapport à la conservation de leurs droits &

de leurs pretentions sur plusieurs Païs, Villes &c. occupées selon les droits de la guerre, & cedées ensuite à d'autres : Et particulièrement un Recueil exact de tous les Actes produits par ceux qui pretendent à la Principauté d'*Orange*, & à la succession du feu Roi *Guillaume* de Glorieuse mémoire. Et enfin, on trouvera dans le quatrième Volume toutes les Protestations faites par les Princes & Puissances interessées, de la maniere qu'elle ont été produites & enregistrées dans la Maison de Ville, pour y être conservées & servir de monument perpetuel; & on les a placées selon l'ordre dans lequel elles y ont été déposées.

En

AVERTISSEMENT.

En second lieu , on a ajouté à cette Impression plusieurs Pieces curieuses & tres considerables, qui ne se trouvent pas dans la précédente, lesquelles on a insérées dans leur lieu ; à savoir, plusieurs Lettres & Memoires, de quelques Puissances à sa Maj. la Reine de la *Grande Bretagne*, pour la prier des'interresser pour Elles aux Negociations du Congres d'*Utrecht* : La Protestation de quelques Pairs d'*Angleterre* contre le projet de Paix ; Piece qui n'avoit encore jamais été imprimée : Plusieurs Lettres & Traitez concernant l'evacuation de la *Catalogue*, & la Neutralité de l'*Italie* ; La Protestation des Chevaliers de la

AVERTISSEMENT.

Religion de Malte : L'admission de plusieurs Puissances Neutres aux Negociations du Congres : Quelques Pieces, par rapport aux différens survenus entre de certains Princes : Et plusieurs autres Actes qui nous ont été communiqués dans la suite, comme on le verra clairement dans la Table, que l'on a placée à la tête de chaque Volume. Au reste toutes ces Pieces là auroient tellement grossi les quatres premiers Volumes de ces Actes & Memoires, qu'on a été obligé d'en réserver une partie, pour en faire un cinquième. De plus on a jugé à propos, pour la perfection & l'ornement de cet Ouvrage d'inferrer

AVERTISSEMENT.

ferrer dans le premier Volume, en ordre Alphabetique, les Noms, la qualité, & les Armes des Ambassadeurs, Envoyés & autres Ministres publics, qui se sont trouvez au Congres d'Utrecht.

En troisiéme & en dernier lieu, on a eu soin de corriger en cette Edition plusieurs fautes commises par des Copistes, desquelles on ne s'étoit point apperçu d'abord, & que quelques Secretaires des Ambassadeurs, & d'autres personnes de distinction, ont eu la bonté de nous faire remarquer, & même de rectifier.

Voila en peu de mots ce qu'on avoit à dire sur les changemens

AVERTISSEMENT.

& sur les additions faites dans ce Recueil , à quoi on a apporté tous les soins & toute l'attention dont on a été capable , pour le rendre aussi complet & aussi instructif qu'il seroit possible. Cependant comme il se glisse toujours des fautes dans un Ouvrage de cette Nature, & qu'il s'y trouve ordinairement des obmissions, on prie les Lecteurs éclairés de les excuser, au cas qu'il s'y en trouve, & d'avoir la bonté d'y suppléer. On prie aussi ceux qui auront quelques Pièces qui pourroient servir à la perfection de cette Edition , de vouloir bien nous les communiquer, & on ne manquera pas de les inferrer dans le cinquieme Volume, avec les Negotiations & les Traitez qui restent encore à conclure entre l'*Espagne* & quelques autres Puissances.

T A B L E

D E S

M A T I E R E S

continués dans ce premier Volume.



traité fondamental de la Grande Alliance entre l'Empereur, le Roy d'Angleterre, & les Etats Generaux des Provinces Unies.

p. 1

Lettre de l'Electeur de Baviere au Prince & Duc de Marlbourg, du 21. Octobr. 1706.

p. 15

Lettre de l'Electeur de Baviere aux Deputez de leurs Hautes Puissances, du 21. Octobr. 1706.

p. 17

Extrait des Resolutions des leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, du Vendredy le 19. Novemb. 1706.

p. 20

Reponse par lesdits Deputoz à la Lettre de l'Electeur de Baviere.

p. 24

Reponse du Prince & Duc de Marlbourg

à l'E-

a l'Electeur de Baviere. p. 27

Lettre du Roy Très-Chrétien au Pape. p. 29

*Articles Preliminaires arrêtez en 1709. pour
servir au Traité de la Paix Generale.*

p. 33

*Traité de la Barriere entre le Plenipotentiai-
re de Sa Maj. Brit. & ceux des Etats
Generaux aux des Provinces Unies.* p. 54

*Copie de l'Ecrit qui fut remis à Mr. Pet-
tecum par le Marquis de Torcy le 27. No-
vemb. 1709.* p. 70

*Projet de paix envoyé de la Cour de France
par Mr. le Marq. de Torcy à Mr. Pet-
tecum en Hollande , au mois de Fevrier
1710.* p. 83

*Relation de Mrs. Buys & Vander Dussen,
de ce qui s'étoit passé avec les Plenipo-
tentiaires de France dans le mois de
Mars en une conference, qu'il y eut à la
Haye entre le Duc de Marlbourg , le Vi-
comte de Townshend &c.* p. 90

*Lettre des Ministres de France à Mr. Pet-
tecum après la rupture des conferences à
Geertruydenberg le 4. de May 1710.* p. 93

*Reponce de M. Petticum aux Plenipoten-
tiaires de France.* p. 94

*Reponce des Plenipotentiaires de France à
Mr. Pettecum.* p. 95

Lettre

- Lettre des Plenipotentiaires de France à Mr.
le Grand Pensionnaire de Hollande.* p. 96
- Resolution de Leurs Hautes Puissances au
sujet de la Lettre precedente.* p. 106
- Extrait du Registre des Resolutions de Leurs
Hautes Puissances, du 27. Juillet 1710.*
p. 109
- Memoire touchant les Interests de Son Al-
tesse Royale le Duc de Lorraine & de
Bar, à la paix future.* p. 142
- Decret de Sa Majesté Imperiale.* p. 149
- - - de sa Majesté de la Grande-Breta-
gne.* p. 152
- - - de sa Majesté le Roy Charles III.*
p. 155
- - - de leurs Hautes Puissances let Etats
Generaux.* p. 157
- Second decret de sa Majesté la Reine de la
Grande-Bretagne de 14. May 1711.*
p. 160
- Articles Preliminaires de la part de la France,
pour parvenir à une paix generale, faits à
Londres le 27. Semptembre 1711.* p. 163
- Lettre de l'Empereur aux Etats Generaux du
8. Novemb. 1711.* p. 165
- Preambule de la petition, ou proposition ge-
nerale du Conseil d'Etat des Provinces
Unies, présentée le 13. Novembre 1711.*
p. 170
- Lettre*

*Lettre du Comte de Gallas au Comte de
Darthmouth Secrétaire d'Etat, le 2^e
Octob 1711.* p. 209

*Lettre de Mylord Dartmouth Secrétaire
d'Etat au Comte de Gallas, le 12^e Octob.
1711.* p. 212

*Lettre de sa Majesté le Roy des Romains à
S. A. E. Palatine, à Milan le 7. Nov.
1711.* p. 213.

*Memoire, que le Comte de Goes Plenipo-
tentiaire de S. M. I. près de Leurs H. H.
P. P. a présenté aux Etats Generaux, le
16. Novemb. 1711.* p. 216

*Lettre de Mr. St. Jean Secrétaire d'Etat
de la Grande Bretagne à Mr. le Mar-
quis de Torcy, du mois de Novemb. 1711.* p. 218

*Discours de Mylord Strafford aux Mini-
stres des Hauts Alliez pour la declaration
du lieu & temps du Congres, prononcé
le 1. Decemb. 1711. dans la Sale de Treves
à la Haye.* p. 221

*Memoire du Baron de Bothmar Envoyé Ex-
traordinaire de S. A. Electorale d'Hano-
vre touchant la paix, tel qu'il fut presen-
té à la Reine de la Gr. Bretagne le 9.
Decemb. 1711.* p. 224

*Decret de sa Majesté Catholique Philippe
cinquième, contre quelques Puissances d'I-
talie,*

alie, qui ont reconnu sa Majesté Imperiale en qualité de Roy d'Espagne. p. 236

Extrait des Resolutions des Nobles & Venerables Seigneurs les Bourguemaitres & Magistrat de la Ville d'Utrecht le 16. Decemb. 1711. p. 2, 8

Harangue de la Reine aux deux Chambres, de 18. Decemb. 1711. p. 239

Passéport du Roy de France, pour les Ministres des Hauts Alliez. p. 243

Passéport de Mr. le Comte de Tarouca, pour ses couriers allans en Portugal sans passéport d'Espagne, suivant une convention particuliere faite à Utrecht. p. 245

Confirmation des Traités faits entre la Reine de la Gr. Br. & les Etats Generaux, conclüe entre les Ministres de sa Majesté Brittanique & Mr. Buys, le 22. Decemb. 1711. p. 246

Confirmation du Traité de 1701. entre l'Empereur Leopolde, le Roy Guillaume, & les Etats Generaux, conclüe entre les Ministres de sa Majesté Britannique, & Mr. Buys, le 22. Decemb. 1711. p. 249

Lettre circulaire, que la Reine de la Gr. Br. a envoyé à chacun des Alliez. p. 252

Extrait des Resolution, de Messrs les Bourguemaitres, & venerables Magistrats d'Utrecht, touchant les couriers, du Lundi le 28 De-

28. Decemb. 1711. P. 254
*Acte de Renonciation du Roy Philippe V. a
 la Souveraineté des Pais-Bas, en faveur de
 l'Electeur de Baviere.* P. 257
*Publication des Venerables Magistrats d'U-
 trecht, afin que personne ne puisse arreter
 les Plenipotentiaires, leurs Domestiques,
 ou quelqu'un de leur suite, du 5. Jan-
 vier 1712.* P. 273
*Lettre de S. A. Electorale de Brunswijk-
 Lunebourg à sa Majesté la Reine de la
 Gr. Br. du 20. Janv. 1712.* P. 275
*Liste des noms & qualites de leurs Excel-
 lences les Seigneurs Plenipotentiaires, En-
 voyés, & Ministres publics, qui se sont
 trouvés au Congrès de la paix generale à
 Utrecht, avec leurs armes &c. composée
 & mise en ordre Alphabetique avec un
 supplement.* P. 277
*Reglement pour l'ouverture & la methode
 des conferenees à Utrecht, & ce qui en
 depend.* P. 298
*Publication, par laquelle les Magistrats de
 la Ville d'Utrecht defendent aux gens de
 livrée de porter aucunes armes, du 2. Fe-
 vrier 1712.* P. 304
*Memoire de Monsieur le Baron de Bothmar
 à sa Majesté la Reine de la Gr. Br. du
 14. Fevr. 1712.* P. 306
Expli-

Explication Specifique des offres de la France pour la paix generale à la satisfaction de tous les Interessés dans la guerre presente.

P. 308

Demandes Specifiques faites au nom de sa Maj. Imp. & Catholique, & au nom de l'Empire.

P. 314

- - - de sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne pour ce qui regarde la France.

P. 320

- - - de sa Maj. le Roy de Portugal.

P. 326

- - - de sa Majesté le Roy de Prusse.

P. 331

- - - de leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces Unies.

P. 338

- - - de Son Altesse Royale de Savoye.

P. 351

- - - des Cercles confederez.

P. 357

Discours sur la demande, que les Cercles de l'Empire compris dans la grande Alliance, ont faite au congres pour la paix, &c.

P. 359

Demandes Specifiques du Seren. Prince Electeur de Treves.

P. 452

- - - de l'Electeur Palatin.

P. 455

- - - de l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn.

P. 458

- - - du Prince Landgrave de Hesse.

P. 460

- • • • • pour le Prince Everard Louis
Duc de Wirtemberg, &c. P. 465
- Reponce de la France le 30. Mars 1712
P. 465
- Representation de la Chambre des Commu-
nes à la Reine de la Gr. Br. P. 470
- Extrait du Registre des Resolutions de Leur.
Hautes Puissances les Seigneurs Etat.
Generaux des Provinces Unies, du Ven-
dredy 1. Avril 1712. P. 497
- Memore servant à montrer, que c'est à
tort, qu'on impute aux Etats Generaux
des Provinces Unies, par les Resolutions ou
Votes de la Chambre des Communes du
Parlement de la Gr. Br. & par l'Adresse
de ladite Chambre presentée ensuite à sa
Maj. la Reine de la Gr. Br. d'avoir man-
qué pendant le cours de cette guerre, de
fournir ce qu'ils doivent, suivant leur
quote ou contingent, pour pousser ladite
guerre. P. 506

A C T E S, MEMOIRES,

*Et autres pieces autentiques con-
cernant*


La Paix d'UTRECHT.

TRAITÉ FONDAMENTAL

DE LA

GRANDE ALLIANCE

*Entre l'Empereur, le Roi d'Angleterre
& les Etats Généraux des Pro-
vinces Unies.*

'autant que le Roi d'Espagne Charles II. de glorieuse memoire, étant mort sans enfans, Sa Sacrée Majesté Imperiale a assuré que la Succession des Roiaumes & Provinces du Roi defunt appartiennent légitimement à son Auguste Maison; & que le Roi T. C. desirant avoir la même Succession pour le Duc d'Anjou son petit-

Tom. I.

A

filz

filz, & alleguant qu'elle lui vient de droit en vertu d'un certain Testament du Roi defunt, il s'est d'abord mis en possession de tout l'heritage ou Monarchie d'Espagne pour le susdit Duc d'Anjou, & s'est emparé à main armée des Provinces des Pais-Bas Espagnol, & du Duché de Milan, & qu'il tient une Flotte dans le Port de Cadix, toute prête à faire voile, & qu'il a envoyé plusieurs Vaisseaux de Guerre aux Indes qui sont soumises à l'Espagne, & que par ce moyen & plusieurs autres, les Roiaumes de France & d'Espagne sont si étroitement unis, qu'il semble qu'ils ne doivent plus être regardez à l'avenir, que comme un seul & même Roiaume, tellement que si on n'y prend garde, il y a bien de l'apparence que Sa Majesté Imperiale ne doit plus esperer d'avoir jamais aucune satisfaction de sa prétention; Que l'Empire Romain perdra tous ses Droits sur les Fiefs qui sont en Italie, & dans le Pais-Bas Espagnol, de même que les Anglois & Hollandois perdront la liberté de leur Navigation & de leur Commerce dans la Mer Mediterranée, aux Indes & ailleurs : Et que les Provinces Unies seront privées de la seureté qu'elles
avoient

avoient par l'interposition entre elles & la France des Provinces du Pais-Bas Espagnol, appellées communément *la Barriere* ; Et qu'enfin les François & les Espagnols étant ainsi unis deviendroient en peu de tems si formidables qu'ils pourroient aisément soumettre toute l'Europe à leur obeïssance & empire. Or comme cette conduite du Roi T. C. a mis Sa Majesté Imperiale dans la necessité d'envoyer une Armée en Italie, tant pour la conservation de ses Droits particuliers, que pour celle des Fiefs de l'Empire, de même, le Roi de la Grande-Bretagne a jugé qu'il étoit necessaire d'envoyer ses Troupes auxiliaires aux Provinces-Unies, dont les affaires sont dans le même état, que si on en étoit déjà venu à une Guerre ouverte, & les Seigneurs Etats Généraux, dont les Frontieres sont presque de toutes part ouvertes, par la rupture de *la Barriere*, qui empêchoit le voisinage des François, sont contraints de faire, pour la seureté & pour la conservation de leur République, tout ce qu'ils auroient dû & pû faire, s'ils étoient effectivement attaqués par une Guerre ouverte. Et comme un état si doureux & si incertain en

toutes choses, est plus dangereux que la guerre même & que la France & l'Espagne s'en prevalent pour s'unir de plus en plus, afin d'opprimer la liberté de l'Europe, & ruiner le commerce accoutumé; toutes ces raisons ont porté Sa Sacrée Majesté Imperiale, Sa Sacrée Royale Majesté de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, d'aller au devant de tous les maux qui en proviendroient, & desirant d'y apporter remède selon leurs forces, ils ont jugé qu'il étoit nécessaire de faire entre eux une étroite Alliance & Confederation pour éloigner le grand & commun danger. Pour cet effet ils ont donné leurs ordres & instructions, savoir Sa Sacrée Majesté Imperiale, aux tres-Nobles, tres-Illustres & tres-Excellens Seigneurs, le Seigneur Pierre de Goes Comte du Saint Empire Romain, Seigneur de Carelsberg, Chambellan de Sa Maj. Imperiale, Conseiller du Conseil Imperial Aulique, & son Envoyé Extraordinaire auprès des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, & le Seigneur Jean Wencelas de Wratisslau Mitrowitz, Comte au Saint Empire Romain, Seigneur de Giuctz

Giuctz & de Mallexhitz, Chambellan de Sa Majesté le Roi des Romains & de Hongrie, Conseiller & Assesseur de la Chancellerie Privée & Aulique de Bohème, & Envoyé extraordinaire de Sa Majesté Impériale auprès de Sa Majesté Britannique, tous deux ses Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires; Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, au très-Noble, très-Illustre, & très-Excellent Seigneur, le Seigneur Jean Comte de Marlborough, Baron Churchill de Sandridge, Conseiller du Conseil Privé de Sa Sacrée Roiale Majesté, Général de son Infanterie, & Général de toutes ses forces aux Pais-Bas, son Ambassadeur Extraordinaire, Commissaire, Procureur & Plenipotentiaire. Et les Seigneurs Etats Généraux, aux Seigneurs Dietrick Eck de Pantaleon, Seigneur de Gent & Erleck; Friderick Baron de Rhe-de, Seigneur de Lie, Dyck-Gracff de Saint Anthoine & de Terlée, Commandeur de Buren, l'un des Nobles aggregez dans l'Ordre des Chevaliers de Hollande; Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise, Garde de leur Grand

Sceau, & President des Fiefs; Guillaume de Nauffau, Seigneur d'Odyck, Cortgiene, &c. premier Noble, & représentant le Corps des Nobles dans les Assemblées des Seigneurs Etats de Zeelande & de leurs Deputez; Everhard de Weede, Seigneur de Weede Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen du Chapitre de Sainte Marie d'Utrecht sur le Rhyn, Premier Conseiller & President de l'Assemblée de la Province d'Utrecht, Dyck-Graef du Leck; Guillaume van Haren, Grietman du Pais de Bilt en Frise, Curateur de l'Université de Franeker, Deputé des Nobles à l'Assemblée des Seigneurs Etats de Frise; Burchard Juste de Welvelde, Buckhorst & Molchate, Seigneur de Zallick & Verkaten, Grand Baillif du Pais d'Isfelmunde; & Wiker Wikers, Sénateur de la Ville de Groningue, respectivement Deputez des Seigneurs Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrise, Zeelande, Utrecht sur le Rhyn, Frise, Over-Yssel, Groningue & Omlande, à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, lesquels en vertu de leurs ordres, sont con-

ve-

venus des Articles d'Alliance qui suivent.

I.

Qu'il y ait dès à présent & à l'avenir, une constante, perpetuelle, & inviolable amitié, entre Sa Sacrée Majesté Imperiale, Sa Sacrée Royale Majesté de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & qu'ils soient tenus reciproquement de procurer ce qui leur sera avantageux, & d'éloigner ce qui leur seroit nuisible & dommageable.

II.

Sa Sacrée Majesté Imperiale, Sa Sacrée Royale Majesté de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant rien tant à cœur que la paix & la tranquillité de toute l'Europe, ont jugé qu'il ne pouvoit rien y avoir de plus efficace pour l'affermir, que de procurer à Sa Majesté Imperiale une satisfaction juste & raisonnable, touchant ses pretentions à la Succession d'Espagne, & que le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux obtiennent une seureté particuliere & suffisante, pour leurs Royaumes, Provinces,

Terres & Pais de leur obéissance, & pour la Navigation & le Commerce de leur Sujets.

III.

Pour cet effet les Alliez mettront premierement en usage tous les moyens possibles, & tout ce qui dépendra d'eux, pour obtenir amiablement, & par une Transaction ferme & solide, une satisfaction juste & raisonnable pour Sa Majesté Imperiale, au sujet de ladite Succession, & la seureté dont il a été fait mention ci-dessus, pour Sa Majesté Britannique, & pour les Seigneurs Etats des Provinces-Unies; Et à cette fin, ils employeront tous leurs soins & offices pendant deux mois, à compter du jour de l'échange des Ratifications de ce present Traité.

IV.

Mais si dans ce tems-là les Alliez viennent à être frustrés de leur esperance & de leurs desirs, tellement que l'on ne puisse pas transiger dans le terme fixe; en ce cas ils promettent & s'engagent reciproquement de s'aider de toutes leurs forces, selon ce qui sera réglé par une Convention particuliere, pour obtenir la satisfaction & seureté susdites.

V.

V.

Et afin de procurer cette satisfaction & cette seureté, les Alliez feroient entre autres choses leurs plus grands efforts pour reprendre & conquérir les Provinces du Pais-Bas Espagnol, dans l'intention qu'elles servent de Digue, de Rempart, & de *Barriere* pour séparer & éloigner la France des Provinces-Unies, comme par le passé; lesdites Provinces du Pais-Bas Espagnol aiant fait la seureté des Seigneurs Etats Généraux jusques à ce que depuis peu Sa Majesté Très-Chrétienne s'en est emparée, & les a fait occuper par ses Troupes. Pareillement les Alliez feront tous leurs efforts pour conquérir le Duché de Milan avec toutes ses dependances, comme étant un Fief de l'Empire servant pour la seureté des Provinces hereditaires de Sa Majesté Imperiale, & pour conquérir les Royaumes de Naples & de Sicile, & les Isles de la Mer Méditerranée, avec les Terres dependantes de l'Espagne le long de la Côte de Toscane, qui peuvent servir à la même fin & être utiles pour la Navigation & le Commerce des Sujets de Sa Majesté Britannique & des Provinces-Unies.

VI.

Pourront le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, conquérir à force d'armes, selon qu'ils auront concerté entre eux, pour l'utilité & la commodité de la Navigation & du commerce de leurs Sujets, les Pais & les Villes que les Espagnols ont dans les Indes, & tout ce qu'ils pourront y prendre sera pour eux, & leur demeurera.

VII.

Que si les Alliez se trouvent obligez à entrer en Guerre pour obtenir ladite satisfaction à Sa Majesté Imperiale, & ladite seureté à Sa Majesté Britannique, & aux Seigneurs Etats Généraux, ils se communiqueront fidèlement les avis & résolutions des Conseils qui se tiendront pour toutes les entreprises de Guerre, ou expéditions militaires, & généralement tout ce qui concernera cette affaire commune.

VIII.

La Guerre étant une fois commencée, aucun des Alliez ne pourra traiter de Paix avec l'Ennemi, si ce n'est conjointement avec la participation & le conseil des autres Parties. Et ladite Paix ne pourra être conclüe, sans avoir obtenu pour Sa Majesté

jesté Imperiale une satisfaction juste & raisonnable ; & pour le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux la seureté particuliere de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Païs de leur obeïssance, Navigation & Commerce ; ni sans avoir pris auparavant de justes mesures, pour empêcher que les Royaumes de France & d'Espagne, soient jamais unis sous un même Empire, ou qu'un seul & même Roi en devint le Souverain ; & specialement que jamais les François se rendent maîtres des Indes Espagnoles, ou qu'ils y envoient des Vaisseaux pour y exercer le Commerce, directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. Enfin ladite Paix ne pourra être conclüe sans avoir obtenu pour les Sujets de Sa Majesté Britannique & pour ceux des Provinces Unies, une pleine & entiere faculté, usage & jouïssance de tous les mêmes Privilèges, Droits, Immunités, & Libertés de Commerce tant par Terre que par Mer en Espagne & sur la Mer Mediterranée dont ils usoient & jouïssaient pendant la vie du feu Roi d'Espagne dans tout les Païs qu'il possédoit tant en Europe qu'ailleurs, &

dont ils pouvoient de droit user & jouir en commun ou en particulier , par les Traitez, Conventions & Coûtumes, ou de quelque autre maniere que ce puisse être.

IX.

Lors que ladite Transaction, ou Traité de Paix se fera , les Alliez conviendront entre eux de tout ce qui sera necessaire pour établir le Commerce & la Navigation des Sujets de Sa Majesté Britannique , & des Seigneurs Etats Généraux, dans les Pais & Lieux que l'on droit acquérir , & que le feu Roi d'Espagne posséderoit. Ils conviendront pareillement des moyens propres à mettre en seureté les Seigneurs Etats Généraux par la *Barriere* sus mentionnée.

X.

Et d'autant qu'il pourroit naître quelque controverse au sujet de la Religion dans les lieux que le Alliez lesperent de conquérir, ils conviendront entre eux de son exercice, au temps susdits de la Paix.

XI.

Les Alliez seront obligez de s'entraider & secourir de toutes leurs forces, au cas que le Roi de France, ou quelque autre que ce soit, vint à attaquer l'un d'en.

d'entr'eux à cause du present Traité.

XII.

Soit que l'on puisse maintenant transiger sur ladite satisfaction & seureté , ou soit que la Paix se fasse après que l'on aura entrepris une Guerre nécessaire , il y aura & demeurera toujours entre les Parties contractantes une Alliance défensive, pour la Garantie de ladite Transaction, ou de ladite Paix.

XIII.

Tous les Rois , Princes & Etats, qui ont la Paix à cœur , & qui voudront entrer dans la presente Alliance , y seront admis. Et parce qu'il est particulièrement de l'intérêt du Saint Empire Romain, de conserver la Paix publique, & qu'il s'agit ici entre autres choses de retrouver les Fiefs de l'Empire , on invitera spécialement ledit Empire d'entrer dans la presente Alliance. Outre quoi tous les Alliez ensemble, & chacun d'eux en particulier, pourront y inviter ceux qu'ils verront bon être.

XIV.

Ce Traité d'Alliance & Confederation sera ratifié par tous les Alliez dans l'espace de six semaines, & plutôt si faire se

En foi de quoi, nous Plenipotentiaites susnommez avons signé le present Traité de nos mains, & l'avons muni de nos Sceaux & Cachets. A la Haye le septième du mois de Septembre de l'an Mil sept cens un.

Etoit signé en chacun des Instrumens separez, savoir de la part de Sa Majesté Imperiale, *Pierre Comte de Goes; & Jean Wenceslaus Comte de Wratislau & Murowitz.* De la part de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, *Marlborough.* Et de la part des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Uniez, *D. van Eck, van Pantaleon, Hr. van Gent. F. B. van Rheeде. A. Heinsius. W. de Nassau. E. de Weede. W. van Haren. B. J. van Welvelde. W. Wickers.*

L. E. T T R E.

*De l'Electeur de Baviere au Prince & Duc
de Marlborough.*

Le Roi Très-Chrétien, Monsieur, ayant reconnu, que quelques ouvertures pour la Paix, qu'il a fait faire par des voyes particuliéres, au lieu de produire l'effet, de faire connoître ses dispositions pour procurer une Paix générale, ont été regardées par des gens mal-intentionez, comme un artifice, pour desunir les Alliez, & pour profiter de la mesintelligence qu'on pourroit exciter entre eux; il a résolu de faire connoître la sincérité de ses intentions, en renonçant à toutes Négociations secrettes, pour proposer ouvertement des Conférences, dans lesquelles on puisse trouver les moyens de rétablir la tranquillité de l'Europe.

Le Roi Très-Chrétien a bien voulu me charger de vous en informer, & de vous prier d'en rendre compte à la Reine d'Angleterre.

Je donne le même avis de la part du Roi Très-Chrétien à Mrs. les Etats Géné-

néraux, par une Lettre que j'écris à leurs Députés à l'Armée ; & il en useroit de même à l'égard des autres Puissances, qui sont en Guerre avec lui, si Elles avoient des Ministres à portée, comme vous y êtes, de recevoir de pareils avis, son dessein n'étant point d'exclure aucune desdites Puissance de la Négociation, qui sera commencée dans les Conférences qu'il propose.

Du reste, pour avancer un si grand bien & si nécessaire à l'Europe, qui souffre il y a trop long-temps les maux inévitables de la Guerre, il consent qu'il soit dès à présent choisi un lieu entre les deux Armées, & après leur séparation entre Mons & Bruxelles, dans lequel avec vous, Monsieur, à qui les intérêts de l'Angleterre sont si sûrement confiés, avec les Députés, que Mrs. les Etats Généraux voudront nommer, & avec les Personnes, que le Roi Très-Chrétien chargera de ses Pouvoirs, on puisse commencer à s'expliquer sur une matière si importante.

Je suis ravi, Monsieur, d'avoir une pareille proposition à vous faire, persuadé qu'elle ne laissera pas lieu de douter des sentimens du Roi Très-Chrétien, &
qui

touchant la Paix d'UTRECHT. 17

qui peuvent être si salutaires pour toute l'Europe.

Vous serez bien aise de la faire passer, sans perte de temps à la connoissance de la Reine d'Angleterre, & de qui vous jugerez à propos. J'attendrai, Monsieur, votre réponse, pour en informer le Roi Très-Chrétien, & je suis toujours prêt, Monsieur, à vous rendre service.

Signé,

M. Emanuel, Electeur,

Mons ce 21. d'Octobre 1706.

L E T T R E

*De Mr. l'Electeur de Bavière aux Deputez
de Leurs Hautes Puissances.*

Je ne doute pas, Messieurs, que vous ne soiez informez des dispositions, que le Roi Très-Chrétien a fait connoître depuis un an par différentes voyes, suivant les occasions qui se sont présentées, pour mettre fin à la guerre, qui afflige depuis plusieurs années la plus grande partie

partie de l'Europe. Le Roi Très-Chrétien l'a fait avec une sincere intention d'avancer la conclusion d'une Paix solide & durable. Cependant, comme les Gens, qui ont agi pour cela l'ont fait secrettement, parce qu'ils n'étoient point autorisez pour le faire autrement, ceux qui ne sont pas portez pour la Paix, ont mal interpreté ces premières démarches; & les ont voulu faire passer pour un dessein formé, de détacher Messieurs les Etats Généraux de leurs Alliez, afin de profiter par la suite de leur désunion. Cette vûë est trop contraire au Roi Très-Chrétien pour laisser plus long-temps douter de ses véritables intentions; il s'est donc déterminé à proposer d'ouvrir incessamment des Conférences; dans lesquelles ceux qui seront chargez de ses Pouvoirs, puissent avec ceux, à qui la Reine d'Angleterre & Messieurs les Etats Généraux voudront donner les leurs, chercher les moyens de conclure une Paix durable. Il a fait faire la même déclaration à Milord Duc de Marlborough, par un homme de confiance, à qui j'ai expliqué ses sentimens, pour l'informer; & je m'acquité avec plaisir de la commission, qu'il m'a

n'a donnée, de vous dire, qu'étant persuadé, Messieurs de votre bonne volonté, pour contribuer à un si grand bien, il sera fort aisé, que Messieurs les Etats Généraux vous donnent leur Pouvoir, pour assister aux Conférences proposées; qu'il consent être tenuës dans tel lieu, qu'on jugera convenable entres les deux Armées, pour le temps quelles resteront en Campagne, & ensuite entre Bruxelles & Mons. Je vous prie d'instruire Messieurs les Etats Généraux de ces dispositions du Roi Très-Chrétien, auxquelles j'espère, que les leurs se trouveront conformes, pour le repos & le bien de la Chrétienté. J'attends par vous leur réponse, & suis, Messieurs, tout à vous,

Signé,

M. Emanuel, Electeur.

Mons. ce 21. d'Octobre 1706.

Extrait des Résolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas.

Du Vendredi 19. de Novembri 1706.

Les Sieurs Tullekens & autres Députez de Leurs Hautes Puissances, pour les Affaires Etrangères, ont rapporté à l'Assemblée, que les Sieurs van Collen & Cuper, deux des Députez de Leurs Hautes Puissances à l'Armée, par une Lettre adressée au Greffier Fagel, datée du 23. Octobre dernier, en avoient envoyé une de l'Electeur de Bavière, en date du 21. du même mois, écrite aux Députez de Leurs Hautes Puissances à l'Armée, & renduë auxdits Srs. van Collen & Cuper, qui alors étoient seuls à l'Armée, par laquelle Lettre l'Electeur de Bavière propose au nom du Roi Très-Chrétien, qu'on tienne une Conférence entre les deux Armées, ou entre Bruxelles & Mons, pour traiter d'une Paix avec l'Etat & ses Alliez : Qu'eux Srs. Députez pour les Affaires Etrangères, ayant eu communication de cette Lettre, avoient jugé être de l'utilité de l'Etat, & de

e la Cause Commune, de tenir secrète
ette affaire, jusques à l'arrivée du Prin-
e & Duc de Marlborouh; qui étoit ar-
endu ici peu de jours après; vu que le
même Prince & Duc avoit recû de l'Ele-
teur de Bavière une Lettre de même te-
eur. Que ledit Prince & Duc étant ar-
vé ici, eux Sieurs Députez en avoient
arlé & concerté avec lui, & mis ensui-
e par écrit un projet de reponse, qui
ourroit être donné à la Lettre del'Ele-
teur de Bavière, par les Sieurs van Col-
en & Cuper, qui l'avoient reçue; le-
quel projet, quand il seroit aprouvé par
leurs Hautes Puissances, ledit Prince &
Duc répondroit sur le même pied de la
part de Sa Majesté de la Grande Bretagne
urquoi ayant été délibéré, Leurs Hau-
es Puissances ont remercié lescits Sieurs
Deputez de la bonne conduite qu'ils ont
enuë dans cette affaire; & de plus il a
été trouvé bon par ces présentes, de re-
tir le susdit projet de réponse, ci-dessus
nséré, pour arrêter, & de requerir & au-
horiser les susdits Srs. van Collen & Cu-
per de le dépêcher & signer, comme il
est conçu; qu'ensuite il sera envoyé au
Velt-Maréchal le Sieur d'Overkerque, pour
qu'il

qu'il l'envoie par un Trompette audit Electeur de Bavière.

Qu'en outre on donnera connoissance & communication, tant de ladite Lettre que de la réponse, aux Ministres des Hauts-Alliez, Membres de la Grande-Alliance, & leur sera représenté, que Leurs Hautes Puissances étant fermement résolues d'observer leurs Alliances dans toutes leurs parties, & de ne rien faire qui y déroge, en vertu de cela, Elles n'ont pas voulu manquer de leur donner ouverture des Propositions, qui leur ont été faites, & de ce qu'Elles ont résolu là dessus; que la Paix ne leur pourroit être qu'extrêmement agréable, & sans doute aussi à tous les autres Hauts Alliez, si on la peut avoir à de telles conditions, que l'on se puisse raisonnablement promettre qu'elle sera bien ferme & de durée; mais que la Conférence proposée, sans une ouverture plus particulière de l'intention de la France, & sans une sûreté propable, ou apparence de bon succès, n'a pas paru à Leurs Hautes Puissances un moyen propre à y parvenir, mais plutôt un moyen pour par là détourner les pensées de la Guerre, & des grands préparatifs que les
En-

ennemis font , & pour endormir quelques-uns des Alliez par l'espérance de la paix : Que Leurs Hautes Puissances, quant Elles, sont résolues d'en demeurer aux mesures qui ont été prises, & à l'Alliance faite, que Dieu a béni jusques à présent si merveilleusement, & d'exécuter & observer sincèrement ce qui a été stipulé & promis par les Traitez, & ainsi de ne point entrer en aucune Négociation de paix, que conjointement avec leurs Hauts-Alliez, & sans leur communiquer fidèlement, conformément auxdits Traitez, des ouvertures, qui leur pourront être faites à cet égard ; dans l'attente que les Hauts-Alliez n'en feront pas moins de leur part. Et sons les Sieurs Tullekens, & autres Députez de Leurs Hautes Puissances pour les Affaires Etrangères, requis par ces présentes, & commis d'entrer en Conférence avec les Ministres susdits sur ce sujet, & de faire rapport ici le tout à l'Assemblée.

R E P O N S E

à la Lettre de

Monfieur l'Electeur de Baviere,

*par les*Députez de Leurs Hautes
Puiffances.**M**ONSEIGNEUR,

Vôtre Altesse Electorale nous ayant fait l'honneur de nous informer par fa Lettre du 21. d'Octobre dernier, des intentions de Sa Majesté Très-Chrétienne, d'avancer la conclusion d'une Paix solide & durable, en proposant l'envoi des Députcz de part & d'autre en quelque lieu entre les deux Armées, ou après leur separation, entre Mons & Bruxelles, pour entrer en Conférences sur un sujet si important; nous n'avons pas manqué d'en faire part aux Seigneurs Etats Généraux incessamment. Votre Altesse Electorale ayant fait la même ouverture au Prince & Duc de Marlborough, Leurs Hautes Puiffances n'ont pas trouvé bon, que nous répondissions, avant que ledit Prince & Duc eût

eût ses réponses d'Angleterre; & c'est la raison, pourquoi nous ne l'avons pas fait plutôt. Présentement Leurs Hautes Puissances nous ont chargé de dire à Votre Altesse Electorale, qu'elles ont appris avec beaucoup de plaisir les assurances, que vous leur donnez de l'inclination sincère de Sa Majesté Très-Chrétienne, à chercher les moyens de parvenir au plutôt à une Paix solide & durable avec tous les Alliez. C'est justement cette Paix, qu'elles souhaitent & desirent: Tous ceux, qui connoissent les inclinations & les intérêts de leur République, en conviendront aisément; aussi l'Etat ne seroit jamais entré en Guerre, s'il avoit pû conserver la Paix avec quelque sécurité. Votre Altesse Electorale sait, avec combien de soin & de sincérité, Leurs Hautes Puissances y ont travaillé; mais comme leurs efforts pour cela ont été inutiles, & qu'on les a contraint de prendre les Armes, ensemble avec leurs Hauts-Alliez, pour la défense de leur liberté & de la sûreté publique, elles seront bien aises de les poser le plutôt qu'il sera possible, quand elles pourront le faire avec la satisfaction de tous leurs Alliez, & à des conditions,

qui puissent faire espérer raisonnablement, qu'on ne sera pas obligé de les reprendre après un petit intervalle de temps, de quoi les exemples, & le peu de durée des Traitez de Paix précédens leur font peur. Cependant Leurs Hautes Puissances sont prêtes d'entrer, conjointement avec leurs Alliez, dans toutes les voyes justes & nécessaires, qui peuvent conduire à une Paix générale; mais celle des Conférences proposées, sans avoir un éclaircissement plus particulier des intentions de Sa M. T. C., ne leur paroît pas propre à la fin qu'on se propose, comme elle ne l'a pas paru aussi à Sa M. la R. de la G. B., jusques ici ne leur ayant pas été faite aucune ouverture suffisante, pour qu'elles aient cru la devoir communiquer à leurs Alliez; sachant bien, qu'ils n'y trouveroient aucune satisfaction. C'est pourquoi il faudra songer à des moyens plus convenables pour parvenir à ce grand but; à quoi Leurs Hautes Puissances donneront les mains, quand elles y verront un plus grand jour; la sincérité de leurs intentions pour la Paix étant assez connue. Nous avons l'honneur d'informer V^{otre} Altesse Electorale de leurs sentimens, & celui de
l'as-

touchant la Paix d'UTRECHT. 27

l'assurer, que nous sommes avec beaucoup
de respect,

MONSEIGNEUR;

De Votre Altesse Electorale,

Les très-humbles & très-
obéissans Serviteurs.

Etoit Signé, FERDINAND VAN
COLLEN. CUPER.

*Réponse du Prince & Duc de Marlborough
à l'Electeur de Bavière.*

MONSIEUR,

Ayant communiqué à la Reine ma Maî-
resse ce que Votre Altesse Electorale m'a
ait l'honneur de m'écrire par sa Lettre du
11. du mois passé, des intentions du Roi
Très-Chrétien, de chercher les moyens
rétablir la tranquillité de l'Europe par
les Conférences à tenir pour cet effet en-
tre des Députés de part & d'autre ; Sa
Majesté m'a ordonné de répondre à Vô-
re Altesse Electorale, que c'est avec plai-

B 2

fin

fir qu'Elle apprend les inclinations du Roi à prêter les mains pour parvenir à une Paix solide & durable avec tous les Alliez. Comme cela a été le seul but qui a obligé Sa Majesté à continuer cette Guerre jusques à présent, aussi sera-t-Elle bien aise de la finir de concert avec ses Alliez, à des conditions, qui les puissent mettre à l'abri de toutes apprehensions d'être obligez à reprendre les Armes après un petit intervalle, comme il est arrivé dernièrement. Sa Majesté veut bien aussi que je déclare, qu'Elle est prête d'entrer conjointement avec tous ses Hauts-Alliez dans des mesures justes & nécessaires pour parvenir à une telle Paix, Sa Majesté étant résolue de ne pas entrer en Négociation sans la participation de sesdits Alliez: Mais la voye proposée par des Conférences, sans des éclaircissemens plus particuliers de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, ne lui semble pas propre à arriver à cette Paix réellement solide & durable. Messieurs les Etats Généraux sont du même sentiment; ainsi Votre Altesse Electorale jugera bien qu'il faudra songer à des moyens plus solides pour parvenir à ce grand but, auquel Sa Majesté prêterait volontiers les mains
avec

touchant la Paix d'UTRECHT. 29

avec toute la sincérité qu'on puisse souhaiter, n'ayant rien tant à cœur que le soulagement de ses Sujets & le repos de l'Europe. Au reste V^{otre} Altesse Electorale me fera toujours la justice, d'être persuadée du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, &c.

A la Haye ce 20. de Novembre 1706.

*Lettre du Roi Très-Chrétien,
au Pape.*

TRES-SAINT PERE,

Les soins que V^{otre} Sainteté continue de se donner pour procurer la Paix à l'Europe, nous sont toujours également agréables. Nous n'avons rien-plus à cœur, que de seconder ses instances, & nous voulons bien encore aller au devant de tout ce qui pourroit les rendre fructueuses. Comme il n'a pas tenu à nous, que la Guerre n'ait pas été commencée, aussi continuerons nous à rechercher les occasions de la finir, par les voyes les plus promptes & les plus faciles. V^{otre} Beatitude a été informée, que nous

B 3

avons

avons déjà fait plusieurs fois les avances pour parvenir à un but si salutaire. Il faut attribuer au malheur du tems, que des Princes Catholiques, frappez de la crainte de déplaire à leur Alliez, refusent encore d'écouter les saintes exhortations du Vicaire de Jesus-Christ. Lorsque nous remimes à l'Arbitrage de *Vôtre Sainteté*, de regles les droits de l'Empereur, par une compensation sur quelques Etats de la Monarchie d'Espagne; les Ministres de *Vôtre Béatitude* furent chargez du soin d'en faire la proposition à ce Prince; mais avec quelle hauteur ne l'a-t-il pas rejet-tée? ayant dit des choses exorbitantes, & demandé avec fierté le rappel de nôtre Petit-Fils. Qui auroit crû, *Très-Saint Pere*, qu'il feroit une réponse si orgueilleuse à un Roi, insulté au Ministre de *Vôtre Sainteté*, & à notre amour pour la Paix? Car la conjoncture, bien loin d'être favorable à la Maison d'Autriche, sembloit alors la menacer, par la supériorité de nos forces & par le gain de la Bataille de *Cassano*; mais Dieu qui est le maitre des événemens, changea la disposition de nos affaires. Cependant quoi que nous fussions occupez du soin de re-

pa-

parer nos pertes, nous n'oubliâmes point l'idée de la Paix que nous avions conçue dans le temps même de nôtre plus grande prospérité.

Nous réitérâmes à la Hollande l'offre d'une Barrière pour leur Etat, & des sûretés demandées pour leur Commerce; en nous réservant de traiter d'une compensation avec l'Empereur. Des propositions si raisonnables, furent de nouveau rejetées, par les intrigues du Parti qui s'étoit montré contraire à l'agrandissement de notre Petit-Fils; & nous donnâmes alors tous nos soins, à augmenter les préparatifs d'une Guerre, qui nous avoit été violemment & injustement déclarée.

Néanmoins comme il nous est important de correspondre encore aux salutes exhortations de *Vôtre Bénédicté*, & afin qu'il ne reste aucun prétexte à nos Ennemis, de nous imputer la cause de tant de sang Chrétien répandu, & qui va encore se répandre; nous ferons à *Vôtre Sainteté* l'explication qu'Elle desire, sur les dispositions où nous sommes pour la Paix. Nous dirons donc à *Vôtre Bénédicté*, que le Roi nôtre Petit-Fils nous a confié ses Pouvoirs, pour transporter à l'Archiduc

une partie des Etats qui composent la Monarchie d'Espagne. Le Roi Catholique a le cœur des véritables Espagnols, & se contente de regner sur eux.

L'Empereur donc peut seuls'expliquer à présent; il dépendra de ce Prince, que le *Milanois*, *Naples*, & *Sicile*, avec les autres *Iles de la Méditerranée*, dépendantes d'Espagne, soient à jamais réunies dans sa Maison.

On conviendrait aisément d'une *Barrière* pour la *République des Provinces-Unies*; & les deux prétextes de la Guerre étant ainsi levez, il seroit facile de mettre fin aux malheurs dont l'Europe est depuis si long-temps accablée.

Nous prions Dieu qu'il conserve pendant longues années *Vôtre Sainteté* dans le Gouvernement de son Eglise. *Vôtre Deu* vot Fils le Roi de France & de Navarre,

Etoit Signé,

LOUIS.

Et plus bas, COLBERT.

Ecrit à Versailles le 15. Fevrier 1707.

Articles Preliminaires

Arrêtez en 1709.

*Pour servir au Traité de la Paix
générale.*

ARTICLE PREMIER.

On procedera incessamment à faire une bonne, ferme & durable Paix, Confédération, & perpétuelle Alliance & Amitié, entre Sa Majesté Impériale, comme aussi entre tous & chacun des Alliez de Sa Majesté Impériale; & principalement le Royaume de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'une part, & de l'autre entre Sa Majesté Très-Chrétienne & ses Alliez. Et comme les conjonctures présentes n'ont pas permis que Sa Majesté Impériale ait préalablement pû recevoir l'agrément, & un consentement de l'Empire sur tout ce qui le regarde dans plusieurs Articles contenus dans ces Préliminaires; Elle tâchera d'obtenir, suivant l'usage établi dans l'Empire, le plutôt qu'il sera possible, le consentement & la Ratification dudit Empire, avant l'exé-

cution de ces Articles qui regardent particulièrement l'Empire.

II.

Et pour parvenir à ce but tant salutaire au plûtôt, & en jouir à présent autant qu'il sera possible, on est convenu des Articles Préliminaires qui doivent servir de fondement aux Traitez de la Paix générale.

III.

Premièrement, en considération & en conséquence de ladite bonne Paix & Réunion sincère de toutes parts, le Roi Très-Chrétien reconnoîtra à présent publiquement & authentiquement, comme aussi ci après dans les Traitez de Paix à faire, le Roi Charles III. en qualité de Roi d'Espagne, des Indes, de Naples, & de Sicile, & généralement de tous les Etats & Dépendances compris sous le nom de la Monarchie d'Espagne, en quelque partie du monde qu'ils soient situés; à la reserve de ce qui doit être donné à la Couronne de Portugal & au Duc de Savoye, suivant les Traitez faits entre les Hauts Alliez; & de la Barrière que ledit Roi Charles III. doit laisser garder aux dits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans les Pais-Bas, selon

lon la teneur de la Grande-Alliance de l'année 1701 ; & de ce qui sera dit ci-après du Haut Quartier de Gueldre ; & des Conventions à faire avec ledit Roi Charles III., sans en rien excepter davantage , ainsi & avec tous les droits que le feu Roi d'Espagne Charles II. a possédé , ou dû posséder , tant pour lui , que pour ses Heritiers & Successeurs , selon la disposition testamentaire de Philippe IV., & les Pactes établis & reçus dans la Sérénissime Maison d'Autriche.

IV.

Et d'autant que le Duc d'Anjou est présentement en possession d'une grande partie des Royaumes d'Espagne , des Côtes de Toscane , des Indes , & d'une partie des Pais-Bas , il a été réciproquement convenu , que pour assurer l'exécution desdits Articles , & des Traitez à faire & à achever dans l'espace de deux mois , à commencer du premier du mois de Juin prochain , s'il est possible , Sa Majesté Très-Chrétienne fera en sorte que dans ce même terme le Royaume de Sicile soit remis à Sa Majesté Catholique Charles III. ; & ledit Duc sortira en pleine sûreté & liberté , de l'étendue des Roy-

aumes d'Espagne , avec son Epouse , les Princes ses Enfans , leurs Effets , & généralement toutes les Personnes qui les voudront suivre : En sorte que si ledit terme finit , sans que ledit Duc d'Anjou consente à l'exécution de la présente Convention , le Roi Très-Chrétien , & les Princes & Etats stipulans , prendront de concert les mesures convenables pour en assurer l'entier effet , & que toute l'Europe , par l'accomplissement desdits Traitez de Paix , jouisse incessamment d'une parfaite tranquillité.

V.

Pour en avancer l'établissement , Sa Majesté Très-Chrétienne retirera dans le terme desdits deux mois les Troupes & les Officiers qu'Elle a présentement en Espagne , & aussi celles qui se trouvent dans le Royaume de Sicile , aussi bien que dans les autres Lieux , Païs , & Etats , dépendans de ladite Monarchie d'Espagne en Europe , & des Indes , aussi-tôt qu'il sera possible ; promettant en foi & parole de Roi , de n'envoyer désormais au Duc d'Anjou , s'il refuse d'y acquiescer , ni à ses Adhérens , aucun secours , soit de Troupes , Artillerie , Amunitions de guerre , ou d'Ar-
gent

gent directement ou indirectement.

VI.

La Monarchie d'Espagne demeurera dans son entier dans la Maison d'Autriche, de la maniere qu'il a été dit ci-dessus, sans qu'aucune de ses parties puisse en être jamais démembrée, ni ladite Monarchie en tout, ni en partie, être unie à celle de France, ni qu'un seul & même Roi, ni un Prince de la Maison de France en devienne le Souverain, de quelque maniere que ce soit, par Testament, Actes, Succession, Conventions Matrimoniales, Dons, Ventes, Contracts, ou autres voyes, telles qu'elles puissent être, ni que le Prince qui regnera en France, ni un Prince de la Maison de France, puisse jamais regner aussi en Espagne, ni acquérir dans l'étendue de ladite Monarchie aucunes Villes fortes, Places, ou Pais, dans aucune partie d'icelle, principalement dans les Pais-Bas; en vertu d'aucuns Dons, Ventes, Echanges, Conventions Matrimoniales, Héritéitez, Appels, Succession par Testament, ou *ab Intestato*, en quelque sorte & maniere que ce puisse être, tant pour lui que pour les Princes ses Enfans, & Fré-

res, leurs Héritiers & Descendans.

VII.

Spécialement, que la France ne pourra jamais se rendre Maître des Indes Espagnoles, ni envoyer des Vaisseaux pour y exercer le Commerce, sous quelque prétexte que ce soit.

VIII.

Sa Majesté Très-Chrétienne voulant donner des marques certaines du dessein qu'Elle a de maintenir une Paix ferme & stable, & faire cesser tout ombrage de desseins, consent à remettre à Sa Majesté Impériale, & à l'Empire, la Ville & Citadelle de Strasbourg, dans l'état où elle se trouve présentement, avec le Fort de Kell & ses dépendances, situez des deux côtez du Rhin; sans aucune repetition de fraix, ou dépenses, sous quelque prétexte que ce soit; avec cent pièces de Canon de bronze, de different calibre, savoir cinquante pièces de vingt-quatre & de douze livres de bales, & cinquante pièces de huit, & de quatré livres, & les munitions à proportion; pour être rétablie dans les Prérogatives & Privilèges des Villes Impériales, dont elle jouïssoit avant que d'être sous la Domination de Sa Majesté

esté Très-Chrétienne. Laquelle Ville de Strasbourg & Forts, seront rendus & évacuez aussitôt après les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire, qui seront échangées a la Haye, & qu'il comparoîtra aux Portes de ladite Ville de Strasbourg & Forts, quelque'un muni d'un Plein-pouvoir de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, selon la forme accoûtumée, pour en prendre possession.

IX.

Que la ville de Brisac, avec son Territoire soit évacuée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & remise par Elle à Sa Majesté Impériale & à la Maison d'Autriche, avec tous les Canons, Artillerie & Amunitions de Guerre qui s'y trouveront, à la fin de Juin au plus tard; pour en jouir désormais en toute propriété, ainsi que Sa Majesté Imperiale en a joui & dû jouir en exécution du Traité de Paix de Ryswick, avec les Canons, Artillerie & Amunitions de Guerre qui s'y trouvent.

X.

Sa Majesté Très-Chrétienne possèdera désormais l'Alsace, dans le sens littéral du Traité de Wephalie, en sorte qu'Elle se contentera du Droit de Préfecture sur les
dix

dix Villes Impériales de ladite Alsace, (sans pouvoir néanmoins étendre ce droit au préjudice des Prérogatives, Droits, & Privilèges, qui leur compètent comme aux autres Villes libres de l'Empire) pour en jouir, aussi bien que des Prérogatives, Revenus & Domaines, ainsi que Sa dite Majesté en a dû jouir, lors de la conclusion dudit Traité; devant aussi être remises les Fortifications dës dites Villes au même état qu'elles étoient alors; excepté toutefois la Ville de Landau, dont la possession & propriété appartiendront pour toujours à Sa Majesté Impériale & à l'Empire, avec faculté de démolir ladite Place, s'il est jugé à propos par l'Empereur & l'Empire.

XI.

Qu'en conséquence dudit Traité de Westphalie Sa dite Majesté Très-Chrétienne sera démolir dans le temps convenu, à ses dépens, les Fortereffes qu'Elle a présentement sur le Rhin, depuis Bâle jusques à Philipsbourg, nommément Huningue, le Neuf-Brifac, & le Fort-Louïs, avec tous les ouvrages & dépendances dudit Fort, tant en deça qu'au delà du Rhin, sans que jamais on puisse les rétablir.

XII.

XII.

Que la Ville & Forteresse de Rhinfeltz avec ce qui en dépend , demeurera au Land-Grave de Hesse-Cassel , jusques à ce qu'il en soit convenu autrement.

XIII.

La Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux, soutenant que la Clause inserée dans l'Article IV. du Traité de Ryswick, touchant la Religion, est contre la teneur de la Paix Westphalie, & que conséquemment elle devoit être évoquée, il a été trouvé bon que cette affaire fera remise à la Négociation de la Paix générale.

XIV.

Quant à la Grande-Bretagne, Sa Majesté Très-Chrétienne reconnoîtra dès à présent & dans la Négociation de ce Traité de Paix à faire, la Reine de la Grande-Bretagne en cette qualité.

XV.

Sadite Majesté reconnoîtra aussi la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne , dans la Ligne Protestante , ainsi qu'elle est établie par les Actes du Parlement de la Grande-Bretagne.

XVI.

XVI.

Le Roi Très-Chrétien cedera à la Couronne de la Grande-Bretagne, ce que la France possède dans l'Île de Terre-neuve, & on restituera, de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, aussi-bien que de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, tous les Païs, Îles, Fortereffes & Colonies, que les Armes de l'un & de l'autre côté ont occupez depuis la présente Guerre, en quelque lieu des Indes qu'ils soient situez.

XVII.

Sadite Majesté promet de faire raser toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque, du Port, & des Rysbanks & ce qui en pourroit dépendre, à ses dépens, sans exception, en sorte que la moitié desdites Fortifications soit rasée & la moitié du Port comblée dans l'espace de deux mois, & l'autre moitié des Fortifications rasée, aussi-bien que l'autre moitié du Port comblée dans l'espace de deux autres mois; le tout à la satisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne, & des Etats Généraux: Sans qu'il soit permis de rétablir ces Fortifications & de rendre le Port navigable à jamais, ni d'
recte

ectement ni indirectement.

XVIII.

La personne qui prétend être Roi de la Grande-Bretagne, ayant désiré de sortir hors du Royaume de France, & de prévenir la demande que la Reine de la Grande-Bretagne & que la Nation Britannique ont faite, le retirera en tel País & de telle manière que par le prochain Traité de Paix générale il sera convenu sur les moyens dudit Traité.

XIX.

Dans la Négociation principale du Traité à faire, on tâchera de convenir d'un Traité de Commerce avec la Grande-Bretagne.

XX.

A l'égard du Roi de Portugal, Sa Majesté Très-Chrétienne consentira qu'il jouisse de tous les avantages établis en sa faveur par le Traité fait entre lui & les Alliez.

XXI.

Sa Majesté reconnoîtra le Roi de Prusse en cette qualité, & promettra de ne le point troubler dans la possession de la Principauté de Neuf-Châtel & du Comté de Vallengin.

XXII.

XXII.

Et quant aux Seigneurs Etats Généraux, Sa Majesté leur cedera, dans les termes les plus précis qu'il conviendra, les Places de Furnes & Furner-Ambagt, le Fort de Knok, y compris Menin avec sa Verge, Ypres avec sa Châtellenie & ses dépendances, qui seront desormais Bailleur ou Belles, Warneton, Commine Werwic, Popperinguen, & ce qui dépend des lieux ci-dessus exprimez (la Ville & Châtellenie de Cassel demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne) Lill avec sa Châtellenie (à l'exception de la Ville & Gouvernance de Douai) Tournai, Condé, & Maubeuge, avec toutes leurs dépendances; le tout en l'état qu'il sont à présent lesdites Places; spécialement avec les Canons, Artillerie, & Ammunition de Guerre qui s'y trouvent pour aussi servir de Barrière avec le reste des Pais-Bas Espagnols auxdits Seigneurs Etats Généraux, & pour en pouvoir convenir avec ledit Roi Charles, selon la teneur de ladite Grande-Alliance, tant à l'égard de la Garnison que lesdits Seigneurs Etats Généraux y tiendront, qu'à toutes les autres choses dans les Pais

as Espagnols ; & particulièrement pour
voir en toute Propriété & Souveraineté
Haut Quartier de Gueldre selon le XII.
rticle du Traité de Munster de l'an
648. comme de temps en temps ils le
ouveront à propos , bien entendu que
il y a un Magasin général à Tournai ,
n conviendra de la quantité & qualité
Artillerie & Munitions , qui seront lais-
es dans ladite Place.

XXIII.

Sa Majesté Très-Chrétienne rendra aus-
toutes les Villes , Forts , & Places qu'El-
aura occupés dans les Pais-Bas Espa-
nols , dans l'état qu'ils sont présentement ,
ec leurs Canons , Artillerie , & Amu-
tions de Guerre. Bien-entendu que si
e puis que les Troupes du Roi Très-
hrétien sont entrées dans Namur , il
est fait quelque Magasin ou amas d'Ar-
lerie & Amunitions dans ladite Ville
Château , outre que pour leurs défen-
 , ils seront retirez par les Officiers de
Majesté Très-Chrétienne , de concert
ec ceux des Etats Généraux , dans le
mps de l'évacuation ; laquelle ne pourra
re retardée pour raison de cela , mais
ra faite dans le temps qu'il sera réglé ;
le

le tout sous condition expresse , que la Religion Catholique sera maintenue dans toutes lesdites Places rendues , & Lieux & Dépendances , en la même manière qu'elle y est établie , hormis que les Garnisons de l'Etat pourront exercer leur propre Religion , tant dans les Places cédées pour l'augmentation de la Barrière , que dans les Places des Pais-Bas Espagnols rendus.

XXIV.

Et afin que cette Convention puisse sortir un plein effet , Sa Majesté Très Chrétienne promet de ne faire sortir de à présent ni Canons , ni Artillerie , ni Ammunitions de Guerre des Villes & Forts qui devront être rendu & ceder en vertu de ces Articles.

XXV.

Sa Majesté accordera auxdits Seigneurs Etats Généraux touchant leur Commerce ce qui est stipulé par le Traité de Riswyk & le Tarif de 1664. , la suppression des Tarifs faits depuis , la revocation de tous Edits , Déclarations , & Arrêts postérieurs , contraires audit Tarif de l'an 1664. , & aussi l'annulation du Tarif fait entre la France & lesdits Seigneurs Etats Généraux le

Mai de l'an 1699., de sorte qu'il n'y aura que le Tarif du 18 Septembre de l'an 64. qui aura lieu à leur égard; ensemble l'exception de 50. sols par tonneau sur Vaisseaux Hollandois trafiquans dans Ports de France.

XXVI.

Sa Majesté reconnoitra lors de la signature des Traitez de Paix, le Neuvieme électorat, érigé en faveur de Son Altesse électrale d'Hannover, de Brunswik & Lunebourg.

XXVII.

Le Duc de Savoye sera remis en possession du Duché de Savoye, du Comté de Nice & de tous les Lieux, & Paix qui lui partiennent héréditairement, & que les armées de Sa Majesté auront occupées pendant le cours de la présente Guerre, sans aucune reserve, consentant d'ailleurs que Son Altesse Royale jouisse de tous les Pais, Etats & Places qui lui ont été cédés par l'Empereur & ses Alliez.

XXVIII.

Que le Roi Très-Chrétien cède à Mr. le Duc de Savoye la Propriété & Souveraineté des Villes d'Exilles, Fenestrelles, Chaumont, occupées présentement par les

les Armes de Son Altesse Royale, aussi bien que de la Vallée de Pragelas comme aussi de tout ce qui est en deça du Mor Genevre & autres, en sorte que desormais cesdits Monts servent de Barrière & de Limites entre le Royaume de France & la Principauté de Piémont.

XXIX.

Quant aux ci-devant Electeurs de Cologne & de Bavière, leurs demandes & prétentions seront remises à la Négociation du Traité de Paix; & les Dispositions & Decrets de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire faits & émanez durant cette Guerre, seront soutenus à l'égard de Son Altesse Electorale Palatine, qui restera dans la possession du Haut-Palatinat, du Comté de Cham, & dans le Rang & Dignité, tout de même comme il en a été investi par Sa Majesté Imperiale comme aussi à l'égard de ce qui a été fait en faveur de la Ville Imperiale de Donawert, & de plusieurs autres dispositions de cette nature.

XXX.

Et pour ce qui regarde les Garnisons qui se trouvent, où se trouveront ci-après, de la part des Etats Généraux, dans

la Ville de Huy, la Citadelle de Liege, & dans la Ville de Bon, elles y resteront jusques à ce qu'il soit convenu autrement avec Sa Majesté Imperiale, & l'Empire.

XXXI.

Et pour faire cesser tous les doutes sur l'exécution desdits Articles, & en avancer l'exécution dont dépend le rétablissement du repos général, & de la Confiance & Amitié reciproquement, on promet que les demandes ultérieures que l'Empereur, la Reine de la Grande-Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux pourront faire dans la Négociation de la Paix générale, aussi-bien que le Roi Très-Chrétien, ne pourront interrompre l'Armistice dont il sera parlé ci-après.

XXXII.

Pour l'Empire, les quatre Cercles associés, le Roi de Portugal, le Roi de Prusse, le Duc de Savoye, & autres Alliez, il leur sera libre, outre ce qui leur est accordé ci-dessus, de faire dans ladite Assemblée générale telles demandes qu'ils trouveront convenables.

XXXIII.

La Négociation générale se terminera, s'il est possible, dans le temps de deux mois, comme ci-dessus.

XXXIV.

Et afin que ladite Négociation se puisse tant mieux faire dans le terme desdits deux mois, & que sur l'exécution desdits Articles, la Paix s'en puisse suivre immédiatement, il a été accordé qu'il y aura une Cessation d'Armes entre les Armées de toutes les Hautes Parties qui sont en Guerre, à commencer par tout, lors que la conclusion desdits Articles pourra venir à la connoissance desdites Hautes Parties presentement en Guerre.

XXXV.

Le Roi Très-Chrétien pour donner des preuves de son désir & inclination pour terminer cette sanglante Guerre des a présent, promet aussi-tôt après la Conclusion & la Ratification desdits Articles, d'évacuer, comme ci-dessus, aux Pais-Bas, les Villes de Namur, Mons & Charleroi, devant le 5. de Juin prochain; Luxembourg, Condé, Tournai

& Maubeuge, 15. jours après; & devant le 5. de Juillet, les Villes de Nieuport & Furnes, & les Forts de Knok & Ypres; & devant l'expiration de ces deux mois, de raser & combler comme on est convenu ci-dessus, les Fortifications & le Port de Dunkerque; se rapportant, à l'égard de Stratsbourg & du Fort de Kell, à ce qui est stipulé par l'Article VIII.

XXXVI.

Sa Majesté Très-Chrétienne promet de même au temps de ladite conclusion, & devant l'expiration des deux mois après, d'exécuter tout ce qui a été accordé ci-devant à l'égard des autres Alliez.

XXXVII.

Et en cas que le Roi Très-Chrétien exécute tout ce qui a été dit ci-dessus, & que toute la Monarchie d'Espagne soit rendue & cedée audit Roi Charles III. comme il est accordé par ces Articles, dans le terme stipulé, on a accordé que la Cessation d'Armes entre les Armes des Hautes Parties en Guerre, continuera

jusques à la conclusion & à la Ratification des Traitez de Paix à faire.

XXXVIII.

Tout ceci servira de base & de fondement des Traitez de Paix à faire, dont on fera l'extension dans les termes les plus amples, comme on a accoustumé de faire dans les Traitez de Paix, tant à l'égard des Cessions, Successions, Rénontiations, Dépendances, & Annexes, Evacuation du Canon, Artillerie, & Amunitions de Guerre, Galeres, & Chiourmes, sans fraix ni dépens, ni semblables choses.

XXXIX.

Les Ratifications des Articles Préliminaires ci-dessus seront formées & échangées de la part du Roi T. Chrétien, de la Reine de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avant le 15. Juin prochain; de la part de l'Empereur, le premier Juillet suivant, & de celle de l'Empire le plutôt qu'il sera possible; & aussi-tôt après la délivrance des-dites Ratifications de la Reine de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, l'on

on procedera à l'exécution de ce qui est stipulé touchant l'évacuation des Places que Sa Majesté Tres-Chrétienne doit rendre & ceder, aux Pais-Bas, comme aussi touchant la Dêmolition de la Ville de Dunkerque, Comblement du Port, & tout ce qui est accordé auxdites Puissances. La même exécution aura lieu pour ce qui est stipulé en faveur de l'Empereur, & du Roi Charles III. après la Ratification de Sa Majesté Imperiale.

X L.

Et pour avancer la conclusion des Traitez de la Paix générale, il a été convenu que le 15. du mois de Juin prochain le Congrès commencera en ce lieu de la Haye; & tous les Rois, Princes, & Etats, Allies & autres, seront invitez d'y envoyer leurs Ministres & Plénipotentiaires. Et pour prévenir toutes les difficultez & embarras sur le Cêremoniel, & avancer d'autant plus la conclusion de la Paix générale, ceux desdits Ministres qui auront le Caractère d'Ambassadeurs, ne le déclareront que le jour de la signature des Traitez de ladite Paix. Ainsi fait, convenu & signé par les Plénipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté la Rei-

ne de la Grande-Bretagne, des Seigneurs
Etats Généraux des Provinces-Unies,
avec les Ministres Plénipotentiaires de Sa
Majesté Très-Chrétienne.

A la Haye ce 28. Mai 1709.

<i>L. S. Eugene de</i>	<i>L. S. Le Prince</i>	<i>L. S. J. van Welderen.</i>
<i>Savoie.</i>	<i>& Duc de</i>	<i>L. S. F. B. de Rbeede.</i>
<i>L. S. Philippe</i>	<i>Marlborough.</i>	<i>L. S. A. Heinsius.</i>
<i>Louis Comte de</i>	<i>L. S. Townshend.</i>	<i>L. S. Coningh.</i>
<i>Sinxsendorff.</i>		<i>L. S. F. Baron de Resde</i>
		<i>de Renswoude.</i>
		<i>L. S. S. van Goffinga.</i>
		<i>L. S. E. van Ittersum.</i>
		<i>L. S. W. Wichers.</i>
		<i>L. S. Wilhelm Buyre.</i>
		<i>L. S. Vander Dussen.</i>

T R A I T É D E L A B A R R I E R E,

*Entre le Plénipotentiaire de S. M. B.
& ceux des Etats Généraux des
Provinces-Unies.*

Conclu le 29. Octobre 1709.

SA MAJESTÉ la Reine de la Grande-
Bretagne; & les Seig. Etats Géné-
raux des Provinces-Unies, aiant consi-
deré,

deré, combien il importoit au repos & à la sûreté de leurs Royaumes & États, & à la tranquillité publique, de maintenir & d'assurer d'une part la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne, telle quelle est présentement établie par les Loix du Royaume, & que d'autre part lesdits États Généraux des Provinces-Unies aient une forte & suffisante Barrière contre la France, & autres qui les voudroient surprendre ou attaquer; & Sa Majesté & lesdits Seigneurs États Généraux appréhendant, avec juste raison, les troubles & les malheurs qui pourroient survenir au sujet de cette Succession, s'il se trouvoit un jour quelque Personne un quelque Puissance, qui la revoquât en doute, & que les Païs & États desdits Seigneurs États Généraux ne fussent pas munis d'une telle Barrière. Pour ces-dites raisons, Sadite Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, quoique dans la vigueur de son âge, & jouissant d'une parfaite santé, (que Dieu lui conserve longues années) par un effet de sa prudence & de sa piété ordinaire, a jugé à propos, d'entrer avec les Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies dans une Alli-

ance & Confédération particuliere, dont la principale fin & l'unique but seront le repos & la tranquillité publique, & de prévenir par des mesures, prises à tems, tous les événemens qui pourroient exciter un jour de nouvelles Guerres: C'est dans cette vûë que Sa Majesté Britannique a donné son plein-Pouvoir, pour convenir de quelques Articles d'un Traité Additionnel aux Traitez & Alliances, qu'Elle a déjà avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, à son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, le Sieur Charles Vicomte de Townshend, Baron de Lynregis, Conseiller du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Capitaine des Gardes Hallebardiers de Sadite Majesté, & son Lieutenant dans la Comté de Norfolk, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aux Sieurs Jean de Welderen, Siegneur de Valburg, Grand-Baillif de la Basse-Betuwe, du Corps de la Noblesse de la Province Gueldre; Frederik Baron de Rheede, Seigneur de Lier, St. Antoine, & ter Lee, de l'Ordre de la Noblesse de la Province de Hollande & West-Frise; Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire de la Province de
Hol-

Hollande & West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur Intendant des Fiefs de la même Province; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkesteijn, &c; Gedeon Hoeuft, Chanoine du Chapitre de St. Pierre à Utrecht, & Conseiller élu dans les Etats de la Province d'Utrecht; Hessel van Sminia, Secrétaire de la Chambre des Compres de la Province de Frise; Ernest d'Iterfum, Seigneur d'Osterhof, du Corps de la Noblesse de la Province d'Over-Yssel; & Wicher Wichers, Sénateur de la Ville de Groningue; tous Députés à l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Généraux de la part respectivement des Province de Gueldre, de Hollande & West-Frise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Over-Yssel, & de Groningue & Ommelandes, lesquels, en vertu de leurs Plein-pouvoirs, sont convenus des Articles suivans.

I.

Les Traitez de Paix, d'Amitié, d'Alliance & de Confédération entre Sa Majesté Britannique & les Etats Généraux des Provinces-Unies, seront approuvez & confirmez par le présent Traité, & demeureront dans leur première force & vi-

gneur , comme s'ils y étoient inferez de mot à mot.

II.

La Succeſſion à la Couronne d'Angleterre aiant été réglée par un Acte du Parlement, paſſé la 12. année du Regne de feu S. M. le Roi *Guillaume III.* dont le titre eſt, *Acte pour la plus ample limitation de la Couronne, & pour la plus grande ſûreté des Droits & des Libertez des Sujets;* & nouvellement en la 6. année du Regne de S. M., la Reine à préſent regnante, cette même Succeſſion aiant encore été établie & affermie par un autre Acte, fait pour la plus grande ſûreté de la Perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté, & de la Sueceſſion à la Couronne de la Grande-Bretagne, &c. dans la Ligne de la Sere- niſſime Maïſon de *Hanovre*, & en la Perſonne de la *Princeſſe Sophie*, & de ſes *Héritiers, Succeſſeurs & Descendants, Mâles & Femelles, nez & à naître.* Et aucune Puïſſance n'ayant droit de ſ'oppoſer aux Loix faites ſur ſe ſujet, par la Couronne & le Parlement de la Grande-Bretagne: S'il arrivoit néanmoins, ſous quelque prétexte, ou pour quelque cauſe que ce pût être, que quelque Perſonne ou quel-

quelque Puissance ou Etat, prétendit revoquer en doute l'établissement que le Parlement a fait de ladite Succession, dans la Serenissime Maison de Hanovre, de s'opposer à ladite Succession, d'aider ou de favoriser ceux qui s'y opposeroient, soit directement ou indirectement, par une Guerre ouverte, ou en fomentant des Seditions & des Conspirations contre Celle, ou Celui, en faveur de qui la Couronne de la Grande-Bretagne seroit ouverte, conformément aux Actes susdits; les Etats Généraux des Provinces-Unies s'engagent & promettent d'assister, & de maintenir dans ladite Succession, Celle ou Celui à qui elle apartiendra, en vertu desdits Actes du Parlement, de les aider à en prendre possession, s'ils ne l'avoient déjà prise, & de s'opposer à ceux qui voudront les troubler dans la prise de possession, ou dans la possession actuelle de ladite Succession.

III.

Sadite Majesté & les Etats Généraux, en consequence du cinquième Article de l'Alliance, concluë entre l'Empereur, le feu Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux le 7. Septem-

bre 1701. emploieront toutes leurs forces, pour recouvrer le reste des Pais-Bas Espagnols.

IV.

Et de plus, on tâchera de conquérir autant d'autres Villes & Forts qu'il se pourra, afin qu'ils puissent servir de Barrière & de sûreté auxdits Seigneurs Etats.

V.

Et comme suivant le 9. Article de ladite Alliance, on doit convenir entre autres choses, comment & de quelle maniere l'Etat sera mis en sûreté par le moien de cette Barrière, la Reine de la G. Bretagne fera ses efforts pour procurer, que dans le Traité de paix il puisse être convenu, que tous les Pais-Bas Espagnols, & ce que l'on pourroit en outre trouver nécessaire, soit à l'égard des Villes & Places conquises ou non conquises, serviront de Barrière à l'Etat.

VI.

Qu'à cette fin, L. H. P. pourront mettre & avoir Garnison, la changer, augmenter & diminuer, comme ils le jugeront à propos, dans les Places suivantes; à savoir, *Nieuport, Furnes* avec le Fort de *Knocke*, *Ypres*, *Menin*, la Ville & la

Cita-

Citadelle de *Lille*, *Tournay* & la Citadelle, *Tondé*, *Valenciennes*, & les Places qu'on pourra conquérir encore sur la France; *Maubeuge*, *Charleroi*, *Namur* & la Citadelle, *Liere*, *Hale* à fortifier, les Forts de la *Perre*, *Philippe*, *Damme*, le Château de *Gand* & *Dendermonde*; le Fort *St. Donas* étant attaché aux Fortifications de *l'Ecluse*, & étant entièrement incorporé, demeurera & sera cédé en propriété à l'Etat; le Fort de *Rodenhuysen* en deçà de *Gand* sera razé.

VII.

Lesdits Seig. Etats Généraux pourront aussi mettre, en cas d'attaque apparente, ou de Guerre, autant de Troupes qu'ils jugeront nécessaire, dans toutes les Villes, Places & Forts des Pais-Bas Espagnols, où la raison de Guerre le demandera.

VIII.

Et pourront aussi envoyer dans les Villes, Forts & Places, où ils auront leurs Garnisons, sans aucun empêchement, & sans payer aucuns Droits des Vivres, Munitions de Guerre, Armes & Artillerie, des Matériaux pour les Fortifications,

& tout ce que pour lesdites Garnisons & Fortifications sera trouvé convenable & nécessaire.

IX.

Lesdits Seigneurs Etats Généraux pourront aussi mettre dans les Villes, Forts & Places de leur Barrière, mentionnées dans l'Article VI. ci-dessus, où ils auront leurs Garnisons, tels Gouverneurs & Commandans, Majors & autres Officiers qu'ils trouveront à propos, lesquels ne feront sujets à aucuns autres ordres qui regardent la sûreté desdites Places & le Militaire, quels qu'ils soient & de qui ils puissent venir, que seulement privativement à ceux de L. H. P. sans préjudice pourtant aux Droits & Libertez, tant Ecclesiastiques que Politiques du Roi Charles III.

X.

Qu'en outre lesdits Seigneurs Etats pourront fortifier lesdites Villes, Places, & Forts qui en dependent, & en reparrer les Fortifications, de la maniere qu'ils le jugeront nécessaire, & de plus faire tout ce qui sera utile pour leur defense.

XI.

On laissera aux Seigneurs Etats Géné-
raux

aux tous les revenus des Villes, Places, Châtellenies & leurs Dépendances, qu'ils auront pour leur Barrière de la France, lesquelles la Couronne d'Espagne n'étoit pas en possession au temps de la mort du feu Roi *Charles II.* & outre cela on fixera un million de livres, à payer cent mille Écus chaque trois mois des Revenus les plus clairs des Païs-Bas Espagnols, dont ledit Roi étoit alors en possession, pour servir l'un & l'autre à l'entretien des Garnisons de l'États, & pour fournir aux Fortifications, comme aussi aux Magasins & autres dépenses nécessaires dans les Villes & Places susdites: Et afin que les fraix à supporter puissent être trouvez desdits Revenus, on tâchera d'étendre les dépendances & Châtellenies susmentionnées autant qu'on pourra, & spécialement de stipuler avec la Châtellenie d'*Ypre*, celle de *Cassel*, & le Bois de *Niepe*, & avec la Châtellenie de *Lille*, la Gouvernance de *Douay*, l'une & l'autre y ayant été attachées avant la présente Guerre.

XII.

Qu'aucune Ville, Fort, Place ou Païs des Païs-Bas Espagnols, ne pourra être cédé, transporté ou donné, où échoir à
la

la Couronne de France , ou à quelqu'un de la Ligne Françoisse, soit en vertu d'aucun Don , Vente , Echange , Convention matrimoniale, Héredité, Succession par Testament, ou *ab intestat* , de quelque titre que ce puisse être , ni de quelque autre manière que ce soit, être mis au pouvoir ou sous l'autorité du Roi T. C. ou de quelqu'un de la Ligne Françoisse.

XIII.

Et comme lesdits Seigneurs Etats Généraux , en consequence de l'Article 9 de ladite Alliance doivent faire une Convention, ou un Traité avec le Roi *Charles III.* pour mettre l'Etat en sureté, par le moyen de ladite Barrière, la Reine de la G. B. concourra par ses devoirs, afin que tout ce que dessus, touchant la Barrière de l'Etat, soit inferé dans le susdits Traité ou Convention, & que Sa dite Majesté continuera ses devoirs, jusqu'à ce que la susdite Convention entre l'Etat & ledit Roi *Charles III.* soit conclüe, conformément à ce qui est dit ci-dessus, & que S. M. garantira ledit Traité ou Convention.

XIV.

XIV.

Et afin que lesdits Seigneurs Etats jouissent dès à présent, autant qu'il sera possible, d'une Barrière aux Pais-Bas Espagnols, il leur sera permis de mettre leurs Garnisons dans les Villes déjà occupées, & qui pourront l'être encore avant que la Paix soit faite, & mise en execution, & cependant ledit Roi *Charles III.* ne pourra entrer en Possession desdits Pais-Bas Espagnols, ni en tout ni en partie; & pendant ce temps-là, la Reine aidera L. H. P. à les y maintenir dans la jouissance des revenus, & à trouver le million de livres par an, ci-dessus mentionnez.

XV.

Et comme L. H. P. ont stipulé par le Traité de *Munster*, Article XIV. que la Riviere de *l'Escaut*, comme aussi les Canaux du *Sas*, *Zwyn* & autres Bouches de Mer y aboutissant, seroient tenuës closes du côté de cet Etat.

Et Article XV. Que les Navires & Denrées entrans & sortans des Havres de Flandres, seroient & demeureroient chargées de toutes telles impositions & autres charges qui se levent sur les Denrées, allans & venans au long de *l'Escaut* & autres

tres Canaux susmentionnez.

La Reine de la G. B. promet & s'engage, que L. H. P. ne seront jamais inquiétez dans leur droits & possession à cet égard directement ni indirectement; mais qu'elles continueront d'en jouir pleinement; comme aussi qu'au préjudice du dit Traité, le Commerce ne sera pas rendu plus aisé par les Ports de Mer, par la dite Riviere, Canaux & Bouches de Mer du côté de l'Etat des Provinces-Unies ni directement ni indirectement.

Et puis que par le même Traité de *Munster*, Article 16. & 17. S. M. le Roi d'Espagne s'est obligé de traiter les Sujets de L. H. P. aussi favorablement que les Sujets de la Grande-Bretagne & des Villes Anseatiques, qui étoient alors les Nations les plus favorablement traitées, Sa Majesté Britannique & L. H. P. promettent aussi de faire en sorte, que les Sujets de la G. B. & de L. H. P. seront traités dans les Pais-Bas Espagnols, aussi bien que dans toute l'Espagne, Royaumes & Etats en dependans, également tant les uns que les autres aussi favorablement que les Nations les plus favorisées.

XVI.

Ladite Reine & les Etats Généraux s'obligent à donner, par Mer & par Terre, les secours & assistances nécessaires, pour maintenir par la force Sa dite Majesté dans la paisible possession de ses Royaumes, & la Serenissime Maison de *Hanovre* dans ladite Succession, telle qu'elle est établie par les Actes du Parlement ci-dessus mentionnez, & pour maintenir lesdits Etats Généraux dans la possession de ladite Barrière.

XVII.

Après les Ratifications de ce Traité, il sera une Convention particuliere des conditions, auxquelles ladite Reine & lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engageront de fournir les secours, que l'on jugera nécessaires, tant par Mer que par Terre.

XVIII.

Si S. M. B. ou les Etats Généraux des Provinces-Unies, étoient attaqués de qui que ce pût être, à cause de cette Convention, ils s'assisteront mutuellement l'un l'autre de toutes leurs forces. & ils se rendront Garands de l'exécution de ladite Convention.

XIX.

XIX.

Seront invitez & admis dans le présent Traité , le plutôt qu'il se pourra tous les Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, particulièrement S. M. Imperiale, les Rois d'Espagne & de Prusse, & l'Electeur de Hanovre: Et il sera permis à S. M. Britannique, & aux Etats Généraux des Provinces Unies & chacun d'eux en particulier, de requerr & inviter ceux qu'ils jugeront à propos de requerr & inviter, d'entrer dans ce Traité & d'être Garands de son execution.

XX.

Et comme le temps a fait connoître l'omission qui s'est faite dans le Traité signé à *Riswyk* l'an 1697. entre l'Angleterre & la France, au sujet du Droit de Succession d'Angleterre, dans la Personne de S. M. la Reine de la G. B. à présent Regnante; & que faute d'avoir été établi dans ce Traité ce Droit incontestable de Sa Majesté, la France a refusé de reconnoître pour Reine de la G. B. après mort du feu Roi *Guillaume III.* de glorieux Memoire, S. M. la Reine de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux

les Provinces-Unies, conviennent & s'obligent aussi de n'entrer dans aucune Négociation, ni Traité de Paix, avec la France, avant que le Titre de S. M. à la Couronne de la Grande-Bretagne, comme si le Droit de la Succession de la Sérénissime Maison de *Hanovre* à la susdite Couronne, telle qu'elle est réglé & établie par les susdits Actes du Parlement, soit pleinement reconnu par la France, comme Préliminaire, & que la France ait en même temps promis l'éloignement hors de ses Etats, de la Personne qui prétend être Roi de la Grande-Bretagne, & que l'on n'entrera dans aucune négociation ni discussion formelle des titres dudit Traité de Paix, sinon que conjointement & en même temps avec la dite Reine ou avec ses Ministres.

XXI.

Sa Majesté Britannique & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le présent Traité, dans l'espace de quatre semaines à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi les Soussignez Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire
de

de Sa Majesté Britannique & Déput
des Seigneurs Etats Généraux ont sig
le présent Traité, & y ont apposé le C
chet de leurs Armes.

A la Haye le 29. d'Octobre l'An. 1709.

Signé,

L. S. TOWSHEND.

L. S. J. v. WELDEREN

L. S. F. B. van RHEE

L. S. A. HEINSIUS.

L. S. G. HOLUFT.

L. S. H. van SMINIA.

L. S. E. van ITTERSU

L. S. W. WICHERS.

*Copie de l'Ecrit qui fut remis à Mon-
sieur Pettecum par le Marquis
de Torcy, le 27. Novem-
bre 1709.*

Mr. Pettecum retournant à la Hay
fera, s'il lui plait, connoître à M
le Pensionnaire, qu'il seroit impossible
Roi d'exécuter l'Art. XXXVII. des Pr
lim

ninaires, quand même Sa Majesté pour-
roit se résoudre à les signer.

Que sans examiner les observations à
faire sur les termes & sur la forme des
dits Articles, il est constant qu'ils ne
seroient proposez par les Alliez, il y a six
mois, que dans la vûë d'empêcher les
événemens de la Campagne, prête à com-
mencer : Que les actions de la Guerre
pouvant changer les dispositions prochain-
es à la conclusion de la Paix, il étoit alors
de la prudence de les prévenir.

Que cette raison ne subsiste plus, l'Hy-
ver établissant naturellement l'Armistice,
sans aucune Convention par écrit.

Qu'ainsi, sans parler d'avantage d'Ar-
ticles Préliminaires, on pourroit employ-
er les trois mois de l'Hyver à traiter de
Paix définitivement.

Qu'en supprimant la Forme de ces Ar-
ticles, le Roi en laisseroit la Substance :
qu'on traiteroit de la part de Sa Majesté
sur celle des Alliez, sur le fondement
des conditions auxquelles Elle avoit bien
voulu consentir, pour la satisfaction de
l'Empereur, de l'Empire, de l'Angleter-
re, de la Hollande, & de leurs Alliez ;
soit qu'elle ait déclaré que les conditions
le-

seroient nulles, si elles n'étoient pas acceptées pendant le temps des Conférences la Haye.

Qu'elle est prête à reprendre la Négociation sur même pied, à nommer de Plénipotentiaires pour cet effet, & à le envoyer en tel lieu dont il sera convenu pour comencer à conferer avec ceux de Alliez, le premier de Janvier prochain.

Si l'on consent d'entrer en Négociation, le Sieur Pettecum pourroit revenir incessamment, pour regler les Passeports & autres formalitez pour le lieu du Congrès, & la maniere de s'y assembler.

Après que certains Députés de l'Etat Généraux eurent lû & examine ces Articles, L. H. P. vinrent à la Resolution suivante.

Le Sieur *Van Welderen*, & autres Députés de L. H. P. pour les affaires étrangères, aiant eu ordre, par leur Commission du 9. de ce Mois, d'examiner la Réponse que Mr. le Resident *Pettecum* a portée de France, & qu'il a donné par écrit, telle qu'il l'avoit reçue de Mr. le Marquis de *Torci*, Secrétaire d'Etat, lesdits Députés ont fait raport à l'Assemblée. Qu'après avoir mûrement pesé & considéré

ré tous les Articles de ladite Réponse, leur a paru du premier coup d'œil, qu'on abandonne les Fondemens qu'on avoit déjà posez, & sur lesquels on avoit en-
amê, & continué jusques-ici les Né-
gociations qui doivent servir de base à cel-
les d'une Paix générale; car il est clair,
qu'on ne pouvoit attendre aucun succès
de ces dernières Négociations, jusqu'à ce
qu'on eût réglé certains Articles Prélimi-
naires, qui leur servissent de fondement:
que ce fut aussi pour cela que le Président
Mouillé se rendit à la Haye, & le Marquis
de Torci ensuite: qu'on convint avec eux
des Articles Préliminaires, qui furent si-
gnez le 28. Mai de cette Année par les Plé-
potentiaires de Sa Majesté Imperiale,
ceux de Sa Majesté la Reine de la Grande-
Bretagne, & ceux de Leurs Hautes Puissan-
ces, & qui furent d'abord ratifiez par Sa-
te Majesté Britannique & cet Etat:

Que le Roi T. C. n'ayant par voulu
prouver lesdits Préliminaires, à cause de
l'Article XXXVII. on avoit rompu là-
dessus les Négociations; mais que sur de
nouvelles instances de sa part, on les
voit reprises par la voie des Lettres, pour
chercher de lever les difficultez qui regar-
doient ledit Article, soit par un Equiva-

lent, ou par quelque autre moien; & que ce fut l'unique sujet des nouvelles Négociations qui s'ensuivirent, puis qu'on assûroit de la part du Roi de *France*, qu'il approuveroit, & qu'il ratifieroit même tous les autres Articles, dès qu'on seroit convenu de quelque chose sur le XXXVII. Que ce fut le seul motif du Voiage de Mr. *Pettecum*; parce que les Lettres n'avoient rien avancé là dessus, & que la Cour de *France* fit des instances réitérées, afin que ledit Sieur *Pettecum* y pût aller, pour voir si sa présence n'aideroit pas à trouver quelque expédient, capable de surmonter les difficultez, qu'il y avoit à l'égard dudit Article. Mais comme, par la Réponse qu'il en a reçue, il est évident que la *France* abandonne lesdits Préliminaires, qu'elle les renverse d'un bout à l'autre, & qu'elle parle d'entrer en negociation pour la Paix, sans faire aucune mention de Préliminaires; ce qui ruine le Fondement qu'on avoit déjà posé, de même que le but des Alliez, qui vouloient s'assûrer de certains Articles, & de leur execution, avant que de traiter de la Paix dans les formes, & de la conclure: C'est pourquoi lesdits Députez sont d'avis; Qu'on doit
infi-

nsister, de la part des Alliez, sur les Fon-
lemens qu'on avoit posé de concert, &
avec leur aprobation, & qu'on doit décl-
er aussi d'un commun accord, Que pour
es raisons susdites, la Réponse que le Sieur
Pettecum a portée, n'est point satisfaisan-
e; & qu'on doit s'en tenir auxdits Ar-
icles Préliminaires, puis que la *France* ne
ait aucune difficulté que sur le XXXVII.
& que Vos Hautes Puissances ont été d'o-
inion, avec vos Alliez, qu'on pour-
oit chercher là dessus un Expédient qui
atisferoit toutes les Parties intéressées.

Après avoir donc ouï ce raport & con-
ideré, Que bien que tous les Seigneurs
Députez des Provinces respectives croient
unaniment, que pour les bonnes &
capitales raisons ci-dessus allegués, on
loit suivre à tous égards l'Avis de leurs
Députez; cependant ils comptent qu'il
ura plus de force & d'efficace, s'il est
outenu de la Resolution unanime de tous
es Membres de l'Union. C'est pour quoi
il est trouvé à propos, & résolu, Qu'on
en avertira par Lettres les Seigneurs Etats
des Provinces respectives, & qu'on leur
représentera, Que le Sieur *Pettecum*, qui,
la requête & sur les instances réitérées

de la *France*, avoit obtenu la permission, de l'aveu des Alliez, de se rendre à cette Cour, pour voir si l'on pourroit trouver quelque Expédient qui pût lever les difficultés qu'il y avoit sur le XXXVII. Article des Préliminaires, en est révenu, contre l'attente générale, non seulement sans en avoir rapporté un Expédient de cette nature, mais aussi avec une Réponse, où l'on ne dit pas un mot des Propositions qu'on avoit faites ici depuis quelque temps, où l'on abandonne des les Fondemens, dont on étoit convenu de part & d'autre, comme il a été dit, de même qu'avec une Offre d'entrer en Négociation pour la Paix, sans rien ajuster ni régler d'avance: Offre, qu'on à toujours crû dangereuse, que les Alliez ne doivent pas admettre, & qui est opposée à la Déclaration, que la *France* a toujours faite, depuis qu'on eut convenu des Préliminaires, & même par ses dernières Dépêches, savoir, Que tous ces Articles Préliminaires seroient fermes & inébranlables, tels qu'on les avoit reglez, à la réserve de certaines alterations dans les Termes de l'exécution, que la suite du temps avoit rendus nécessaires, si l'on en exceptoit le

XXXVII.

XXXVII. Article tout seul: Qu'on ne peut inferer autre chose de cette maniere d'agir, si ce n'est que l'Ennemi n'est pas disposé à traiter de bonne foi, pour en venir à une Paix ferme & solide, qu'on ne doit avoir aucun égard aux assurances qu'il donne de ses bonnes intentions la dessus, puis que les effets s'accordent si peu avec ses paroles; mais que toutes ses démarches vont plutôt à semer des jalousies & la mesintelligence entre les Alliez, pendant qu'il est resolu de continuer la Guerre, comme toutes les Nouvelles publiques le disent; qu'il paroît aussi d'ailleurs, & qu'on doit l'inferer des préparatifs qu'il fait par tout, avec plus de soin, & d'aplication que jamais.

Il s'ensuit nécessairement de là, qu'il est de la prudence des Alliez, de ne se laisser pas donner le change, par les protestations générales que l'Ennemi fait de sa bonne disposition à la Paix, ni par aucune foible apparence qui tourne de ce côté là, & de ne rien diminuer du soin qu'il faut prendre de tous les préparatifs pour soutenir & pousser vigoureusement cette Guerre, dans l'esperance que Dieu continuera de les favoriser de sa prote-

ction : Mais il est aujourd'hui plus nécessaire que jamais , que tous les Membres de l'Union agissent de concert , avec le même courage & la même constance , pour travailler à tous ces préparatifs & soutenir une Guerre , où Dieu a d'une façon si miraculeuse , béni les Armes des Alliez de tant de glorieux succès ; pour l'amener à une bonne fin , & ne perdre par les Conquêtes & les Avantages qu'ils ont obtenu à travers tant de périls , & qui leur ont coûté tant de sang & de si vastes trésors : Qu'il faut sur tout faire au plus vite les derniers efforts , pour être en état de commencer de bonne heure la Campagne prochaine , & de la pousser vigoureusement , avant que les Ennemis y puissent paroître. Que dans cette vûe , on priera les Seigneurs Etats des Provinces respectives , qui n'ont pas donné jusques-ici leur entier consentement à la Demande générale & à l'Etat de Guerre , de vouloir consentir au plutôt à la Demande pour dresser des Magasins de Fourage , recruter les Troupes , faire un Armement extraordinaire par Mer , & autres Dépenses , & fournir à temps les Sommes , dont on est déjà convenu , afin qu'à la vûe de l'union ,
du

du zèle , de la sincérité & du courage de l'Etat , pour maintenir & avancer les intérêts de la Cause commune , les Hauts Alliez , soient excitez , non seulement à en agir de même de leur côté , mais aussi à faire de plus grands efforts ; & que les Exhortations , que Vos Hautes Puissances jugeront à propos de leur adresser , fassent plus d'impression sur eux , & en soient plus favorablement reçues ; afin d'ailleurs que l'Ennemi , touché de la fermeté , de la constance , de l'union , & de la résolution des Etats , & de leurs Hauts Alliez , à continuer & pousser la Guerre avec plus de vigueur que jamais , puisse être amené à montrer son inclination à la Paix , plutôt par des effets , que par de simples paroles. C'est ainsi que ces efforts & ces préparatifs pour la Campagne prochaine auront un heureux succès , s'ils peuvent inspirer à l'Ennemi des pensées plus raisonnables , & qu'ils feront d'une absolue nécessité , s'il préfère la Guerre à la Paix. Ce n'est pas que leurs Hautes Puissances ne sachent très-bien que les frais de la Guerre sont fort pesans ; mais Elles savent aussi que cette Guerre , qui a été entreprise pour conserver le précieux

trésor de la Liberté & de la Religion , ne doit pas se terminer , avant que l'une & l'autre soient affermies , avec la benediction de Dieu , sur un fondement solide & durable , autant plus qu'il paroît , que la Guerre n'est pas moins accablante pour l'Ennemi , qui l'a enramée & continuée dans la seule vûë de satisfaire son Ambition.

Qu'on représentera d'ailleurs aux Hauts Alliez , de la maniere la plus vive & la plus efficace , que puis qu'il paroît , par la Réponse que le Sieur *Pettecum* a rapportée , que l'Ennemi commun n'a point de tout d'inclination à la Paix , & que ses grands préparatifs marquent qu'il est résolu de continuer la Guerre , & de redoubler même ses efforts la Campagne prochaine , il est d'une absolue & indispensable nécessité , que les Hauts Alliez en général , & chacun d'eux en particulier , s'évertuent d'une façon toute extraordinaire , & qu'ils fassent , à temps , les préparatifs nécessaires pour pousser avec vigueur , & dans l'esperance d'obtenir de nouveaux succès la Campagne prochaine , les avantages qu'ils ont remportez la précédente : Que tout le monde fait les grands efforts que les

es Etats ont fait depuis le commencement de cette Guerre, de quelle Dépense extraordinaire ils se sont chargez, par un mouvement de zèle pour le bien de la Cause commune; & qu'animez du même esprit, ils l'ont augmentée tous les ans: Que malgré tout cela, Léurs Hautes Puissances sont prêtes à continuer les mêmes efforts de tout leur pouvoir, & à mettre en usage tout ce qui dépend d'Elles pour avancer le Bien public; mais qu'Elles se promettent & attendent, que les Hauts Alliez en général, & chacun d'eux en particulier, à proportion de leur pouvoir, ne continueront pas seulement à contribuer ce qu'ils ont fourni jusques-ici pour les fraix de cette Guerre; mais qu'ils augmentent leurs Troupes la Campagne prochaine, sur tout ceux d'entr'eux qui en ont plus les moyens, parce que les préparatifs des Ennemis font voir clairement, que leur dessein est d'agir la Campagne prochaine avec une Armée plus nombreuse, que celle de la dernière; de sorte qu'il y aura d'une absolue nécessité, que les Alliez mettent aussi beaucoup plus de Troupes en Campagne pour pousser la Guerre, dans l'esperance d'obtenir de nouveaux

succés, & de reduire l'Ennemi à des Conditions qui leur soient avantageuses & honorables : C'est pourquoi l'on priera & l'on exhortera les Hauts Alliez à prendre au plutôt les mesures nécessaires pour pousser la Guerre avec viguer la Campagne prochaine, à tenir prêt tout ce qu'il faut pour commencer de bonne heure au Printemps les Operations de la Campagne, & afin sur tout que chacun d'eux augmente ses Troupes, à proportion de ses forces : Pour cet effet, le Sieur *Van Welderen*, & autres Députés de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangères, sont établis pour conférer là dessus avec les Ministres des Hauts Alliez qui résident-ici, & donner leur rapport de ce qui se passera dans lesdites Conférences.

Afin donc de répondre à ce but, on écrira des Lettres à l'Empereur, à la Diète de *Ratisbonne*, aux Cercles confédérés, aux Electeurs & Princes de l'Empire, à Sa Majesté la Reine de la *Grande-Bretagne*, & au Duc de *Savoie*. On priera même Leurs Majestez, Imperiale & *Britannique*, de permettre que le Prince *Eugene de Savoie*; & le Prince & Duc

le *Marlbrough* se rendent ici avant la fin du Mois de *Fourier*, pour concerter de bonne heure les *Operations* de la *Campagne* prochaine.

PROJET DE PAIX

Envoyé de la Cour de France, par Mr. le Marquis de Torci à Mr. Pettecum en Hollande, au mois de Février 1710.

Quoique l'engagement que le Roi voit pris pour la Paix, ait cessé aussitôt que les Ennemis de Sa Majesté ont refusé de la conclure, aux conditions qu'elle avoit bien voulu leur offrir : Elle désire toutefois si sincèrement de contribuer au prompt rétablissement du repos de l'Europe, qu'elle consent de traiter encore aux mêmes conditions qu'elle avoit bien voulu accorder, si les Princes & Etats actuellement en Guerre contre Elle veulent traiter aussi sur ce fondement, convenir d'un lieu pour les Conférences, & former une Assemblée de Ministres autorisez à traiter, & à signer la Paix. Les conditions seront.

I.

A l'égard de l'Espagne , une promesse authentique de la part du Roi , de reconnoître immédiatement après la signature de la Paix, l'Archiduc Charles d'Autriche en qualité de Roi d'Espagne, & généralement de tous les Etats dépendans de cette Monarchie, tant dans l'ancien que dans le nouveau Mondé; à la reserve seulement des Etats & Pais dont le Roi de Portugal, & le Duc de Savoye ont stipulé le démembrement, en vertu des Traitez qu'ils ont contracté avec l'Empereur & ses Alliez; & à la reserve aussi des Places que l'Archiduc s'est engagé de laisser aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.

Une semblable promesse , non seulement de retirer tout le secours que Sa Majesté a pû donner au Roi son Petit-Fils mais encore de ne lui envoyer désormais aucune assistance pour se maintenir sur le Trône, de quelque nature que ce soit directement ou indirectement.

Et pour gage de l'effet de cette promesse, Sa Majesté veut confier aux Etats Généraux, quatre de ses Places en Flandres, qu'elle choisira pour les remettre en

tre leurs mains, & pour être par eux gardées, jusques à ce que les affaires d'Espagne soient terminées, comme Otages, & comme fureté de la Parole qu'elle donnera, de ne s'intéresser directement ni indirectement aux affaires de cette Monarchie.

Elle promettra pareillement de défendre à ses Sujets, sous de rigoureuses peines, de prendre parti dans les Troupes du Roi Catholique, s'obligeant d'apporter une attention si vive à faire observer ces défenses qu'aucun n'y contreviendra.

Ss Majesté veut bien aussi consentir que la Monarchie d'Espagne, ni aucune de ses parties ne soit jamais unie à la Monarchie de France, & qu'aucun Prince de la Maison de France, puisse ni regner, ni rien acquérir dans l'étendue de la Monarchie d'Espagne, par aucune des voyes qui seront toutes spécifiées.

Les Indes Espagnoles seront comprises dans tout ce qui sera dit au sujet de la Monarchie d'Espagne, comme en composant une partie principale; & le Roi promettra qu'aucun Vaisseau de ses Sujets n'ira auxdites Indes, soit pour exercer

le Commerce, fût fois quelque'autre prétexte.

II.

A l'égard de l'Empereur & de l'Empire, le Roi rendra la Ville & Citadelle de Strasbourg, au même état où elles sont presentement.

Le Fort de Kehl fera de même rendu avec l'Artillerie spécifiée dans le VIII. Article des Préliminaires; la Ville de Strasbourg devant desormais être retablie dans les Prérrogatives, & Privilèges de Ville Imperiale, & en jouir, ainsi qu'elle en jouïssoit avant que d'être sous la domination de Sa Majesté.

Elle consentira pareillement à rendre à l'Empereur la Ville de Brisac avec son Territoire, & l'Artillerie spécifiée dans de IX. Article des Préliminaires; à se contenter de la possession de l'Alsace, suivant le sens litteral du Traité de Westphalie, & les Articles X. & XI. des Préliminaires.

A laisser à l'Empire la Ville de Landau, avec la liberté d'en démolir les Fortifications.

A raser enfin celles qu'Elle a fait bâtir sur le Rhin, depuis Bâle jusques a
Phi.

Philipsbourg , & qui seront toutes spécifiées.

Elle consentira que la Ville de Rhinfeld soit remise au Landgrave de Hesse-Cassel.

Que le IV. Article du Traité de Ryswick soit discuté dans les Conférences.

Elle reconnoîtra l'Electeur de Brandebourg en qualité de Roi de Prusse, promettant de ne le point troubler dans la possession de Neufchâtel & Valengin ; & pareillement Elle reconnoîtra le neuvième Electorat érigé en faveur de Duc d'Hanover.

III.

A l'égard de l'Angleterre, le Roi reconnoîtra la Princesse Anne, en qualité de Reine de la Grande-Bretagne, & l'ordre de la Suecession à cette Couronne, ainsi qu'elle est établie dans la Ligne Protestante, suivant les Actes du Parlement.

Sa Majesté cederà l'Ile de Terre-Neuve à cette Couronne, & conviendra d'une Restitution reciproque de tout ce qui a été occupé dans les Indes, tant de la part de la France que de celle de l'Angleterre, depuis la presente Guerre.

Sa Majesté fera raser toutes les Fortifications.

fications de Dunkerque, & combler le Port ; avec promesse qu'elle ne pourron jamais être rétablies.

Elle consentira pareillement au dessein que le Roi d'Angleterre a formé de sortir de France, aussi tôt que la Paix sera faite ; pourvû qu'il ait une entière liberté de se retirer & d'aller où il voudra , & qu'il y jouisse d'une neutralité parfaite.

IV.

A l'égard des Etats Généraux des Provinces-Unies , le Roi leur cedera, pour former une Barrière, toutes ses Places dénoncées dans l'Article XXII. des Préliminaires, savoir Furnes, le Fort de Knok Menin, Ypres , Lille , Tournai , Condé , & Maubeuge, avec les dépendances & aux conditions spécifiées par ce même Article.

Quant aux Places des Pais-Bas, qui appartiennent encore au Roi d'Espagne, le Roi retirant ses Troupes desdites Places, fera en sorte qu'elles soient remises au pouvoir de l'Archiduc, immédiatement après la signature de la Paix. Sa Majesté confirmera ce qu'elle a offert aux Etats Généraux au sujet de leur Commerce, & l'Article XXV. des Préliminaires sera ponctuellement suivi.

A l'é-

V.

A l'égard du Duc de Savoye , le Roi peut bien accorder les demandes que les Alliez de ce Prince ont faites pour lui par les Articles XXVII. & XXVIII. des Préliminaires. Mais Sa Majesté demande aussi que les Electeurs de Cologne & de Bavière soient rétablis dans leurs Etats & Dignitez , & leurs Ministres admis aux Conférences de la Paix pour y défendre leurs interêts.

Enfin s'agissant d'un Traité de Paix , & non d'une Trêve , le temps que l'on marquera pour l'exécution de ces conditions , sera suivant l'usage ordinaire des Traitez , après l'échange des Ratifications.

C'est sur ce fondement que le Roi propose encore d'envoyer des Plénipotentiaires pour traiter la Paix , & de profiter de l'espace de temps que l'Hiver donne pour cet effet , avant qu'on approche l'ouverture de la Campagne prochaine.

Si les offres que Sa Majesté veut bien faire , ne sont pas acceptées , Elle déclare qu'elle est libre de tout engagement , & qu'il n'y aura pas lieu de lui attribuer la

la prolongation d'une Guerre qui se répandre encore tant de sang Chrétien

R E L A T I O N

De Mrs. Buys & Vander Dussen, de qui s'étoit passé avec les Plénipotentia de France dans le mois de Mars en conférence, qu'il y eut à la Haye entre Duc de Marlboroug, le V'icomte de Treshend, le Conte de Sinzendorf & Mr. Grand Pensionnaire.

Que les François avoient tâché de le persuader, qu'il étoit de l'intérêt des Alliez de faire une Paiz séparée avec la France, à l'exclusion de l'Espagne; que pour en venir à bout, & éloigner les ombrages que les Alliez pourroient prendre, dans la crainte que le Roi de France n'assistât son petit Fils sous main. Sa M. T. C. étoit disposée à entrer dans les engagements les plus solennels, & le donner même des Villes en Orage pour sûreté de sa promesse, qu'Elle ne lui fourniroit jamais aucun secours: Qu'eu Députez des Etats, leur avoient répondu, que ces offres de la France n'étoient

s suffisantes; que les Alliez avoient sur
 ut entrepris cette Guerre, pour rétablir
 Monarchie d'*Espagne* dans la Maison
Autriche; qu'ils ne pouvoient ainsi trai-
 r avec le Roi de *France*, (qui avoit pla-
 son petit Fils sur le Trône de ce Roy-
 me,) sans exiger qu'il l'abandonne-
 it: Que d'ailleurs les Hauts Alliez se-
 ient fort surpris d'entendre, qu'après
 s sollicitations réitérées des *François*,
 our obtenir ces Conférences, leurs Plé-
 potentiaires n'étoient venus que pour
 frir ce qu'on avoit déjà rejeté, & qu'ils
 garderoient sans doute cette démarche
 comme une preuve que leur Cour n'a-
 issoit pas de bonne foi, & qu'elle ne cher-
 noit qu'à les amuser: Que Mrs. d'*Uxel-*
s & de *Polignac* avoient prétendu igno-
 r qu'on eut fait de pareilles offres; mais
 d'eux, Députés, leur avoient dit là-des-
 is, Que bien qu'il fût permis quelque-
 is aux Ministres de dissimuler, l'occa-
 on n'étoit pas bonne, pour se servir de ce
 privilège, & qu'ils devoient dire ouver-
 ement leur pensée: Que ces Plénipoten-
 aires avoient répliqué alors, qu'on ne
 evoit pas revoquer en doute leur fran-
 hise, & qu'ils s'étoient fort étendus sur
 l'in-

l'inclination sincère de leur Maître pour la Paix ; mais qu'on ne pourroit jamais engager Sa Majesté à déclarer la Guerre son petit-Pils, ni à prendre aucunes mesures violentes contre lui ; que les *Espagnols* avoient une grande affection pour ce Prince ; que le seul moien de procurer la Monarchie d'*Espagne* au Roi *Charles*, étoit d'en donner une partie au Roi *Philipp*. Que si les Alliez vouloient consentir à laisser à ce dernier Prince *Naples* & *Sicile*, on pourroit l'engager à céder le reste à l'Archiduc : Que c'étoit l'unique expédient qu'il y eut pour prévenir une plus grande effusion de sang Chrétien, pour délivrer les Alliez de beaucoup d'embarras, & assurer la Monarchie d'*Espagne* à la Maison d'*Autriche* ; au lieu que le sort des armes étoit toujours incertain, & qu'il pourroit bien arriver encore que les Alliez seroient obligez de faire la Paix à d'autres conditions. Qu'eux, Députés, ne voient refuté sans peine ces raisons, ne faisoient voir qu'un tel Partage étoit incompatible avec les Traitez que les Alliez avoient entr'eux, aussi bien qu'à toute teneur des Articles Préliminaires, que les *François* eux mêmes reconnoissoient po

touchant la Paix d'UTRECHT. 93
fondement du Traité ; que d'ailleurs
étoient envoie pour entendre quel E-
valent ils avoient à proposer au lieu du
XXVII. Article de ces Préliminaires,
quel ils trouvoient à redire ; mais non
pour discuter aucun autre Point ; &
là-dessus ils s'étoient séparés.

*entre des Ministres de France à Mr. Pet-
recum après la rupture des Conférences,
de Geertruydenberg , le 4. de
Mai 1710.*

Vous souhaiterions que nos Conféren-
ces eussent produit la Paix ; mais
comme nous n'avons pas ordre de faire au-
cune autre Proposition que celles que nous
vous déjà faites, nous attendons en pa-
tience que les Députés nous viennent
répondre, pour s'expliquer plus ouverte-
ment qu'ils n'ont fait jusques ici, ou pour
se congédier, ou que du moins Mr. le
Grand Pensionnaire nous envoie un or-
dre de nous retirer.

Ré-

Réponse de Mr. Pettecum aux Plénipotentiaires de France.

MESSIEURS,

Après avoir reçu la Lettre, que Vos Excellences m'ont fait l'honneur de m'écrire le 4. de ce Mois, je l'ai communiquée à ceux qui sont chargez de l'Affaire. On l'a donnée ensuite, non seulement aux Etats, mais aussi à tous les Ministres des Alliez, à qui l'on avoit communiqué tout ce qui s'est passé dans la dernière Conférence que vous avez eue avec les Députez. D'ailleurs, puis que vous déclarez dans cette Lettre, que vous n'avez pas ordre de rien proposer de nouveau, & que les Alliez ont dit de leur côté tout ce qu'ils pouvoient dire là-dessus, on m'a chargé d'avertir Vos Excellences, qu'il est inutile de renvoyer les Députez à *Gertruydenberg*, pour continuer une Négociation qui n'aboutit rien. Mrs. *Buyss & Vander Dussen* m'ont prié de vous assurer qu'ils vous sont très obligez de toutes les Civilitez qu'ils ont reçues de Vos Excellences. Pour moi je me flate que votre départ ne me prive

touchant la Paix d'UTRECHT. 95

pas de l'honneur de vôtre bien veillan-
Je suis avec un profond respect, &c.

De la Haye le 9. Mai 1710.

*lendemain Mrs. les Plénipotentiaires de
France envoieient cette Réponse
à M. Pettecum.*

MONSIEUR,

Nous avons reçu la Lettre que vous
avez pris la peine de nous écrire le
de ce Mois, par la direction du Grand
Missionnaire des Etats, & même de tous
Ministres des Alliez, & dans laquelle
ils nous dites qu'ils ne veulent plus
donner de Réponse à aucune de nos Pro-
positions, ni conférer avec nous, Nous
sommes fort chagrins de voir, que mal-
gré toutes les avances que le Roi, nôtre
Maître, a faites pour procurer la Paix,
ils la refusent si opiniâtrément, Puis que
Messieurs ont jugé à propos de rom-
pre les Négociations, nous nous dispo-
sons à partir; & nous vous prions de re-
mercier Mrs. Buys & Van der Dussen pour
leur Civilité. Nous nous souviendrons
toujours d'eux avec plaisir, & vous aurez
la

la bonté de les bien assurer de nôtre gratitude. Nous sommes, &c.

De Gertruydenberg le 10. Mai.

UXELLES.

POLIGNAC.

L E T T R E

*Des Plénipotentiaires de France à Mr.
Grand Pensionnaire de Hollande.*

A Gertruydenberg ce 20 Juillet 1710.

MONSIEUR,

Vous savez, que nous avons consenti à tout ce que Messieurs les Députés nous avoient proposé, sans qu'on puisse dire, que nous avons varié, sur quoi que ce puisse être; encore moins que nous ayons retracté les paroles que nous avions données par l'ordre du Roi nôtre Maître dans la vûe de parvenir à la Paix, si nécessaire à toute l'Europe.

Messieurs les Deputés n'en ont pas jugé de même: Vous n'avez point oublié ce qui s'est passé entre eux & nous, depuis le commencement de la Négotiation

Trou

trouvez bon, Monsieur, que nous vous re-
 jetions devant les yeux les Propositions
 nouvellement inventées, injustes & im-
 possibles dans leur exécution, que ces
 Messieurs, pour toute réponse aux nôtres,
 nous firent dans notre dernière Conféren-
 ce. Ils nous dirent

Que la Résolution de leurs Maîtres &
 de leurs Alliez étoit de rejeter absolu-
 ment toute offre d'argent de la part du
 Roi, pour les aider à soutenir la Guerre
 d'Espagne, de quelque nature qu'elle pût
 être, & quelque sûreté que Sa Majesté
 voulût donner pour le paiement.

Que la République & ses Alliez pré-
 tendoient obliger le Roi notre Maître, à
 faire seul la Guerre au Roi son Petit-
 fils, pour le contraindre à renoncer à sa
 Couronne; & que sans unir ses forces
 celles de Sa Majesté, il falloit, que ce
 Monarque fut dépouillé de l'Espagne
 des Indes, dans le terme de deux
 mois.

Que ce terme étant expiré, sans que le
 Roi Catholique fût réellement chassé de
 son Trône, la Trêve, dont les Alliez se-
 roient convenus avec le Roi notre Maî-
 tre, cesseroit, & qu'ils reprendroient les

Armes contre Sa Majesté, quoi qu'elle eût exécuté toutes les autres conditions contenues dans les Articles Préliminaires.

Q'avant que de les signer ils vouloient bien, moyennant l'engagement ci-dessus s'expliquer positivement sur le Partag qu'ils consentiroient de laisser au Roi d'Espagne, & qu'ils faciliteroient même les moyens de convenir des demandes ultérieures.

Qu'enfin ils pourroient permettre comme une grace, que les troupes, qui étoient en Portugal & en Catalogne, continuassent avec celles de France, pendant l'espace de deux mois, pour faciliter la conquête de l'Espagne & des Indes que Sa Majesté seroit obligée de faire en faveur de l'Archiduc; mais qu'aussitôt, que ce terme seroit expiré, ces mêmes Troupes des Alliez cesseroient d'agir & que la Trêve seroit rompue.

Nous représentâmes à Messieurs les Députés, que ces Propositions étoient contradictoires, tant à celles qu'ils nous avoient toujours faites, qu'aux Articles IV. & V. des Préliminaires, auxquels l'Article XXXVII, qu'il s'agissoit en

ous de régler, étoit relatif.

Quant à la maniere d'asseurer aux Alliez, l'Espagne & les Indes, ils nous dirent que la concession d'un Partage, dont ils s'expliqueroient dans la suite, & qu'ils n'ont point encore déclaré, les mettoit en droit d'exiger plus à présent, que portoient les Articles IV. & V.

Nous leur répondîmes, par une raison sans réplique, en leur demandant si dans toutes nos Conférences, il n'avoit pas été question d'un Partage, & si sur ce fondement ils avoient jamais exigé de nous autre chose, que les mesures de concert & l'union des forces.

Messieurs les Députés ne le nièrent pas, car ils ne pouvoient le nier, mais ils nous dirent, que s'ils avoient proposé les mesures de concert & l'union des forces, ils ne le faisoient plus; qu'ils avoient ordonné nous le déclarer au nom des Alliez, & nous dire, qu'ils pretendoient en un mot, soit que le Partage fût accepté soit qu'il ne fût pas, recevoir des mains du Roi notre Maître la Monarchie d'Espagne & des Indes; en lui laissant le soin d'employer seul les moyens, ou de persuasion, ou de contrainte, qu'il ju-

geroit les plus efficaces pour mettre actuellement l'Archiduc en possession de ses Etats, dans l'espace de deux mois.

Un desaveu si formel de toute la conduite passée, & de toutes les demandes faites de la part des Alliez, aussi-bien que le refus de tout ce qui étoit possible de nôtre, marque assez, Monsieur, un dessein formé de rompre toute Négotiation.

Pour avoir la réponse du Roi nôtre Maître, à ces demandes nouvelles, jusqu'à présent inouïes, & dont l'accomplissement est hors de son pouvoir, étoit inutile de nous donner le terme de quinze jours.

Il y a long-temps que Sa Majesté a fait connoître, qu'Elle accorderoit pour bien d'une Paix définitive & sûre, les conditions, dont l'exécution dépendroit d'Elle; mais Elle ne promettra jamais qu'Elle fait lui être impossible d'exécuter. Si toute esperance de parvenir à la Paix lui est ôtée, par l'injustice & l'obstination de ses Ennemis, alors se confiant dans la protection de Dieu, qui fait humbler quand il lui plait ceux qu'une prospérité insperée élève, & qui ne comptent pour

en les malheurs publics, & l'effusion de sang Chrétien, Elle laissera au jugement de toute l'Europe, même à celui des Peuples d'Angleterre & de Hollande, à reconnoître les véritables Auteurs de la continuation d'une Guerre aussi sanglante.

On verra d'un côté les avances que le Roi nôtre Maître a faites, le contentement qu'il a donné aux propositions les plus dures, & les engagements que Sa Majesté consentoit de prendre pour lever toute défiance, & pour avancer la Paix.

D'autre part, on pourra remarquer une affectation continuelle à s'expliquer obscurément, afin d'avoir lieu de prétendre toujours au delà des conditions accordées; en sorte qu'à peine nous avions consenti à une demande, qui devoit être la dernière, qu'on s'en défistoit pour en substituer une autre plus exorbitante.

On remarquera aussi une variation réglée seulement, ou par les événemens de la Guerre, ou par les facilités que le Roi nôtre Maître apportoit à la Paix. Il paroît même par les Lettres, que Messieurs les Députés nous ont écrites, qu'ils n'en disconviennent pas.

L'année dernière les *Hollandois* & leurs Alliez regardoient comme une injure, qu'on les crût capables d'avoir demandé au Roi, d'unir ses forces à celles de la Ligue, pour obliger le Roi son Petit-Fils à reconcer à sa Couronne. Ils prenoient à témoin les Préliminaires mêmes, qui ne parlent que de prendre de mesures de concert. Depuis ils n'ont fait aucune difficulté de l'exiger hautement.

Aujourd'hui ils prétendent que Sa Majesté s'en charge seule, & ils osent dire que si auparavant ils se contentoient de moins, leur intérêt mieux connu les porte à ne s'en plus contenter. Une pareille déclaration, Monsieur, est une rupture formelle de toute Négotiation; & c'est après quoi les Chefs des Alliez soupirent.

Quand nous demeurerions plus long-temps à *Gertruydenberg*, quand même nous passerions des années entières en *Hollande*, nôtre séjour y seroit inutile, puisque ceux qui gouvernent la République sont persuadés qu'il est de leur intérêt, de faire dépendre la Paix d'une condition impossible. Nous ne prétendons pas leur per-

persuader de continuer une Négociation
qu'ils veulent rompre ; & enfin quelque
desir qu'eût le Roi nôtre Maître de pro-
curer le repos à ses Peuples , il sera moins
désiré pour eux de soutenir la Guerre ,
lors qu'ils savent que Sa Majesté vouloit
acheter la fin par de si grands sacrifices,
contre les mêmes Ennemis qu'Elle a de-
jà mis dix ans à combattre , que d'y ajoû-
ter encore le Roi son Petit-Fils , & d'en-
treprendre imprudemment de faire en
quelques mois de temps la Conquête de l'Es-
pagne & des Indes ; avec l'assurance cer-
taine de retrouver , après ce temps expi-
ré , ses Ennemis fortifiez par la Places,
qu'Elle auroit cedées , & par conséquent
en état , de tourner contre Elle les nou-
velles Armes qu'Elle auroit mis entre leurs
mains.

Voilà, Monsieur, la réponse positive,
que le Roi nous a donné ordre de vous faire
aux nouvelles propositions de Messieurs
les Deputez. Nous la faisons au bout du
dixième jour , au lieu de quinze qu'ils
nous avoient accordé comme une grace.
Cette diligence servira du moins à vous fai-
re connoître , que nous ne cherchons point
à vous amuser ; & que si nous avons de-

mandé souvent des Conférences ce n'étoit pas pour les multiplier sans fruit mais pour ne rien obmettre de tout ce qu'il pourroit nous conduire à la Paix.

Nous passons sous silence les procédés qu'on a tenu envers nous, au mépris de notre caractère. Nous ne vous disons rien des Libelles injurieux, remplis de faussetez & de calomnies, qu'on a laissé imprimer & distribuer pendant notre séjour, afin de mettre de l'aigreur dans les Esprits qu'on travailloit à reconcilier. Nous ne nous plaignons par même de ce que contre la Foi publique, & au préjudice de nos plaintes si souvent réitérées on a ouvert toutes les Lettres, que nous avons ou reçues ou écrites : L'avantage qui nous en revient, c'est que le prétexte, dont on couvroit tant d'indignitez s'est trouvé mal fondé. On ne peut pas nous reprocher d'avoir tenté la moindre pratique contraire au Droit des Gens qu'on violoit à notre égard. Et il est sensible, qu'en empêchant, qu'on ne vint nous rendre visite, dans notre espèce de prison, ce qu'on craignoit le plus étoit que nous ne découvrissions des vérités, qu'on vouloit tenir cachées.

Nou

Nous vous prions, Monsieur, de vouloir donner à nôtre Exprés la réponse s'il a ordre d'attendre; ou si vous ne sçavez point répondre, de lui donner un certificat, comme vous avez reçu cette lettre. Nous sommes très-parfaitement,

MONSIEUR,

Vos très-humbles & très-obéissans
Serviteurs.

Etoit Signé,

HUXELLES.

L'ABBE DE POLIGNAG.

E S

RE-

R E S O L U T I O N S

De Leurs Hautes Puissances au sujet de la Lettre précédente,

Extraites du Registre des Résolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-Bas.

Du Mercredi 23. Juillet 1710. à 5. heures & demie du soir.

Les Sieurs de Randwick, & autres Députés de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangères, ont rapporté à l'Assemblée, que le Sr. Conseiller Pensionnaire Heinsius leur avoit communiqué une Lettre que les Sieurs le Marquis d'Uxelles & l'Abbé de Polignac leur avoient écrite, datée de Gertruydenberg le 20. de ce mois, en réponse à ce qu'ils leur avoit été proposé par les Sieurs Buys & Vander Dussen, dans la dernière Conférence, & qui avoit été le sujet de la Négotiation.

Lesdits Sieurs Députés ont ajouté qu'ils avoient jugé que le contenu de ce

Lettre interessoit non seulement l'Etat, mais tous les Alliez en général; & qu'ainsi ils avoient crû la devoir communiquer à leurs Ministres résidens ici, afin d'agir de concert avec eux en cette occasion, comme on l'a fait jusques à présent en toutes choses. Que lesdits Sieurs Ministres, de même qu'eux avoient jugé que puisque lesdits Sieurs Plénipotentiaires rejettent par leur réponse les propositions qu'on leur avoit faites, & déclarent *qu'il est inutile de conferer plus long-temps sur lesdites propositions*; il ne reste plus de la part des Hauts-Alliez que d'aquiescer à cette rupture, & de ne plus continuer les Conférences, tant que les Ennemis demeurent dans ces sentimens: Puisque dans ces dispositions où les Ennemis se trouvent, les Conférences ne pourroient être d'aucun fruit; & que bien loin d'accelérer les affaires à la Paix & à l'union, comme c'a toujours été le but de l'Etat & de ses Alliez, elles ne pourroient que donner occasion à des ai-
veurs.

Surquoi ayant été délibéré, l'avis de leurs Hautes Puissances s'est trouvé conforme à celui desdits Sieurs leurs Dépu-

tez, & des Ministres des Hauts-Alliez. Et
 en conséquence, il a été trouvé bon & arrêté,
 que les Sieurs Buys & Ivander Duf-
 sen seront requis & autorisez, comme ils le
 sont par cette présente Résolution, d'en
 donner connoissance par écrit auxdits
 Sieurs Plénipotentiaires, mais sans entre-
 dans aucune discussion à l'égard de la Let-
 tre que lesdits Sieurs Plénipotentiaires ont
 écrite; quoi qu'il fût très aisé de la réfuter
 solidement, tant à l'égard de la matière
 que des expressions qu'on y employe.

Que de plus, il sera remis entre les mains
 des Srs. Randwick & autres Députez de
 Leurs Hautes Puissance pour les Affai-
 res étrangères une Copie de ladite Lettre
 afin de concerter avec les Ministres de
 Hauts-Alliez les mesures qu'il faudra pren-
 dre, & ce qu'il convient de faire à l'ave-
 nir sur cette affaire, & pour en suite en
 faire rapport à l'Assemblée.

Paraphé E. v. ITTERSUM, vt.

Et plus bas

Trouvé conforme au Registre.

Signé,

F. F. A. G. E. L.

E.

E X T R A I T

*Du Registre des Résolutions de Leurs Hautes
Puissances &c.*

Du Dimanche le 27. Juillet 1710.

Les Sieurs de Randwick & autres Dé-
putez de Leurs Hautes Puissances
pour les Affaires étrangères, en conse-
quence & en conformité de la Résolution
Commissoriale du 23. de ce mois, ayant
conferé avec les Ministres des Hauts-Al-
liez, sur le contenu de la Lettre des Sieurs
le Maréchal d'Huxelles & l'Abbé de Poli-
gnac, écrite de Gertruydenberg le 20.
du courant, au Sieur Conseiller Pension-
naire Heinsius; laquelle Lettre servoit
de réponse à ce que les Sieurs Buys &
vander Dussen leur avoient proposé dans
la dernière Conférence, & qui avoit été
le sujet de la Négociation; & ayant exa-
miné & concerté ensemble les mesures
qu'on doit prendre, & ce qu'il convient
de faire à l'avenir sur cette affaire, ont
fait leur Rapport à l'Assemblée, & ont
dit:

Que lesdits Srs. Ministres & eux Dé-

putez avoient témoigné en général un très-sensible déplaisir, de ce que les Ennemis rompant les Négociations qu'on avoit reprises pour parvenir à une Paix solide & générale, on voyoit par là les espérances qu'on avoit conquës desdites Négociations s'évanouïr, & cette Paix, si ardemment désirée par les Hauts-Alliez, éloignée. Mais considérant qu'on ne peut parvenir à la Paix que lorsque les Ennemis y voudront concourir, & que cette volonté est dans la réalité aussi éloignée de leur intention, qu'elle paroît sincère & effective dans leurs paroles; ils croient qu'il ne reste plus du côté de l'Etat & des Alliez, que d'aquiescer à la rupture, en se reposant sur l'assurance qu'ils ont eux-mêmes, que comme leurs intentions ont toujours été droites, & n'ont jamais eu pour but que d'avancer une bonne & solide Paix, & d'y parvenir, s'il eût été possible; aucune personne impartiale & équitable ne pourra leur imputer la rupture de la Négociation & la continuation de la Guerre. Car quoi que ladite Lettre, remplie d'insinuations artificieuses & d'expressions odieuses, ne soit écrite & ne tende à d'autre but qu'à rejeter sur
les

Les Alliez la rupture de la Négociation, & la continuation de la Guerre, comme ils demandoient des choses nouvelles, justes, & impossibles dans l'exécution; néanmoins tout cela ne change point le fond de la chose en elle-même, & il n'en est pas moins clair que cette rupture doit beaucoup plutôt être attribuée aux Ennemis; puis qu'ils se départent des fondemens sur lesquels la Négociation a été commencée, & qu'ils font leurs efforts pour rendre l'Article capital, savoir la Restitution de l'Espagne & des Indes, illusoire dans son exécution.

Que pour démontrer cette vérité, il faut considérer, qu'il y a long-temps, lorsque les Ennemis demandèrent d'entrer en Conférence, & de traiter de la Paix, on n'a pas voulu ni pû y consentir du côté des Alliez, à moins qu'avant toutes choses on ne convint de certains Articles, qui fussent le fondement de la Négociation dans laquelle on devoit entrer, pour parvenir à une Paix solide & générale. Le premier & le principal de ces Articles fut la Restitution de l'Espagne & des Indes au Roi Charles III. Et cet Article fût accordé par la France,
même

même avant que le Sieur Rouillé & le Sieur Marquis de Torci vinssent dans le Pais ; & ainsi avant qu'on fût convenu des Préliminaires, par lesquels cette Restitution est confirmée avec plus d'étendue, & de nouveau promise & stipulée. Par conséquent, personne ne peut trouver étrange qu'on insiste de la part des Alliez sur un point capital comme celui-ci, pour lequel on a commencé & continué jusques à présent la Guerre ; ni que les Alliez prétendent d'avoir une entière sûreté à l'égard d'une chose de si haute importance.

Que les Hauts-Alliez croyant ne trouver cette sûreté que dans l'Article XXXVII. des Préliminaires, & le Roi T. C. n'ayant pas jugé à propos d'approuver les Préliminaires, à cause de ce XXXVII. Article seul ; cet Article est devenu le sujet de la Négociation que les Ennemis viennent de rompre, laquelle avoit été proposée pour chercher un moyen équivalent, par lequel les Alliez trouvaissent la même sûreté qui leur étoit donnée par le XXXVII. Article des Préliminaires.

Que dans la première Conférence te-
nuë

ue à Gertruydenberg, entre les Srs. le Maréchal d'Huxelles & l'Abbé de Polignac d'une part, & les Srs. Buys & van der Duffen de l'autre, ces derniers avoient à voir, que les propositions qu'on avoit faites jusques alors, de donner aux Alliez des Villes d'otages aux Pais-Bas, pour en tenir lieu de la sûreté qu'ils croyoient trouver dans le XXXVII. Article des Préliminaires, n'étoient point acceptables : Parce que par là les Alliez se trouvoient engagez dans une Guerre particulière & incertaine avec l'Espagne, pendant que la France de son côté jouïroit de la Paix : Et qu'on ne pouvoit pas avec raison exiger d'eux, qu'ils demeurassent engagez dans une Guerre sujette à toute sorte d'incidens, & qui même leur feroit courir risque de ne recouvrer jamais l'Espagne & les Indes, mais que la Paix devoit être générale.

Les Sieurs Plénipotentiaires de France en parurent si convaincus, que dans cette première Conference & dans toutes les autres qui suivirent, ils proposerent ; *Que puisqu'ils voyoient bien que les Alliez ne vouloient qu'une Paix générale, & qui procuras la Restitution de l'Espagne & des Indes,*
dont

dont le Roi Philippe étoit encore en possession il n'y avoit que deux voyes pour le porter s'en désister, l'une de contrainte, & l'autre de persuasion. Que la première, à leur avis, seroit dure à la France; & par conséquent que la seconde seroit seule praticable & pourroit réussir, si on leur remettoit entre les mains quelque portion de la Monarchie d'Espagne, dont ils puissent disposer en faveur du Roi Philippe, & par ce moyen porter à renoncer au reste. Ensuite, ayant demandé si les Alliez, pour parvenir à une Paix générale, ne voudroient pas consentir à un Partage; ils ont proposé plusieurs alternatives, l'une desquelles étant acceptée, le Roi Charles entreroit en possession de la Monarchie d'Espagne, l'exception de cette portion qui seroit assignée au Roi Philippe; & après qu'ils eût tenu plusieurs Conférences, les Seigneurs Plénipotentiaires de France reduisirent le susdit Alternatives aux Royaumes de Sicile & de Sardaigne. Les Hauts-Alliez n'ont pas pû par là entendre autre chose sinon que ces deux Royaumes étant cédés au Petit-Fils de Sa M. T. C., Sa dite Majesté s'engageoit par ce moyen de le porter à remettre aux Hauts-Alliez le re

st

touchant la Paix d'UTRECHT. 115
de la Monarchie d'Espagne, dont il est
possession.

Mais les Hauts-Alliez comprirent, par
qui se passa dans la pénultième Confé-
rence, & par le Rapport qu'en firent les
Députés, que quand même ils pour-
roient se résoudre à accepter la susdite pro-
position d'un Partage, il demeureroit tou-
jours incertain, si par là on pourroit par-
venir à une Paix générale; puisque les
leurs Plénipotentiaires ne s'expliquoient
pas clairement sur la question, si en ce
cas l'Espagne & les Indes seroient effecti-
vement remises au Roi Charles, comme
il avoit été réglé par les Préliminaires. Ils
ne bloient même supposer le contraire,
puisque l'un d'eux (quoi qu'il semblât
n'en pas parler que selon sa pensée particu-
lière) s'étoit avancé de demander, si les
Alliez ne pouvoient pas se contenter que
le Roi de France leur fournit une certai-
ne somme d'argent pour les aider à faire
la conquête de l'Espagne & des Indes.

Dans cette incertitude, les Hauts-Al-
liez crurent qu'avant que de s'ouvrir sur
la proposition d'un Partage, il falloit qu'ils
fussent plus clair dans les intentions de la
France, sur une affaire si sérieuse & si es-
sen-

sentielle. Pour cet effet, ils requièrent le Sr. Pettecum, qui avoit été ci-devant, & qui étoit encore employé dans la Négociation, d'en parler aux Srs Plénipotentiaires, & de leur faire connoître que les Hauts-Alliez ne pouvoient accepter la proposition des Subsidés qui avoit été avancée, parce que cela supposoit qu'on feroit une Paix particulière avec la France en continuant une Guerre particulière avec l'Espagne; à quoi les Alliez ne pouvoient entendre, par les raisons alléguées dans la première Conférence. On demandoit en même temps un éclaircissement sur les intentions de la France, à sujet de l'évacuation de l'Espagne & des Indes en faveur du Roi Charles, en conformité des Préliminaires, avant que d'un côté des Alliez on vint à s'expliquer sur la proposition d'un Partage: Déclarant que l'intention des Hauts-Alliez étoit que le fondement qui avoit été posé d'abord, savoir la Restitution de l'Espagne & des Indes suivant les Préliminaires, devoit demeurer terme. Que sur ce pied là la Négociation pouvoit se continuer mais que si on venoit à s'en départir, on ne pouvoit attendre aucun fruit des Conférences.

Le

Lesdits Srs. Plénipotentiaires n'ayant jugé à propos de s'expliquer en aucune manière sur ce que le Sr. Pettecum leur avoit proposé, demanderent peu de jours après une nouvelle Conférence. Les Srs. Députez, jugeant par la Lettre qu'ils reçurent, qu'ils étoient alors en état de s'expliquer sur ce que le Sieur Pettecum leur avoit proposé, se rendirent à Geroydenberg : Où les Sieurs Plénipotentiaires leur dirent, que quoi qu'ils ne se crussent pas obligez à recevoir les paroles qui leur étoient portées par le Sieur Pettecum, n'avoient pas laissé d'envoyer à la Cour de France la proposition qu'il leur avoit faite ; mais qu'ils n'avoient pû recevoir aucun ordre sur ce sujet, parce qu'elle y avoit été trouvée obscure & ambiguë. Ce fut la manière dont il plût à ces Messieurs de s'exprimer.) Sur quoi lesdits Sieurs Députez expliquèrent & justifient ladite proposition si clairement, qu'il ne pouvoit plus rester à cet égard aucune doute ni ambiguïté. Ils représenterent en même temps, que les Hauts-Alliez ne pouvoient accepter l'offre qu'on faisoit d'un subside, pour leur aider à recouvrer l'Espagne & les Indes. Ils firent connoître

tre les raisons de ce refus ; savoir qu'il avoit paru très-clairement , par les discours qu'on avoit tenus sur ce sujet dans la précédente Conférence , qu'on ne pourroit jamais s'accorder , tant à l'égard des sommes que de la sûreté du paiement , non plus qu'à l'égard de la sûreté que la France devoit donner de n'assister le Duc d'Anjou ni directement ni indirectement. Ceci fait bien voir qu'on pose dans la Lettre des Srs. Plénipotentiaires trop libéralement , & d'une manière trop vague que les Alliez ont refusé des secours d'argent , de quelque nature & avec quelque sûreté que ce fût : Et que la véritable & essentielle raison qui a fait qu'on n'a pu accepter cette nouvelle proposition , a été , qu'elle supposoit une Guerre particulière avec l'Espagne , & qu'elle mettoit les Alliez dans la nécessité de conquérir ce Royaume & les Indes par les Armes ; ce qui est directement contraire aux fondemens posés ci-devant , & à l'intention des Alliez. De plus , pour plus ample explication du Sr. Pettecum , les Srs. Députés ajoûterent , appuyant la chose par des raisons convenables , que lesdits Sieurs Plénipotentiaires ayant proposé un Parta

, & l'ayant en dernier lieu réduit à la Sicile & à la Sardaigne, on avoit toujours entendu, & on entendoit encore du côté des Alliez, qu'en cas qu'ils déclarassent d'accepter cette proposition, les Articles Préliminaires, avec cette exception seule, subsisteroient en leur entier, le XXXVII. aussi bien que tous les autres, lesquels la France avoit déclaré devoir subsister avant qu'on reprit cette Négociation : Et qu'en conséquence, l'Espagne & les Indes avec leurs dépendances devoient être restituées, conformément des Préliminaires; c'est-à-dire, dans le temps qui y est exprimé, ou dans tel autre espace dont on pouvoit convenir; ce qui n'étant pas exécuté, alors tout ce qui est stipulé dans les Préliminaires devoit lieu, savoir que la suspension d'Armes cesseroit. Que cet Article de la Restitution de l'Espagne & des Indes & de leurs dépendances, étant le fondement & le point capital de la Négociation, les Hauts-Alliez ne pouvoient en aucune manière demeurer dans l'incertitude à cet égard, ni se contenter de paroles & de promesses, sans être assurez qu'elles feroient suivies des effets. C'est pourquoi ils exigeoient qu'on leur donnât là-dessus une

une déclaration claire & précise, avant qu'eux mêmes vinssent à s'expliquer sur le Partage proposé; mais qu'après qu'ils seroient éclaircis & assurez à cet égard, ils faciliteroient les voyes pour terminer le reste de la manière la plus convenable. Qu'entre les moyens qui pourroient contribuer à faciliter la fin de cette affaire, celui-ci pouvoit être employé, savoir, qu'au cas que le Roi de France ne pût pas par voye de persuasion porter son Petit-Fils à quitter l'Espagne & les Indes selon les Préliminaires, mais qu'il fût obligé d'employer les voyes de contrainte; en ce cas là, les Alliez seroient aussi agir pour cette fin les Troupes qu'ils ont en Espagne & en Portugal pendant le temps limité pour la cessation d'Armes, ou pendant tel autre espace dont on conviendrait; quoi qu'ils n'y fussent pas obligez par les Préliminaires & qu'ils pussent satisfaire à leurs engagements, en demeurant dans l'inaction. Les Alliez ayant crû qu'il étoit nécessaire de s'expliquer ainsi d'une manière claire & précise, & demandant qu'on s'expliquât de la même manière de la part de France, les Sieurs Plénipotentiaires s'étoient chargés d'en

écrire en Cour ce qui venoit de leur être
proposé ; sur quoi on vient de recevoir pour
réponse la Lettre ci-dessus mentionnée.

Il est notoire & incontestable , qu'a-
vant que d'entrer en aucune Négociation,
pendant qu'on a traité des Préliminaires
par les Préliminaires mêmes , avant
d'en reprendre cette dernière Négociation,
tant qu'elle a duré, on a toujours posé
la Restitution de l'Espagne & des Indes
comme un fondement ferme & inébran-
lable. Il ne reste plus aucune question à
cet égard , sinon , que les Hauts-Alliez
entendent qu'on leur donne une pleine
sûreté, sur laquelle ils puissent se reposer,
et ce fondement une fois posé ne sera
point renversé , & que ce qui leur a été
promis là dessus dès le commencement
sans aucune difficulté , sortira son effet.
Ils prétendent du moins qu'on leur donne
une aussi grande sûreté que celle qu'ils
voyent trouver dans le XXXVII. Ar-
ticle des Préliminaires ; ce point essentiel
tant de si grande importance , qu'il seroit
contre la prudence & contre la saine raison
de consentir qu'il demeurât sujet au moins
à quelque doute & à la moindre incertitude.

Il est également clair & évident, que

les Hauts-Alliez ont droit de prétendre pour la Maison d'Autriche la Restitution de l'Espagne & des Indes , & de ce qu'en dépend , & de former cette prétention non seulement contre le Duc d'Anjou en qualité de possesseur , mais principalement contre le Roi de France , comme celui qui au préjudice des Rénonciations les plus amples , & des Traitez les plus solennels , a occupé lesdits Etats , de la maniere que chacun fait , & qui par conséquent est dans l'obligation de les restituer ; sans que Sa Majesté s'en puisse exempter par la raison de la prétendue impossibilité qu'on allégué. Car outre que cette impossibilité (de laquelle on ne convient nullement) quand on le supposeroit réelle , seroit du propre fait du Roi T. C. lui-même , qui auroit mis son Petit-Fils en état de se maintenir contre sa volonté dans la possession où lui-même l'a établie , ce qui ne diminuë nullement l'obligation de Sa dite Majesté : Personne ne se laisse facilement persuader , que le Petit-Fils du Roi T. C. , qui n'a hors de l'Espagne aucun appui ni ressource , qu'auprès du Roi son Ayeul , pût ou osât refuser de quitter l'Espagne & les Indes , si Sa Majesté

déclaroit de bonne-foi & sérieusement
volonté sur ce sujet, & lui en vouloit
se sentir les effets en cas de besoin, sur
tous lors que les Alliez y concourroient
avec lui pendant le temps de la Trêve.
Cela paroît si évident, qu'il n'est pas con-
table autrement, que le Roi de France
pût sans aucune difficulté promettre la
restitution de d'Espagne & des Indes, &
pour cette Restitution, même avant que
entrer en Traité, comme le fondement
lequel tout le reste devoit être appuyé;
qu'on ne peut présumer autre chose,
non que Sa Majesté a bien sù que l'in-
stigation de son Petit-Fils étoit de ce-
lles d'Espagne & les Indes, ou qu'Elle a
connu les moyens qu'Elle étoit en
devoir d'employer, pour le contraindre
à cette cession, en cas de besoin. Autre-
ment il s'ensuivroit nécessairement, que
le Roi de France, dès le commencement,
auroit flatté les Alliez d'une vaine espé-
rance, & leur auroit promis une chose
essentielle, laquelle il n'avoit ni la volon-
té ni le pouvoir d'exécuter. C'est ce qu'on
ne peut présumer sans marquer qu'on doute
de la bonne foi : Et on le présumeroit d'au-
tant moins, que dans une des Conférences

tenues ici l'année dernière avec les Ministres de France, l'un d'eux dit, *Que Roi Philippe seroit peut-être plutôt à Versailles que lui*: Preuve évidente qu'on ne meritoit pas alors en doute à la Cour de France, une chose qu'on nous représente aujourd'hui comme impossible; & qu'il étoit bien persuadé, qu'en tout cas il dépendoit que de la volonté & du pouvoir du Roi de France de la faire exécuter promptement.

Il suit incontestablement de tout ceci que les Srs. Députés n'ont rien demandé de la part des Hauts-Alliez dans la dernière Conférence, que ce qui, dès commencement & toujours dans la suite a été posé pour fondement; que ce qui peut être demandé avec justice; & que la France est en pouvoir d'effectuer. Par conséquent, tout ce qui est allégué dans ladite Lettre, & qui y est si souvent répété, savoir, que les propositions faites par les Srs. Députés dans la dernière Conférence, *sont nouvellement inventées, injustes, impossibles dans leur exécution* tout cela tombe entièrement de soi-même: Puisque la Restitution de l'Espagne & des Indes avec leurs Dépendances, e

ccp

pté la portion dont on devoit convenir, été depuis le commencement jusqu'à la n demandée avec justice, que la France e l'a pû proposer que comme une chose possible dans l'exécution, & qu'elle a été putée telle par les Alliez & l'est encore

Ensuite il est très aisé de détruire ce qui est dit en plusieurs endroits de cette lettre; *Que les Srs. Députez ont souvent varié, & contredit une proposition par une autre; Qu'ils ont fait des propositions contraires au IV. & V Article des Préliminaires; retracté en un temps ce qu'ils avoient proposé en un autre, & autres choses de même nature, qui y sont touchées d'une manière odieuse.* Car il paroît clairement par tout ce qui a été dit ci-dessus, que les Srs. Députez ont toujours été dans cette pensée, & n'ont pû en avoir d'autre, savoir, que la proposition d'un Partage, faite de la part de la France se faisoit dans le but & dans l'intention, qu'au cas qu'on eût s'accorder là-dessus, on lèveroit par toutes les difficultez qu'on a faites jusques à présent sur l'exécution des articles Préliminaires; & qu'en même temps on préviendroit la nécessité de prendre les mesures dont est il parlé

dans le IV. Article. Lesquelles mesures quand même cet Article pourroit être comparé du XXXVII. (ce qui n'est pas) pourroient avoir lieu qu'en cas que, contre les apparences, le Duc d'Anjou voulût pas quitter l'Espagne & les Indes & que la France, après avoir travaillé inutilement pendant deux mois à l'y porter, eût besoin du secours des Alliez pour lui faire abandonner, non seulement l'Espagne & les Indes, mais toute la Monarchie sans aucun démembrement.

Il est vrai que dans la penultième Conférence, les Plénipotentiaires de France donnerent lieu d'examiner, si on ne pourroit point trouver de moyens propres pour donner aux Alliez de plus grandes sûretés pour la Restitution de l'Espagne & des Indes. Mais cela ne porta en aucune manière les Srs. Députés à se départir de leur premier sentiment, qui étoit, que la proposition d'un Partage avoit été faite pour faciliter la Restitution de l'Espagne & des Indes; & pour, en faveur de ce Partage, faire exécuter les Préliminaires en toutes leurs parties. Les discours qu'on tint sur ce sujet ayant donné lieu de penser que les intentions de
Fra

rance pouvoient bien n'être pas telles
qu'on les avoit crues, donnerent en mê-
me temps occasion à en demander l'éclair-
cissement, & à expliquer clairement l'in-
tention des Alliez qu'on avoit fait con-
noître dans la précédente Conférence :
Mais on ne peut pas dire pour cela que
lesdits Srs. Députés aient varié, & se
soient contredits & retractés, comme on
les en accuse ; puis qu'ils se sont toujours
tenus au point essentiel & capital, savoir,
la sûreté que les Hauts-Alliez doivent
avoir à l'égard de la Restitution de l'Es-
pagne & des Indes.

Tout ce qu'on allégué pareillement pour
pondre le reproche qu'on fait aux Alliez
d'une variation, réglée seulement par les
événemens de la Guerre, ou par les fa-
cilités que le Roi de France apportoit à
la Paix, & toutes les preuves qu'on en
rapporte, tout cela est absolument destitué
de fondement. On ne convient & on
n'avouë point du côté des Alliez, qu'ils
eussent l'année dernière regardé comme
une injure, qu'on les crût capables d'exi-
ger que le Roi de France unit ses forces
aux leurs. On n'a jamais rien dit de tel,
cette année ni la précédente, dans aucun.

ne Conférence; & ce qui pourroit avoir été dit en d'autres occasions ne peut paraître à conséquence. Certainement, on avoit été porté à varier suivant les événemens, ce qui s'est passé depuis que les Préliminaires furent reglez, la prise de la Ville & Citadelle de Tournai, la Victoire de Malplaquet, la réduction de Mons, le passage des Lignes auprès de la Scarpe, & la prise de Douai, en auroient fourni d'assez fortes raisons.

Quant à ce que lesdits Srs. Plénipotentiaires, en plusieurs endroits de leur Lettre, s'étendent fort au long sur la dureté des conditions, en ce qu'on voudroit que le Roi de France fit seul la Guerre à son Petit-Fils, & qu'au cas que dans l'espace de deux mois la cession de l'Espagne & des Indes ne fût pas exécutée, la Trêve cesseroit: Il est à remarquer que ce qui est dit dans une période, Que le Roi de France seroit obligé à faire seul la Guerre à son Petit-Fils, est contredit dans une période suivante un peu plus bas, où il est dit, Que les Troupes que les Alliez ont en Catalogne & en Portugal, devoient agir de concert avec celles de France pendant ces deux mois. Car encore qu'on
y ait

ait jointé que cela étoit accordé comme une grace (c'est ainsi qu'on a trouvé bon de s'exprimer, pour donner un tour obligeant à une facilité que les Alliez vouloient apporter) & qu'après ce terme expiré ces Troupes cesseroient d'agir; néanmoins il est constant que ce seroit un secours assez considérable pour ledit espace de deux mois, ou pour tel autre plus long terme dont on auroit pû convenir; & n'est pas étrange que ces Troupes ne fussent pas servir après l'expiration du terme, puis qu'alors la Trêve seroit finie.

Outre cela, lors qu'on se plaint de la dureté qu'il y auroit que le Roi de France dût prendre sur lui seul de faire effectuer la Restitution de l'Espagne; il paroît qu'on ne fait pas d'attention à la dureté qu'il y a eu, lorsque Sa Majesté s'est comparée seule de la Monarchie d'Espagne, & qu'Elle a mis le reste de l'Europe en danger d'être envahi de même. Si on considère bien les choses, on trouvera qu'il n'y a pas au fonds en ceci d'autre dureté que celle qui se rencontre dans tous les Traitez qui emportent quelque Restitution, & particulièrement dans ceux où il s'agit de la Restitution de choses qu'on

possède injustement. Cependant on peut assez juger par la situation des Affaires d'Espagne, que le Roi T. C. parviendrait aisément, soit par la voye de la persuasion, soit par celle de la contrainte, à obliger son Petit-Fils à restituer l'Espagne & les Indes, s'il le vouloit sincèrement & serieusement, & si son Petit-Fils & la Nation Espagnole étoient bien persuadés de la droiture & de la sincérité de cette intention.

On ne voit pas aussi qu'il y ait d'autre dureté que celle qui est attaché à tous les autres Traitez & Conventions, en ce qu'on stipule que la Restitution de l'Espagne n'étant pas exécutée dans le temps limité, la Trêve cesseroit. Car comme les Alliez auroient raison de prendre pour une infraction de Traité, si on refuse de leur livrer dans le temps limité que qu'une des Villes dont la cession auroit été stipulée dans les Préliminaires, qu'ils seroient en droit de se faire justice par les Armes; il est encore plus juste & raisonnable, que si un point aussi important que celui de la Restitution de l'Espagne & des Indes venoit à n'être pas effectué dans le temps limité ils soient

lors en droit de prendre les armes, pour obtenir l'Article le plus essentiel de tous ceux dont on seroit convenu, & il n'y auroit aucune dureté qu'ils employassent toutes leurs forces pour y parvenir.

De plus, les Hauts-Alliez ont d'autant plus de raison d'insister que la France se charge de procurer dans un espace de temps limité, la Restitution de l'Espagne & des Indes, qu'il a paru assez clairement par le discours d'un des Srs. Plénipotentiaires, que si on venoit à joindre les Forces pour y parvenir, on formeroit ou on pourroit former tant d'obstacles dans l'exécution, qu'on n'en viendrait jamais à bout : Faisant entendre qu'il faudroit auparavant examiner & regler, „ avec combien de Forces de Terre il faudroit agir, soit conjointement soit séparément; combien chacun y contribueroit; de combien de Vaisseaux on auroit besoin, & où on les employeroit; qui auroit le commandement des Forces de Terre & de celles de Mer, & à qui il appartiendrait de le conférer; quelles Instructions on donneroit aux Généraux, & par qui elles seroient formées; & plusieurs autres semblables dif-

ficulitez; d'où on a pû aisément juger qu'on les pourroit multiplier d'une telle manière que cette jonction ne pourroit jamais produire aucun effet.

On avance bien dans ladite Lettre, „ que les Sieurs Plénipotentiaires ont con
„ senti de la part de la France, à tout c
„ qui leur a été proposé; qu'ils n'ont ja
„ mais varié, & qu'ils ne se sont jama
„ retracts. Mais il est difficile de devi
ner en quoi consiste cette grande facilité
dont on veut se faire honneur. Ils n'ont
même jamais encore consenti à déclarer la
Guerre à l'Espagne, en cas de refus de
part du Duc d'Anjou, ce qui leur a n
anmoins été proposé. Etant venus i
pour traiter d'un équivalent sur
XXXVII. Article des Préliminaires, &
près avoir auparavant promis que tous les
autres Articles Préliminaires subsisteroient
& seroient acceptez, ils ont proposé en
mêmes un Partage pour servir d'équiva
lent, & ont réduit ce Partage à la Sicile
& à la Sardaigne: Et quand à présent on
leur demande de déclarer positivement,
donc en ce cas les Articles Préliminaires
seront signez & exécutez en leur entier
afin que de la part des Alliez on puisse s'ex

pliquer sur leur Proposition, ils prennent cette demande comme un dessein formé de rompre les Conférences. Cela est bien éloigné de cette facilité dont on se vante, & de ce consentement qu'on prétend avoir été général, sans variation ni rétraction. Certainement tout le monde doit être dans le plus grand étonnement de voir, qu'après que la France a déclaré plusieurs fois, qu'elle accepteroit les Préliminaires, excepté le XXXVII. Article, & offert en la place de celui-ci pour sûreté de l'exécution desdits Articles Préliminaires, trois Places d'ôtage dans les Pais-Bas, (lesquelles n'ont pû être acceptées, parceque cela n'exemptoit pas les Alliez d'une Guerre particuliere avec l'Espagne, pendant que la France jouiroit de la Paix :) Après avoir ensuite, pour lever cette difficulté, proposé un Partage, restreint par la France même à la Sicile & à la Sardaigne, comme un moyen propre à persuader au Duc d'Anjou de consentir à restituer l'Espagne & les Indes: Qu'après tout cela, la France étant sommée de se déclarer sur l'exécution des Articles Préliminaires, afin que les Alliez se pussent expliquer sur la Proposition

qu'elle faisoit d'un Partage , elle prenn
cette sommation pour un dessein form
de rompre la Négociation , comme o
vient de le dire ; & qu'elle prétende qu
les Alliez , au lieu des Articles Prélimina
res dans leur entier, excepté le XXXVII
& au lieu des Villes d'ôtage offertes da
les Pais-Bas , se doivent contenter au
joord'hui de ces mêmes Articles Prélim
naires , sans le XXXVII , sans les Vi
les d'ôtage , & qu'ils cedent de plus
Sicile & la Sardaigne , en demeurant da
la même incertitude qu'auparavant sur
Restitution de l'Espagne & des Indes ;
qu'on veuille faire valoir cela , comme
de son côté on avoit consenti à tout sa
variation ni retractation : On ne doit p
être moins surpris de voir qu'on accu
les Hauts-Alliez d'injustice & d'obstin
tion , parce qu'ils ne veulent pas accept
une si belle Proposition , & que sur ce
on ose implorer avec une apparence d'hu
milité la protection Divine , & imput
aux Hauts-Alliez les calamitez public
& l'effusion du sang Chrétien , dont ce
pendant l'invasion de la Monarchie d'E
pagne , & le refus que fait le Duc d'Ar
jou de restituer ce qu'il en détient enco

e, est la grande cause; pendant qu'on pourroit faire cesser sur le champ & ces calamitez & cette effusion de sang, en restituant ce qui a été envahi contre la bonne-foi des Traitez les plus solennels.

Il paroît clairement, par toute la conduite que la France a tenuë en cette occasion, que la proposition faite de sa part d'un Partage, & celle de regler les demandes ultérieures reservées par les Préliminaires, n'ont été autre chose que des moyens recherchez, pour s'il eut été possible, exciter de la jalousie & de la division entre les Hauts-Alliez, afin de parvenir par là plus aisément à son but, qui paroît jusqu'à present assez clairement être de retenir l'Espagne & les Indes, quoique la Restitution qui s'en doit faire, ait été le premier fondement de toute la Négociation. Et comme ces propositions n'ont sans doute tendu qu'à mettre la division entre les Hauts-Alliez, aussi voit-on dans la susdite Lettre plusieurs traits qu'on pouvoit bien attendre de ses Ennemis, mais non pas de personnes envoyées pour le rétablissement de la Paix & de la bonne intelligence; & qui paroissent en quelque maniere inventez, pour donner
aux

aux sujets de l'Angleterre & de l'Etat de mauvaises impressions contre le Gouvernement, & pour leur faire entendre que ceux qui sont à la tête des affaires, & les Chefs des Alliez sont la cause de la continuation de cette sanglante & onereuse Guerre. Mais la cause en est trop bien connue, & a été trop bien démontré ci-dessus, pour qu'ils puissent espérer que ces insinuations affectées & odieuses soient reçues & goûtées par des Peuples qui jouissent de la Liberté, & qui savent qu'ils ne portent les charges de la Guerre que pour la défense de cette Liberté. Le jugement de ces Peuples n'est point corrompu par un dur esclavage & par une longue oppression, comme celui de certains autres Peuples, auxquels sans cela les Alliez pourroient en appeler avec beaucoup plus de raison, comme à ceux qui savent & qui sentent, combien cher leur coûte l'avidité de dominer sur leurs voisins.

Enfin, le peu de temps que lesdits Sieurs Plénipotentiaires ont pris pour faire réponse, la donnant au bout de six jours bien loin d'être, comme ils le prétendent une marque de la droiture avec laquelle il

ne cherchent point à amuser ; peut
bien plutôt servir à montrer que la réso-
lution de rompre les Conférences étoit
déjà prise & préparée de loin. Les Sieurs
Plénipotentiaires ne peuvent pas non plus
sans raison insinuer, comme ils le font
n plus d'un endroit, qu'on leur ait pres-
crit un terme de quinze jours : Les Sieurs
Députés les ont bien priés de vouloir pro-
curer une réponse positive & prompte,
mais ils ne leur ont prescrit aucun terme ;
à contraire, lorsque sur cela il leur fut
demandé s'ils en vouloient marquer un,
ils répondirent civilement que non, &
que les Conférences ayant déjà dure si
long-temps, quelques jours de plus ou
de moins ne seroient pas une affaire.

Pour ce qui est des plaintes que font
les Sieurs Plénipotentiaires de choses qui
s regardent en leur particulier, sçavoir,
qu'on a méprisé leur caractère, imprimé
& publié des Libelles injurieux contre
eux, ouvert leurs Lettres, empêché qu'on
ne leur rendit des visites, & qu'on les
a tenus dans une espèce de prison : il
faut considérer, que lesdits Sieur étant
venus ici pour traiter, comme on en étoit
convenu, sans caractère ni cérémonie &
comme

comme incognito, on a évité de part & d'autre toute sorte de cérémoniel. On a d'ailleurs conservé tous les égards qui sont dûs à leur qualité, à leur naissance, à leur mérite; & ainsi on ne peut savoir ni même soupçonner, sur quoi sont fondées les plaintes qu'ils font à cet égard. On ne fait pas non plus ce qu'on veut dire par ces Libelles injurieux dont ils plaignent, & on n'en a aucune connoissance. Il y a des Ordonnances très severes, qui défendent ces sortes de Libelles dans le Pais. Il est bien vrai que ce n'empêche pas qu'il ne s'en répande quelques-uns, aussi bien qu'en d'autres Lieux, mais le Gouvernement les condamne, lors qu'on en découvre les Auteurs & Imprimeurs, ils sont punis selon les Loix. On n'a point ouï dire, & on n'a aucune connoissance, que de ce grand nombre de Couriers que les Sieurs Plénipotentiaires ont reçu & dépêché, & par lesquels ont sans doute envoyé & reçu leurs dépêches les plus importantes, aucun ait été arrêté, ni qu'on ait intercepté aucune des Lettres qu'ils ont envoyées par la Poste ordinaire. On n'a jamais empêché personne d'aller voir lesdits Sieurs Plénipotentiaires.

entiaires, & on n'a donné aucun ordre particulier d'examiner ceux qui les venoient voir : Mais comme c'est la coûtume dans toutes les Places Frontières, que personne n'y entre sans se faire connoître à la Garde des Portes & au Commandant, cet usage n'a pas été discontinué pendant leur séjour à Gertruydenberg ; & on ne voit pas qu'on doive s'en formaliser ni le prendre en mauvaise part. Que quelqu'un a été par là retenu de les aller voir, dans la crainte d'être connu, on ne peut pas dire pour cela qu'on ait empêché qu'on ne vint leur rendre visite. On ne pourroit certainement pas être blâme, si craignant qu'ils ne découvrirent des choses qu'on vouloit tenir cachées, on avoit pris des mesures pour le prévenir. Enfin, on ne peut pas apeller une espèce de Prison une Ville où les Sieurs Plénipotentiaires eux-mêmes sont convenus de faire leur résidence, & qu'ils ont préférée à Anvers, qui est une belle & grande Ville.

Lesdits Sieurs Députés de Leurs Hautes Puissances ont ajouté, que les Sieurs Ministres des Hauts-Alliez, & eux, avoient crû qu'il étoit à propos que pour toutes les raisons ci dessus mentionnées, les Résolutions

tions de L. H. P. du 23. de ce mois fussent communiquées à leurs Maîtres Et ils se sont réciproquement requis & exhortez, (puisque les Ennemis avoient de cette manière rompu la Négociation qui se faisoit pour parvenir à une Paix solide & qu'il n'y avoit plus autre parti prendre que celui de pousser la Guerre avec viguer) d'employer tous leurs bons offices auprès de leurs Maîtres, pour qu'on ne néglige rien de ce qui y peut contribuer, mais qu'au contraire on fasse tous les efforts possibles.

Sur quoi ayant été delibéré, il a été trouvé bon & arrêté, qu'on donnera connoissance de tout ceci aux Seigneurs Etats des Provinces, & qu'on leur enverra une Copie de ladite Lettre, & de la Résolution prise le 23. de mois. Que de plus, ils leur sera représenté, que comme il paroît par l'événement que les Ennemis n'ont point eu véritablement l'intention de traiter de la Paix en restituant l'Espagne & les Indes, mais qu'ils ont rompu les Conférences, sans laisser aucun lieu de délibérer, sur la continuation ou rupture d'icelles; il ne reste plus qu'à

Qu'e

qu'en conséquence, L. H. Puissances ne
putent pas que lesdits Seigneurs Etats
mettent en usage, d'une manière con-
stante, cordiale & unanime, tous les
moyens possibles & imaginables pour a-
vancer les progrès de la Cause commune ;
dans l'espérance & dans l'attente que le
Dieu Tout-Puissant continuera d'y ré-
pondre sa bénédiction, & que par sa bonté
et par son assistance, les Ennemis seront
amainés à prendre de meilleurs sentimens.

Qu'en outre, lesdits Sieurs de Rant-
wick & autres Députés de Leurs Hautes
Puissances pour les Affaires étrangères,
sont requis & commis, comme ils le
sont par ces Présentes, d'entrer de nou-
veau en Conférence avec les Sieurs Mi-
nistres des Hauts-Alliez, & de concerter
ensemble par quelles voyes & par quels
moyens la Guerre pourra être poussée de
plus côtez avec plus de vigueur, & du
tout faire Rapport à l'Assemblée.

Paraphé E. v. ITTERSUM, vt.

Et plus bas

Trouvé conforme au Registre.

Signé,

F. F A G E L.

ME-

M E M O I R E
T O U C H A N T

Les Intérêts de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, & de Bar à la Paix future.

Quoique Mr. le Duc de Lorraine ne soit pas partie Belligerance, ni Confédérée avec aucune des Puissances qui sont en Guerre, néantmoins il est devenu par le fait de Ces mêmes Puissances partie nécessaires & intéressée aux décisions de la Paix future.

Les Hauts-Alliez ont disposé pour les intérêts de leur Cause commune d'un Etat, qui devoit appartenir un jour à Mr. le Duc de Lorraine à titre successif, & qui lui est dévolu depuis.

Et la Couronne de France s'est emparée à l'occasion de la présente Guerre de diverses parties de ceux de S. A. R. qu'elle occupe encore presentement ; ainsi Mr. le Duc de Lorraine espère de la justice des uns & des autres l'indemnité de la perte du premier, & la Restitution de ce qui regarde les autres.

Er

En ce qui concerne les Hauts-Alliez, le Traité du 8. Novembre 1703. fait à Turin, l'Empereur Leopold de glorieuse mémoire ceda à Mr. le Duc de Savoie pour l'attirer dans la Grande Alliance le Duché de Montferrat, qui étoit possédé pour lors par le dernier Duc de Mantoue, se chargeant par une Clause expresse d'indemniser ceux, qui pour lors, ou pour l'avenir formeroient des prétentions sur ce duché.

Ce Traité fut aussi-tôt ratifié par Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne; par leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux, mais comme il fut tenu secret, Mr. le Duc de Lorraine n'en eut connoissance qu'en l'année 1707. , en laquelle il fit ses très-humbles Remontrances à l'Empereur Joseph aussi de Glorieuse Mémoire qui avoit succédé à l'Empereur, pour le supplier de ne point permettre qu'il fut dépouillé sans son fait d'une Principauté, que l'ordre légitime des Successions lui assuroit après mort du Duc de Mantoue, qui vivoit encore pour lors : En tout cas qu'il plut à Sa Majesté de suspendre l'Investiture, qui avoit été promise à Mr. le Duc de Savoie,

voye, jusqu'à la désignation, & mise en possession d'un Equivalent proportionné à la valeur du Duché de Monferrat, au profit de Mr. le Duc de Lorraine.

Sa Majesté Imperiale touchée de l'équité de cette Remonstrance, lui accorda un Decret d'assurance de cet Equivalent qui fut expédié le 30. de Novembre 1707.

L'année suivante 1708. l'Investiture de Montferrat fut délivrée à Mr. le Duc de Savoye quatre jours après la mort de Mr. le Duc de Mantouë.

Mr. le Duc de Lorraine renouvela ses instances pour son Indemnité, tant envers Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne, qu'envers Sa Majesté le Roi Charles III. & les Seigneurs Etats Généraux.

Et toutes ces Puissances attentives à la justice de cette représentation ont accordé de pareils Decrets d'assurance pour l'Equivalent du Montferrat.

Des engagements si solennels contractés par ces Augustes Puissances si religieuses dans l'observation de leurs promesses, ne permettent pas de douter, qu'
M.

Mr. le Duc de Lorraine n'obtienne une entière satisfaction pour le Duché de Montferrat, tant pour le Fond, que pour les Non-jouissances.

A l'égard de la Couronne de France, l'intérêt de Mr. le Duc de Lorraine se réduit à deux objets principaux.

Le premier est de rentrer dans les lieux & Places de Lorraine que la France a occupées à l'occasion de la présente Guerre pour sa convenance particulière, & d'y rentrer avec les satisfactions qui lui sont légitimement dûes à cet égard.

Le second de recouvrer la possession des lieux, & Places, qui devoient lui être rendues par la Traité de Ryswick, & que la France a trouvé à propos de retenir, nonobstant les Réquisitions respectueuses, & réitérées, que Mr. le Duc de Lorraine a fait faire pendant plusieurs années à la Cour de France.

Quant au premier, comme la France est emparé depuis dix années & plus de la Ville de Nanci Capitale de Lorraine, y a mis Garnison, & Etat Major, cela a réduit Mr. le Duc de Lorraine à se retirer dans une petite Ville couverte de ses Etats, où il a fait son séjour depuis

ce temps-là, il est juste, que la Ville de Nanci soit évacuée & renduë a Mr. le Duc de Lorraine, qui demande seulement pour son indemnité de cette occupation, & pour prévenir de semblables inconvénies, auxquels il pourroit être exposé à l'avenir, qu'il lui soit permis de faire rétablir à ses frais les Fortifications de la Ville de Nanci, ainsi qu'il jugera à propos.

2. La France s'étant emparée des Places de Bitch & de Hombourg, qu'elle fait fortifier, comme aussi de celles de Sarguemine, Saralbe, & Boulay Mr. le Duc de Lorraine demande, que ces Places lui soient renduës en l'état qu'elles sont, de même que tous les autres Postes de ses Etats, qui ont été occupés par la France pendant le cours de cette Guerre.

3. La principauté Souveraine d'Arché & Charleville, ayant été dévoluë par le décès du dernier Duc de Mantouë à Mr. le Duc de Lorraine, comme à son Héritier & Successeur plus proche & immédiat, il en fit prendre possession en son Nom aussi-tôt après, du consentement des Etats de cette Principauté, qu'il le re-

con

connurent en cette qualité, & lui prêtèrent Serment de fidélité, mais il en fut incontinent après dépossédé par la France, qui annulla ce Serment de fidélité, & fit élérence aux Peuples de reconnoître autre Souveraineté que la sienne. Mr. le Duc de Lorraine demande, que cette Souveraineté lui soit renduë & restituée, avec les fruits depuis le decès du dernier Duc de Mantouë.

Quant au second la France a retenu, & s'est conservé la possession de la Ville de St. Hypolite située sur la Frontière d'Alsace, quoi qu'elle dût être renduë à Mr. le Duc de Lorraine suivant l'Article 8. du Traité de Ryswick, portant, que toutes les Places dont Charles IV. Grand Oncle de Mr. le Duc de Lorraine étoit en possession en l'année 1670. lui seroient renduës par la France, il demande en conséquence, que cette Place, qui se trouve dans le même cas, lui soit renduë avec restitution des Fruits depuis le jour dudit Traité.

En second lieu, la France étant obligée par l'Article 33. du même Traité de rendre à Mr. le Duc de Lorraine une Préfecture, de la même valeur & étendue que

celle de Longwi, dont elle voulut se retenir & conserver la propriété par la même Traité, elle n'a point satisfait à cet Article, & a retenu depuis ce temps l'échange & le contr'échange; Mr. le Duc de Lorraine demande, que faite par la Couronne de France d'avoir voulu lui rendre jusqu'à présent une Préfecture de même valeur & étendue que celle de Longwi, comme elle s'y est engagé par le dit Traité, nonobstant les requisitions les plus soumises qui lui ont été faites à cet effet de sa part depuis quinze années, ladite Ville & Préfecture de Longwi lui soit rendue & restituée *in statu quo* avec les vivres, artilleries, & munitions qui sont dans la place, au moyen de quoi la France demeure déchargée dudit équivalent, comme aussi de la restitution des fruits qui s'y montent à plus de Douze cent mille livres.

Il y a d'autres difficultez anciennes, & indéçises, pour lesquelles Mr. le Duc de Lorraine offre de convenir d'Arbitres, à charge que la France en conviendra de sa part pour les faire terminer dans six mois, ne pouvant plus s'en remettre à des Commissaires, dont la Nomination du fort a été faite.

oible demeure toujours infructueuse, comme il a paru jufques à prefent par l'indécifion de ces difficultez.

Mr. le Duc de Lorraine efpere de l'équité des Hauts Alliez , qu'ils voudront bien lui procurer la fatisfaction qui lui eft dûë, fur les Articles ci-deffus conformement à leur obligation à la garantie du Traité de Ryswick , fe refervant d'ajouter aux demandes ci-deffus ce qui fera jugé convenable dans la fuite de la Négociation.

S'ensuit la teneur des Decrets mentionnés au prefent Memoire.

Décret de Sa Majesté Imperiale.

*Sacra Cæsarea Majestati Domino Noſtro Clementiſſimo ex porrectis à Domino A-
legato Lotharingico, Libellis Memoriali-
bus humillime relatum eſt , inopinatum &
grave accidiffe Sereniſſimo Domino Duci
Lotharingie, quod Ducatum Montisferrati
e factò & conſenſu ſuo in Sereniſſimum Sa-
audia Ducem per tractatus Fœderis à Sacra
Cæsarea Majestate , & ejus Dominis Fœde-
tis cum illo initos translatum eſſe intelligat,
etereque eundem Sereniſſimum Dominum*

Ducem Lotharingia, ut cum successio Montisferrati sibi post futura Mantuani Ducis fata non uno titulo indubitatè competat, Sacra Casarea Majestas ejus Investituram vel sibi benignè concedere, vel illam saltem, usque dum de Equivalente conventum, & de ejusdem securâ stabilique possessione prospectum satisfuerit Domino Duci Sabaudia, denegare, & desuper Decretum asscuratorium sibi impertiri benignè velit.

Petitione hac maturè perpensâ jussit Sacra Casarea Majestas non celari Serenissimum Dominum Ducem, quod postquam statim à morte Regis Hispaniarum Caroli Secundi pietissimæ recordationis, Sacri Romani Imperii hostes universam Italiam, sicque etiam Ducatus Mantua & Montisferrati adjuvant. Mantuani Ducis perfidiâ & perduellione occupassent, exercitusque Casareus immensis sumptibus illuc missus hac Imperii feuda integro amplius biennio frustra vindicare conatus esset, Augustissimus Imperator & Pater suus Leopoldus gloriossima Memoria nunc aliud ea recuperandi sibi & Imperio medium superesse ratus fuerit, quam ut prædictum Dominum Ducem Sabaudia in Societatem armorum pertraheret, ideoque cum illo fœdus quo inter cætera Ducatus Montisferrati ces-

si

o, in ipsum, & Successores illius Masculos continetur, annis circiter abhinc quatuor conluserit, subsecutis deinde potentiorum Collegatorum Fœderibus, & Guarantiâ ut vocant seu fidejussione firmatam, ut proinde non videat Sacra Cæsarea Majestas, quo modo ut hujus pacti justitiam seu probabilitatem nunc in dubium revocare possit, aut conditionis hujus implementum recusare.

Quemadmodum tamen præbè novit defuncti Augustissimi Genitoris sui mentem semper fuisse, ut quidquid alias obtendi posset, Serenissimus Lotharingia Duc ex ea cessione, & Mantuani Ducis felonia, quam minimum detrimenti caperet, dictique Ducatus jactura ipsi aliunde resarciretur, ita & pro arctissimo sanguinis vinculo, & intimo, quo Serenissimum Ducem à teneris complectitur amore & benevolentia, nec non immortalium ejusdem Serenissimi Parentis in Christianum & Austriacum nomen, meritorum indelebili memoriâ, omnem operam, curam, conatus, firmis, consiliisque unâ cum Dominis Fœderatis sese adhibiturum spondet, ut eidem Serenissimo Domino Duci in vicem & compensationem dicti Ducatus æquivalentis valoris Provincia in futuro Pacis Tractatu assignetur, & tradatur, deque securâ & perpetua

ejusdem possessione omni humano modo caveatur. In cujus declarationis majus robur Sacra Casarea Majestas præsens Decretum Serenissimo Domino Duci consignari voluit, eidem Gratia & Benevolentia sua Casarea affectum prolixissime confirmans. Signatum Vienna sub altissime dictæ Sacra Casarea Majestatis Sigillo secreto die trigesimâ mensis Novembris, Anno Domini millesimo Septingentesimo septimo.

(L. S.) Fred. Carol. Comes de Schönborn

C. L. Cronsbruck.

D E C R E T

De Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

Le Memoire de l'Envoyé Extraordinaire de Mr. le Duc de Lorraine, ayant été présente à Sa Majesté la Reine, par lequel il demande au Nom dudit Duc son Maître, que Sa Majesté veuille bien en conformité de la Garantie, qu'Elle a donné du Traité conclu à Turin entre
feue

que Sa Majesté Imperiale, & Mr. le Duc de Savoye le 8. Novembre 1703. lui donner par un Acte authentique des assurances, qu'Elle tâchera de procurer audit Duc de Lorraine un Equivalent pour le Duché de Montferrat, & un dédommagement pour la perte qu'il souffre par la non-jouissance dudit Duché; Sa Majesté ayant considéré ledit Memoire, a ordonné qu'on fasse la déclaration suivante.

Que quoique Sa Majesté la Reine ait déjà donné audit Duc de Lorraine de fortes assurances de ses bonnes intentions sur ce qui le regarde, & particulièrement par une Lettre écrite à St. James le 14. du mois de Mars passé; Neantmoins Sa Majesté pour faire voir audit Duc la véritable disposition où Elle est à son égard, & l'attention qu'Elle a pour les instances répétées qu'il vient de faire par son dit Envoyé Extraordinaire, renouvelle encore ses assurances de la maniere la plus ferme. Et comme Elle s'est engagée de garantir ledit Traité de point en point, Elle ne manquera pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les intérêts dudit Duc de Lorraine, & ses prétentions

à une Indemnité juste & raisonnable pour le Duché de Montferrat, conformément à l'Article cinquieme dudit Traité. Et que Sa Majesté est si éloignée de souffrir qu'on lui fasse le moindre tort touchant ses prétentions, & droits legitimes, qu'Elle est prête dès à present à prendre les mesures necessaires avec Sa Majesté Imperiale, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux pour regler, & désigner un équivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte, que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par sa Non jouissance depuis la mort du Duc de Mantouë, & les conjonctures presentes ne se trouvent pas assez favorables pour désigner la dite Indemnité, Sa Majesté la Reine declare, qu'Elle a tant d'estime, & d'amour pour ledit Duc de Lorraine, & une considération si particuliere pour ses prétentions susdites, qu'Elle s'interessera efficacement avec ses autres Alliez pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la satisfaction & le dedommagement possibles, de quoy ledit Duc peut-être fermement assuré comme d'une chose, que Sa Majesté se

al

tant par inclination, que par ses engagements.

A Whitehall ce 6. Septembre 1708.

H. BOYLE.

Décret de Sa Majesté le Roi Charles III.

Sacra Regia Catholica Majestas ad debitam Requisitionem eidem factam ex parte Serenissimi Domini Ducis Lotharingia sequentem resolutionem responsi loco præberi benè jussit. Quod videlicet, uti præfata Sua Majestas Serenissimi Domini Ducis petitionem justitiæ atque æquitati omni modo consentaneam censet, quatenus nimirum ob cessionem & investituram Ducatus Montisferrati ab Imperatore Leopoldo Domino Genitore ejusdem Colendissimo felicissimæ memoriæ, causa publicæ, & Augusta Domus Austriacæ indispensabili necessitate, atque notoriâ utilitate præteritorum annorum, tempestate ita exigente, Serenissimo Domino Sabaudie Duci concessam Serenitas sua Lotharingica, prout in Fœdere inter divum Cæsarem, ac prædictum Sabaudie Ducem inito Article 3 sancitum est, indemnis habeatur, ac proinde ob

*aliis in tabulis Pacis Ristwicensis fundatos
 Et hætenus à Corona Gallica executioni non
 dum traditos articulos eidem debita Et ple
 naria satisfactio reddatur, ita altè fata Su
 Majestas Catholica tum ex obligatione vi Fæ
 deris ab eadem confirmati nascente, tum Et
 præcipuè quidem ex strictissimo Sanguinis, ac
 que intimi affectus Et amicitie nexu quo Se
 renissimum Dominum Lotharingiæ Ducem
 teneris amplexus est, omni curâ, Et studi
 atque armis Et consiliis cum moderna Sacra
 Cæsarea Majestate Domino Fratre eiusdem
 dilectissimo, cæterisque Dominis Collegatis
 in id incumbere velit, ut non solum Serenissi
 mo Domino Duci Lotharingiæ Ducatus Mon
 tisferrati iactura aliunde resarciatur, Et e
 dem in vicem Et compensationem præsa
 Ducatus Æquivalentis valoris Provinciæ
 aut Terræ in futuro Pacis Tractatu assignetur,
 Et in earumdem actualem, Et quietam
 possessionem immittatur, sed etiam ab alio
 Serenissimo Domino Duci erga Franciam et
 Pace Ristwicensi remanentes actiones, atque
 credita eidem debitè ac plenariè satisfiat. Pro
 cuius declarationis majore ac fortiori robor
 Sacra Regia Catholica Majestas præsens de
 cretum asscuratorium Serenissimo Domino
 Duci benignè extradi, eidemque ac toti Se
 re*

touchant la Paix d'UTRECHT. 157

*missima Domini Lotharingia constantem ani-
mi & benevolentia sua Regia affectum denuò
confirmare voluit. Signatum Barcinone sub
lissimè dictæ suæ Majestatis Sigillo secreto, &
secretarii sui intimi subscriptione, firmatum
die decimâ nonâ mensis Julii, Anno Domi-
ni millesimo Septingentesimo nono.*

(L.S.) *Subscribatur Guilielmus
Liber Baro de Kellers.*

Décret de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux.

*Extrait du Registre des Résolutions de Leurs
Hautes Puissances les Seigneurs Etats
Généraux des Provinces-Unies des
Pays-Bas.*

Du Samedi 24. d'Août 1709.

On a examiné de nouveau le Mémoire
du Sr. le Begue, Envoye Extraor-
dinaire de Son Altesse le Duc de Lorrain-
ne, tendant à ce que leurs Hautes Puissances
veuillent entrer avec Sa Majesté
Imperiale, & la Reine de la Grande-Bre-
tagne

tagne dans la désignation d'un Equivalent promis audit Duc par le Traité du 8. Novembre 1703. entre Sa Majesté Impériale & Son Altesse Royale le Duc de Savoye sous la Garantie de ladite Reine & de leurs Hautes Puissances & demandant, qu'en cas que les conjonctures présentes ne fussent point allez favorable pour en faire jouir ledit Duc de Lorraine dès à présent, leurs Hautes Puissances veuillent en conformité de leur Garantie & à l'exemple de leurs Majestez Impériale & Britannique lui donner des assurances par un Acte authentique, que cette affaire sera terminée à sa satisfaction dans les Préliminaires de la Paix générale, tant pour le fond, que pour la perte qu'il souffre par la Non-jouissance actuelle du Montferrat mentionnée plus amplement dans ledit Mémoire. Sur quoi ayant été délibéré, il a été trouvé bon, & arrêté qu'il sera répondu audit Sr. le Begue sur ce Mémoire, que leurs Hautes Puissances, tant par l'affection & l'estime qu'Elles ont pour la personne, & pour l'amitié de Son Altesse le Duc de Lorraine qu'en considération des bons services rendus à la Cause commune par feu les Duc
so

Pere & son Grand Oncle de glorieuse Mémoire, ont toujours été portées, & sont encore, à avancer les intérêts de son Altesse, en ce qui dépend d'Elles, tant qu'il est possible.

Que s'étant engagées à garantir le Traité mentionné de point en point, Elles ne manqueront pas d'avoir des égard particuliers pour ce qui regarde les intérêts dudit Duc de Lorraine, & les prétentions d'une Indemnité juste & raisonnable pour le Duché de Montferrat conformément à l'Article cinquième dudit Traité. Que leur intention n'est nullement qu'on lui fasse le moindre tort touchant les Droits & Prétentions légitimes, & qu'Elles sont prêtes dès à présent de prendre les mesures nécessaires avec leurs Majestés Impériale & Britannique pour régler & désigner un Equivalent convenable pour le dit Duché de Montferrat, & pour la perte que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par sa Non-jouissance depuis la mort du Duc de Mantouë. Mais si les conjonctures présentes ne se trouvent pas assez favorables pour désigner ladite Indemnité, leurs Hautes Puissances déclarent, qu'Elles s'intéresseront efficacement avec leurs

leurs Alliez pour cette affaire à la Paix générale , afin que ledit Duc en ait toute la satisfaction & le dédommagement possibles , dont Son Altesse peut être fermement assurée. L'Extrait de la présente Résolution sera mis entre les mains dudit Sr. le Bégue pour servir en temps & lieu où il appartient.

Etoit Signé,

FAGEL.

SECOND DECRET

De Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

Du 14. May 1711.

Le Memoire du Baron de Forstner Conseiller d'Etat , & Chambellan de Monsieur le Duc de Lorraine touchant les interêts de son Maître à l'égard d'un équivalent pour le Duché de Montserrat, ayant été considéré par la Reine, Sa Majesté m'a commandé d'y répondre , qu'Elle

a déjà donné, & réitéré plusieurs fois
assurances au dit Duc, qu'Elle fera tout
ce qui dépend d'Elle, afin qu'il ait toute
satisfaction possible sur ses justes préten-
sions ; qu'Elle continuë toujours d'avoir
les mêmes sentimens pour Monsieur le
Duc de Lorraine, & pour ses interêts,
qu'Elle ne manquera pas de lui faire voir
les effets de son Amitié, & de son estime
particulière dans toutes les occasions, qui
se présenteront, & sur tout quand il s'a-
gira de renouveler les Conférences pour
le Traité de paix, elle n'oubliera pas de
donner des ordres très précis à ses Mini-
stres d'appuyer en son nom, & avec les
instances les plus pressantes les demandes
du Duc, afin de lui procurer une Satis-
faction sûre & raisonnable : Mais pour
ce qui regarde la désignation d'un équi-
valent dès à présent, il est évident, que
la situation des affaires est devenue si in-
certaine à cause de la mort de feuë Sa
Majesté Imperiale, & d'autres incidens,
qu'on ne sçauroit rien faire à cette heure
sur ce sujet ; mais lorsque le temps sera
plus convenable, Sa Majesté sera prête à
concourir avec les autres Puissances inte-
ressées pour regler l'affaire d'un équiva-
lent,

lent, & montrer par là comme en toutes autres choses le desir, qu'Elle a de procurer le bien, & d'avancer les intérêts Monsieur le Duc de Lorraine, & de toute Sa Maison.

Fait à Whitehal ce 14. Mai 1711.

Etoit Signé,

J. JOH

Articles Preliminaires de la part de
la France, pour parvenir à une
Paix générale.

Le Roi voulant contribuer de tout son pouvoir au retablissement de la Paix générale, Sa Majesté déclare :

I.

Qu'Elle reconnoitra la Reine de Grande-Bretagne en cette qualité, comme aussi la Succession de cette Couronne, selon l'établissement présent.

II.

Qu'Elle consentira volontiers & de bonne foi, qu'on prenne toutes les res-
sic

es justes & raisonnables, pour empê-
er que les Couronues de France & d'Es-
gne ne soient jamais réunies en la Per-
ne d'un même Prince; Sa Majesté
nt persuadée qu'une Puissance si exces-
e seroit contraire au Bien & au Repos
l'Europe.

III.

L'intention du Roi est, que tout les
inces & Etats engagez dans cette Guer-
; sans aucune exception, trouvent une
istaction raisonnable dans le Traité de
ix qui se fera; Et que le Commerce
rétabli & maintenu à l'avenir, à l'a-
antage de la Grande Bretagne, de la
ollande, & des autres Nations qui ont
côûtumé de trafiquer.

IV.

Comme le Roi veut aussi maintenir
actement l'observation de la Paix, lors-
elle aura été conclue; Et l'objet que
Roi se propose, étant d'assûres les fron-
ères de son Royaume, sans inquiéter
quelque manière que ce soit les Etats
ses Voisins, S. M. promets de consen-
r par le Traité qui sera conclu, que les
ollandois soient mis en possession des
laces fortes, qui y seront spécifiées,
dans

dans les Païs-Bas, qui serviront à l'av-
nir de Barrière, pour assûrer le Repos
la Hollande, contre toutes sortes d'ent-
prises du côté de la France.

V.

Le Roi consent aussi qu'on forte
une Barrière sûre & convenable pour
l'Empire & pour la Maison d'Aust-
che.

V I.

Quoi que Dunkerque ait coûté au Ri-
de très-grosses sommes, tant pour l'acqu-
rir que pour le fortifier, & qu'il soit né-
cessaire de faire encore une dépense con-
sidérable pour en raser les Ouvrages,
Majesté veut bien cependant s'engager à
les faire démolir, immédiatement après
la conclusion de la Paix, à condition qu'on
lui donnera un Equivalent pour les Fé-
tifications, à sa satisfaction : Et comme
l'Angleterre ne peut pas fournir cet E-
quivalent, la discussion en sera remise aux
Conférences qui se tiendront pour la N-
gociation de la Paix.

V II.

Lors que les Conférences pour les N-
gociations de Paix seront formées, on
discutera de bonne foi & à l'amiable, to-
ts

touchant la Paix d'UTRECHT. 165

les prétentions des Princes & Etats
engagés dans cette Guerre, & on ne né-
giera rien pour les regler & terminer à
satisfaction des Parties intéressées.

En Vertu du Plein-Pouvoir du Roi,
Nous soussigné Chevalier de l'Ordre de
St. Michiel, Député au Conseil de Com-
merce, avons conclu au Nom de S. M.
les presens Articles Préliminaires. En
voici de quoi Nous avons signé

(L. S.) MENAGER.

fait à Londres le 27. Septembre
v. st. ou 8. d'Octob. n. st. 1711.

L E T T R E

De l'Empereur aux Etats Généraux.

HAUTS PUISSANS SEIGNEURS, &c.

Par les Lettres qui Nous sont venues
depuis peu de la Haye, Nous avons
eu avis que l'Ambassadeur d'Angleterre
est de retour dans vos Provinces, & qu'il
apporté quelques nouveaux Articles
préliminaires de Paiz proposés par le Roi
de

de France, dressez avec beaucoup d'adresse, & véritablement tels qu'on les voit attendre d'un Ennemi ; car ils contiennent rien que de douteux & d'équivoque ; & si l'on se donne la peine bien pénétrer tout le sens qu'ils renferment, au lieu des vains termes qui se présentent d'abord, on y trouvera la peine qu'on ne sauroit jamais assez déplorer de la Monarchie Espagnole, pour laquelle seule & pour sa conservation dans notre Maison Imperiale, & le maintien de la Paix de l'Europe, on a entrepris la guerre, combattu pendant 10. ans, & répandu tant de sang, qu'il ne pouvoit arriver rien de plus funeste dans le monde.

Car qui est ce qui ne comprend point que si cette grande augmentation de Forces demeure encore ajoutée à celle de l'Ennemi, tous ceux qui en général se sont Confederez dans cette guerre, & chacun en particulier, n'ont qu'à attendre un très-honteux esclavage, lequel Nous avons scû jusqu'à présent détourner de dessus nos Têtes ; que par là il se rend maître de notre Liberté ; & qu'il tâche par une fierté insupportable, de Nous imposer à tout les Loix qu'il a été depuis peu con-

tra

int de recevoir. Bien plus, quand même la Guerre continueroit d'une telle manière que cet Ennemi, déjà énérvé par mauvais succès, viendrait à tomber Nous en Vainqueur, encore ne Nous soit il pas pardonnable de consentir à si injustes Préliminaires.

Mais à présent qu'il ne peut soutenir la vue des Armées des Alliez, qu'il ne se trouve en sûreté dans aucun lieu, ni en Campagne ni dans ses Forteresses, & ayant perdu une partie de ses Forces de ses Places, il craint qu'au premier jour on ne porte la Guerre jusques dans le cœur de son Royaume; peut on n'être justement irrité contre ceux qui ayant si souvent trompez par les illusions des François, veulent de nouveau faire une seconde expérience de la foi qu'ils promettent toujours, & qu'ils ne tiennent jamais, prêter secours à ses Ennemis, abandonner ses Alliez, renoncer aux Alliances, & enfin faire servir leurs propres Victoires à préparer un Joug pour leur Poste.

Certes, s'il n'étoit pas visible à tout le monde que le Roi de France, en proposant ces Préliminaires, avoit dessein, selon

selon la coutume, sous prétexte d'une Assemblée pour traiter de la Paix, de dissuader ses Alliez, & de semer entr'eux de méfiance & d'intelligence par ses artifices ordinaires qui lui ont toujours su fournir des moyens d'éluider ce qui étoit arrêté; au moins le triste souvenir du passé devroit suffire pour rendre la chose plus qu'évidente, & la remettre sans cesse devant nos yeux. C'a été la principale raison qui Nous a toujours portez à croire, qu'il n'y a point d'autre fondement solide, sur lequel on puisse établir la Paix qu'on pourra faire que de fixer l'inconstance de la France par de tels Articles Préliminaires, qu'Elle ne puisse plus surprendre & se tirer d'affaire par un injuste Traité de Paix, ainsi qu'elle a fait chaque fois.

Nous ne doutons nullement que Vous ne vouliez aussi persister dans ces sermens, & joindre vos délibérations aux nôtres, pour chercher les moyens de porter la Reine de la Grande-Bretagne, s'il est possible, l'engager à rejeter nos Propositions & à continuer la Guerre, ou bien s'il en faut venir à des Négociations avec l'Ennemi, que ce soit à condition que les précédens Préliminaires pro-

lez la plûpart par lui-même ; demeurent
es & sans changement , & qu'ainsi, Elle
veuille pas confier la gloire immortelle
Elle a acquise , & le Salut assuré de son
uple , à l'infidélité des promesses des
angois , quelles qu'elles puissent être.]

C'est pour ces raisons que Nous vous
ons instamment , & vous exhortons
s affectueusement, que suivant vôtre gé-
rosité ordinaire, Vous preniez avec
ous la résolution de soutenir cette Cau-
qui se trouve dans un si grand dan-
, & de ne pas permettre que les su-
cheries de la France aient un heureux
cés par nôtre relâchement, & fassent
urner nos Triomphes à honte & à des-
honneur.

Pour Nous quelques suites que la cho-
puisse avoir, Nous rejettons constam-
nt ces Préliminaires, tant pour le pré-
t que pour l'avvenir, & Nous ne per-
ttrons nullement à nos Ambassadeurs
ssister aux Conférences qui sont pro-
ées pour traiter là-dessus ; Mais plû-
, Nous fêrons tous nos efforts, com-
Nous faisons actuellement, pour que
Armées, particulièrement celles de
atalogne, soient de nouveau remises en

état & renforcées; & que tout le monde soit convaincu, qu'il n'a nullement tenu à Nous que la Guerre n'ait été conduite jusqu'à une heureuse fin, & qu'une Paix solide, durable, & avantageuse à tous les Alliez, ne soit rendue à l'Univers, Au surplus, &c.

Donné à MILAN le 8. Novembre 1711.

P R É A M B U L E D E L A P E T I T I O N

Ou proposition Générale du Conseil d'Etat, des Provinces Unies, &c. présentée le 13. Novembre 1711.

C'est pour la onzième Année de cette Guerre, que le Conseil d'Etat présente aujourd'hui à Vos H. Puissances PETITION, ou Proposition générale, laquelle il a joint l'état ordinaire & le extraordinaire de Guerre : Guerre très-remarquable & mémorable ; non pas ta

cause du temps qu'elle a dure, que par
port aux grandes, frequentes & rares
operations qui s'y sont faites, & aux suc-
ces avantageux, même au delà de toute
attente, qui ont été remportez par le se-
cours de la Bonté Divine. Car quoi.
qu'elle ait duré plus long-temps que cha-
cune des deux précédentes, qu'on a eues
contre la France & ses Adherans ; que de-
puis l'An 1672. jusqu'à present, il y ait
une quantité de sang repandu par le Glaive
de la Guerre, des Provinces, Villes &
Communautez ravagées, & un grand nom-
bre de personnes réduites en divers lieux
à la pauvre & à la misère ; qu'en parti-
culier les bons Sujets de cet Etat ayent
aussy été chargez d'une maniere extraor-
dinaire, pendant tant d'Années, de plu-
sieurs Impositions & Tributs nécessaires
pour soutenir la Guerre, & qu'on ne
puisse pas douter que ce temps ne leur ait
paru facheux, comme il l'est ordinaire-
ment à tous ceux qui souffrent, de quel-
que maniere que ce soit, & à qu'il le cœur
se faut quand ils voyent leurs esperances re-
boulées : Neanmoins, on trouvera un grand
contrepoids à ces considerations, si l'on
fait attention sur la nature de cette Guer-

re, qui est inévitable & d'une nécessité absolue, (ainsi qu'on l'a fait connoître plus amplement en d'autres temps.) Par conséquent les Armes, à quoi l'on a été obligé de recourir, sont de justes Armes *pia Arma*: Et le but qu'on s'y est proposé, ne regarde que sa propre Conservation, & le maintien de la Liberté publique; deux Objets si importants, & d'un si grand poids, que rien ne doit être d'un trop haut pris, quand il s'agit de les défendre.

D'ailleurs, l'ennemi contre lequel les Alliez ont si long-temps combattu pour ces précieux Gages, est la Couronne de France, appuyé par l'Espagne, & au commencement encore par les deux Electeurs de la Maison de Baviere. La puissance de cette Couronne est si grande, qu'il faut sans s'arrêter ici à tous les raisonnemens qu'on pourroit faire, tirer de la constitution de ce Royaume, de sa vaste étendue, de ses Etats bien peuplez, & de ses Frontières, du Genie de la Nation, de la forme de son Gouvernement; notre propre Experience, qui est la plus sûre de toutes les leçons, comme celle des autres, la plus commode, nous a fourni une pre-

très-claire, comment cette Couronne, combattue par les Forces de l'Empereur & de tous les Membres de l'Empire, & par celles des Rois de la Grande-Bretagne & d'Espagne, & par celles de Vos Hautes Puissances, toutes unies ensemble, a pû qu'après 9. Années de Guerre, & de l'infinité de travaux, être réduite à accepter de raisonnables conditions de paix par le Traité de Ryswick.

D'un autre côté, le Royaume d'Espagne, depuis que le Duc d'Anjou est monté sur le Trône, & l'a gouverné à la manière & selon le génie des François, a commencé de se relever de la grande dépendance où il étoit tombé depuis la Paix de Vervins, sous ses 3. derniers Rois : les efforts de ces deux Couronnes, pour l'affermissement de leur Union dans la Maison de Bourbon, ont été plus fréquens & plus considérables que dans les précédentes Guerres. L'Espagne a plus fourni de troupes qu'elle n'avoit fait auparavant pendant 50 années, par le moyen des grandes levées que la France par toutes sortes de voies, même par les ordres qu'elle a donnez pour faire enrôler des gens dans toutes les Généralitez & Paroisses du

Royaume ; & par la contrainte dont elle a usé pour les forcer à prendre parti, elle a eu des Armées plus nombreuses qu'elle n'en evoit jamais eu auparavant, & elle trouvé de quoi les entretenir, en introduisant une infinité de Charges & d'Impositions, sous tant de divers noms & titres, qu'à peine seroit-il possible de les exprimer tous : Avec tout cela encore sur la fin de l'Année précédente, elle établi un Tribut du Dixième Denier du Revenu de toutes les Maisons, Domaines, Rentes & autres émolumens & profits, sous des Prétextes plausibles & spécieux, mais en même temps très illusoires ; aparemment à l'exemple de Jean, Roi de France, qui se voyant réduit à l'extrémité, par les Armes d'Edouïard III., Roi d'Angleterre, & du Prince son Fils, nommé en ce temps là le Prince Noir ; fut contraint de s'adresser aux Etats du Royaume, avec le consentement desquels il lui fallut imposer une pareille Taxe sur tous les Revenus, tant des Biens immeubles, que des Offices & des Bénéfices même sur les Salaires & Gages des Officiers & Domestiques.

Lorsqu'on fera attention sur toutes les
cho.

oses qui viennent d'être sommairement présentées, on ne trouvera pas qu'il soit range ni extraordinaire, que cette Guerre ait duré jusqu'à présent; les grandes guerres n'étant nulle part conduites à une heureuse fin, sans des peines & des longueurs infinies, à moins qu'il ne soit survenu quelque événement miraculeux, qui les ait terminées plus promptement. Mais dans la situation présente des affaires, telle qu'on va la déclarer ci-après, il y a eu d'espérer que la Guerre dont il s'agit maintenant, sera bientôt terminée à la satisfaction des Alliez, & en moins de temps qu'autrefois les autres Etats, & même les Républiques, qui dans leur forme de Gouvernement ont le plus approché de la nôtre, n'ont été obligez d'employer les Armes, pour l'établissement & le maintien de leur Liberté; sans faire même ici mention, que dans le Siècle passé, la fameuse Guerre d'Allemagne n'a pû prendre fin par la Paix de Westphalie, qu'au bout de 30 Ans; & que la Liberté dont cet Etat jouit, n'a pû être pleinement assurée, qu'après 70 Ans de Combats.

Mais, HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,

GNEURS, les Evenemens de cette Guerre sont extrêmement mémorables, si qu'on fasse reflexion sur les sanglantes Batailles & les glorieux Combats qui ont été livrez; peut être plus qu'il n'y en a jamais eu en aucune autre Guerre, dans le même espace de temps que celle-ci a duré. Particulièrement sur les Batailles de *Schelembourg*, de *Bleinheim*, de *Ramelies*, de *Turin*, de *Andenarde*, de *Malplacque*, de *Almenar*, de *Sarragosse*, outre plusieurs autres qui n'ont pas été si considérables ni d'une si grande conséquence que celle-ci, mais qui n'ont pourtant pas laissé d'acquiescer & d'affermir d'une manière distinguée, une grande gloire aux Armes de V. H. Puissances & de leurs Alliez: C'est soit qu'on fasse reflexion sur les fréquents & pénibles Sièges, & sur les Conquêtes de quantité de Villes & de Forteresses entr'autres de celles de *Keyfersweert*, de *Batzen*, de *Lille*, de *Tournai*, de *Mons*, de *Donay*, de *Betune*, de *Aire*, & en dernier lieu de *Bouchain*, toutes prises à la vue des Armées Ennemies, nonobstant les tentatives & les efforts qu'elles ont faits pour s'y opposer: Soit qu'on envisage les difficultez & les périls des passages des Rivières, remon-

ceux

ux de l'*Adige*, du *Mincio* & de l'*Oglia*
 l'Italie; & au Pais Bas, de l'*Escarant* plus
 une fois, de la *Scarpe*, & depuis peu
Sanfet; Ou bien tant de Retranchemens
 de Lignes forcées, comme à *Schellen-*
g, à *Lauterbourg*, au Brabant Vallon,
Commines, à *Trouille* & à *Mal-Placquet*;
 u enfin tant de diverses entreprises si
 en concertées, si signalées, si éclatan-
 s; & telles qu'on les doit regarder com-
 e tout ce que l'Art Militaire pouvoit
 mais inventer de plus grand & de plus
 génieux, & même comme capables de
 vir d'instruction à la posterité. Il est
 nc nécessaire que tous ces grands Eve-
 mens (dont le déiail a été fait plus au-
 ng ci-devant, & que par cette raison
 ne fait que toucher ici en passant,
 ux de la dernière Campagne étant en-
 re presens aux yeux de tout le monde);
 est, dis-je, nécessaire que tous ces grands
 venemens soient souvent rapellez dans
 souvenir, qu'on y pense & repense sou-
 ent, parceque dans leurs circonstances
 sont d'un trop grand poids, pour les
 laisser en proie à l'oubli, par foiblesse de
 émoire, & par d'autres distinctions; &
 rceque ce qui s'est passé dans cette Guer-

re , peut donner de grandes lumières pour l'avenir , & se vir de règle pour ne se laisser pas abuser dans ce qui reste encore à faire ; mais principalement parce qu'ils sont de fortes preuves de la bénédiction de Dieu , sur les Armes de Vostres Hautes Puissances & de leurs Alliez , & qui doivent inspirer une ferme confiance qu'en ne négligeant pas cette bénédiction & qu'en profitant comme il faut des Succès des Victoires qu'on a obtenues , elles feront un Soleil levant , ou démonté sur l'Horison , qui amenera un plein jour d'une Paix souhaitée & mémorable.

Cependant , il faut avouer que le cours de ces grands & avantageux Evenemens n'a pas toujours été également rapide ; que toutes les Années de cette Guerre n'ont pas été également heureuses. Qu'en quelques fois on a perdu des Batailles comme celles de *Spierbach* , de *Calcina* , de *Castiglione* & d'*Almanza* , car pour celle de *Villa-Viciosa* , on peut bien affirmer & démontrer par de bonnes raisons qu'elle a tourné plus à la gloire & à l'avantage des Armes des Alliez , qu'à la perte : Qu'il y a eu quelles Villes ,

yant été attaquées ou assiégées par les Enemis, se sont vûes contraintes de céder la force, quoique néanmoins la plupart aient été depuis reprises : Que les Campagnes qui ont suivi les grandes Victoires, comme par exemple celles de *Chellenberg*, de *Bleinheim*, de *Ramelies*, n'ont pas toujours été accompagnées d'un grand bonheur. Mais outre que, généralement parlant, dans les affaires humaines, il n'y a rien qui demeure toujours & de tous côtez dans un égal degré de prospérité & de bonheur, que même les Flambeaux Célestes dans leur cours, souffrent de temps en temps des Eclipses ; & sur tout qu'il plaît quelquefois à la Providence Divine de faire éclater son souverain Pouvoir, d'une façon particulière, dans les affaires de la Guerre, & de faire évanouir les desseins des Hommes, avec la confiance qu'ils avoient en la force de leurs Armes ; il est constant, pour ne parler que des Causes secondes, que la vicissitude des Succés a été spécialement occasionnée par la grande puissance de l'Ennemi, qui, à la vérité, s'est vu fort énervé par les efforts qu'il a faits & par les pertes, mais non pas entièrement

ment abatu : En bien loin que cela lui ait fait perdre courage , ou l'ait seulement ralenti , il a semblé que ce n'ait été qu'comme un aiguillon pour ne rien épargner , & pour rassembler toutes ses ressources , afin de réparer ses pertes ; & quoi il a démenti la force des anciennes Traditions & Sentences , qui ont attribué à ceux de cette Nation (laquelle c'est tout temps & avant qu'elle eût le nom qu'elle porte aujourd'hui , a été reconnue pour belliqueuse ,) d'être dans la prospérité plus qu'Hommes par leur activité & hardiesse , & dans l'adversité moins que Femmes , par leur impatience à supporter la misère , les fatigues , & les incommodes de la Guerre.

Il fait ajouter à cela , qu'immédiatement avant le commencement de cette Guerre , toutes les parties & dépendances de la Monarchie d'Espagne , & les autres Païs annexez , ayant été occupez par l'Ennemi , les premiers soins furent de se fortifier & de s'affermir dans cette possession , usurpée par des voies de fait ; & que peu de temps après , comme les Armes des Alliez commencèrent à être supérieures , sa principale vûe fut de se te

sur la défensive , en occupant des ter-
rains avantageux , & se postant dans des
passages étroits, ou des défilez , sur des
hauteurs , dans des Marais & dans des
bois , ou derrière des Rivières qui n'é-
toient pas guéables, ou derrière de fortes
lignes faites dans leurs intervalles, y fai-
sant tenir de nombreuses Armées , po-
sées si avantageusement, qu'il auroit été
très-difficile aux Alliez de faire des Con-
quêtes, ou d'étendre plus loin celles qu'ils
avoient déjà faites. Cela lui auroit en-
core plus souvent réussi, & même dans
la dernière Campagne , si les mesures &
les précautions qu'il avoit prises , n'a-
voient été eludées & renversées par dex-
térité & par stratagème : Vertus Militai-
res de tout temps si estimées dans les Gé-
néraux qui les ont possédées.

Outre tout cela, il y a des lieux où l'on
trouve de grandes difficultez à faire la
Guerre , à cause du retardement de la
bonne Saison , & de son peu de durée ; &
dans d'autres , parcequ'ils sont fort éloi-
gnés , & environnés de l'Ennemi, du
côté des Terres , de sorte qu'il n'a pas
été possible d'y envoyer des secours que
par Mer, d'une manière fort incertaine,

& à grands frais : Au lieu que la situation des frontières de l'ennemi , qui confinent à tous les Etats des Alliez , & qu'à l'égard de quelques-uns possèdent encore à present l'avantage des Rivières , lui fourni les facilites & les moïens d'agir en ces lieux-là , & en cas de perte de les réparer , ainsi qu'on la vû bien manifestement en Espagne plusieurs fois , & en dernier lieu l'année passée , après la Bataille de *Saragosse* : Outre qu'à l'égard de ce dernier Royaume , ces difficultez se sont augmentées pour les Alliez , par la différence du Climat & des alimens , par la stérilité du Terroir , & par la quantité de Montagnes , qui autrefois dans les Guerres des Espagnols contre les Maures , ont servi de retraites assurées à ces premiers pendant plus de 700 ans , comme depuis elles leur en ont servi de temps en temps dans leurs Guerres entre les Castillans & les Arragonnois. Enfin avec tout cela , est encore arrivé que par le peu d'ordre & la négligence , la lenteur de quelques uns des Alliés , ou par des diversions & de partages qu'ils ont été obligez de faire de leurs Forces , soit pour pacifier des différends qui s'étoient élevez ailleurs , soit

po

par en prévenir d'autres qu'ils avoient
son de craindre, lesdits progrès ont été
quelquefois, arrêtez, ou retardez pour un
temps.

Mais ouvre les Evenemens dont il vient
être sommairement parlé, *Hauts &*
puissans Seigneurs, les avantages qu'on a
emportez cette Guerre, sont très-remar-
quables, & d'autant plus à estimer, que
toutes les difficultez & les obstacles ci-
dessus s'y sont rencontrés, & qu'il y a de
grandes apparences qu'on en obtiendra en-
core d'autres, si l'on fait les ménager
comme il faut, & en faire un bon & droit
usage. Ces avantages consistent premie-
rement, dans la gloire acquise aux Armées
de V. H. P. & de leurs Alliez: En second
lieu, dans le grand nombre & l'import-
ance des Conquêtes qui ont été faites sur
l'Ennemi.

La gloire des Armes, quand elle est
bien soutenue, ne peut manquer d'atti-
rer de la considération & du respect, &
de rendre une Paix plus ferme & plus
durable: On a même remarqué sur cela,
dans les temps passez, que souvent cette
gloire des Armes a mieux mis à couvert
les Etats contre les violences & les inva-
sions

sions des Etrangers, que tous les autres moyens qu'on a pû y employer, & que par là ils ont joui d'une tranquillité parfaite pendant une longue suite d'années ; au lieu qu'au contraire, ceux qui l'ont méprisée, ou laissée perdre, ont vécu dans une continuelle incertitude, dans le péril, dans les alarmes, & avec le temps ont vû entièrement tomber leur prospérité, & sont même devenus la proie de leurs Ennemis. C'est pourquoi aussi la gloire a été quelques fois assez justement comparée à l'écorce ou enveloppe de Fruits, qui demeurant en son entier, le conserve long-temps, mais dès qu'elle est offensée, ou ôtée, le fruit se corrompt.

Pour ce qui regarde les Conquêtes, & les Frontières qu'elles ont étendues si loin, pour ne parler que de ce qui concerne directement ces Provinces & le Pays voisin, parce qu'il a été assez parlé de l'Allemagne, de l'Italie, & des Pays plus éloignés, en d'autres occasions; on peut remarquer que l'Ennemi, qui au commencement de cette Guerre s'étoit étendu jusqu'aux Frontières de cet Etat & comme jusqu'à leur vûe, depuis l'E

se en Flandres, jusqu'au *Vahal* & au
in, est presentement repoussé jusques à
anciennes Frontières : On en a entie-
nement purgé le *Bas-Rhin*, qui dans les
Guerres qu'on a eues contre la Fian-
, depuis l'An 1672., avoit toujurs
é le premier Théâtre de la Guerre, &
où l'Ennemi croyoit plus aisement pé-
trer jusques dans le cœur de nôtre Pais :
Le *Meuse* a été remise sous le pouvoir des
licz, jusques proche de l'endroit où
e reçoit la *Sambre*; il en est de même
l'*Escant*, jusqu'au dessus de *Tournay*,
par consequent plus loin qu'il n'étoit
ivé depuis 40. ans, & de même aussi
la *Lis*, autant qu'elle est navigable :
a réduit la Province de *Gueldres*,
est à dire, la portion qui en étoit de-
curée à l'Espagne, après la Paix de *Mun-*
; & les Provinces de *Limbourg*, de
abant, *Malines*, *Flandres*, les deux
as du *Hainaut*, *Lille*, *Tournay*, &
e grande partie de l'*Artois* : D'autres
provinces plus éloignées ont été contrain-
de payer des Contributions, & pen-
ent la derniere Campagne, le Siege de
Guerre a été dans les extremités du
Hainaut, & jusqu'aux sources de la *Scar-*

pe & de la *Lis*; Rivières qui, par le moyen de la *Deule* & son Canal de communication, aussi-bien que celui de la *Scap*pe & de l'*Escant*, ont favorisé autrefois les Invasions réitérées de l'Ennemi, & presque continuelles depuis l'An 1665, dans les Province. Espagnoles des Pais-Bas. Les Armées de part & d'autre ont vécu sur les Terres de l'Ennemi, & y ont tout consumé; & par conséquent il lui sera fort difficile, quelque dépense qu'il fasse, & quelque peine qu'il prenne, faire voiturier de ses Provinces éloignées des fourages secs, aux extremitez de Frontières, & à ses Places les plus exposées; ou plutôt il lui sera impossible en faire mener la quantité nécessaire pour y faire subsister pendant l'Hiver un Corps extraordinaire de Troupes; particulièrement de Cavalerie, & pour en fournir au commencement du Printemps prochain, & de bonne heure, pour l'entretien d'une Armée formidable, avant que l'herbe soit assez grande pour nourrir les Chevaux.

Au contraire, il est facile à V. H. Provinces & à leurs Alliez, par le moyen de dites Rivières, dont on est maître,

de remplir de Foin & d'Avoine les Mais-
sons de leurs Places & Villes qui sont les
plus proches de l'Ennemi, moyennant
qu'on prenne bien son temps & qu'on y
emploie les moyens requis, par où consé-
quemment on sera en état d'y tenir l'Hi-
ver prochain un nombre convenable de
troupes, & de se mettre au Printemps
à bonne heure en Campagne avec
une Armée formidable, pour prévenir
l'Ennemi: Si bien que de cette manière,
il y a beaucoup d'apparence que de nos
armées présentes on pourra, comme
on le peut faire, & par un seul heureux
exploit de Guerre, pénétrer jusqu'à la
Borde de l'Escaut, jusqu'à la Somme &
à Oise, même jusqu'à la Seine & à la
Capitale du Royaume, ainsi qu'autrefois
les Espagnols auroient pû le faire après la
dernière Bataille de St. Quentin, si les passions
particulières n'eussent pas prévalu sur les véritables
intérêts de l'Etat, & arrêté les progrès
des Vainqueurs. Et comme alors, pour
tenir le Royaume chancelant, & (si
on peut s'exprimer ainsi) pour étayer le
Trône & la Couronne, on fut obligé
de rassembler toutes les Forces de la France,
& d'en tirer par tout où l'on pouvoit,
même

même du Royaume de Naples, & de noncer à toutes les vûes qu'on avoit eues & à toutes prétentions sur les autres Pais il fallut encore avec cela en venir à conclure le fameux Traité de Paix du *Château de Cambresis*, par lequel on fit *cession de 1. Villes*, pour 3. seulement qui furent restituées par l'Espagne à la France en Picardie: De cette même manière, l'Espagne pourra, dans peu de temps, être contrainte d'abandonner les Etats de l'Espagne ceux qui en dépendent, & d'accepter une bonne Paix, qui ne sera pas moins glorieuse aux Alliez, que durable.

Après avoir fait mention des Evénemens & succès de cette Guerre, il ne seroit peut-être pas hors de propos de considérer un peu de plus près, par quels moyens ils ont été obtenus, par quels efforts, avec quelle conduite, valeur, activité, constance, la Guerre a été poussée jusqu'à présent. Mais comme cette matière a déjà été plusieurs fois agitée on se contentera d'observer, que par le fondement de cette Guerre, on conclut l'an 1701. la fameuse Grande Alliance entre l'Empereur, S. M. la Reine de la Bretagne & cet Etat, dans laquelle p
fie

Les autres Princes sont entrez depuis, & Haut-Alliez s'y sont engagez réciproquement, à employer toutes leurs Forces sur Terre & par Mer, pour contrebalancer efficacement celles de la France, & spécialement pour faire obtenir à S. M. Imperiale une juste & raisonnable satisfaction, au sujet de ses Prétentions légitimes, & si bien fondées, *sur la Monarchie d'Espagne*, échûë & dévolûë à sa Maison par la mort de Charles II. de glorieuse mémoire : Comme aussi pour faire avoir à S. M. I. & à cet Etat, une particuliere suffisante sûreté, pour les Etats & Pais de leur Domination, & pour le Commerce & la Navigation de leurs Sujets; Particulièrement pour faire en sorte que les Pais-Espagnols puissent servir de Barrière de séparation, pour éloigner la France de cet Etat. Que pareillement en feroit convenir aux autres Hauts-Alliez, suivant les Conventions faites au temps qu'ils se sont entrez dans ladite Grande Alliance, pour une équitable satisfaction sur leurs Intérêts, afin de rétablir ainsi la Tranquillité commune.

Ce fut à peu près de cette maniere qu'on se fit, & se fit, avant que la Dignité Imperiale,

le, la Couronne d'Espagne, les Pais-Bas & les Indes fussent tombez dans une même main, & lors-que la France, qui a toujours été d'un esprit inquiet, infestoit continuellement d'Italie; divers Princes & Etats, à chacun desquels elle étoit supérieure, formèrent des Ligues ensemble pour la contrebalancer. C'est ainsi que lors que Charles VIII. Roi de France, avoit comme inondé d'Italie à l'impourvu, les cinq principales Puissances de ces Etats se liguèrent, & par leurs communs efforts délivrèrent leur Patrie: Que peu de temps après, Louis XII. fut contraint de quitter la Ligue, nommée la Sainte Ligue, & abandonner le Milanois, la Toscane, & plusieurs autres Provinces voisines, qu'il avoit conquises par la supériorité de ses Forces.

Ce Contrepoids fut encore plus nécessaire, lorsque par la Bataille de Formigny, la France ayant réduit sous son Pouvoir diverses Provinces considérables, & peu de temps après en ayant annexé d'autres non moins puissantes, à sa Couronne. Elle s'éleva de plus en plus; En sorte que le Royaume d'Angleterre (sur tout après la fin des différends entre les Maîtres d'Yre

York & de Lancaſtre,) la Maïſon de
Bourgogne, & enſuite celle d'Autriche,
virent contraintes d'y avoir l'œil; &
Henri VIII., Roi d'Angleterre, plus
ſouhaitant l'acroiſſement de la Puïſſance de
François, & moins épargnant que Henri
II. ſon Perc & Prédéceſſeur, s'allia plus
d'une fois avec d'autres Princes, pour
mettre des bornes à cette augmentation
de pouvoir.

La Nation Angloiſe, représentée par
le Parlement, n'en a pas eu moins de
joſie ni de crainte que ſes Rois; & à
quelque pourroit-on trouver d'exemple que
dans une circonſtance, où la Guerre ait
été jugée néceſſaire pour donner un ſecours
à la France, ce Parlement n'y ait efficacement
& promptement concouru: Auſſi
plus de 220. ans, a-t-il toujours
ſuſſiné de tenir dans l'équilibre la plupart
des Princes & Maïſons Puïſſantes de l'Eu-
rope. Il eſt vrai que depuis la mort de
Henri II., ſous la Régence de *Catherine*
de Médicis, & encore longtemps après,
juſqu'à la Majorité du Roi à preſent re-
gnant, cette Couronne ayant preſque tou-
jours été troublée & agitée par des Guer-
res Civiles & des Differends Domeltiques,
&

& étant par la tombée dans une grande décadence & dans l'impuissance, ces précautions n'étoient pas si nécessaires qu'auparavant. Mais dans la suite, & surtout par le succès de la Guerre, qui fut terminée par le Traité des Pyrénées d'une façon désavantageuse pour l'Espagne, les Pays-Bas étant devenus de plus l'objet des ambitieux desirs de la France (comme autrefois l'Italie l'avoit été pendant le Règne de la Maison de Valois;) Et après la mort de Philippe IV., Roi d'Espagne, le Pais ayant été attaqué de nouveau par les François, il a fallu encore un Contrepoids à cette Couronne, comme auparavant.

Pour y parvenir, la fameuse Triple Alliance auroit été sans doute d'un grand effet, si le Bien public n'avoit pas été contraint de céder à une Politique intéressée & blâmable. Après la fin de la première Guerre contre la France, on travailla de nouveau : Mais la seconde Guerre étant survenue, on forma pour la première fois l'Alliance, qui a été renouvelée au commencement de la présente Guerre, en la même manière, & pour les mêmes fins qui viennent d'être alléguées.

De la part de l'Ennemi, il a souvent se flater qu'une telle Alliance, faite de tant de Puissances, ne pourroit durer longtemps, & qu'après les premiers succès, elle ne manqueroit pas de se dissoudre : Que bien-tôt la méfintelligence, la jalousie, la défiance, la diversité de vues & d'intérêts causeroient du refroidissement & de la dissention entre les Hauts-Allicz, quoique liguez ensemble par un intérêt commun contre la trop grande puissance de cet Ennemi : Que même leurs succès, quels qu'ils puissent être, bons ou mauvais, feroient naître de la division entre eux, & les desuniroient. La différence même de la Constitution de chaque Etat, des Pays des Hauts Allicz, & de la forme de leur Gouvernement, lui a fait regarder comme une chose impossible, sur tout en rapport à cette République, & traiter de chimère (tout de même qu'autrefois en regard de la République de Venise, pendant les Guerres d'Italie) le dessein de poser un Contrepoids à sa Puissance. Cependant avec tout cela, il n'y a point d'artifice ni de ruse dont il n'ait usé, pour ne naître de mauvais soupçons entre les Hauts-Allicz, ou pour leur susciter des

troubles ailleurs; de même que fit Louis XI., Roi de France, qui, pour se tirer du mauvais état où le tenoit la Maison de Bourgogne avec d'autres Princes, jugea là que sa Capitale couroit risque d'être insultée, aima mieux employer tous ses soins à exciter la division entre les Princes Liguez, que d'exposer le Royaume au sort d'une Bataille.

Mais quoique cela lui réussit alors, il voit pourtant aujourd'hui, que nonobstant tous les artifices, les subtilitez, les ruses mises en pratique, la Grande Alliance ne laisse pas de subsister: Elle sera encore nécessaire qu'elle continue pour le maintien de la sûreté commune, soit que la Guerre dure, ou qu'on la voie bientôt finir par une heureuse paix. Quant à l'égard de la Guerre, les Hauts Alliez ont fort bien compris, & à temps, que les Etats d'Italie & autres pays de la Méditerranée ont autrefois, à la vérité, compris, mais par malheur trop tard, l'accroissement de la Puissance Romaine. Savoir que si chacun étoit obligé de combattre en particulier contre les grandes Puissances de la France, ils ne manqueroient pas d'être subjugués l'un après l'autre, & qu'un

l'on auroit raison de craindre qu'ils ne
érissent tous : Et à l'égard de la paix qui se
pourra faire, quand même elle seroit con-
rme au but de la Grande Alliance, tel
l'on l'a ci-devant exprimé, néanmoins,
resteroit encore assez de forces à la Fran-
e, pour la rendre redoutable à chacun
es Hauts Alliez en particulier ; outre
il ne lui faudra que peu de temps pour
prendre ses premières forces.

Aussi fut il représenté plus au long
Année dernière, que depuis plus d'un
mi-Siècle, cette Couronne n'a eu be-
in chaque fois que de six années, pour
remettre en état de recommencer de
nouveaux troubles. De plus, sans em-
oyer ici les raisonnemens qui se pour-
ient faire sur l'humeur toujours inquiè-
& remuante de la Nation, qui depuis
us de 200 ans a fait regarder son voisi-
ge comme incommode & dangereux,
sur les Maximes que la France a con-
amment suivies pour étendre sa Domi-
tion ; il n'a que trop paru, même par
expérience, combien peu de fonds on
eut faire sur un Traité de Paix, qui
usera la séparation des Hauts-Alliez.
ar, pour ne point faire mention de ce

que la France, après les Traitez solennels de Westphalie & des Pirenées, a entrepris également contre l'Empereur l'Espagne en divers Pais, cette Couronne, après la Paix de Nimegue, qui n'avoit pas été conclue tout à fait à la satisfaction générale de tous les Hauts-Alliez infesta de nouveau dans un même tems (on ne fait sous quels prétextes) & l'Empire, & l'Italie, & les Pais-Bas. Il est sorte que ni la raison, ni l'experience permettent pas d'espérer, qu'encore que la presente Guerre prit fin d'une maniere avantageuse, la paix fût pour cela plus affermie que les précédentes, à moins que les Hauts-Alliez ne demeurent après le Traité comme auparavant, dans une bonne & sincère intelligence, toujours étroitement unis par la continuation de leurs Alliance, & suffisamment armés pour, en cas de besoin, étreindre les Nœuds de cette Alliance; & par là se garantir de toutes nouvelles insultes.

Ces précautions seront d'autant plus nécessaires, qu'à la fin de Guerre, les animositez ci devant formées, qui ont subsisté depuis plus de 40 ans, & éclat

trois Guerres ſueceſſives , ne ſ'éteignent pas ſi tôt. Car dès long-temps on a remarqué , que lorsqu'il y eu diverſes fois des démêlés & des Guerres entre quelques Nations , quoique ces Guerres aient eu aſſoupies & terminées , la haine & le ſentiment en ont ſi long-temps duré , que la Crainte a eu bien de la peine à faire place au retour tardif de la Conſiance. Où il faut conclure , qu'il n'y a point d'autre ſûreté à eſpérer pour les Hauts-Allezz , que dans le maintien de leur Alliance , & dans les meſures qu'ils prendront de concert , pour fournir à temps , en cas de néceſſité , un nombre convenable de troupes.

Enfin après tout ceci , en conſiderant plus particulièrement ce qu'il eſt à propos de faire pour l'Année prochaine , il eſt à remarquer ; Premièrement , que comme il a été déjà dit pluſieurs fois , le grand objet de V. H. P. & de leurs Alliez dans cette Guerre , eſt le maintien de la Liberté Commune , & l'avancement de la ſûreté de cet Etat : Vûës qui ne ſont pas moins légitimes que néceſſaires , & deſquelles dépend ou la proſperité , ou la ſûreté de ces Province : Car outre qu'en

général il est très facheux de se voir dans un état d'incertitude, il est certain qu'il n'y a rien de plus opposé à la prospérité des Etats & des Républiques qui, comme celle-ci, fondent en grande partie, & même en très grande partie, leur soutien sur le Commerce, les Manufactures & la Navigation ; & qui non seulement sont obligées de faciliter par toutes les voyes imaginables à leurs Habitans & Sujets ces moyens par l'espérance du gain, mais encore de leur faire posséder sans inquiétude, & en repos, ce qu'ils ont gagné ou ce que leurs Ancêtres leur ont acquis & épargné. C'est par là que le nombre du peuple s'augmente, & par ce nombre le lustre & la Puissance des Princes & des Etats, infiniment mieux que par les Conquêtes, dont la multiplication est comme celle des branches à un Arbre, qui en tirant la sève & la force, affoiblit le tronc, & le rendent moins capable de se soutenir contre les orages & le mauvais temps. On a éprouvé plusieurs fois, que les Conquêtes qui ne sont pas faites pour servir de Barrière, & pour couvrir des Frontières, ont été fort préjudiciables aux Républiques, qui n'étoient pas fondées

les maximes de la Guerre , & qui ne cherchoient point à s'agrandir par la destruction & la ruïne de leurs Voisins ; que les Conquis ont été plutôt à charge qu'à profit ; & que par là les Conquerans ont diminuer leur pouvoir, & par conséquent aussi leur crédit, dont on ne manque pas de preuves dans les Exemples anciens & modernes. En second lieu , il faut à remarquer que jusqu'ici on n'a pu encore parvenir à ce grand But , ci-dessus mentionné , par aucun Traité où V. H. P. leurs Alliez aient pû trouver leur tranquillité réciproque : Et en 3. lieu , que par cette raison il ne reste d'autre voie , que celle de pousser vigoureusement la guerre.

Pour cet effet , il est nécessaire de bien considérer , qu'encore que la France , par tous ses désastres & toutes ses défaites , par la perte de ses vieilles Troupes les plus aguerries , & de beaucoup d'Etats & de Pais qu'elle possédoit au commencement de cette Guerre , & sur tout par la chute du crédit public , se soit affoiblie & appauvrie ; néanmoins , il lui reste encore assez de forces pour mériter que les Alliez y fassent attention. Car outre que les Pays

de son ancienne Domination sont en e
mêmes d'une grande importance & fo
puissans, ainsi qu'on l'a vû dans les tem
précédens ; elle domine encore en Al
magne sur le *Haut Rhin*, sur la *Saare*
sur la *Moselle* jusqu'à *Traerbach* : Elle
jusqu'à la vuë des Suisses, des Forter
les, par le moyen desquelles elle a com
munication avec la Savoye, & peut fa
lement secourir ses Frontières de l'un
de l'autre côté, & infester continuel
ment les Alliez, s'ils ne se tiennent p
bien sur leurs gardes. Le Duché de Lo
raine est encore effectivement sous la pu
sance de l'ennemi, par le moyen de
Garnison qu'il tient à Nanci, & c
grands chemins, d'une lieue de larg
qu'il s'y est appropriez. Il en est mêm
du Duché de Bar, si Important par sa
tuation, & par ses revenus en Vin & c
Sel ; & de plusieurs Provinces & Vill
dans le Pais-Bas, qui neanmoins sont e
tremement nécessaires aux Alliez, pou
leur servir de bonne & suffisante Barrière
& pour éloigner la France des Frontières
de cet Etat. Il en est de même, sur tou
des Indes, de la plus grande partie d
l'Espagne, des Iles de Sicile & autres su

côte de Toscane, du Comté de Nice & du Duché de Savoye. Avec tous ces Pays que l'Ennemi possède, il a encore d'autres ressources qu'une expérience de 50 ans ne permet pas de négliger: Ressources qu'il emploie actuellement, en tâchant de mettre en œuvre & de rassembler tous les moyens imaginables, pour se tirer de la presse où il est, ainsi qu'il l'a fait avec succès dans cette dernière Campagne, à l'égard de l'Espagne, de l'Allemagne & de l'Italie. Il tâche de se conserver dans les Pays-Bas tout ce qu'il y possède encore, non seulement de le garantir des irruptions de l'Ennemi, mais aussi de reconquérir, s'il lui est possible, ce qu'il y a perdu, à quoi il n'épargne ni empressement, ni ardeur, ni soins. De sorte que par ces raisons, il est d'une nécessité absolue de pousser la Guerre de la même manière qu'on a fait pour obtenir les succès ci-dessus marquez, en employant toutes les forces qu'on a, & toute l'application possible, avec ardeur & zèle, avec concorde & constance, dans l'espérance & la ferme confiance que par cette voie, les Armes de V. H. Puissances & de leurs Alliez continueront à prospérer, & qu'en

peu de temps on sera en état de cimenter le repos si nécessaire , avec la sûreté si désirée , & de se mettre à couvert des Entreprises d'un Voisin si puissant & si redoutable.

Il faut néanmoins reconnoître avec des sentimens de compassion , que de si grands efforts faits par les Provinces pour cette fin depuis quelques Années , & que la nécessité exige encore pour l'Année prochaine , sont fort rudes & pénibles à supporter ; & qu'outre le nombre extraordinaire d'Impôts , dont les bons Sujets de cet Etat ont été comme accablez , ain qu'on l'a déjà dit , ils ont encore par divers accidens & par les fâcheuses suites de la Guerre , souffert une grande diminution ou cessation de gain , en divers moyens qu'ils avoient de subsister ; & qu'd'autres ils n'ont pas peu reçu de dommage. Les Finances publiques des Provinces & de la Généralité , avec les Impôts Extraordinaires ci dessus mentionnés , n'ayant pû suffire pour les dépenses & les grosses charges de la Guerre , on a été obligé de les charger de nouveaux impôts des Negociations réitérées de Deniers pour la facilité desquelles il a fallu même

voir recours à des moyens, qui n'avoient point été connus ni pratiqués en d'autres temps à l'égard des Finances publiques. Mais outre qu'ordinairement ce qu'on est forcé de faire, & qu'on ne peut éviter, est charginant & onereux, il arrive encore que les moyens qu'on est obligé d'employer, sont d'abord fâcheux, quoiqu'ils servent ensuite à en tirer de l'utilité & de l'avantage; de même que dans l'Agriculture, le Semeur pleure quelquefois dans les commencemens de son travail, mais ensuite on le voit revenir tout joyeux, quand il est chargé de gerbes. Les grandes choses ne s'acquièrent ordinairement qu'à haut prix, & l'Honneur & la Gloire ne se laissent aborder que par des chemins scabreux & escarpés. Dans la guerre, la Constance n'est pas moins nécessaire que le courage & la valeur des héros. Cette République même n'a été fondée, & ne s'est soutenue que par les derniers efforts de nos Ancêtres, & par leur patience & leur fidélité: Et si l'on se met devant les yeux, les grands & inestimables avantages qui ont été obtenus par leurs efforts, on y trouvera non seulement de quoi se consoler, mais aussi tout le

jet de se contenter.

Par quel autre moyen, HAUTSET PUIS-
SANS SEIGNEURS, que celui qui a été ci-
dessus proposé, voit-on jusqu'à présent
qu'on puisse parvenir à une heureuse fin
de cette Guerre? Et quelle autre attente
pourroit-on avoir, sinon fort tragique
si par impatience & par chagrin de suppor-
ter ces charges pesantes, ou pour d'autres
causes & d'autres vûes, ce louable zél
qu'on a eu jusqu'à présent pour terminer
la Guerre d'une manière convenable, ve-
noit à se rallentir, ou que les moyens né-
cessaires pour cette fin vinssent à être di-
minuez ou négligez? Au moins, huma-
nement parlant, est-il certain qu'une te-
lle diminution, ou négligence, empêcher-
oit qu'on ne poussât les avantages qu'on
a déjà obtenus, & qu'on n'en obtint d'au-
tres; & que l'Ennemi se tiendrait plus
ferme dans l'éloignement qu'il a pour
une paix raisonnable, quand il verroit qu'il
n'auroit plus à craindre de nouvelles pe-
tes: De cette manière, la Monarchie
d'Espagne avec plusieurs de ses dépendan-
ces, les Indes avec leurs Trésors, de-
meureroient dans une seule & même Ma-
ison; ce qui feroit entièrement pancher

Balance de son côté, & la mettroit en état de donner la Loi à toute l'Europe : extrémité qui a paru tellement à craindre, que pour la prévenir, il a fallu s'engager dans cette Guerre, parcequ'il n'y avoit pas moyen de le faire par aucune voie de douceur & de Négociation. On perdrait toute la gloire des Armes, & les Conquêtes qu'on a faites, quelque cher qu'elles aient coûté ; & l'on verroit les affaires réduites aux termes, ou d'une Guerre défensive, plus onereuse & plus désavantageuse à differens égards qu'une Guerre offensive ; ou bien d'une très-mauvaise Paix, qui ne feroit ni assurée ni durable, qu'autant qu'il plairoit à la France, comme ont été celles des *Pirenées*, d'*Aix la Chapelle*, de *Nimègue*, la Trêve de 20. Ans, & la Paix de *Ryswick*, qui chaque fois, & peu de temps après leur conclusion, ont été rompuës par cette Couronne, & n'ont servi qu'à lui donner quelque repos, pour rétablir ses Forces, & pour former d'autres mauvais desseins, & de nouvelles entreprises, contre quelques-uns de ses Voisins. Certainement, les affaires ont été poussées trop loin, & sont présentement dans un trop bon train pour

se rallentir. Après tant de Victoires, ne manque, pour ainsi dire, qu'un pas faire pour avancer jusques dans le cœur de la France, & la forcer à une Paix raisonnable. Il y a un peu plus de 150 Ans que le gain que l'Espagne fit de la Bataille de St. Quentin, (ainsi qu'il à déjà été dit) lui procura une Paix très-mémorable. On est aujourd'hui aussi avancé que le Roi Philippe II. l'étoit alors, & l'on se trouve en beaucoup meilleur état. E peu de temps encore, & avec un heureux Exploit de Guerre, par l'assistance Divine, on pourra venir à bout de ce qui reste à faire, & l'on entrera comme avec vent & marée dans le Port d'un Repos assuré, & d'une stable Paix, pour laquelle on travaille depuis si longtemps.

Qui pourroit donc, HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS, manquer de persévérance, & voyant les affaires dans un si bon état? Comment pourroit-on se disculper envers la Postérité, si le grand but de cette Guerre, savoir une bonne & sûre paix, à l'acquisition de laquelle il manque à présent si peu, étoit hazardé, & peut-être manqué? Si l'on avoit supporté en vain tant de Charges & d'Impôts, &

si

le sang de tant de braves gens avoit été rendu pour néant ? Et tout cela seulement, parce qu'on n'auroit pas trouvé bon de faire, pendant encore très-peu de temps, les derniers efforts, & d'employer pour ce sujet tous les moyens imaginables & possibles. Certes, cette conduite ne seroit pas moins à blâmer, que le fut autrefois celle de ce Roi, qui ayant défait jusqu'à trois fois les Siriens ses Ennemis, s'arrêta tout à coup, & perdit par là l'occasion de les subjuguier : Et il ne conviendrait nullement à la reconnoissance que nous devons à Dieu, de toutes les Victoires qu'on a obtenues, ni à la prudence & à la saine raison, que désormais on demeurât dans l'inaction & qu'on perdît mal à propos le fruit des Victoires ci-dessus marquées ; ainsi que fit autrefois cette Nation située sur les Côtes de la Mer Méditerranée, qui au lieu de poursuivre la Victoire qu'elle avoit remportée contre son Ennemi, perdit par son inaction tout le fruit quelle en pouvoit attendre, & fut contrainte de faire une Paix très-désavantageuse.

On entend quelquefois alleguer l'impuissance, pour s'exempter de payer les
Im-

Impositions nécessaires ou pour refuser de donner le consentement. Mais outre que cette raison d'impuissance ne peut pas être reçue à l'égard des Provinces qui ont déjà donné leur consentement, à qui il n'est survenu aucun accident subit, qui les ait jettées dans une telle impuissance; il a été souvent reconnu que cette raison procédoit plutôt de l'impudence de porter de si grosses Charges, que d'une impuissance effective ainsi qu'on l'alleguoit : On ne peut donc s'imaginer que cette prétendue impuissance aille loin, que pour un temps si court, dans une si avantageuse crise d'affaires, on puisse faire encore un dernier effort. Et véritablement, la fermeté de nos Ancêtres l'a voit tout autrement compris, lorsqu'ils, sans la moindre répugnance, ils fournissoient tout ce qu'ils avoient, pour se défendre de l'imposition du Dixième Denier, qu'on avoit introduite illicitement sur eux, afin de ne pas souffrir qu'on fit la moindre brèche à leurs Droits & à leur Privilèges. Cet exemple est trop puissant, pour n'être pas suivi, avec encore plus de zèle, puis que l'avancement du bonheur Public par un
pai

aix ferme & stable, est bien plus important, que celui conserver certains Privilèges.

C'est ce qui fait esperer que les Alliez, chacun de son côté, ayant fait les réflexions nécessaires sur tout ce qui vient d'être dit, surmonteront toutes les peines & les difficultez, & ne se rebuteront pas de la continuation des efforts qu'il faut faire encore, pendant très-peu de temps, pour atteindre à ce grand But ci-dessus marqué, & qui sont si essentiellement & indispensablement réquis pour y parvenir, &c.

C O P I E

*de la lettre de Comte de Gallas au Comte
de Dormouth Secrétaire d'Etat,
datée de Londres le $\frac{12}{23}$ Octobre
1711.*

MYLORD,

J'ai reçu l'honneur de Vêtre du $\frac{2}{20}$
du Courant avec la Copie des Articles
preliminaires de la part de la France
pour

pour parvenir a la paix generale, & le
ayant combinés avec ceux qui furent éta-
blis cy devant d'un commun accord entre
les principales Puissances Alliées & enga-
gées en cette guerre, pour servir de Ba-
& de fondement à une paix generale, ve-
ritablement seure & honorable, il me pa-
rut d'abord, que les preliminaires de
part de la France ne meritoient aucun
attention: Mais considerant en suite, que
vous m'en faisiés part par ordre de sa Ma-
jesté la Reine, je les reçois avec toute la con-
sideration, que je dois, & que je recevra-
toujours toute chose qui me viendra de
vostre part, où qui me sera communiqué
par ordre de sa Majesté la Reine. Cepen-
dant comme vous ne vous expliqués
pas dans l'honneur de la dite Vôte,
sur le sentiment de sa Majesté la Reine
ni sur le fait d'une si importante affaire,
qui semble renverser tout le sisteme con-
tenu dans les preliminaires cy devant éta-
blis pour parvenir à une Paix générale ve-
ritablement seure & honorable; je trouve
être de mon devoir Mylord, de vous su-
plier de me vouloir dire à quelle fin
vous m'avez fait cette communication,
& si ce sont de nouveaux articles prelimi-
naires

res que sa Majesté la Reine a en son particulier actuellement agréés & arrêtés de la France ? observation que le Sieur Menager s'est servi en les signant de la suivante expression , a scavoir

Nous & Vous arrêté.

Votre connue prudence , Mylord , verra aisément quelle doit être l'inquiétude du Roy d'être éclairci de cet Enigme , puisqu'il se trouve menacé & en danger par là de se voir tout d'un coup privé de la grande amitié de Sa Majesté la Reine , sur laquelle seule étoit jusques fondé sa plus grande esperance pour sa Maison & par consequent tout l'intérêt de l'Europe ne restassent pas en proie à l'ambition demesurée de la Maison de Bourbon : C'est pourquoy ne faisant pas par où le Roi puisse avoir mérité un si fatal revers : je m'attends à une si prompte que favorable explication du susdit Enigme & suis toujours avec beaucoup de respect & d'estime , &c.

C O P I E

De la lettre de Mylord Dartmouth Secrétaire d'Etat de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne au Comte de Gallas au Chateau de Windsor ce $\frac{16}{27}$ Octobre 1711.

MONSIEUR,

Puisque vous me demandés dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12. de ce mois, pour quelle fin vous ay communiqué les articles préliminaires, j'ay à vous repondre, que la Copie vous en a été remise en qualité de ministre du Roi d'Espagne, pour que vous puissies en donner part à Vôte Co. Cependant si vous avés aucune difficulté de vous en charger, Sa Majesté les fera remettre au Roi Catholique par son Ambassadeur.

Comme les dits articles ont été proposés dans la veüe d'ouvrir ensuite des Conférences pour ajuster les prétensions de tous les Confédérés, & que la Reine s'en soit trouvée conformes au sens de la Grande

Alliance, Elle a jugé à propos de les
communiquer aux Princes & Etats
intéressés dans la presente guerre; car ils
ont tous compris, & doivent avoir leur
satisfaction raisonnable, je ne scaurois ex-
poser plus clairement ce qu'il vous a
de traiter d'Enigme. Je suis &c.

C O P I E

*Une lettre écrite par sa Majesté le Roi des
Romains à S. A. E. Palatine, à Mi-
lan le 7 de Novembre 1711.*

Vous ne doutons pas que vôtre dile-
ction aye apprise les preliminaires de
proposés par la France en Angleter-
dont copie est cy jointe, comme aus-
suyant bien & meurement considéré,
présent avec l'assistance de Dieu &
benediction de nos armes il seroit à espe-
r que la Couronne Ennemie mention-
nera reduite & forcée à accorder à
l'Europe une paix ferme, constante &
selon son souhait, l'on aye fait un telle
proposition; que non seulement on leur
a presté l'oreille, mais même l'auroit
insinué le 9 Octobre à nostre Ambassa-
deur

deur demeurant à Londres le Comte Gallas par le Secrétaire d'Etat de la Reine, & depuis après proposé en Hollande comme acceptable, & qui est encore pressé pour commencer le Traité : quoi que chacun des Hauts Alliez scait l'obligation & les Articles de la grande Alliance, laquelle defend très expressément les Traités particuliers, nous ne pouvons pas croire que cette précipitation d'une séparation de la grande Alliance pressément étudiée, mais plutôt que d'avoir été une seconde fois trop credule sur des propositions trompeuses de ces Ennemis malitieux. En jettant les yeux dessus, on y voit tout aussi tôt, qu'il n'y a rien de nommé & qui ne tache à rien que les négociations vastes & longues, pour gagner du temps à reprendre haleine & de se remettre en état, & d'effectuer entre les Hauts Alliez la séparation, à laquelle on s'a appliqué depuis si long-temps. Il est aisé à voir, en considérant, si le but de cette guerre, qui est la seureté & le repos universel de l'Europe, que l'on n'a jamais pu obtenir entièrement jusques à présent soit tant par effusion de sang soit par des dépenses innombrables causées aux

, ce qui est à esperer par des Traittés particuliers; où si l'on doit attendre, que France les observera mieux, qu'elle n'a de la renonciation des Pirenées si étatement jurée & autres obligations données, même quand la sudite Couronne seignait de l'Espagne & des Indes & de tout le commerce.

Ce qui nous regarde nous tenons le contraire, & sommes tout à fait persuadés que votre dilection suivait son grand Elément, sera de notre opinion, & qu'elle proposera pas seulement suivant son Zele ordinaire à une telle chose, qui apportera grands dommages à la cause commune, mais qu'elle emploiera aussi son credit auprès des Electeurs, Princes & autres Etats de l'Empire, comme aussi Messieurs les Etats des Provinces Unies & Autres Alliez: pour quoi nous prions votre dilection très instantement, pour qu'ils veuillent perseverer dans l'Alliance si saintement promise, jusques à ce que l'on puisse avoir une paix constante & raisonnable, & qu'à leur exemple l'Angleterre desistèra des résolutions si injustement prises; faute de ce nous nous avons proposé fermement d'attendre plutôt tout ce qui pourroit en arriver

river, de faire nos derniers efforts pour
cause commune, mesme de ne pas espargner
nôtre personne, que d'envoyer de nôtre
part aucuns aux negociations particulieres
de paix si prejudiciables à nôtre patrie
à la liberté de toute l'Europe, & in-
cusables envers nôtre Auguste Maison.

Nous avons crû nécessaire de donner
part à vôtre Dilection, comme à un
lecteur & Allié interessé dans cette guerre,
pour qu'elle veuille contribuer à l'avancer
au maintenu de la grande Alliance,
d'assister nôtre Auguste Maison avec
conseils & faits, lesquels nous reconnos-
trons.

M E M O I R E

*Que le Comte de Goes Plenipotentiaire de
S. M. I. près de leurs H. H. P. P. a
présenté aux Etats Generaux le
16 Novembre 1711.*

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,

Si le soussigné Ministre Plenipotentia-
ire de S. M. Imperiale & Catholique
devoit s'arrêter à tous les discours qu'il
co-

urent en cette Ville , sur les 7. Articles nouvellement proposez par la France, les trouveroit tout differens de ce que i en a dit Mylord Strafford, Ambassadeur d'Angleterre de la part de S. M. Britannique; puis qu'il luy a dit simplement de la France les ayant proposez, la Reine les avoit acceptez sans autre engagement que de les communiquer à ses Alliez; mais que cependant, S. M. les croyoit suffisans pour venir à un Congrès de paix générale, esperant que S. M. Impériale les trouveroit aussi tels; & que le point commun est, que S. M. Britannique a déclaré à V. H. P. que son engagement va bien plus loin; que son Ministre les presse à consentir à un Congrès, & qu'un Courier attend vos Passeports pour les Ambassadeurs de France.

Le Ministre Plenipotentiaire de S. M. Impériale seroit d'assez bonne foi, pour laisser persuader que tout ce bruit est faux: Mais on lui en dit tant, & on le lui presente si souvent, qu'il auroit peur de ne point s'acquitter de son devoir envers l'Empereur son maître, s'il négligoit d'en demander la verité à V. H. P., & de le prier en même temps, en cas que ce

Tom. I. K *bruit*

bruit fut véritable, de ne vouloir au moins rien résoudre sur cette Proposition, que conjointement avec S. M. Imp. ou avec ses Ministres, qui ne seront pas sans ordre, ou de vouloir bien informer suffisamment S. M. I. de tout ce qui se passe.

Cette priere est conforme à l'Article VI. du Traité de la Grande Alliance dont V. H. P. ont bien voulu se souvenir en 1709., lors-que de concert avec les Ministres de S. M. I., Elles ont dressé les Articles Préliminaires; & ainsi il a tout lieu d'espérer une réponse également juste & favorable, &c.

Signé,

J. P. Comte de Goës.

LETTRE

De Monsieur St. Jean Secrétaire d'Etat de la Grande Bretagne à Monsieur la Marquis de Torcy, du mois de Novembre 1711.

MONSIEUR,

Les Etats Generaux des Provinces Unies ayant concouru par leur resolu

on du 21 de ce Mois N. S. avec Sa
Majesté pour faciliter l'ouverture dans les
articles suivans.

1. Le lieu qui a paru le plus propre pour
le congres, a été la Ville d'Utrecht.

2. Le 12. Janvier prochain N. S. a
été fixé pour l'ouverture du dit Con-
gres.

3. Il a été arrêté que les Ministres de
Reine, & des Seigneurs les Etats, se
prouveront en qualité de Ministres Pleni-
pôtentiaires, & qu'ils ne prendront sur eux
Caractère d'Ambassadeurs, que le jour
de la Paix, afin d'éviter le plus qu'il
est possible l'embarras des ceremonies, &
longuer qui en pourroit naitre.

4. La Reine & les Etats Généraux des
provinces Unies insistent que le Duc
d'Anjou, & des cy devant Electeurs de Ba-
vière & de Cologne d'entrent pas au Con-
gres jusques à ce que ces points qui pou-
vent les regarder, aient esté ajusté. Et la
Reine & les dits Seigneurs Etats sont fer-
mement résolus de ne pas envoyer des passe-
ports pour les Ministres de France, que le
Roi très-Chrétien n'ait préalablement de-
claré que l'absence des Ministres susmen-
tionnés ne retardera pas le progres de la ne-
gociation.

Les Lettres circulaires ont déjà été écrites par Sa Majesté à tous les Alliés, qui sont engagés avec elle dans la présente Guerre, en conformité des trois premiers articles, cy dessus spécifiés. Et le Reine m'ordonne de vous faire sçavoir que d'abord qu'elle recevra la déclaration de Sa Majesté très Chretienne sur le dernier de ces 4. Articles, les passeports qui sont icy en blanc, vous seront envoyés avec les noms de Monsieur le Maréchal d'Uxelles, de Monsieur l'Abbé de Polignac & du Sieur Menager qui y seront inférés à moins que le Roy n'ait fait quelque changement à la première nomination des Plenipotentiaires, dont vous avez donné part. Comme non seulement les Ministres de Sa Majesté mais aussi de plusieurs de ses Alliés, qui doivent assister au traité de Paix futur, sont presentement icy, j'ay à vous prier Monsieur de m'envoyer les passeports nécessaires pour qu'ils puissent se rendre en Hollande avec plus de seureté. Je suis.

DISCOURS

*de Mylord Strafford aux Ministres des
Hauts Alliés pour la declaration de
Lieu & temps du Congrès, pronon-
cé le 1. Decembre 1711. dans
la Sale de Treves à la
Haye.*

Il y a quelque tems que le Roi très-Chré-
tien a témoigné à la Reine une in-
clination & un desir d'entrer en negocia-
tion pour une paix, sur quoi Sa Majesté
Reine de la Grande-Bretagne aiant
éclairé qu'elle ne feroit jamais aucun pas
qui ne fût conforme à l'engagement où
elle se trouvoit avec tous les Alliés, ses
Ministres receurent par son ordre quelques
points généraux du Ministre autorisé par
le Roi T. C. lesquels, quoiqu'ils n'é-
ussent pas si spécifiés, comme il seroit
à souhaiter, cependant ont été trouvés suf-
fisants pour pouvoir faire ouvrir un Con-
grès pour la negotiation d'une paix géné-
rale. D'abord que les dits points ont
été signés par le Ministre de France, la
Reine les fit communiquer à tous les Al-
liés, ou à leurs Ministres, ou d'une au-

ire façon. En mesme tems elle m'ordonne de me rendre au plustost icy à fin de faire la communication des dits points à L. H. P. les Etats Généraux. Sur quoi les dits Seigneurs Etats Généraux aiant fait réponse à la Reine par leur Ministre M. Buys, Sa Majesté ordonna à ses propres Ministres de convenir avec celui de L. H. P. de la forme la plus convenable pour inviter les autres Hauts Alliés à donner leurs instructions, & à envoyer au plustost leurs Plénipotentiaires au Congrès, qui devoit estre tenu pour traiter d'une Paix Générale; & comme il étoit nécessaire de spécifier dans la susdite invitation le lieu & le temps pour le Congrès, ils convinrent d'accord avec le Ministre de L. H. P. que de lieu le plus commode seroit la Ville d'Utrecht; & à fin de donner du tems aux Alliés plus éloignés pour y envoyer leurs Ministres, on fixa de commun accord le 12 jour de Janvier pour l'ouverture du Congrès. En même tems l'on convint aussi de la forme de la lettre d'invitation qu'on devoit écrire à tous les Hauts Alliés dont quelques unes ont été déjà mises en Angleterre entre les mains des Ministres des susdits Hauts Alliés, à fin qu'ils les envoient

voya

oyassent à leurs Maistres, & d'autres furent
envoyées en droiture aux Ministres de sa
Maj. Britannique residants dans les Cours
de quelques Alliés. L. H. P. ont bien vou-
lu envoyer aussi quelques unes de ces let-
tres à leurs Ministres dans les endroits
où Sa Majesté Britannique n'a aucun Mi-
nistre, & quelques autres m'ont été don-
nées par la Reine pour être rendues à
quelques uns des Ministres qui se trou-
vent icy. Ils verront par là entre autres
choses qu'il a été trouvé necessaire pour
revenir l'embarras du Cérémoniel, que
les dits Plenipotentiaires ne prennent
autre caractère jusques à la signature de la
Paix. La Reine m'a chargé en même tems
de recommander à tous les Hauts-Alliés,
la continuation de l'union, qui nous a été
si avantageuse pendant la guerre, pour la
negociation future de la Paix, ne doutant
nullement qu'ayant fait voir par là à nos
ennemis, que nous entrons bien unis &
de concert dans la negociation, nous
obtenions amplement le prix de cette
guerre moyennant une paix générale bon-
ne & durable. Vous aurez la bonté de re-
présenter tout ce que j'ay eu l'honneur de
vous communiquer.

M E M O I R E

Du Baron de BOTHMAR Envoié Extraordinaire de S. A. Electorale d'HANNOVER touchant la PAIX, tel qu'il fut présenté à la Reine de la Grande-Bretagne le 9. Decembre 1711.

Son Altesse Electorale de Brunswick Lunebourg ayant renvoyé le souffigné son Ministre d'État, & de son Conseil Privé le Baron de Bothmar, auprès de Sa M. la Reine de la Grande-Bretagne, lui a ordonné principalement de remercier très-humblement Sa Majesté de l'honneur qu'Elle lui a fait de lui communiquer ce qui s'est passé depuis peu touchant la Négociation de la Paix, par une personne de distinction & de la confiance de M. le Comte de Rivers, & de la nouvelle marque de l'honneur de son amitié qu'Elle a bien voulu donner à cette occasion, à lui & à sa Serenissime Famille par ses généreux soins pour ses intérêts.

Monseigneur l'Electeur se rapporte particulièrement aux sentimens qu'il a fait connoître à Mylord Rivers, & à la réponse qu'il lui a fait donner par écrit sur ses
Pro

positions, dont une Copie est ci-join-

Il croit que ce seroit manqueraure-
& dû à la confiance dont Sa Majesté la
noré, s'il n'y répondoit pas avec la
cerité qu'Elle doit attendre de son plus
ritable & de son plus zelé Serviteur &
ni, qui s'intéresse pour la gloire & pour
l'interêt, plus que personne du mon-

Il espère que Sa Majesté lui fera
honneur de recevoir dans ce sens & se-
cette intention, tant ce qu'il a pris la
erté de lui faire dire de ses sentimens
le susdit Lord Rivers, que ce qu'il a
onné au sousigné son Ministre de se
onner l'honneur de représenter encore à
ux de Sa Majesté.

Les sentimens de son Altesse Electro-
e sur la Paix & sur la Négociation sont :
e les Alliez ont besoin non seulement
Déclarations positives, mais encore
sûretéz réelles, sur tout ayant à faire
un Ennemi, dont les manieres d'agir
nt assez connuës. C'est à quoi les Pré-
minaires précédent avoient pourvû, en
ligeant la France à restituer préalable-
ent des Places de sûreté. Ici il n'y a ni
etéz réelles, ni aucunes Déclarations
ires & précises. Tout se réduit à des

généralitez vagues, qui au fonds ne veulent rien dire, & sur lesquelles on pourroit négocier des années. On laisse à juger quel est le moyen le plus sûr pour mettre une prompte fin à la guerre, ou d'exiger préalablement de la France de telles conditions, qu'il n'y ait plus rien à faire dans l'Assemblée Générale, que de leur donner la forme de Traité, ou d'ouvrir cette Assemblée sur des Articles captieux & obscurs, qui laissent le champ libre à la France de mettre en usage ses intrigues & ses chicanes ordinaires.

Il n'y a qu'une parfaite union entre les Alliez, pendant qu'on traitera la Paix Générale, & la garantie mutuelle qu'ils donneront de ce qui y aura été conclu qui puisse les mettre en sûreté pour l'avenir Sans cela toute l'Europe tombera dans la confusion, & tôt ou tard dans l'Esclavage ; sur tout si on laissoit l'Espagne & les Indes à un Prince de la Maison de Bourbon. On ne pourroit pas se flatter que même après la Paix conclüe de telle manière, le Grande-Bretagne par être en sûreté, & se maintenir dans un état tranquille & florissant, à moins qu'Elle ne demeurât avec les Etats Généraux & avec

es autres Alliez, dans une union qui les
nît tous ensemble à couvert des entrepri-
es de la France. Toutes leurs Forces
nies ont à peine suffi pour s'engarantir,
ou l'on peut juger de ce qui arriveroit,
cette Couronne venoit à bout de les di-
iser, & de ce qu'elle seroit capable d'exé-
uter, après avoir respiré pendant quelques
nnées, & après s'être renforcée par l'Es-
agne & par les richesses des Indes. On
e doute donc pas que S. M. Britannique
e se propose d'agir dans toutes les affai-
es conjointement & de concert avec ses
lliez, conformément aux assurances
l'Elle leur a données. Mais pour ban-
ir toute défiance il seroit bon qu'il n'y
it aucune Négociation secrète, qui pût
onner lieu de soupçonner, que l'un ou
autre des Alliez pourroit faire son Traité
parément.

Tous les Alliez concoureront avec plai-
r, à conclure la Paix, pourvû qu'elle leur
rocare leur sûreté, n'y en ayant point
ui ne soit las des dépenses & des incom-
moditez de Guerre, & qui veuille la
continuer lorsqu'elle cessera d'être néces-
aire. De plus, il n'y en a point parmi
ux, qui ne se fasse un plaisir de contri-

buer de tout son pouvoir, à obtenir à la Grande-Bretagne les Conditions & le avantages qu'elle peut prétendre de la France. Son Altesse Electorale se fera en particulier un devoir d'y apporter tous les loins qu'on pourra desirer d'Elle; rien au monde n'étant plus juste, après tant de grandes choses, que Sa Majesté Britannique a faites avec la belliqueuse Nation pour la Cause Commune, depuis le commencement de son glorieux Regne. Et cette voye paroît plus sûre à Son Altesse Electorale pour parvenir à ce but, & pour conserver ses avantages, que si la Grande Bretagne y travailloit sans la concurrence de ses Alliez par une Négociation séparée. Rien ne seroit aussi plus avantageux à la France, que si par son habileté elle pouvoit éblouir l'une des deux Puissances Maritimes, jusqu'au point de lui faire accepter quelque avantage, qui fût tellement au préjudice de l'autre, que la jalousie qui en naîtroit, devint un obstacle à leur union pour l'avenir, laquelle faisant leur sûreté reciproque, paroît à la France le plus grand obstacle à ses vastes dessein.

Son Altesse Electorale peut répondre
qu

La Cour Imperiale n'a jamais formé de dessein qu'on lui impute , de vouloir traiter avec la France une Négociation secrète , au préjudice des intérêts de la Grande-Bretagne ; mais pour ôter à cet égard tout sujet ombrage tant de la part de l'Empereur , que de la part des Etats généraux des Provinces Unies , on pourroit prendre avec ces deux Puissances de nouveaux engagements : Et on peut s'assurer , qu'Elles ne feront aucune difficulté de promettre à la Reine , de la maniere la plus forte & la plus solennelle , de n'entrer jamais avec l'Ennemi commun dans aucune Négociation , & de ne recevoir jamais aucune ouverture ni proposition de part , sans la participation de Sa Majesté , & sans prendre de concert avec Elle les mesures communes. On allegue que la Cour Imperiale renoncera sans peine à l'Espagne & aux Indes . pourvû qu'on lui donne les Etats d'Italie & les Pais-Bas : Mais c'est surquoi il est juste d'entendre le nouvel Empereur, qu'on fait avoir le cœur aux affaires d'Espagne.

Il est aisé de connoître les suites pernicieuses qu'on auroit sujet d'appréhender , si on laissoit l'Espagne & les Indes

au Duc d'Anjou. Sa Majesté Elle-même s'en est expliquée ouvertement dans Harangue a l'entrée de la dernière session de son Parlement, recommandant la Guerre d'Espagne comme celle qui interesse le plus la Nation Britannique, qui sera aucunement dédommagée par le Commerce dans la Mer de Sud, dont on flatte, lequel, si on lui en donnoit même la réalité, dont on peut justement douter encore, ne seroit au plus que précaire, ne dureroit qu'autant que la France. L'Espagne voudroit bien le permettre. Ces deux Couronnes ne pourront être considérées au susdit cas, que comme une même Puissance. Tout le monde sçait que c'est la France qui gouverne les Espagnols dans leur Conseils, dans leurs Finances, & dans leurs Affaires militaires, & qui même fait leur Commerce aux Indes par ses Vaisseaux. Elle s'est donc renduë tellement la maîtresse de tout cela, que quand les Espagnols voudroient s'en affranchir, soit après la Paix, soit après la mort du Roi de France, cela n'est plus dans leur pouvoir, & aucun Traité ne sera assez fort pour obtenir de la France de quitter effectivement de si grande

antages. Il y a outre cela à considérer : si la Lignée du Due d'Anjou, ou la lignée mâle du Dauphin son Frere, venoit tôt ou tard à manquer, ces deux couronnes seroient entièrement combinées sous une même Tête, & que nul traité, nulle Rénonciation ne seroit assez forte pour empêcher cette combinaison en pareil cas ; dont la Rénonciation faite à la Paix des Pyrenées, & le Traité de Partage fournissent entr'autres des exemples d'une assez grande évidence. Il est très-certain aussi, que le Roi de France, qui nonobstant la Paix de Ryswick, son engagement avec le Roi Guillaume de glorieuse Memoire, a reconnu de son vivant un autre pour Roi d'Angleterre, aussi-tôt qu'il s'est crû Maître de l'Espagne par son Petit-Fils, ne verra pas tôt celui-ci affermi sur le Trône, qu'il vaillera à mettre sa Créature sur celui de la Grande-Bretagne, & qu'il en viendra à bout, ayant augmenté sa Puissance & celle de l'Espagne, & ses richesses par les des Indes. Il est aisé de prévoir le danger où seroit en ce cas la Personne de la Reine, & ce que deviendroit alors la

Liber.

Liberté de la Grande-Bretagne sous un Roi élevé dans les principes de la France & dans la haine contre les meilleurs Anglois qui l'ont abjuré selon la Loi ; & que ce seroit fait ensuite de la Liberté de toute l'Europe & de la Religion Protestant par la liaison d'obligation, de nécessité & de reconnoissance de trois Rois de Religion opposée, & d'une telle Puissance par Mer & par Terre, sous la direction du Roi de France. Ce sont des conséquences où son Altesse Electorale est trop intéressée pour les considérer avec indifférence.

Quant à la Barriere aux Païs-Bas Espagnols, on ne peut pas dire qu'elle ne regarde que la sûreté des Provinces-Unies elle regarde au contraire tout autant celle de la Grande-Bretagne, laquelle ne se trouveroit pas moins en danger que ladite République, si la France devenoit Maître des Païs-Bas Espagno's. C'est une vérité qui a été reconnuë de tout temps par les Anglois, & même sous le Regne de Charles Second, lequel malgré ses liaisons avec cette Couronne ne voulut pas permettre qu'elle en fit la conquête. De sorte que la Barriere qui ferme à ce danger

re

l'Ennemi l'entrée aux Pais-Bas, est un
rét commun aux deux Puissances Ma-
nes, de même qu'à l'Empire d'Alle-
gne ; outre que la Grande-Bretagne
ive à cette heure dans la garantie de
e Barriere, celle de la Succession Pro-
ance reciproquement.

Quelque chose qui arrive, & soit qu'on
re dès à présent l'Assemblée de la Paix,
qu'on la renvoye à un autre temps,
t à dire, jusqu'à ce que la France ait
des Déclarations plus satisfaisantes ;
Altesse Electorale croit qu'il est d'u-
absoluë nécessité de ne se point relâ-
r par rapport aux préparatifs pour la
mpagne prochaine, n'y ayant aucune
rance d'obtenir de bonnes Conditions
Paix, qu'en se mettant en état de pour-
re vigoureusement la Guerre, & de
mmencer la Campagne de bonne heure
des Forces considerables, & cela
tant plus qu'on voit les grands prépa-
s que la France fait de son côté. C'est
i par cette consideration que S. Altes-
Electorale ne veut point se prévaloir de
permission que Sa Majesté a eu la bon-
de lui accorder avec tant d'amitié, de
e revenir cet hiver quelques-uns de
ses

les Régimens de Dragons dans
Etats , ayant résolu de laisser tous da
les Pais-Bas. Monseigneur l'Electeur
conservera ce nonobstant pour Sa M
jesté la même reconnoissance , que
se fût servi effectivement de sadite p
mission. On ne doit pas douter , c
l'Empereur ne fasse de beaucoup p
grands efforts que ci-devant , & que
Etats Généraux ne fournissent ce à q
ils sont obligez par leurs Traitez. Sa M
jesté Imperiale étant prête de faire de n
veaux concerts la-dessus avec Sa Maje
Britannique. Mais il sera sur tout essen
de se garantir du piège d'une Cessat
d'Armes , qu'il est très apparent que
France proposera aussi tôt que l'Assemb
de la Paix sera ouverte, & qui laissant
Puissances Maritimes dans la nécessité
faire les mêmes efforts & les mêmes
pensées pour la Guerre, & d'entretenir
mêmes Flottes & les mêmes Armées, l
ôteroit les moyens de s'en servir, &
rêteroit le progrès de leurs Armes Vi
rieuses,

Il y a lieu d'esperer qu'en demeurant
bien unis, on reduira bien-tôt la France
(avec la Bénédiction de Dieu) à acc-

touchant la Paix d'UTRECHT. 235
des Conditions raisonnables; l'extrême-
épuisement où est cette Couronne, &
besoin, qu'elle a de la Paix étant très-
certain & confirmé de tous côtez. Dieu
a béni les Armes de la Reine & de
Alliez de tant de Triomphes sur leur
ennemi, pour les mettre à couvert par
une Paix sûre & avantageuse, de ce qu'ils
à craindre de lui, ne voudra pas per-
dre que tout épuisé qu'il est, vaincu
sur toutes les occasions, il obtienne en-
fin son but, & qu'il sorte de cette Guer-
re par une Paix Glorieuse pour lui à la
satisfaction des Alliez Victorieux, & à la de-
struction de la Liberté de toute l'Europe;
gagnant par cette Paix le pouvoir de
nommer un Roi à l'Espagne, d'en imposer
un à la Grande-Bretagne, & de faire
valloir de son approbation la validité de
l'élection d'un Chef de l'Empire.

Fait à Londres le 9. Decembre 1711.

Signé,

LE BARON DE BOTHMAR.

DE.

D E C R E T

De Sa Majesté Catholique Philippe cinquième contre quelques Puissances d'Italie qui ont reconnu Sa Majesté Impériale en qualité de Roi d'Espagne.

Comme selon les derniers avis, qu'a reçu d'Italie, il n'y a plus aucun lieu de douter de l'injuste reconnoissance que les Republiques de Venise, de Gènes, & Luques, ainsi que le Duc de Parme ont faite par des Ambassades solennelles, de l'Archiduc d'Autriche pour Roi d'Espagne; & que nous ne pouvons dissimuler nôtre ressentiment au sujet de cette offence, soit que ce procédé soit provenu de la malice ou de la nécessité d'aucun entr'eux. A ces causes nous avons résolu que le Marquis Biretti n'ira point remplir l'Ambassade de Venise, à laquelle il avoit été nommé; & que le Marquis de Monteleon Envoié Extr. à Gènes, ôtera nos Armes dessus la Porte de son Hôtel, & sortira incessamment des terres qui-relevant de la Republique. Nous donnons de plus, que les Sujets, Vaisseaux

touchant la Paix d'UTRECHT. 237
effets des Republiques de Venise, de
nes & de Luques ainsi que du Duc de
ne, ne seront point admis à l'avenir
aucun Etat sous nôtre domination;
les Vaisseaux qu'ils ont dans nos ports
sortiront en 15 jours; que les privile-
& exemptions, dont ils jouissoient,
seront en mesme temps; & que leurs
seils, Secretaires, & Ministres seront
geez de sortir de nos Roiaumes.
e Conseil de Guerre tiendra la main
re incessamment executer ce Decret
a maniere accoutumée, & à donner
ordres pour cet effect.

Donné a Madrid le 13. Decembre 1711.

Etoit signé,

MOY LE ROY,

LEX-

EXTRAIT

Des Resolutions des Nobles
Venerables Seigneurs
Bourguemaîtres & Magistrats
de la Ville d'Utrecht.

Le Mercredi 16. Decembre 1711.

Sur l'ouverture qui en a été faite par les Seigneurs Bourguemaîtres, le Corps des Magistrats de cette Ville a prié & chargé les Srs. *Daniel de Milan Viscount* Seigneur de *Nyvelâ*, &c. Maître Nicolas *Pesters*, & *Leonard de Casembrood* Seigneur de *Rynestein* & de *Willighe Langen* &c. Membres de la Magistrature, & mesme que Maître *Everhard van Harsco* Secrétaire de la Police, afin qu'en conséquence de la Resolution prise le 14. de ce Mois par le Corps des Magistrats de cette Ville, ils aillent, au nom & de la part des Nobles & Venerables Seigneurs les Bourguemaîtres & Magistrats de cette Ville, féliciter sur leur arrivée & saluer les Seigneurs *Plenipotentiaires* & *Ministres Publics*

es que lesdits Seigneurs *Plenipotentiaires*
Ministres Publics auront notifier
arrivée en cette Ville, conferer &
concerter avec les susdits Seigneurs pour
un bon Reglement pour leurs Do-
ctiques tendant à la conservation du
ordre & du repos dans cette Ville,
mesme que pour regler avec les susdits
seigneurs *Plenipotentiaires* les autres affai-
qui écherront, & du tout donneront
communication & feront rapport aux Sei-
eurs Bourguemaistres & Magistrats de
e Ville.

CONFORME. *En connoissance de moy*

E: V: HARSCAMP.

arangue de la Reine
aux deux Chambres.

Prononcée le 18. Decembre 1711.

[ILORDS ET MESSIEURS,

vous ai assemblé aussi-tôt que les af-
aires publiques l'ont permis, & Je suis
bien

bien aisé de pouvoir presentement vu dire, que nonobstant les artifices de ceux qui se plaisent dans la guerre, on a réglé le lieu & le jour pour commencer à traiter de la Paix générale.

Nos Alliez, sur tout les Etats Généraux, dont Je regarde les interêts inséparables des miens propres, ont témoigné par leur prompt consentement, l'entière confiance qu'ils avoient en moi, & Je n'ai pas raison de douter que mes Sujets ne soient aussi persuadés du soin particulier que J'ai d'eux.

Mon principal dessein est que la Religion Protestante, les Loix & les Libertez de cette Nation vous soient conservées, en assurant la Succession à la Couronne, comme elle a été réglée par le Traité de Westphalie, dans la Maison d'Hannovre.

Je ferai en sorte qu'après la guerre, qui a coûté tant de sang & de si grandes sommes, vous trouviez votre intérêt dans le Commerce qui s'étendra, & qui augmentera par la Paix, avec les autres avantages qu'une Souveraine tendre & affectionnée peut procurer à un Peuple obéissant & fidèle.

Les Princes & les Etats qui sont en

z avec Nous dans cette guerre , étant droit suivant les Traités , d'assurer leurs différens intérêts à la prochaine Paix, Je n'ai non seulement tout mon possible pour procurer à chacun une satisfaction raisonnable , mais aussi Je m'unirai avec eux par des engagements les plus étroits, pour continuer l'Alliance, afin de rendre la Paix générale, seure & durable.

Le meilleur moyen de mettre ce Traité en exécution, c'est de travailler de bonne heure aux préparatifs pour la Campagne : c'est pourquoi Je vous demande, à vous SEIGNEURS de la Chambre des Communes, les subsides nécessaires pour la guerre de l'année prochaine; & Je vous recommande instamment de faire une telle diligence que nos Ennemis soyent convaincus que si nous ne pouvons pas obtenir une bonne Paix, nous sommes en état de continuer la guerre avec vigueur.

Il sera toujours en votre pouvoir d'employer tout ce que vous me donnerez, à l'usage que vous trouverez à propos; & je ne doute pas que peu de temps après l'on aura commencé de travailler au Traité, vous ne puissiez juger du succès.

MILORDS ET MESSIERURS,

Comme vous m'avez aidé avec plaisir à soutenir cette longue & pesante guerre, aussi Je m'assure qu'il n'y a point de véritable Protestant, ou de bon Sujet, qui puisse envier à la Grande-Bretagne & à Moi, la gloire & la satisfaction de la finir par une Paix juste & honorable pour nous & pour nos Alliez.

Une telle Paix donnera une nouvelle vigueur à notre Commerce étranger, Je ferai tout mon possible pour profiter de l'heureuse occasion qui se présente pour faire fleurir nos Manufactures ; ce qui soulagera mes Sujets dans les dépenses excessives qu'ils sont obligez de faire, pour entretenir les Pauvres. Je travaillerai aussi à corriger les abus qui se sont introduits dans une partie du Gouvernement pendant une si longue guerre.

Je ne puis finir sans vous recommander fortement à tous l'unanimité, & que vous évitiez avec soin tout ce qui pourroit donner lieu à l'Ennemi de croire qu'il y a de la division entre Nous, & par conséquent empêcher que Nous n'obtenions une bonne Paix, dont nous avons de

touchant la Paix d'UTRECHT. 243
sonnables esperances, & qui nous pa-
it si prochaine.

Je prie Dieu de diriger vos délibéra-
ons à ce but, afin qu'étant délivrez du
sant fardeau de la guerre, vous deve-
ez un peuple heureux & florissant.

P A S S E P O R T

du Roi de France pour les Mini-
stres des Hauts Alliez.

De par le Roi.

touts Chefs, Commandants, &
Nos Lieutenants Generaux en nos
ées de terre & de Mer, Gouverneurs &
Generaux & particuliers de nos Provinces
de nos Villes Places & Forteresses, Ca-
pains & conducteurs de nos Gens de
guerre François & Etrangers de quelque
condition qu'ils soient, Gardes de nos points,
pôts, peages, & passages, & générale-
ment à tous nos Officiers & autres per-
sonnes soumises à notre Commandement.
Nôtre intention étant de contribuer de
notre pouvoir au retablissement de
la tranquillité generale de l'Europe & de

L 2

faci.

faciliter l'assemblée des Ministres Plenipotentiaires des parties interessées dans presente guerre en la Ville d'Utrecht choisie pour le lieu des Conferences , Nous vous mandons très expressement que vous ayez à laisser seurement & librement passer par tous les lieux & endroits de vos pouvoirs & Jurisdctions les Srs. . . Ministres & Plenipotentiaires de nôtre très cher très Aimé . . . pour aller en la dite Ville d'Utrecht , leur ayant à cet effet accordé passport , sauf-conduit & seureté tant pour les domestiques & autres gens de leur Equipage, ensemble leurs chevaux, hardes, bagages & papiers. Ainsi voulons qu'il ne leur soit fait ni donné aucun trouble ni empêchement , mais au contraire , toute l'aide, faveur & assistance dont ils auront besoin. Car tel est nôtre plaisir. En temoignage de quoi nous avons signées ces presentes de nôtre main & à icelles apposer le scel de Nôtre Sceau secret.

Fait à Versailles le Decembre 1711.

signé

LOUIS.

& plus bas, par le Roi

COLBERT.

P. S.

PASSEPORT

*Je Monsieur le Comte de Tarouca, premier
Plenipotentiaire de Sa Majesté Portugaise,
pour ses Couriers allant en Portugal sans
passeport d'Espagne suivant une convention
particuliere faite à Utrecht.*

*Jean Gomes da Silva Comte de Tarouca,
Seigneur des Villes de Tarouca, de
Lalim, de Lazarim, de Penalva, &
leurs dependances &c. Commandeur de
Vila-lova, du Conseil de Sa Majesté le
Roi de Portugal, Mestre de Camp Gé-
néral de ses Armées, son Ministre & Ple-
nipotentiaire au Congrès de Paix à U-
trecht &c.*

*Declarons avoir accordé le present pas-
seport signé de nôtre main, & cachetté de
nos Armes à ... pour aller d'Utrecht à Lis-
bonne & pour revenir de Lisbonne à U-
trecht, à fin de porter nos lettres & depê-
ches à la Cour du Roi mon Maître & nous
en porter d'autres. Sur ce prions Messieurs
les Gouverneurs de Villes & Forts, Gar-
des des Ponts, Ports, & Villages des
Estats, ou il conviendra passer, de le laisser
librement passer & repasser, sans permet-*

tre qu'il lui soit fait aucun tort ni empêchement, mais en cas de besoin de l donner toute assistance & secours, & comme nous ferions en cas pareil,

Fait à Utrecht le . . .

Signé,

J. G. de TAROUX

Confirmation des Traités faits entre la Reine de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux, conclu entre les Ministres de sa Majesté Britannique & Mr. Buys, 22 Decembre 1711.

Ad relat. die 22 Decembris 1711.

Serenissima & Potentissima Princeps Angliæ Dei gratia Magna Britannia, Francia, Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, & Ceterac Præpotentes DD Ordines Generales Fœderati Belgii ad rationes tam Belli præsentis quam Pacis optanda & Deo favente secutus animum omni studio advertentes, & volens quam maxime, ad bellum feliciter finiendum, & cum pax communi consensu inita fuerit

eandem contra quoscunque tuendam, omnem
 ram conferre, e re communi existimarunt,
 amquam præcedentes Tractatus, qui inter
 giam suam Majestatem & dictos Ordines
 nerales intercedunt, eo satisfendant, eos-
 n Tractatus de novo confirmare & specia-
 ea de re pactiorem insuper inire: Qua-
 ppter communicatis consiliis super arduis
 co negotiis, suam & orbis Christiani commu-
 n salutem tangentibus, de iisdem per in-
 scriptos suos Ministros plena Auctoritate
 mitos tenori sequenti convenire, æquum
 xerunt & necessarium.

Vigore præsentis Conventionis mutuo sese
 tringunt alte memorata Regia sua Maje-
 s & præfati D D Ordines Generales ad ea
 ni præstanda, qua Bello, quod nunc geri-
 , feliciter proseguendo, ipsis ex pactis ini-
 , invicem incumbunt, imo plura, si ne-
 larium fuerit, idque se bona fide & to-
 viribus, qua mari, qua terra, facturos,
 nec hostis in pacis æqua ac tuta leges con-
 serit, & Pax Generalis obtineri ac sta-
 iri queat.

Pace insuper, Deo propitiante, parta sin-
 e & solemniter spondent, & mutuo pro-
 ttunt R. S. M. & D D Ordines Gene-
 les se fideliter, sedulo, omnique industria

rationem Consiliorum suorum esse directuram, mutuamque curam & operam impensuram, etiam armata manu, si necessum fuerit, eandem dicta Pax rite observetur, & jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi consensu acquisiverit, factum ipsi tectumque maneat, ac ut omnes ejusdem Pacis infractiones tempestive evitentur ac impediuntur, controversæ vero omnes, quæ circa sensum ejus genuinæ oriri poterint, amice dirimantur, vel si media amicabilia intra bimestre spatium non processerint, aut etiam citius, casu periculi exigentia moram non patiantur, communes suæ & Fœderatorum, qui conveniendi accesserint, vires consocientur, & in numero mari terraque contra quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, usque dum parti laus fiat satis, ac Pacis ac tranquillitatis publicæ redintegrationi & securitati omnino profectum ac provisum fuerit.

In quem quidem fidem ad firmam nemine solidamque tranquillitatem eo plenius & perfectius procurandum, eandemque tuendam, omnes & singuli Principes ac Status Christiani Pacem amantes, maxime vero Cæsares S. M. alique Fœderati invitandi erunt, & in hac Pacta transeant, deque iisdem am-

andos

ndis porro , aptandisque ad scopum suum
acificeum & salutarem , quem sibi unice
proponunt alte memorati Contrahentes , con-
sum & operam suam adhibere velint.

onfirmation du Traité de 1701. entre l'Em-
pereur Leopoldé , le Roy Guillaume d'An-
gleterre, & les Etats Generaux , conclu en-
tre les Ministres de Sa Majesté Britanni-
que , & Mr. Buys Envoyé Extraordinaire
des Etats à Londres , le 22 Decemb. 1711.

Ad relat. die 22 Decembris 1711.

erenissima ac Potentissima Princeps An-
na , Dei gratia , Magna Britannia,
rancia & Hybernia Regina , fidei Defensor
Celsi ac Præpotentes D. D. Ordines Gene-
ales Fœderati Belgii , ad rationestam belli
resentis , quam pacis optanda & Deo faven-
 , secutura , animum omni studio adverien-
 , & volentes quam maxime ad Bellum
liciter finiendum , & cum Pax communi
nsensu inita fuerit , ad eandem contra quas-
unque tuendam , omnem operam conferre ,
re communi existimarunt , quamquam Tra-
atus Anno 1701. inter Cæsaream suam Ma-
statem , nuperumque Magna Britannia

Regem Gulielmum tertium gloriosa memor.
 & dictos Ordines Generales conclusus, aliu-
 que Anno 1703. inter supradictam Regina
 Magna Brittanniæ eosdemque Ordines Ge-
 nerales factus, eo satis tendant, eosde
 Tractatus, de novo confirmare & speciale
 ea de re pactionem insuper inire: Qua pr-
 pter communicatis consiliis super arduis hi-
 negotiis suam & communem orbis Christi-
 ni salutem tangentibus, de iisdem per infr-
 scriptos suos Ministros plena Auctoritatem
 nitos, tenore sequenti conventre æquum du-
 rant & necessarium.

Vigore presentis Conventionis mutuo
 obstringunt alte memorata Regia sua Ma-
 jestas & prefati D. D. Ordines Generales
 ea omnia præstanda, quæ Bello, quod na-
 geritur, feliciter prosequendo, ipsis ex
 itis initis, invicem incumbunt, imo plura
 necessarium fuerit, idque se bona fide &
 tis viribus, qua mari, qua terra, factur-
 donec hostis in Pacis æquæ ac tutæ leges c-
 senferit, & Pax Generalis obtineri ac sta-
 liri queat. Pace insuper, Deo propiti-
 parta, sincere & solemniter spondent & n-
 tuo promittunt Regia Sua Majestas & D.
 Ordines Generales sese fideliter, sedulo om-
 que industria rationem consiliorum suorum

esse directuros, mutuamque curam & operam
 impensuros etiam armata manu si necessum
 fuerit, quo dicta Pax observetur & ius quod
 Fœderatorum quivis per eandem communi con-
 sensu acquisiverit, sartum ipsi tectumque ma-
 neat, ac ut omnes ejusdem Pacis infractiones
 tempestive evitentur ac impediantur, contro-
 versia vero omnes, quæ circa sensum ejus ge-
 minum oriri poterint, amice dirimentur vel
 media amicabilia intra bimestre spatium
 minus processerint, vires consocientur &
 ali numero mari terraque contra quemcunque
 turbatorem adhibeantur, prout periculi ma-
 gnitudo id exegerit, usque dum parti lasce-
 rat satis, ac pacis & tranquillitatis publicæ
 reintegrationi & securitati omnino prospec-
 tum ac provisum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempe
 solidamque tranquillitatem eo plenius perfe-
 ctiusque procurandum, eandemque tuendam,
 omnes & singuli Principes ac Status Christia-
 ni Pacem amantes, maxime vero Cæsarea sua
 Majestas aliique Fœderati invitandi erunt,
 ut in hæc pacta transeant, deque iisdem am-
 pliandis porro aptandisque ad scopum pium,
 pacificum & salutarem quem sibi unice pro-
 ponunt alte memorati Contrahentes, consensum
 & operam suam adhiberi velint.

L E T T R E
C I R C U L A I R E,

*Que la Reine de la Grande-Bretagne
a envoyée à chacun des Alliez.*

Le Roi Très-Chrétien ayant témoigné le désir qu'il a de voir rétablir la tranquillité de l'Europe, par une Paix sûre & honorable pour nous & pour tous nos Hauts-Alliez, & ayant fait quelques offres pour nous disposer à ouvrir les Conférences à cette fin, lesquelles offres ont été communiquées à tous lesdits Alliez, les Etats Généraux ayant la dessus déclaré qu'ils sont portez & prêts à entrer en Négociation d'une Paix bonne & générale & à se joindre à nous pour convier les Puissances engagées avec nous dans la présente guerre, d'envoyer leurs Ministres & Plénipotentiaires au Congrès, le lieu & le temps duquel Congrès ayant été concertez avec le Ministre desdits Etats Généraux, nous avons crû qu'il étoit nécessaire de vous faire part, sans perdre de temps, que nous sommes tombez d'accord de fixer l'ouverture dudit Congrès

le 12. de Janvier prochain, nouveau stili-
en la Ville d'Utrecht. Comme nous
avons en vûë que de mettre fin à cette
uerre par une Paix solide, & dans la-
uelle chaque Allié puisse trouver sa sa-
sfaction raisonnable, nous ne doutons
oint que vous ne soyez également porté
contribuer à l'avancement d'une œuvre
pieuse & salutaire: C'est pourquoi nous
ous prions d'envoyer au plûtôt les Mini-
res que vous choisirez pour cet effer,
in qu'ils puissent arriver à ladite Ville
Utrecht au temps cideffus marqué.

Nous croyons en outre qu'il est à pro-
os de vous donner avis, que nous
ons résolu de concert avec Messieurs les
ats Généraux, d'envoyer nos Ministres
Congrés, en qualité seulement de Mi-
res Plénipotentiaires, & qu'ils ne pren-
ront sur eux le caractère d'Ambassadeurs
ue le jour de la signature de la Paix, afin
éviter le plus qu'il sera possible l'embaras
es cérémonies, & les longueurs qui en
ourroient naître.

Extrait des Resolutions de Messieurs les Bourguemaîtres, & du Venerable Magistrat de la Ville d'Utrecht.

Du Lundi 28 Decembre 1711.

Sur le Rapport de Messrs. les Bourguemaîtres, & des Commissaires établis pour examiner & regler les Voituriers, le Senat de la Ville a jugé à propos afin de prevenir les desordres & disputes qui pourroient survenir entre les Voituriers, & pour contribuer à l'avantage & à l'expedition des Couriers étrangers qui passeront par ici, de part ou d'autre, d'ordonner provisionnellement, & par lecret les Articles suivans.

En premier lieu, qu'à l'avenir, provision, les Couriers étrangers se serviront des Voituriers ordinaires de cette Ville, à sçavoir *Cornelle van Bueren, Jan Verkerk, Henri Freyling, & Seger van Doornweerd*, qui se tiendront toujours prêts, soit de jour ou de nuit, au Faubourg de la Porte Blanche, dans une es

curies que l'on jugera à propos de choisir pour cela, avec une bonne Chaise roulante, & deux bons Chevaux.

Qu'aussi-tôt que cette Chaise sera parée, avec un Courier, on en tiendra une autre prête en sa place, avec deux autres chevaux, pour partir au premier ordre soit de jour ou de nuit, comme dessus.

Les Voituriers susmentionnés seront obligés de se dépêcher autant qu'il sera possible, & de faire pour le moins trois lieues de Hollande, en deux heures de temps; sous peine de cessation & d'être privés de ce service.

Les Couriers, de leur côté, payeront à chaque Lieue de Hollande ou heure de chemin la somme de trente sols outre la taxe du Passage.

Et afin que les Couriers soient bien servis, & qu'on ne les fasse pas trop tarder en chemin, ils payeront leur Voitures, entre les mains du maître de la maison, où ils la prendront.

Et cet argent ne sera pas remis entre les mains du Voiturier, jusqu'à ce qu'il procure un Billet signé du Courier, ou du Commissaire des Voitures du Lieu où il sera arrivé, par lequel il paroisse que le
dit

dit Voiturier se soit acquité de son devo
& soit arrivé au temps prefix.

Pour cet effet, le Courier prendra, son depart d'ici, un Billet ou Certificat du jour & de l'heure de son départ, auquel le dit Courier ajoutera l'heure de son arrivée au Lieu où il devra être rendu, bien attesté; afin, qu'au cas qu'il n'ait pas été bien servi, & que le Voiturier n'en rapporte un certificat de cette nature, l'argent déposé, comme dessus, soit restitué au dit Courier, ou mis dans la bourse des pauvres, & le dit Voiturier cassé, selon qu'il l'aura mérité.

Au reste, Messrs. les Magistrats ne prétendent pas comprendre sous cet Ordre les Couriers qui seront dépêchés d'ici, au temps du prochain Congrès; Messrs. les Plénipotentiaires & autres Ministres publics, ayant la liberté de se servir de telles Personnes qu'il leur plaira, sans avoir aucun égard aux Voituriers dont on vient de parler, & sans qu'il leur soit permis de s'y opposer en aucune maniere.

Trouve conforme à l'Original,

E. V. HARS CAMI

Acte de Renonciation

D U

ROI PHILIPPE V,

à la Souveraineté des Païs-Bas
en faveur de

L'Electeur de Baviere.

PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi
de *Castille*, de *Leon*, d'*Arragon*, des
deux *Sicules*, de *Jerusalem*, de *Na-*
varre, de *Grenade*, de *Toledo*, de *Va-*
lence, de *Galice*, de *Majorque*, de *Se-*
ville, de *Sardagne*, de *Cordue*, de
Corse, de *Murcie*, de *Faën*, des *Al-*
garbes, d'*Alger*, d'*Algezire*, de *Gi-*
braltar, des *Isles des Canaries*, des *In-*
des Orientales & Occidentales, des
Isles & Terre Ferme de l'*Ocean*, *Ar-*
chi-Duc d'*Autriche*, *Duc* de *Bour-*
gogne, de *Brabant & de Milan*, *Comte*
de *Habsbourg*, de *Flandres*, de *Tyrol*
& de *Barcelonne*; *Seigneur* de *Biscaye*,
de *Malina*, &c.

SA-

SAVOIR faisons à tous ceux à qui
appartiendra , tant presens qu'à ve
nir , que nous avons trouvé à propos
tant pour le bien commun de la Chrétien
té, que pour celui des *Pays-Bas* en par
ticulier , de ne pas differer plus long tem
l'exécution de ce qui le Roi Très-Chré
tien nôtre Ayeul a negocié & conclu le
Novembre 1702., en nôtre Nom , & à
nôtre Consentement , avec le très Exce
lent Prince *Maximilien Emanuel* , Duc
Electeur de *Baviere* , nôtre bon Frere
Cousin, & Oncle, Vicair Général de
dits *Pays-Bas*, au sujet de la Cession, D
nation & Transport des susdits *Pays-B*
Qu'en considération de la proximité de
sang & de l'amitié, des grands mer
tes & services dudit Duc Electeur
Baviere nôtre Oncle , & sur tout de l'a
fection toute particuliere, de la vigilance
& prudence avec laquelle il a gouverné
ces Provinces en nôtre Nom, & à nô
tre pleine satisfaction , aussi bien qu'à ce
de nos très fidelles Sujets, pendant le cours
de plusieurs années , nous avons résolu
de transporter lesdits *Pays-Bas*, audit très
Excellent Prince *Maximilien Emanuel*
Duc & Electeur de *Baviere*, nôtre bon
Frere

ere, Cousin & Oncle, Vicaire Général desdits *Pays-Bas*, de la même manière nous les possédions au tems dudit traité du 7. Novembre 1702. & que nous possédons à présent, avec tous les droits, Actes, Prétentions & Jurisdictions qui nous appartiennent auxdits *Pays-Bas*; afin que ledit Duc Electeur nôtre Oncle, ses Successeurs & Hoirs mâles puissent en jouir & disposer comme Legitimes & Souverains Princes desdits *Pays-Bas*, sans aucune restriction ou reserve. ainsi nous Declarons, Etablissions, constituons & Nommons par ces Presentes, la forme & qualité susmentionnée, ledit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle ses Successeurs mâles, Princes & Possesseurs desdits *Pays-Bas*.

Nous accordons en outre, & donnons audit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, nôtre plein pouvoir & irrevocable, pour prendre, par lui même & de propre autorité, sans autre requisition ou permission, soit en Personne ou par Procuration, l'entiere Possession de tous dits *Pays-Bas*: Et pour cet effet, d'assembler les Etats Généraux ou les Etats particuliers de chaque Province, ou d'agir

gir de telle autre maniere qu'il jugera plus convenable & nécessaire, par rapo-
à la Donation, Cession & Transport que
nous lui en avons fait, pour leur en do-
ner connoissance, & faire prêter aux Ets
& Sujets de des Provinces les Serments
nécessaires qu'ils sont obligés de prêter,
pour les engager à s'aquiter de tous les de-
voirs requis par leurs Serments précédés.
Et en attendant que ledit Duc Electeur
Baviere, nôtre bon Frère, Cousin & On-
cle ait reçu ou fait recevoir en son Nom
l'actuelle possession desdits *Pais-Bas*, de
la forme & la maniere spécifiée, nous con-
meurerons en possession desdits *Pais-Bas*
au Nom dudit Duc Electeur de *Baviere*.

Nous Ordonnons en consequent
qu'on accorde nos Lettres Parentes au
Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle
avec le pouvoir de faire continuer & de
nommer aux dits *Pais-Bas* des Gouver-
neurs, Juges & Officiers de Justice, tant
pour la sûreté ou pour l'administration
de la Justice & de la Police, ou pour la
recette des Domaines & autres Re-
venus; & en général de faire tous actes de
Prince & de Legitime Souverain dans
ces Provinces, selon les Loix & Cou-

mes , comme nous avons fait & aurions
 à faire. Et pour cet effet nous avons dé-
 chargé & dispensé , déchargeons & dis-
 pensons par les Présentes , tous les Evê-
 ques , Abbés , Prélats & autres Ecclesia-
 stiques , Ducs , Princes , Marquis , Com-
 tes , Barons , Gouverneurs , Comman-
 dants & Capitaines , tant à la campagne
 que dans les Villes , Chefs , Présidens
 & autres Membres de nos Conseils &
 Chancelleries , ceux de nos Finances &
 Chambres des Comptes , autres Justiciers
 & Officiers , Capitaines & Soldats de nos
 Forts & Châteaux , & leurs Lieutenants,
 & tous Chevaliers , Gentilshommes & leurs
 vaux , aussi bien que les Gens du Roi,
 Bourgeois & Habitans des Villes , Bourgs
 & Villages , & généralement tous & un
 chacun des Sujets desdits *Pais-Bas* respec-
 tivement , du Serment de fidélité qu'ils
 nous ont prêté , & de l'Hommage qu'ils
 nous doivent , comme leur legitime Sou-
 verain. Et nous Voulons de plus , Or-
 donnons & Commandons très expresse-
 ment , qu'ils reçoivent ledit Duc Electeur
 de *Baviere* nôtre Oncle , & ses Succes-
 seurs mâles , pour leur Princes & Sei-
 gneurs ; qu'ils lui prêtent le Serment de
 fideli-

fidélité, & lui fassent Hommage, suivant la constitution du Pais, des Biens, Fiefs & Seigneuries ; & qu'ils aient pour lui tout le respect, l'affection, l'obéissance & la fidélité, que de bons & fidèles Sujets doivent à leur Prince & Legitime Souverain, comme ils ont fait jusqu'à présent à notre égard.

Et pour suppléer à tous les manquemens & omissions, tant de droit que de fait, qu'il pourroit y avoir dans notre Donation, Cession & Transport ; Nous, de notre propre mouvement, de notre science certaine, & en vertu de notre Puissance absolue & Souveraine, dont nous ne voulons servir, & nous servons à cet égard, avons renoncé & renonçons à toutes les Loix, Constitutions & Coutumes qui pourroient y être contraires : Car tel est notre volonté & bon plaisir. En foi de quoi, afin que Personne n'en prétende cause d'ignorance, & que cet Acte soit ferme & durable à jamais, nous avons Signé les Presentes de notre main, & avons fait apposer notre grand Seau, Volant & Ordonnant qu'elles soient enregistrées dans tous nos Conseils, Chambres des Comptes &c. Donné à *Madrid* le

touchant la Paix d'UTRECHT. 263
vier de l'an de Grace 1712. & de nô-
Regne le douzième.

Signé,

PHILIPPE.

Et plus bas,

MANUEL de VADILLO & VELASCO.

Les conditions de l'Acte de Cef-
sion des Pais-Bas, faite par le
Roi Philippe en faveur de
l'Electeur de Bavière.

I.

Que le Sérénissime Prince Maximilien
Emanuel, Duc, Electeur de Ba-
vière, nôtre bon Frere, Cousin,
Oncle, & ses Successeurs Mâles, au-
s pourra échoir la Souveraineté &
priété desdits Pais-Bas, imitant la
Foi & Religion, qui reluisent en lui,
ont vivre & mourir en nôtre Sainte
Eglise Catholique, selon la créance & do-
ctrine de la Sainte Eglise Romaine.

Que

II.

Que ledit Electeur de Bavière approuvera, maintiendra, & mettra en execution la Donation que nous avons faite nôtre Cousine bien aimée, Dame Marie Anne de la Tremoïlle, Princesse des Ursins, d'un Etat, & propriété, & Souveraineté, indépendante pour Elle, & ses héritiers, & ceux qui auront son droit actions, ou ayant cause à perpétuité, pour toujours, conformément aux Lettres Patentes, qu'à cet effet nous avons fait expédier, avec le revenu Cambrésien, de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Castille, en chaque année, exempts de toutes Rentes, Hypothèques, & de toutes autres quelconques charges, soit pour tems limité, ou perpétuel, assignée ou imposée, pour quelque raison, ou cause, que ce puisse être en telle Province, ou en tel endroit, ladite Princesse nommera & choisira à sa satisfaction, soit les trois Pais d'Onsenne, de Meuse, ou Lokeren, au Pais de Waes, avec les huit Paroisses de Keure, ou dans telle autre Province qui soit le plus

convenance; & en cas qu'il se trouve
ladite Souveraineté que ladite Prin-
ce des Ursins choisira quelqueune de
Maisons Royales ou Châteaux à nous
appartenants, voulons qu'il ne lui soit
dédruit sur le fond que nous lui ac-
corderons desdits trente mille Ecus de ren-
de par an, chaque Ecu de huit Reaux
d'Argent, double Monnoye ancienne de
Castille. Et d'autant qu'il sera difficile
de rencontrer un Etat avec domaine qui
nous appartienne, & qui soit suffisant
pour y établir ledit Revenu Domanial de
trente mille Ecus, chaque Ecu de huit
Reaux d'Argent, double Monnoye an-
cienne de Castille, en chaque année, ce
sera faire l'essentiel & le lustre de cette Sou-
veraineté; ledit Duc Electeur de Bavière
sera obligé d'ajouter audit Etat d'autres
terres & domaines qui soient situez le plus près
de luy pour le service du dit Etat, jusqu'à rendre
complet ledit revenu Domanial de trente
mille Ecus de huit Reaux d'Argent dou-
ble Monnoye ancienne de Castille en cha-
que année.

III.

Que ledit Sérénissime Duc Electeur
de Bavière sera obligé de maintenir &
gar-

atisfaction desdites Rentes, Obligations & Charges, ledit Duc Electeur sera obligé de faire payer après l'effectuation & conclusion de la Paix, en chaque année deux Canons écheus desdites Rentes, jusques à l'entiere extinction de tous les arérages.

VI.

Que ledit Duc Electeur sera au obligé à payer & accomplir toutes les Obligations & Contracts faits par nous & par nos Prédecesseurs, & par nos Gouverneurs & Capitaines Généraux, en notre nom, & celui de nos Prédecesseurs particulièrement ce qui aura resté dû aux Etats Généraux des Provinces-Unies, d'avances d'Argent qu'ils ont faites, pour les Escadres des Vaisseaux avec lesquels ils ont servi durant la dernière Guerre, qui finit l'an Mille six cent quatre vingt & dixsept par la Paix de Rywik, & pour cet effet leur furent consignées & hypothéquées les Doüanes & Droits d'entrée & de sortie, conformément aux Traitez & Conventions faits avec Eux.

VII.

Que ledit Duc Electeur sera pareillement

ent obligé de payer & satisfaire à l'Electeur de Brandenbourg, ce qui se trouva lui être dû, du reste des Subsidies si lui furent promis pour les Troupes avec lesquelles il servit durant la dernière guerre, qui finit comme il a été dit ici l'An quatre-vingt & dix-sept; dont satisfaction lui fut conignée sur les Subsidies de toutes les Provinces dudit Pais, en conséquence des Traitez & accords faits avec ledit Electeur de Brandenbourg.

VIII.

Que ledit Duc Electeur de Bavière se-
aussi obligé de payer & satisfaire la
rente annuelle de cent mille florins,
assignez au Prince d'Orange, par le feu
roi Charles II., nôtre Oncle, particu-
rement sur la Doüane des Droits d'en-
trée & sortie de Navaigne, sur la Rivière
Meuse, en vertu du Titre & Patentes
si lui en furent expédiées.

IX.

Que ledit Duc Electeur de Bavière se-
obligé de maintenir les conclusions
des Contracts & adjudications des for-
es de nos Domaines & Rentes dans le
Pais, pour le tems & aux conditions

stipulées , validant aux Fermiers & Ajudicataires les avances faites de leur part pour nôtre service sur le prix de leur ferme.

X.

Que ledit Electeur sera obligé de payer & accomplir généralement toutes les dettes qui n'auroient point été satisfaites auxdits Païs , Provinces , d'entreprises Vivres , Fourages , feux & lumières Corps de Garde , & pour la Garnison durant l'Hiver , des Lits dans les quartiers , Hôpitaux , & Fortifications parce que lesdites dettes ont été contractées pour le maintien & la conservation dudit Païs-Bas.

XI.

Que finalement ledit Duc Electeur s'obligera a payer les pensions , lesquelles sont pour un certain tems limité ou héréditaires , & toutes les Donations , Indulgences , ou Graces , que par nous ou nos Précesseurs auront été accordées & faites à quelques personnes que ce soit dudit Païs-Bas.

XII.

Et d'autant que c'est nôtre intention & volonté que les susdites conditions ayent

sortent leur entier & accompli effet, sous
moyennant icelles donnons, cedons,
laissions, & transportons, renonçons
accordons irrévocablement & pour
aujourd'hui, & par quelque autre meilleure
voye, manière, & forme, que de droit
se puisse & doive valoir, sans que
forme invalide ou inutile puisse porter
aucun préjudice à celle qui est valide,
utile, & avantageuse, audit Duc Electeur
notre Oncle, & ses Successeurs mâles,
dans nosdits Pais-Bas, & les Duchez,
Principautez, Marquillats, Comtez, Ba-
ronnies, Seigneuries, Villes, Châteaux,
& Forts, qui sont en nos Pais-Bas, en-
semble toutes Régales, Fiefs, Homma-
ges, Droits, Libertez, Franchises, Droit
de Patronage, Rentes, Revenus, Do-
maines, Aides, Confiscations, & For-
nitures, avec tous & quelconques droits
& actions que pouvons ou pourrions pré-
tendre à cause desdits Pais-Bas, avec tou-
te Prééminence, Prérogatives, Privilé-
ges, Exemptions, Gardiennes, Advouë-
ries, Jurisdiccions, Hauteurs, Ressorts,
& autres supérioritez quelconques, com-
me & en quelque sorte elles soient, & à
quelle cause & occasion elles nous puis-
sent

sent competer & appartenir, soit de l'Heredité ou autrement, à quelque Titulaire, & comme que ce soit & puisse être, pour en jouir entièrement & tout ainsi que nous les avons eû, & en avons joui sans rien excepter; à charge toutefois d'être gardées & observées inviolablement toutes & chacune desdites conditions ci-dessus spécifiées. Et c'est pareillement notre intention, comme nous le déclarons & donnons expressément par ces présentes, que moyennant cette nôtre Donation, Concession, & Transport, sera le Duc Electeur de Bavière nôtre Oncle, en la forme & manière conditionnelle dessus déclaré, tenu, obligé & chargé de payer & satisfaire toutes & quelconques Dettes & Obligations contractées par nous, ou en nôtre nom, ou de nos Prédécesseurs, sur nos Patrimoines & Domaines de nosdits Pais-Bas, & que semblablement il sera tenu & obligé de soutenir, porter, & maintenir, toutes & quelconques Rentes, Pensions à vie, & toutes autres, & quelconques Dons, Remunérations, & Graces, que nous & nos Prédécesseurs ayons ou ayent données, assignées, accordées, & faites à quelconques

les personnes que ce soit , comme tout
 déclaré ci-dessus. *Etoit signé, PHILIPPE.* Et plus Bas ; MANUEL DE VAILLO Y VELACCO: Y pendant, à
 double Cordon d'Or, le grand Seel de Sa
 Majesté dans une Boëte d'Argent.

PUBLICATION.

Comme il va présentement se tenir dans
 peu de temps dans cette Ville le
 Congrès des *Ministres Publics & Plenipo-*
tiaires des respectives *Hautes Puissances*,
 sont en guerre , pour travailler à un
 traité de Paix général. SI EST-CE
 que les *Bourguemaîtres & le Corps des Ma-*
rats de la Ville d'UTRECHT veu-
 nt que par la présente les Bourgeois &
 Habitans de cette Ville soyent tenus
 d'être advertis que personne n'aura à en-
 prendre de faire arrester , ou detenir
 Personnes, Domestiques ou Effets des
Ministres Publics ou Plenipotentiaires qui
 viendront résider ici ou qui y passeront &
 y pourront contracter quelques deb-
 tes, ni à leur arrivée , ni pendant leur

sejour dans cette Ville ni à leur départ, pour quelques Debtes qu'ils puissent avoir contractées.

Et que les Bourgeois & les Habitans de cette Ville ayent à regler sur ceci le négoce & les contracts qu'ils feront avec les susdits *Ministres Publics* ou *Plénipotentiaires* & leurs *Domestiques*.

Et afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, sera la presente publiée, imprimée & affichée ou il appartient.

Ainsi Arresté & Resolu le 4. Janvier par le Corps des Magistrats, & Publié le 5. Janvier 1712. more solito à l'Hotel de Ville de la Ville d'UTRECHT.

En connoissance de moy

E. V. HARSCAM

Le

lettre de S. A. Electorale de Bruns-
vik-Lunenbourg, à Sa Majesté
la Reine de la Grande-
Bretagne.

iteræ quibus R. M: V: sub die 21. Novem-
bris Anni nuper finiti nos honoravit, re-
nobis sunt redditæ. Perspeximus ex iis,
am Rex Christianissimus Regiæ Majestati
estræ præbuerit ansam de pace cum Gallia
ingenda Consilia ineundi, & ad Colloquia
illo habendo nos cum cæteris Fœderatis in-
tandi.

Eas quas par est, R. M: Vestræ agimus
atias pro Communicatione, quam super re
m ardua nobiscum instituerè dignata est &
uti in magnanima Regiæ Majestatis suæ de-
uratione se nihil ob oculos habere, quam
is imponatur Bello Pace solida, in qua
nfœderatorum quisque satisfactionem ra-
ni consentaneam adipisci possit, singula-
n collocamus fiduciam, ita confidimus R:
: Vestræ non displiciturum si boni fœde-
i manus in omnibus explere satagantes,
e media & cautela ad finem R: M: Vestræ
positum adeo laudabilem & exoptatum
igendum nobis videantur necessaria erga

R: M: vestram candide & ingenue nos explicaremus. Quum vero per litteras absque tediousa earum prolixitate ad minus commode fieri posse cognoverimus, nostrorum, quae

M: Vestra debemus officiorum rationibus convenientius esse duximus, nostro in Aula ipsi degenti & Consiliario Status & Ablega Extraordinario Baroni de Bothmar perscribere quid coram de negotio tanti momenti

R: M: Vestra ejusque Status Ministris conferendum sit, cujus ut ipsi fiat copia R: Vestra ea, quae dictus Baroni de Bothmar circa hanc rem nostro nomine proferet, benignè auscultare & plenam iis fidem perhibere lit, R: M: Vestram maximopere rogamus

Interea nos Plenipotentiaris ad supra dicta Colloquia pacis ablegare nunquam dubitabimus, quam primum iisdem interveniente a Sacra Cesarea Majestate, a qua tanquam Capite Imperii in hoc passu nobis non licet nos separare R: M: Vestra facile nobis concedet, decretum erit.

De cetero R: M: Vestram Divini Imperii patrociniis toto ex corde commendamus Dabantur Hanoverae die 20 Januarii Anno 1712.

GEORGIUS LODOVICUS
Electo.

L I S T E

*des Noms & Qualités de leurs
Excellences*

LES SEIGNEURS

Plenipotentiaires,

Envoyés & Ministres
Publics,

Qui se trouvent au Congrès de la

PAIX G E N E R A L E
à U T R E C H T,

avec leurs Armes &c.

*Composée & mise en ordre Alphabe-
tique, avec un Supplement.*

A N G L E T E R R E.

S Exl. Jean Robinson, par la permission de S. Dieu, Evêve de *Bristol*, Grand Doyen, de *Windsor*, & de *Wolhverhampton*, Registraire du tres Illustre Ordre de *Periscelede*, Conseiller, Ministre d'Etat & Garde du Seau privé de S. M. la Reine de la Grande Bretagne, &c.

S Exl. Thomas Comte de *Strafford*, Viscomte *Wentworth* de *Wentworth* & de *Stainborough*; Baron de *Raby*, de *Neumarck* & d'*Oversley*; Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. M. B. près des Etats Generaux, & au Congrès d'*Utrecht*; Collonel du Regiment Royal des Dragons Anglois de S. M.; Lieutenant General de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande; Membre du Conseil privé de S. M. & Chevalier du très noble Ordre de la Jarretiere, &c.



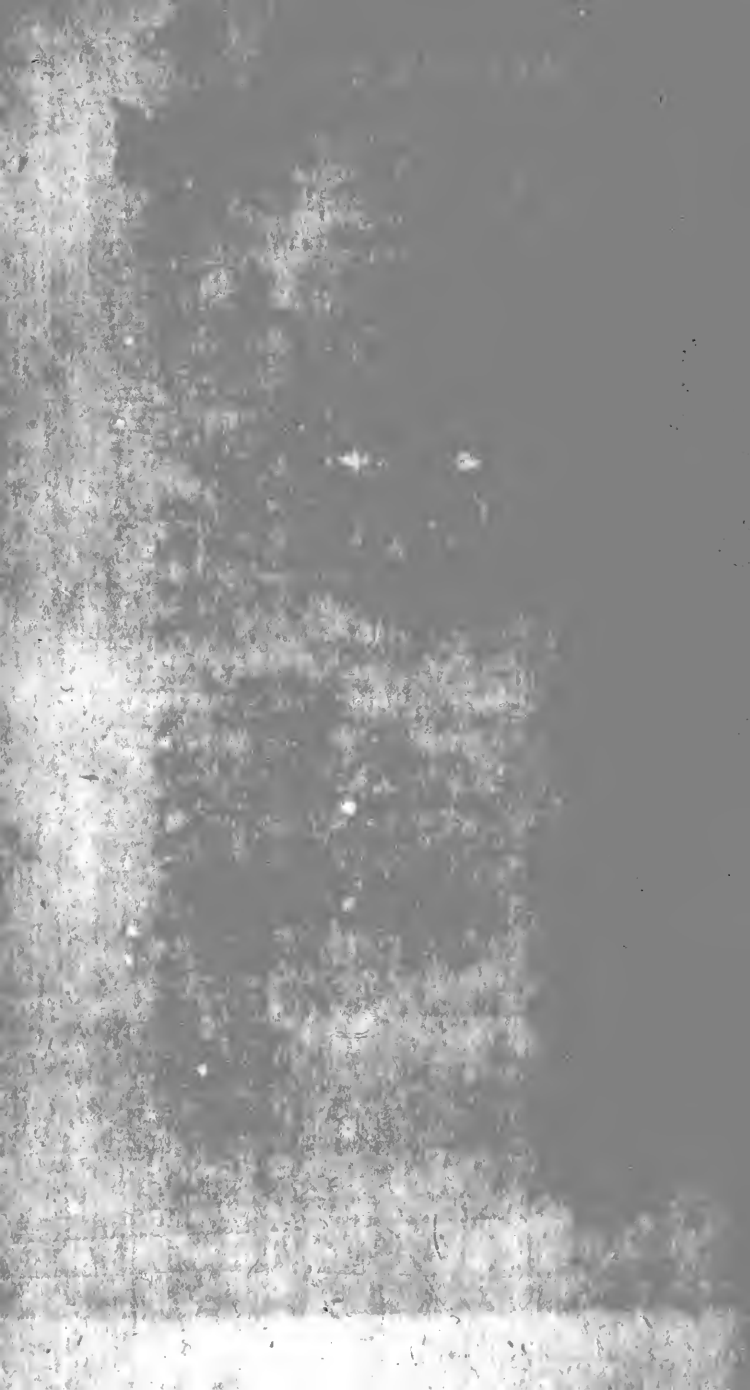
L'ANGLÈTERRE.



BRISTOL.



STRAFFORD.





De l'E M P E R E U R.

Exl. Philippe Louis Comte de *Sintzen-*
dorf, & *Fanhausen*, Chevalier de la
Croix d'Or, Burg-Grave de *Reinbeek*,
Baron d'*Erenstburn*, Thresorier Here-
ditaire de l'Empire, Echançon de la Haute
Autriche, Seigneur de *Gfall*, *Seclowitz*,
Porliz, &c. Conseiller d'Etat, grand
chancelier de la Cour, &c.

Exl. D. Diego Hurtado de Mendoza
& *Sandoval*, Comte de la *Corzana* &
du St. Empire, Chevalier de l'Ordre de St.
Jacques, des Conseils d'Etat & de Guerre
de S. M. I. & C. le Roi des Espagnes,
Charles III.

Exl. Monfr. Caspar Florent de *Consbruch*,
Conseiller Aulique de S. M. I. & de
l'Empire, Referendaire intime de sad. Ma-
jesté, &c.

S. Excellence qui s'étoit demise de son Em-
ploi, à cause de quelques infirmités, mourut
à Utrecht, la nuit du 18. au 19. Novem-
bre 1712. Sa place est remplie par.

Exl. Le Baron de *Kirchner*, troisième
Plenipotentiaire de Sa Majesté Impé-
riale & Catholique, &c.

Des

DES ETATS GENERAUX.

S. Exl. Le Baron de *Randwyk*, Seigneur de *Bleek Rossum*, *Heessel & Gameren*, Bourg-grave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Conseiller Extraordinaire de la Province de Gueldre, & Deputé de cette Province aux Etats Generaux, &c.

S. Exl. Guillaume *Buys*, Conseiller Pensionnaire d'Amsterdam, &c.

S. Exl. Bruno *van der Dussen*, Ancien Bourguemaitre, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Goude, Assesser au Conseil des Heemrades de Schie land, Dykgrave du Crimpenerwaard, &c.

S. Exl. Pierre Kemp, Seigneur de Bomme nede, de *Moermond*, Suydland, &c. Ancien Bourguemaitre & Sénateur de la Ville de Zierichzee, Deputé de la Province de Zélande à l'Assemblée des Etats Generaux des Provinces Unies, &c.

S. Exl. mourut à Utrecht le 13 Decemb. 1712

S. Exl. Corneille de Gheel, Seigneur de *Spanbroek*, *Bulkenstein*, &c. Grand Bailly du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Sur Intendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges dans le ressort des Provinces Unies & Deputé Ordinaire en l'Assemblée des Etats Generaux de la part des Etats de la Province de Zélande.

S. Exl



GELDRE.



HOLLANDE.



RANDWYCK



BUYS.



VANDERDUSSEN



MOERMOND.



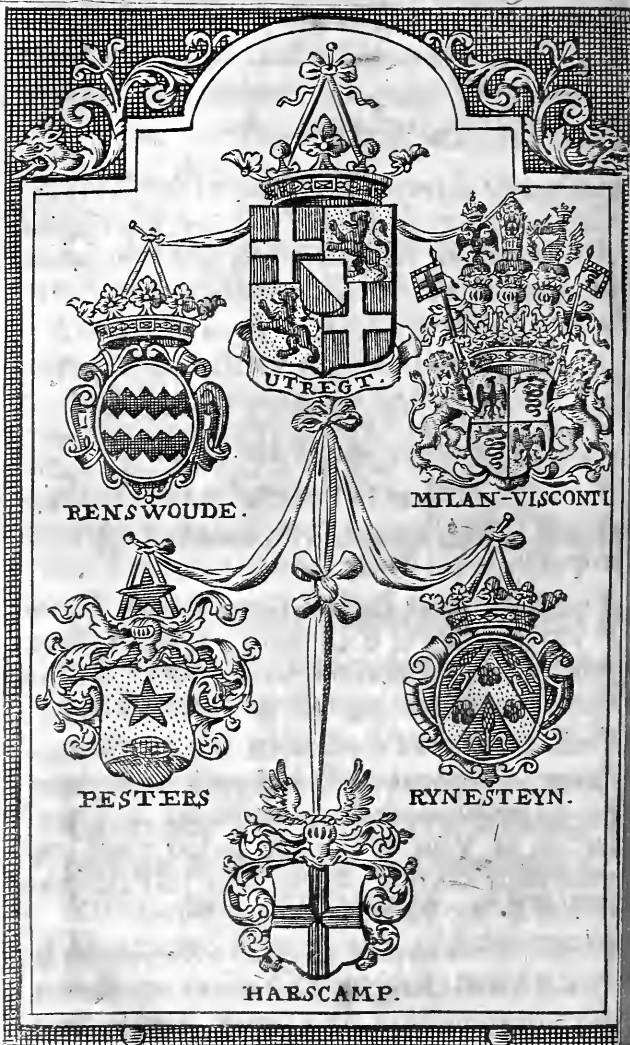
ZELANDE



SPANBROEK







S. Exl. Fredrik Adrien Baron de Rheede, Seigneur de *Renswoude*, & d'*Emmikhuyzen*, Moerkerke; President du Collège des Nobles de la Province d'Utrecht, & leur Deputé aux Etats Generaux, &c.

On a trouvé à propos d'ajouter ici Messieurs les Commissaires Deputez par les Venerables Magistrats de la Ville d'Utrecht pour complimenter leurs Excellentes les Seigneurs Plenipotentiaires à leur arrivée.

Messire Daniel de Milan Visconti, Chevalier, libre Baron du St. Empire, Seigneur de *Nyveld*, d'*Ouden Ryn*, & *Heycop*, Conseiller Grand Bailly de la Ville d'Utrecht, & Commissaire Deputé par le Venerable Magistrat de la Ville d'Utrecht, pour complimenter Mrs. les Plenipotentiaires à leur arrivée en cette Ville.

Monsr. Nicolas *Pesters*, Conseiller & Echevin de la Ville d'Utrecht, Commissaire Deputé pour aller complimenter Mrs. les Plenipotentiaires à leur arrivée en cette Ville.

Messire Leonard de *Casembrood*, Chevalier, Seigneur de *Rynesteyn Willige Lanteracq Coquelmonde* &c. Conseiller & Thresorier de la Ville d'Utrecht, Commissaire Deputé pour complimenter Mrs. les Plenipotentiaires à leur arrivée en cette Ville.

Monsr. Everhard de *Harscamp* Secretaire & de la Ville d'Utrecht, Deputé avec les trois dits Commissaires du Conseil & Magistrat de la Ville, pour complimenter Mrs. les Plenipotentiaires à leur arrivée à Utrecht.

S. Ext.

S Exl. Sicco de *Goslinga*, Grietman
S. Franikerdeel, Curateur de l'Acad
mie de Franiker, Deputé de la Provin
de Frise aux Etats Generaux des Provin
Unies, &c.

S Exl. Adolph Comte de *Rechteren*, l
ron d'Almelo, & de Vriesenve
Drossard de Zalland, & President de
Province d'Over-Yssel, Deputé Ex
ordinaire à l'Assemblée de leurs H.
P. P. les Etats Generaux de la part e
Province d'Over-Yssel, &c.

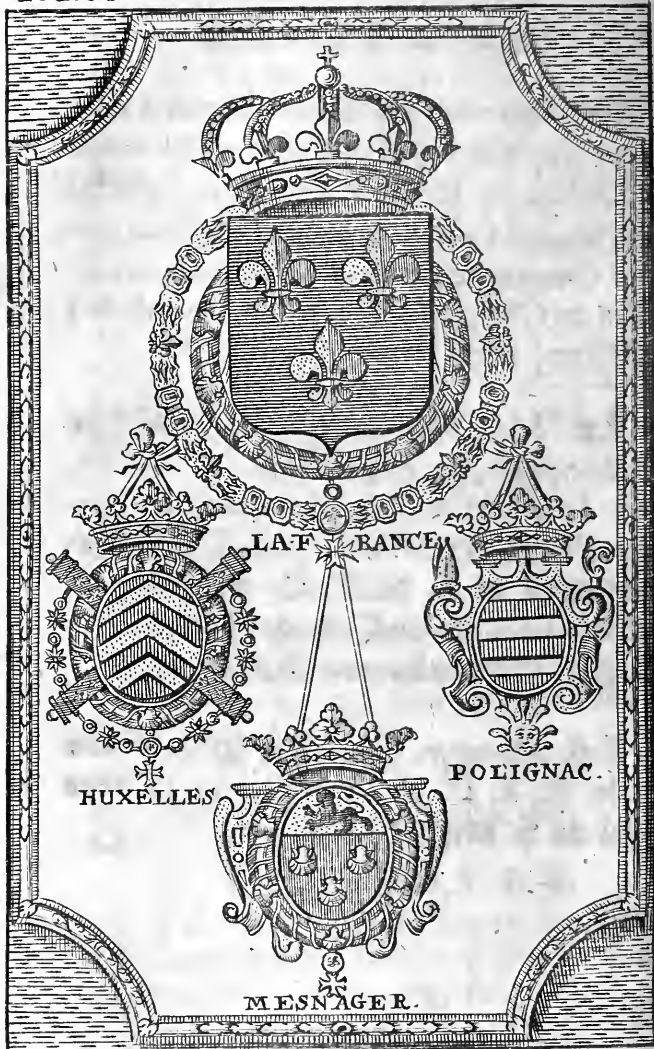
S. Excellence s'est demise de son Employ

S Exl. Charles Ferdinand, Comte de
hausen & de *Kniphausen*; Baron d'
tel & de *Vogelsang*; Seigneur de N
woort, du Pais de *Vredewold* & d'
weerd; Deputé Extraordinaire aux E
Generaux des Provinces Unies, c
part de la Province de *Groningue*; C
seiller dans l'Amirauté d'*Amsterom*
Heemraad Hereditaire d'*Admveerd*; D
recteur de la Compagnie des Indes Co
dentales, &c.









De F R A N C E.

S Exl. Nicolas du Bled Marquis d'*Huxelles*, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de Sa Majesté dans le Duché de Bourgogne, Gouverneur de la Ville & de la Citadelle de Châlons, Commandant en Chef en Alsace, &c.

S Exl. Melchior de *Polignac*, Abbé de S. Bonpord, de Begard, & de Mauson, Prieur de la Voute & de Montdedier, Conseiller d'Etat, cydevant Ambassadeur Extraordinaire de S. M. T. C. en Pologne, Auditeur de Rote en Cour de Rome, &c.

S. Exl. est partie au mois de Mars 1713.

S Exl. *Menager*, Conseiller & Secrétaire du R. T. C. & Chevalier de l'Ordre Royal de S. Michel, &c.

Cercle de FRANCONIE.

S. Exl. François Comte de *Schonborn*, Bouchain & Reichelsberg, Seigneur de Weiler-Heuffenstamm, Wieffenthait & Martinstein, &c. Comte du St. Empire, Chambellan, Conseiller Aulique de S. M. I. & C. Chevalier de l'Ordre de St. Jaques en Espagne, Conseiller Intime de S. A. E. de Mayence, Prince Evêque de Bamberg, &c.

S. Exl. le Baron de *Fischern*, Chevalier du St. Empire, Ministre d'Etat privé & Grand Baillif à Böhleinstein, Pegnitz, de S. A. S. de Brandebourg Coulembac, &c.

G E N E S.

S. Exl. de *Sorba*, &c.

G U A S T A L L A.

S. Exl. Louis Comte de *Fantoni*, Chambellan & Conseiller d'Etat Intime de S. A. Vincent Gonzague, Duc de Guastalla & Sabionette, &c.

G R I S O N S.

S. Exl. le Baron de *Salisch*, &c.

H A N N O V R E.

S. Exl. Jean Gaspar Baron de *Bothmer*, Conseiller & Ministre d'Etat de S. A. de Brunswic Lunebourg, &c.

H A N A U.

S. Exl. le Baron d'*Edelsheim*, Conseiller d'Etat de S. A. le Prince de Hanau, &c.



SCHONBORN.



FISEHERN.



FANTONI.



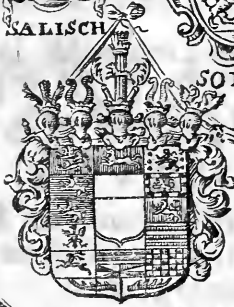
KALISCH.



SOREA.



EDELSHEIM.



HANOVRE.



BOTHMER.







ENGEL BREGTEN



TWICKEL



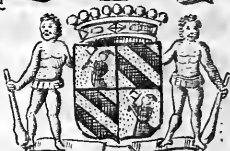
DALWICH.



PETKUM.



LE BEGUE.



FORSTNER.



MOINEVILLE

Cercle du H A U T - R H I N.

Exl. George Bernhard Baron d'Engelbrechten, Conseiller d'Etat de Sa Majesté edoise au Duché de Breme & Verden, & Ministre Plenipotentiaire à la Visitation la Chambre Imperiale à Wezlar, &c.

H E S S E - C A S S E L.

Exl le Baron de *Dalwich*, Conseiller d'Etat de S. A. S. le Landgrave de Hessel-Cassel, and Baillif de la Comté de Ziegenhaim, &c.

Chapitre d'H I L D E S H E I M.

Exl. Ernest Frederic Baron de *Twickel*, d'Havixbek, Seigneur de Nieubourg, Chane des Cathedraux de Spire & d'Hildesheim, nseiller d'Etat de l'Evêché & Principauté lildesheim, &c.

S L E S W I C H H O L S T E I N.

Exl. Herman de *Petkum*, Conseiller d'Etat du Duc Regnant de Sletwich Holstein, Resident après de leurs H. H. P. P. les ts Generaux, son Envoyé au Congrez Utrech, & Plenipotentiaire du Marcgrave Baden Dourlag audit Congrez, &c.

L O R R A I N E.

Exl. Joseph de *Begue*, Baron de Germini, & de Thelod, Seigneur de Chantreyue, nseiller, Secretaire d'Etat, Garde des Seaux S. A. R. le Duc de Lorraine, &c.

Exl. Wolf-gang L. Jaques, Baron de *Forstner*, Conseiller d'Etat, Chambellan S. A. R. le Duc de Lorraine, &c.

Exl. Jean Leonard Bourcier, Seigneur de *Moineville*, & d'Atrey, Conseiller d'Etat S. A. R. de Lorraine, son Procureur Gene- n la Cour Souveraine, &c.

MAY.

M A Y E N C E.

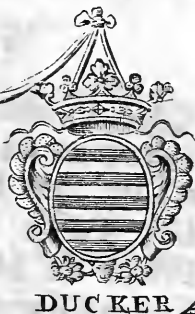
S Exl. Jean Philippe Comte de *Städia*
 . & de *Thaunhausen*, Seigneur
Warthausen, *Mosbeuren*, *Godenscho*
Gaut, & *Neumark*, Ministre d'Etat
 S.M.I. & C., & de S.A.E. de *Majence*,
 Grand Maître de la Cour, & Plenip
 tentiaire du Cercle Electoral du Rhin, &

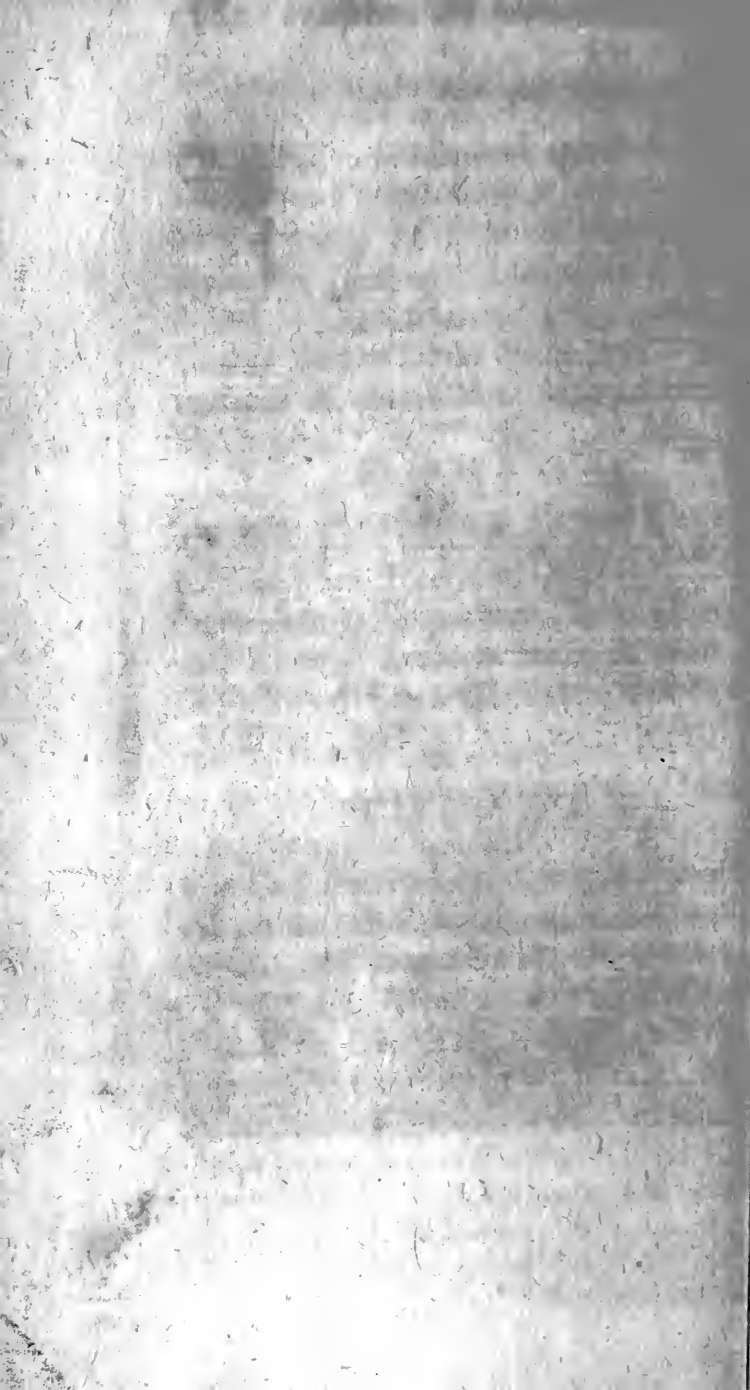
M O D E N E.

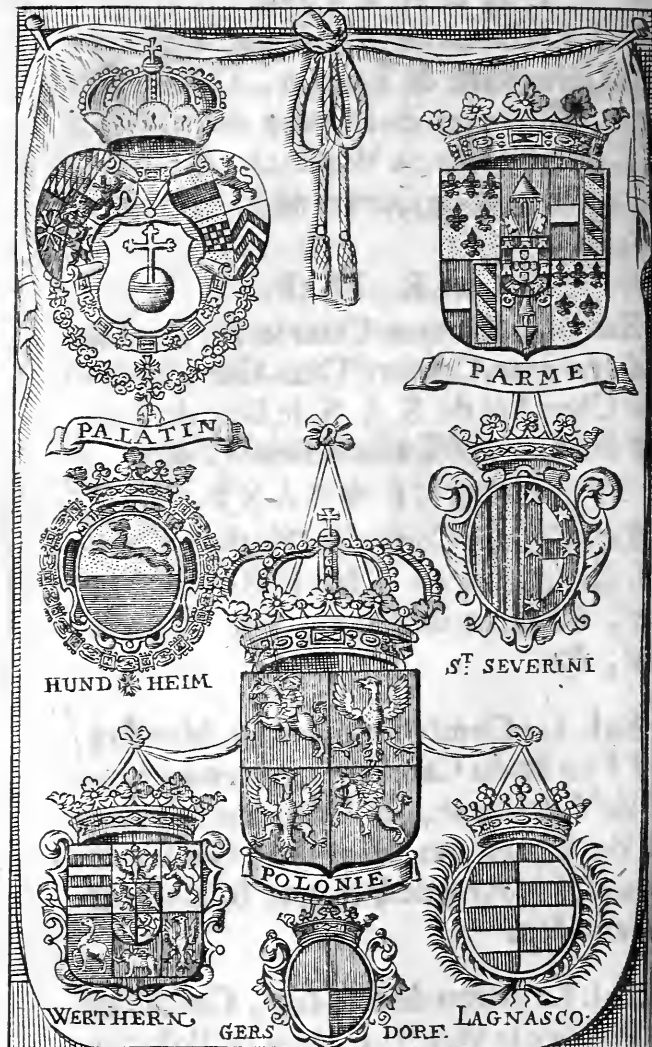
S Exl. Le Comte *Bergomi*, Chambel
 . & Ministre d'Etat de S. A. S. le E
 de *Modene*, Gouverneur de la *Grafagi*
ne, Envoye Extraordinaire de S. A. S.
 L. H. P. les Etats Generaux des Prov
 ces Unies, &c.

M U N S T E R.

S Exl. Bernard Adolphe de *Ducker*
 . neur de *Rodinghausen*, Consei
 d'Etat, de Legation & de Guerre,
 son Altesse Monseigneur l'Evêque
 Prince de *Munster*, & de *Paderbo*
 Envoyé Extraordinaire de S. A. L. à L.
 P. les Etats Generaux, &c.







P A L A T I N.

Exl. Le Baron de *Höndheim*, Seigneur d'Ulvesheim & Epstein, Conseiller me, Chevalier de l'Ordre de St. Hu-, Commandeur de Waldeck, & Com-
aire General de Guerre de S. A. E. Pa-
ne, &c.

P A R M E.

Exl. Le Comte Ottavio *St. Severin*
d'Arragon, Comte d'Olza, Gentilhom-
de Chambre de S. A. S. le Duc de Par-
& son Envoyé Extraordinaire, &c.

P O L O G N E & S A X E.

Exl. George Comte de *Werthern*, Con-
seiller d'Etat de S. M. le Roy de Po-
ne, Electeur de Saxe, son Ministre
tat, &c.

Exl. Le Comte de *Lagnasco*, Ministre
d'Etat & du Cabinet; Lieutenant Ge-
al de Cavallerie, & Capitaine Lieute-
e du Corps des Chevaliers Gardes de
Majesté le Roy de Pologne & Electeur
Saxe, &c.

Exl. Le Baron de *Gersdorp*, Conseiller
Privé de sa Majesté le Roy de Pologne
Electeur de Saxe, &c.

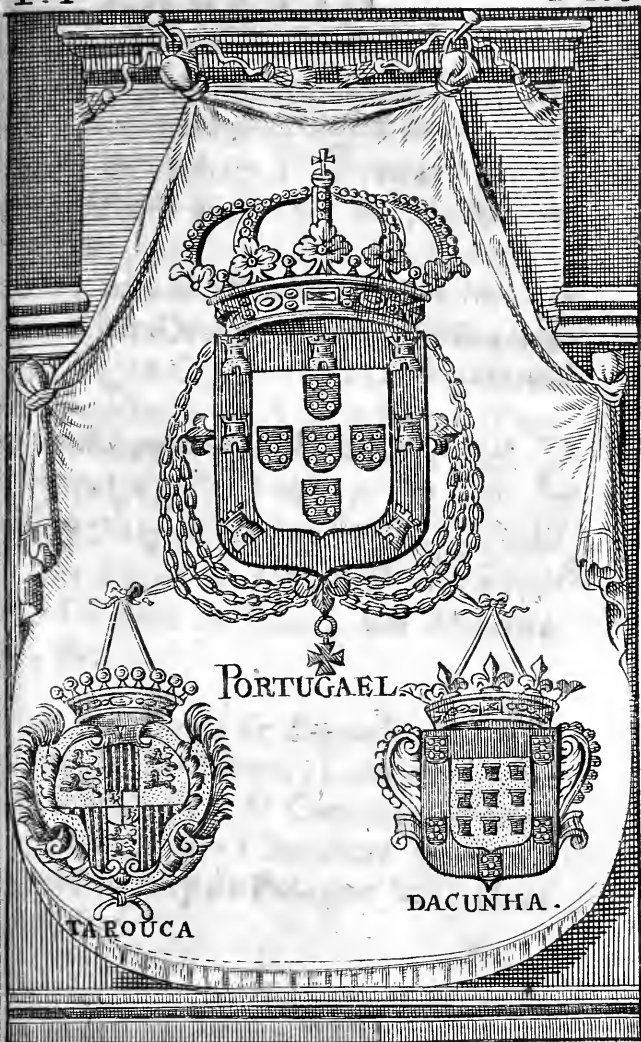
P O R.

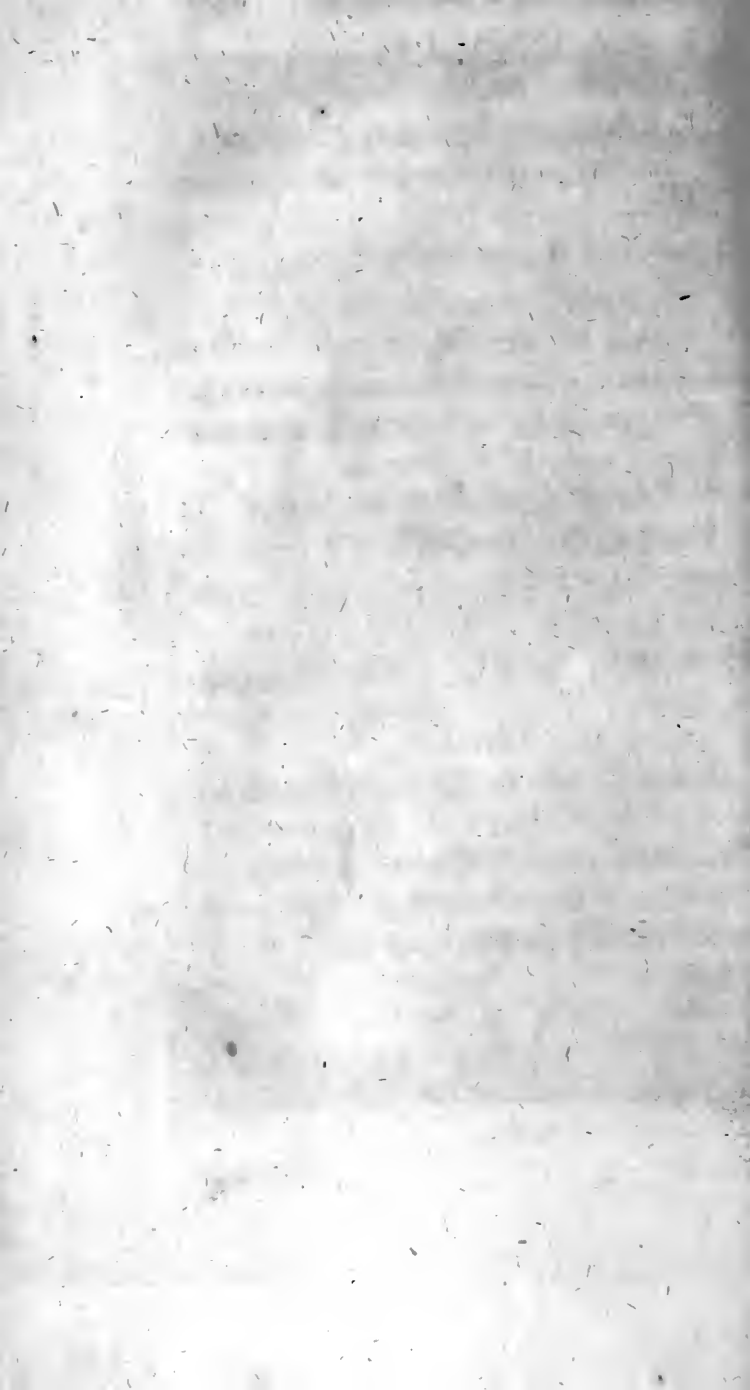
P O R T U G A L.

S Exl. Jean Gomes da Silva, Comte de *Tarouca*, Seigneur des Villes de *Tarouca*, de *Lalim*, de *Lazarim*, de *Penalva* de *Gulfar*, & de leurs Dependances Commandeur de *Villa Cova*; Membre du Conseil de sa Majesté le Roy de Portugal; Mestre de Camp General de ses Armées, &c.

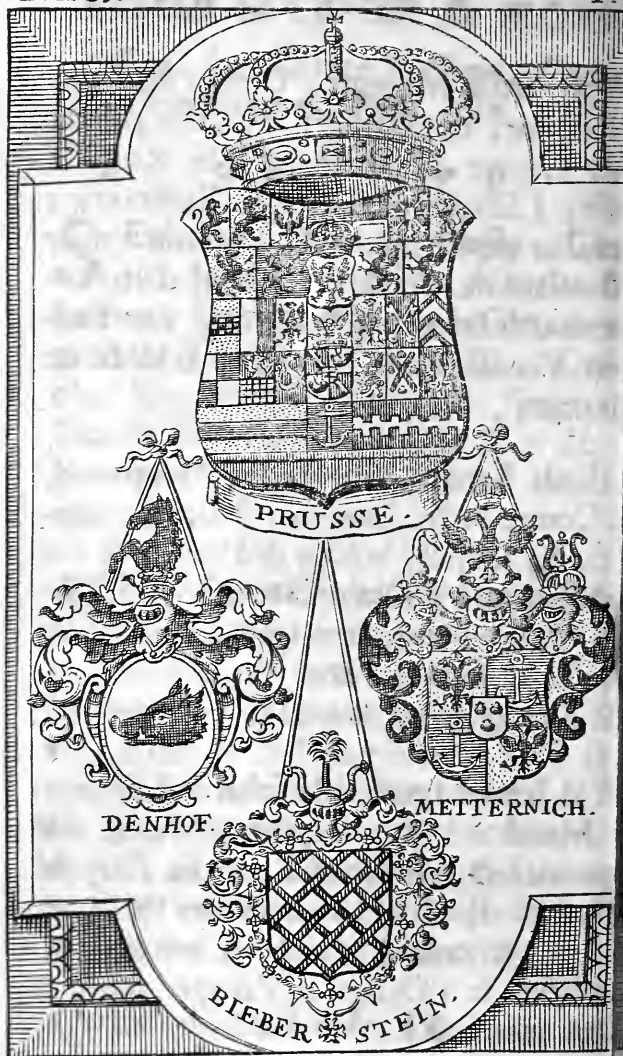
S Ex. Don Louis *Da Cunha*, Comman-
deur de St. Marie de Carrecedo d
l'Ordre de Christ, Conseiller de S. M. l
Roy de Portugal, &c.

PRUS









P. R U S S E.

Exl. Otto Magnus , Comte du Saint Empire, de *Dönhof*, Ministre d'Etat de Guerre de sa Majesté le Roy de Prusse ; Lieutenant General d'Infanterie ; Chevalier de l'Aigle noire ; Gouverneur de Drossard de Memel ; Colonel d'un Regiment d'Infanterie ; Seigneur des Terres de Fredichstein , de Wenefeld & de Honnor , &c.

Exl. Erneste Comte de *Metternich*, Comte du St. Empire, Ministre d'Etat de Sa Majesté le Roy de Prusse, & son Ambassadeur à la Diette Generale de l'Empire, & son Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté Imperiale, &c.

S. Exl. est partie au mois d'Avril 1713.

Exl. Jean Auguste Marschal de *Biberstein*, Ministre d'Etat, grand Maître des Armes & Chambellan de Sa Majesté le Roi de Prusse, Drossard des Bailliages de Gnebicherstein & de Moritzbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle noire & de St. Jean, &c.

POUR la COUR de ROME

S Exl. Le Comte *Passionei*, Camer.
d'Honneur du Pape, &c.

S A V O Y E.

S Exl. Le Comte de *Maffey*, Chevalier des Ordres de St. Maurice & Lazare, Gentilhomme de la Chambre, premier Ecuyer de S. A. R., Colonel d'un Regiment d'Infanterie, General Bataille dans les Armées de S. A. R. & Envoyé Extraordinaire à S. M. Britannique, &c.

S Exl. Ignace Solar Marquis *du Bon* de St. Dalmasse & de Doliani; Comte de Morette, de Massel, & de la Tour St. George; Seigneur de Tigeron, Gentilhomme de la Chambre de S. A. R. de Savoye; Chevalier Grand Croix de l'Ordre Sacré & Militaire de St. Maurice de St. Lazare, Envoyé Extraordinaire de S. A. R. auprès de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces Unies, &c.

S Exl. de *Mellaredé*, Conseiller de S. R. de Savoye, &c.



P A P E.



P A S S I O N E I.



S A V O Y E.



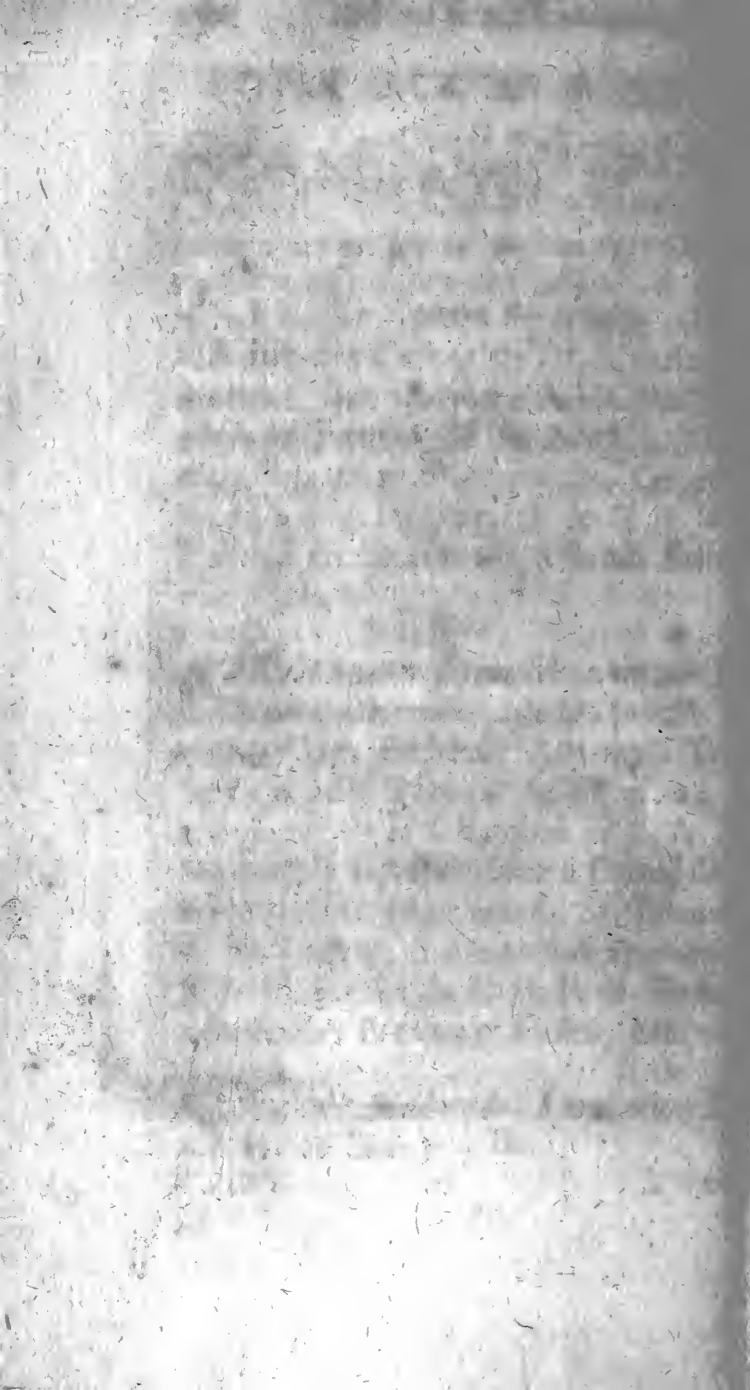
M A F F E I.



D U - B O U R G.



M E L A R E D E.







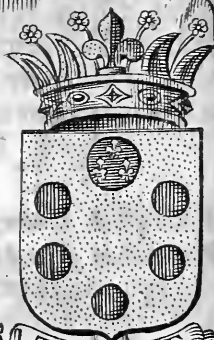
STAUFFENBERG



HEESPEN.



SUEDE.



TOSCANE.



PALMQUIST.



DE PESME.



RINUCCINI.

Cercle de SOUABE de WIR-
TEMBERG.

Exl. Jean Guillaume Schenck, Baron de *Stauffenberg*, Seigneur de Gusslingen, singen, & Ristissen, Ministre d'Etat Intime de S. A. Electorale de Mayence, & de A. le Prince de Constance, Grand Ecuyer l'Eveché de Bamberg, & Plenipotentiaire Cercle de Souabe, &c.

Exl. Antoine Gunther de *Hespen*, Ministre d'Etat Intime de S. A. S. le Duc gnant de Wirtemberg, & son Envoyé Extraordinaire auprès de leurs H. H. P. P. les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas,

S U E D E.

Exl. Jean *Palmquist*, Conseiller de Sa Majesté le Roi de Suede, son Envoyé Extraordinaire auprès de leurs Hautes Puissances Etats Generaux des Provinces Unies, &c.

S U I S S E.

Exl. François Louis de Pesme, Seigneur de *St. Saphorin*, Major General dans les armées de S. M. I. & Envoyé Plenipotentiaire de la Republique de Berne, &c.

T O S C A N E.

Exl. Charles *Rinuccini*, Marquis de Baselice, Gentilhomme de la Chambre de A. R. le Grand Duc de Toscane, son Envoyé Extraordinaire à leurs H. H. P. P. les Etats Generaux des Provinces Unies, &c.

T R E V E S.

S Exl. Jean Guillaume Antoine, Bar.
d'*Els*, Seigneur dudit Lieu, Gra
Doyen de la Metropolitaine de Trev
Conseiller Intime & Stadhouder de S. A.
de Treves, &c.

S Exl. Jean Henry de *Keyfersfeldh*, Co
seiller d'Etat Intime, & Ministre C
dinaire de S. A. E. auprès de leurs Hau
Puissances à la Haye, &c.

V E N I S E.

S Exl. Charles *Ruzzini*, Chevalier
Procurateur de St. Marc, pour la Se
nissime Republique de Venise, &c.



TREVES.



D'ELZ.



KAYSERSFELT.



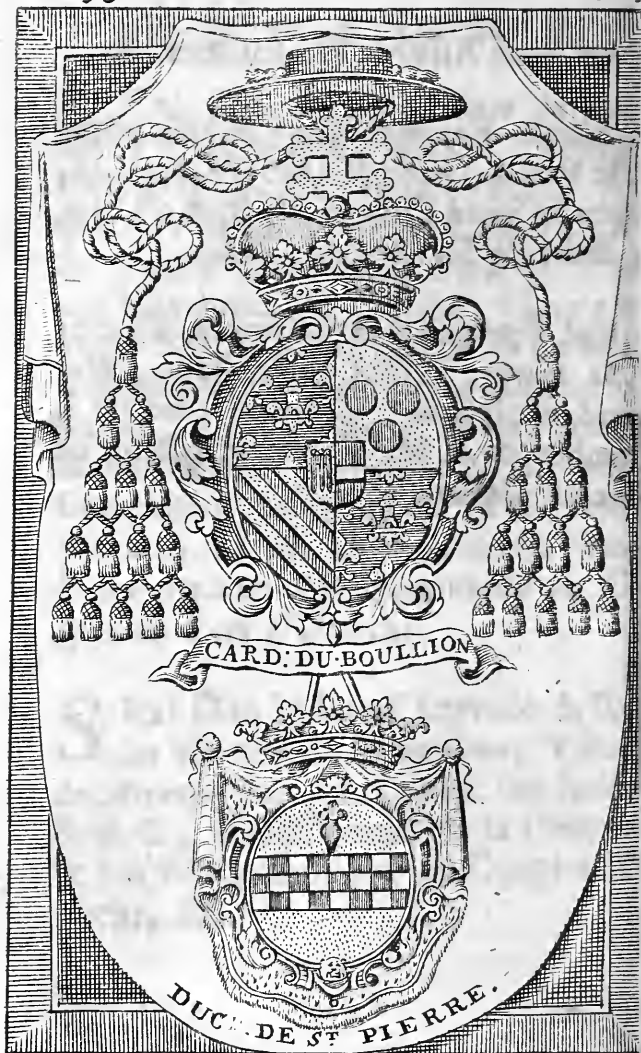
VENISE.



RUZZINI.







Pour leurs Affaires Particulieres, &c.

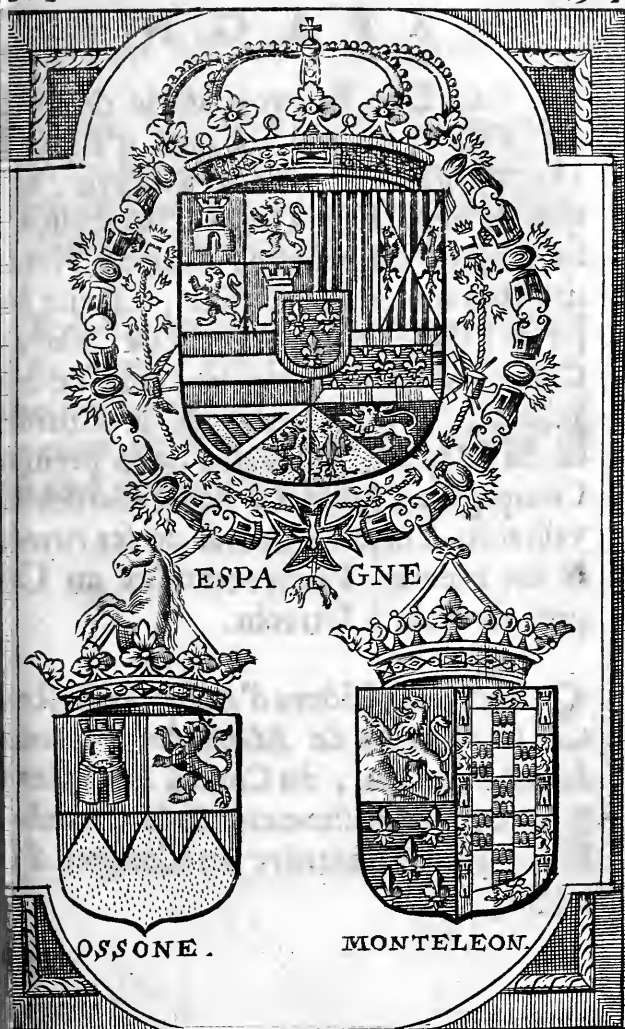
Altesse Eminentissime Monseigneur
le Prince-Cardinal-Duc de *Bouillon*,
Doyen du Sacré College, Evêque d'Ostie,
l'Abbé de St. Amand, &c.

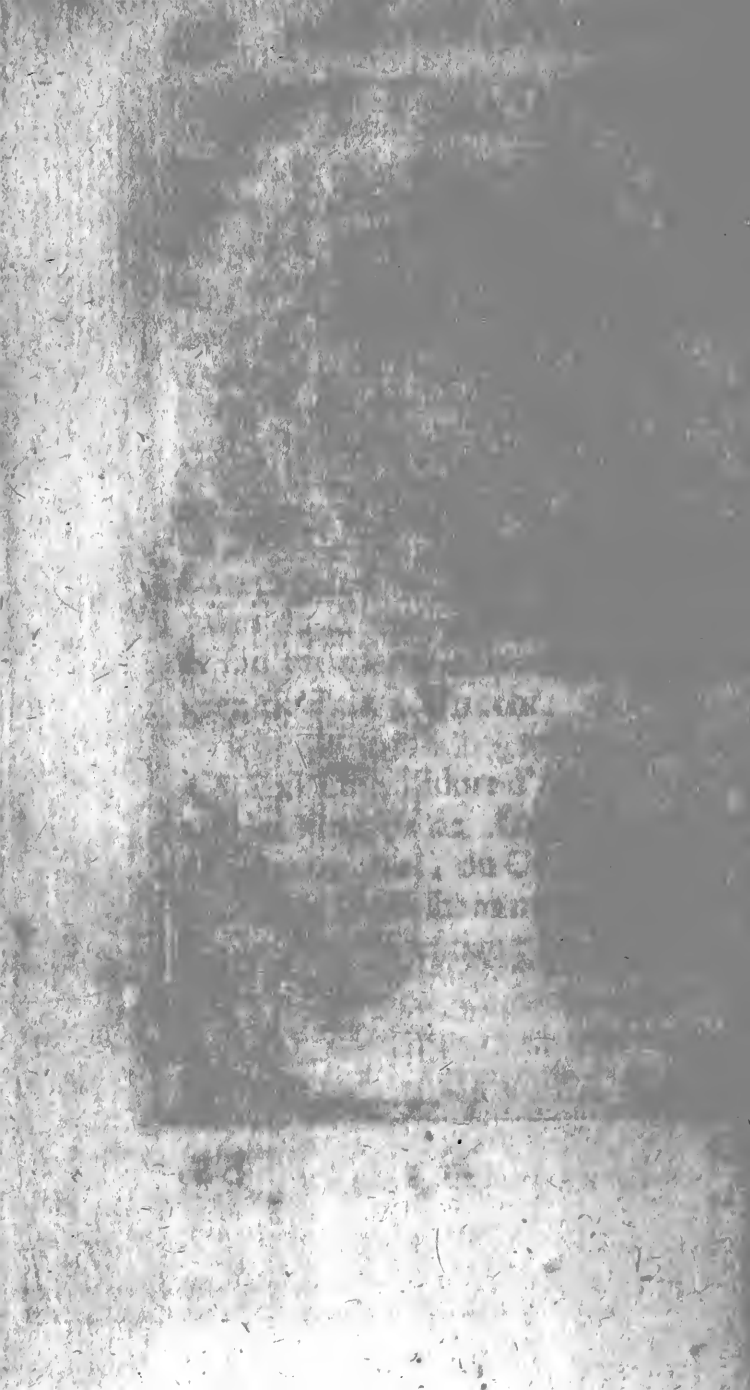
Exl. François Marie Spinola, Duc de
St. Pierre, Prince de Molfetta, &c.
Grand d'Espagne, Gentilhomme de la
Chambre de S. M. C. Grand Maître de
la Reine Douairiere, &c.

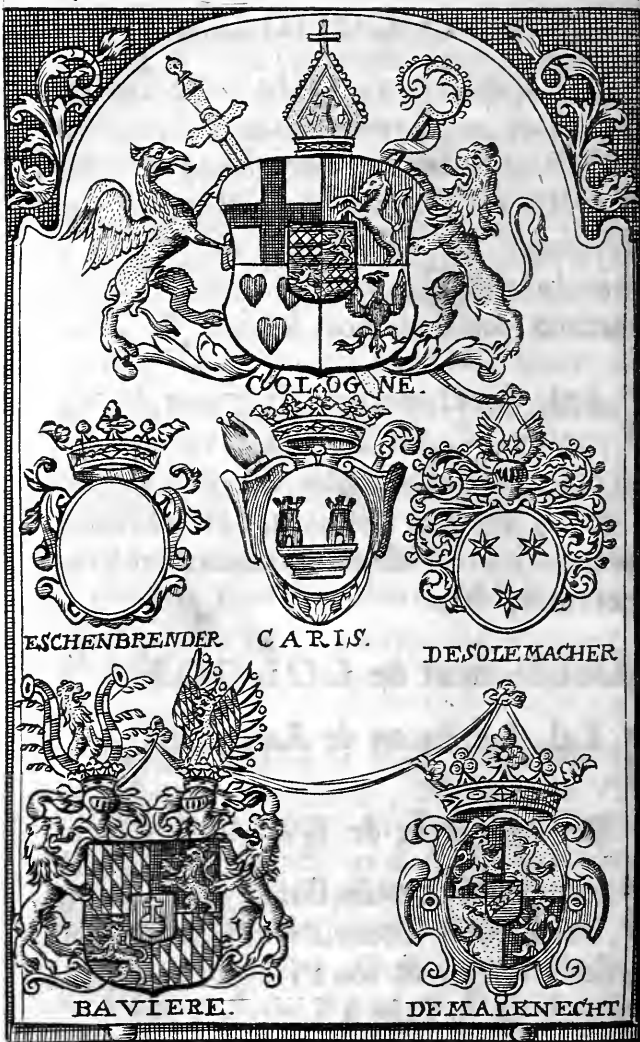
E S P A G N E.

S Exl. Don François Marie de Paul
 S. Tellez, Giron , Grand d'Espagne
 Duc d'*Ossone*, Comte de Vruegna , Ma
 quis de Pegnafiel, Grand Chambellan
 Sa Majesté Catholique, Premier Notaire
 des Royaumes de Castille , Clavier Ma
 jor de l'Ordre & Chevalerie de Calatrava
 Commandeur d'Usagre dans celui de Saint
 Jaques , Gentilhomme de la Chambre
 de Sa Majesté, Capitaine de la première
 Compagnie Espagnolle de ses Gardes Roy
 yalles du Corps, General de ses Armées
 & son premier Plenipotentiaire au Con
 grez de Paix à Utrecht.

S Exl. Don Isidore d'Azevedo & Rol
 S. les Marquis de *Monteleon*, Vicomte
 de *Alcazar Réal*, du Conseil des Indes
 S. M. C., Gentilhomme de la Chambre
 & son Plenipotentiaire au Congres d'U
 trecht, &c.







Chapitre de COLOGNE.

S. Exl. *Eschenbrender*, Chanoine Capitulaire de la Metropolitaine, President du Conseil Aulique, Doyen de l'Eglise collegiale de St. George, Envoyé Extraordinaire de l'Electorat de Cologne auprès de leurs Hautes Puissances les Etats generaux des Provinces Unies, &c.

S. Exl. de *Solemacher*, Seigneur de Nudemede, Conseiller d'Etat Privé, & Directeur du Conseil Aulique de l'Electorat de Cologne, Envoyé Extraordinaire auprès de leurs Hautes Puissances les Etats generaux, &c.

De l'Electeur de COLOGNE.

S. Exl. Le Baron de *Karis*, &c.

De l'Electeur de BAVIERE.

S. Exl. Jean Alouysse, Baron de *Malknecht*, Ministre & Conseiller d'Etat de S. A. de Baviere, & son Plenipotentiaire au Congrès de la Paix à Utrecht, &c.

S. Exl. Leopold Philippe Charles Joseph par la grace de Dieu Duc d'*Aremberg* d'*Arſchot*, & de *Croi*, Prince de *Porceau*, de *Rebeck*, Comte de *Lalain* &c. Grand d'*Eſpagne*, Chevalier de la *Toiſon d'Or*, de *Conſeil d'Etat*, commis au *Gouvernement General des Pais-Bas Catholiques*, *General de Bataille*, *Colonnel d'un Regiment d'Infanterie Wallonne* au Service de Sa *Majeſté Imperiale & Royale*, *Grand Baillif & Officier Souverain du Pais en Comté de Hainaut*, &c.

S. Exl. le Prince de *Ligne*, d'*Emblize*, du *St. Empire*, &c.

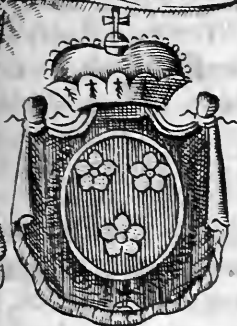
Monfr. Jaques de *Bariac*, *Marquis de Ruchegude*, de la part des *Cantons Evangeliques* pour les *Confefſeurs* qui ſont ſur les *Galeres* & pour les affaires de *Religion*.

Monfr. le Baron de *Woerden*, chargé d'affaires de *Madame la Princeſſe d'Espagne*.

Monfr. *Leandre de Roſſi*, Chevalier de *Saint Jean de Jeruſalem*, *Marquis de Vibron* le *Vieux*, *Conſeiller du Roi Très Chrétien* & *Agent de ſes affaires en Cour de Rome*, la ſuite de leurs *Excellences les Plenipotentiaires* de Sa *Majeſté très Chrétienne*, &c.

Monfr. de la *Faye*, *Gentilhomme ordinaire du Roi T. C.* chargé du *Pleinpouvoir*.
Monfr. le Duc de la *Tremouille* au ſujet de ſa prétention au *Royaume de Naples*; à la ſuite de Son *Excell.* l'*Abbé de Polignac*.

Monfr.



DAREMBERG



DELIGNE.



BARIAC D'ROCHIGIDE



DE WOERDEN



DE ROSSI.



DE LAFAYE





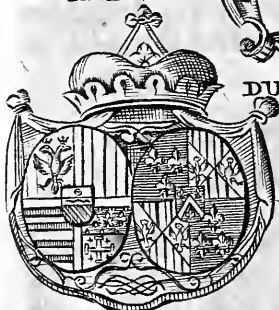
MARS.



DU BOS.



DULIONI



URSIN.



D'AUBIGNY.



D'AUTRICHE



DE WEERTS

Monfr. *Mars* chargé des affaires de S A. le Prince de Conti, au sujet de la Principauté & Comté de Neufchatel, comme aussi de la Principauté d'Orange, & de tous les Biens de la Maison de Chalons.

Monfr. Renaud de *Duliolo*, Noble de Boulogne, Professeur public dans les Universitez de Boulogne & de Padoue, Membre de la Societé Royale de Londres, chargé des affaires de son Altesse le Duc de la Mirandole.

Monfr. l'Abbé du *Bos*, chargé des affaires de Madame la Princesse de Condé, à la suite de Son Excell. le Marechal d'Huxelles.

Monfr. d'Aubigni Seigneur de la *Roche-chargé*, de *St. Regle*, de *Chanteloup*, & autres lieux, Conseiller du Roi très Chrétien ses Conseils, & Grand Maître des Eaux Forêts de France, dans les Provinces de *Normandie*, d'*Anjou*, & du *Maine*, Conseiller, Secrétaire & Ecuyer de leurs Majestés Catholiques, chargé à Utrecht des Pleinpouvoirs de Madame la Princesse des Ursins, &c.

Monfr. le Chevalier Frederici de *Weerts*, Envoyé de Madame la Princesse d'Auliche, &c.

R E G L E M E N T

Pour l'Ouverture & la Methode des

C O N F E R E N C E S

A

U T R E C H T,

& ce qui en depend.

I.

Les Plénipotentiaires viendront aux Conférences chacun avec un Carrosse à deux Chevaux & fort peu de suite ; ils entreront dans la Maison de Ville par la porte, qui conduit à leur appartement ; dans ils sont convenus pour leur commodité ; & pour éviter toute espèce de contestation entre les cochers , ils rangeront leurs Carosses du côté, par où seront entrés leurs Maîtres.

II.

Toutes les Conférences se tiendront sans Ceremonie , en sorte que les Plénipotentiaires s'asseoiront du côté de la porte d'entrée dans la salle, ou il n'y aura ni ha-

bas bout, mais ils seront tous ensemble indistinctement & pêle mêle.

III.

On empêchera les querelles de part & d'autre entre les Cochers & autres bas domestiques, auxquels ils sera même ordonné de se traiter & recevoir réciproquement avec douceur & honnêteté, & être disposés à se rendre mutuellement toutes sortes de secours & de services en toute occasion.

IV.

Lors que deux Carosses se rencontrent dans des endroits trop étroits pour passer l'un & l'autre en même temps, on ne disputera à qui prendra le dessus, ni à qui des deux passera le premier, & ne causera ainsi aucun embarras, les Cochers seront obligés au contraire d'ouvrir & de faciliter réciproquement le passage, tant qu'il leur sera possible, & celui qui aura été le premier averti de la difficulté s'arrêtera & fera place à l'autre, s'il paraît qu'il le puisse faire plus facilement de son côté.

V.

Dans les promenades ordinaires tant dans que dehors de la Ville on obser-

vera la coutume établie entre ceux qui s'y rencontrent, de conserver la droite chacun de son côté, aussi bien que dans les rues & les chemins publics, & généralement par tout où cela se pourra commodément, sans la moindre contestation ou aucune affectation de préséance.

VI.

Les Pages, les Valets de pied & généralement tous les Gens de livrée ne porteront ni Bâtons, ni Armes, comme Epées, Couteaux, Pistolets de poche, & autres de quelque espèce que ce puisse être, cachées, ou à découvert, tant dans la Ville qu'aux Promenades : Au surplus sera défendu à tous les Domestiques de sortir la nuit après dix heures, à moins que ce ne soit par d'ordre exprès, ou pour le service de leurs Maîtres, de sorte qu'on n'en puisse autrement trouver aucun hors de la Maison à des heures induës, & ceux qui y contreviendront, seront punis sévèrement, & chassés sur le champ.

VII.

Lors que quelque Domestique des Plénipotentiaires aura été convaincu de quelque crime capable de troubler la tranquillité publique, le Plénipotentiaire, à qui

appartiendra , renoncera à son droit de punir lui même , & en se depouillant de toute protection , ou privilege , fera en sorte qu'il soit remis entre les mains du Juge ordinaire du Lieu , ou le delict aura été commis , soit à la Ville , soit ailleurs , & demandera même qu'il soit procédé contre le coupable , suivant les loix établies ; & si dans le même cas l'Officier criminel , (vulgairement appelle *Schout*) restoit quelqu'un en flagrant delict , soit par lui même , soit par les Officiers ou autres , il leur sera permis de s'en saisir , & même de le mettre en prison , quoiqu'ils le reconnoissent pour être Domestique ou de la suite de quelque Plénipotentiaire , jusqu'à ce qu'ils puissent en avertir son Maître , ce qu'ils seront obligés de faire aussi-tôt & sans retardement. Le même se fera , à quoi le *Schout* est aussi requis , en cas qu'on trouve quelqu'un desdits Domestiques de nuit dans les Caravans , ou lieux suspects , après que la grande Cloche aura cessé de sonner ; après quoi ce que le Plénipotentiaire ordonnera , sera ponctuellement executé , soit qu'il desire qu'on retienne son Domestique dans les prisons , ou qu'on le relâche.

VIII.

Si quelque Domestique d'un Plénipotentiaire faisoit insulte ou querelle à quelque Domestique d'un autre Plénipotentiaire, l'agresseur sera aussi-tôt remis au pouvoir du Maître de celui qui aura été attaqué ou insulté, & il en fera justice comme il le jugera à propos.

IX.

Tous les Plénipotentiaires feront défendre très severement à leurs Domestiques, tant Gentils-hommes, qu'autres, d'avoir entr'eux aucunes querelles, ni de mêlez; & s'il s'en decouvroit, non obstant ces defences, & que quelqu'un fût assez hardi de se mettre en état d'en sortir par la voye des armes, il sera à l'instant chassé de la Maison du Plénipotentiaire, & même de la Ville, sans aucun égard à ce que pour son excuse il pourroit alleguer soit de l'exces de l'affront qu'il auroit reçu ou de ce qu'il auroit été attaqué le premier, & il sera même obligé de répondre sur la plainte qui en pourra être faite devant le Tribunal de son Prince naturel ou il en sera puni selon les Loix.

X.

Les Ministres de côté & d'autre s'en

promettent de ne point recevoir dans
leur service aucun Domestique, qui aura
été chassé par son Maître.

XI.

Si quelque Ministre souhaite de faire
venir aucun de ses Valets par la Prison,
les Magistrats seront priés de le faire met-
tre pour un temps à la prison de la Ville,
aux dépens du Ministre.

XII.

On est d'accord que les Carosses se ran-
geront devant la Maison de Ville, selon
qu'ils arrivent, laissant toujours assez de
place pour que ceux qui suivent puissent
à modément aborder, & se ranger en
rangs, de manière qu'il reste un passage
suffisant entre les Carosses, & lad. Maison.

XIII.

Tout ce que dessus, dont on est con-
venu d'un commun accord pour la police
et le bon ordre de cette Assemblée, ne
pourra être allegué pour exemple, ni ti-
rer à conséquence en aucun autre lieu,
temps, ou conjoncture différente, & per-
sonne n'en pourra prendre avantage, non
plus qu'en recevoir préjudice en aucune
autre occasion.

Fait à Utrecht le 28. Janvier 1712.

P U.

PUBLICATION

Par laquelle les Magistrats de la Ville d'Utrecht deffendent, aux gens de livrée de porter aucunes armes

Du 2 Fevrier 1712.

Les Bourguemaistres, & Conseil Politique de la Ville d'*Utrecht* ayant communication du bon & salutaire Règlement fait par Mrs les Plénipotentiaires suivant la priere qui leur en avoit été faite afin de maintenir le bon ordre & la tranquillité dans cette Ville, & empêcher tous les desordres qui pourroient survenir au sujet des Domestiques desdits Srs. Plénipotentiaires ou autres; ils ont ordonné qu'aucuns bas Domestiques, Pages, Laquais, Cochers, Valets, &c. de quelque état, rang, ou condition que puissent être leurs Maîtres, demeurans & cette Ville pour y faire leurs études, ou pour s'exercer au Manege, ou pour telle autre raison que ce puisse être, soit que lesd. Laquais, Cochers & autres appartiennent à quelque Famille de cette Ville, ne pour-

ro

nt dorenavant & pendant le tems de la
nue dud. Congrès porter aucunes ar-
es, comme Batons, Epées, Pistolets
poche, Couteaux. & autres armes
chées on non cachées, soit dans la Ville,
it dans les Promenades hors de la Ville,
us peine de 25. Florins d'amande & de
nfiscation desdites Armes.

Et par la presente Ordonnance Mr. le
aut Officier, & son Substitut, sont
athorisés, & chargés de faire saisir, &
oprisonner tous ceux d'entre les susd.
omestiques qui y auront contrevenu,
de les tenir en prison jusqu'à ce qu'ils
ent payé lad. amande. Afin que Per-
onne ne pretende de ceci cause d'igno-
nce, les Aubergistes & les Hôtes se-
nt obligés d'en donner connoissance
ix Etrangers qui seront logés chez eux
us peine d'encourir ladid. Amande; &
elleci sera publiée, imprimée, & affichée
l'on a coutume de le faire. *Ainsi ar-
té au Senat le 1. de Fevrier 1712. & pu-
ie de la Maison de Ville d'Utrecht de la
aniere accoutumée le 2. de Fevrier 1712.*

Accorde avec l'Original,

E: V: HARS CAMP.

ME-

M E M O I R E

*De Monsieur le BARON de BOTHMAR
S. M. la Reine de la Grande-
Bretagne.*

MADAME,

Je me donne l'honneur de présenter
V: M: la reponce de l'Electeur m
Maître, à sa lettre du 21 Novemb
1711. au sujet de l'Assemblée qu'il lui a
de concerter pour traiter de la Paix
Utrecht.

Les representations dont son Alte
Electorale ma chargé suivant cette repo
sur les moiens, & sur les precautions p
parvenir au glorieux but, que V:
s'est proposé de faire une Paix seure,
rable & avantageuse pour elle & pour
Alliés, étant les mêmes que j'ai faites
par son ordre aux Ministres de V: M: t
de bouche que par un Memoire daté
28 Nov.
9 Dec. 1711, je prens avec sa permiff
la liberté de m'y rapporter.

La grande prudence de V: M:, son at
ction pour les interets de ses Alliés &

te l'Europe persuadent S: A: E: que
M: profitera dans cette negociation,
s grands avantages, dont Dieu a beni
Armes pendant tout le cours de cette
erre, pour procurer une Paix ou tous
Alliez trouveront leur satisfaction d'u-
maniere que leur Union puisse durer
core longtems apres sa conclusion pour
servir de conservation, & de garantie,
qui rendra le glorieux nom de V: M: aus-
her à la posterité par la liberté & par la
esperité qu'une telle Paix lui procurera,
il est aujourd'hui célèbre dans tout
univers par la victorieuse Guerre. J'ai
honneur d'être avec une profonde soumis-
sion &c.

à Londres ce 14^e Fevrier 1712.

Baron de BOTHMAR.

EX-

EXPLICATION SPECIFIQUE

DES .

OFFRES

DE LA

FRANCE,

Pour la Paix Générale à la satisfaction de tous les Intereffés dans la Guerre presente.

Le Roi reconnoitra en signant la Paix la Reine de la Grande-Bretagne en cette qualité, aussi bien que la succession à cette Couronne suivant l'établissement present, & de la maniere qu'il plaira à Sa Majesté Britannique.

S. M. fera démolir toutes les Fortifications de Dunkerque immediatement après la Paix, moyennant un Equivalent satisfactiu.

L'Isle de St. Christophe, la Baye, & le Détroit de Hudson seront cedés entièrement à la Grande-Bretagne; respect

nt l'Acadie avec le Fort , & le Port
oyal seront restituez en entier à Sa Ma-
té.

Quant à l'Isle de Terre Neuve , le
i offre de la ceder encore à la Grande-
tagne en se reservant seulement le Fort
Plaisance , & le droit de pêcher & de
her la Morüe comme avant la ~~Guerre~~.

On conviendra de faire un Traité de
mmerce avant ou après la Paix, au choix
l'Angleterre, dont on rendra les con-
ons égales entre les deux Nations le
s qu'il sera possible.

Le Roi consentira en signant la Paix,
les Païs-Bas Espagnols cedés à l'Ele-
r de Baviere par le Roi d'Espagne ser-
t de Barriere aux Provinces-Unies;
pour l'augmenter, il y joindra Furnes,
Furnerambacht, la Knocke, Ipres, &
hâtellenie, Menin avec sa Verge: En
ange S. M. demande, pour former la
riere de la France, Aire, St. Venant,
hune, Doüai, Bouchain, & leurs
endances.

Si les Etats Généraux veulent tenir des
nisons dans les Places fortes de la Bar-
e ainsi formée des Etats cedés à S. A.
& de ceux que la France y joint du
lien,

sien, S. M. consent qu'ils y mettent les Troupes en si grand nombre qu'il le plaira, & de plus qu'elles soient entretenues aux depens du Païs.

Au moyen de cette cession, & de consentement le Roi de son côté demande pour l'Equivalent de la Démolition Dunkerke, les Villes & Citadelles de Lille, & de Tournai avec leurs Châtellenies & dépendances.

La Barriere ainsi réglée entre la France, & les Etats Généraux, le Roi accorde pour augmenter le Commerce de ses sujets ce qui est stipulé par le Traité de Ryswick, & le Tarif avantageux de 1680 à l'exception seulement de six genres de Marchandises dont on conviendra, & demeureront chargées des mêmes droits qui se payent aujourd'hui ; ensemble l'exemption de 50 sols par Tonneau sur les Vaisseaux Hollandois venant de France, des Provinces-Unies, & des Pays Etrangers.

A Pégard du Commerce d'Espagne, des Indes Espagnoles, le Roi s'engage non seulement aux Etats Généraux, mais encore à la Grande Bretagne, & à toutes les autres Puissances, en vertu du po-

ir qu'il en a, que ces Commerces se feroient précisément & en tout, de la même manière qu'ils se faisoient sous le Règne de Charles II, & promettre que les François s'assujettiront, comme toutes les autres Nations, aux anciennes Loix & reglemens faits par les Rois & decesseurs de S. M. Catholique au sujet du Commerce, & de la Navigation des Indes Espagnoles.

La Majesté de plus consent, que toutes les Puissances de l'Europe entrent en garantie de cette promesse.

La Majesté promet que le Roi son Père renoncera pour le bien de la Paix toute prétention sur les Royaumes de Naples, & de Sardaigne, aussi bien que le Duché de Milan, dont Elle confirmera audit nom que la partie cédée au Duc de Savoye demeure à S. A. R.; bien entendu, que moyennant cette cession, la Maison d'Autriche se desisterra pareillement de toutes prétentions sur les autres Provinces de la Monarchie d'Espagne, d'où Elle retirera ses Troupes immédiatement après la Paix.

Les Frontières de part, & d'autre sur lesquelles on fera remises au même état qu'El-

El-

Elles étoient avant la presente Guerre. Moyennant toutes ces conditions dessus, Le Roi demande que les Electeurs de Cologne, & de Baviere soient retablis dans la pleine, & entiere possession de leurs Etats, Dignités, Prerogatives, Biens, Meubles, & Immeubles dont ils jouïssent avant la presente Guerre; & reciproquement S. M. reconnaitra dans l'Allemagne & dans la Prusse tous les titres que jusques à present l'Empereur n'a pas reconnus.

Le Roi restituera au Duc de Savoye ce qu'il lui a pris pendant cette Guerre, comme pareillement S. A. R. lui rendra ce qu'Elle a pris sur la France, de sorte que les Limites de part & d'autre seront les mêmes, qu'elles étoient avant la déclaration de la Guerre.

Les choses pour le Portugal seront retablies, & demeureront sur le même pied en Europe, qu'Elles étoient avant la presente Guerre tant à l'égard de la France que de l'Espagne; & quant aux Domaines qui sont dans l'Amerique, s'il y a quelque chose de different à regler, on tâchera d'en venir à l'amiable.

Le Roi consentira volontairement

de bonne foi à prendre de concert avec
ses Alliés toutes les mesures les plus justes
pour empêcher que les Couronnes de
France & d'Espagne ne soient jamais
unies sur une même tête , c'est à dire,
qu'un même Prince puisse être tout em-
blème Roi de l'une, & de l'autre.

Tous les precedens Traités, savoir ce-
lui de Munster & les suivans seront rap-
pellés, & confirmés pour demeurer dans
leur force & vigueur, à l'exception seu-
lement des Articles, auxquels le Traité
de Paix à faire presentement aura dérogé
ou changé quelque chose.

étoit Signé,

HUXELLES.

POSTULATA

*Nomine*Sacrae Cæsareæ &
Catholicæ

MAJESTATIS

ATQUE

IMPERII.

Ut illibatis manentibus factis vel faciendis inter se circa internum Imperii Statum Decretis & Sanctionibus, sibi & Imperio, cum satisfactionis tum futura securatis gratiâ, a Gallia integre reddatur quidquid illi ab Imperio & Domo Austriaca per Pacem Monasteriensem, Neomagensensem, & Rysvicensem sive cassum sive relictum, alias-

DEMANDE

Faites au nom de

Sa Sacrée

MAJEST

Imperiale & Catholique

Et au nom de

L'EMPIRE

Que sans touch aucunement aux Decrets & Statuts faits à faire touchant l'état interieur de l'Empire, la France rende à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire, tant pour u presente satisfacti que pour seureté l'avenir, tout ce qui lui a été cédé ou laissé par l'Empire, par la Maison d'Austrie

*iasue hætenus ab
dem detentum fuit,
nunque secundum as-
ciatorum Circulo-
m Imperii petiti-
m pro necessaria co-
ndum securitate Se-
nissimus Dux Lotha-
gia in omnes ditio-
s, Fortalitia & Lo-
restitnatur, qua a
prolo Quarto Lotha-
gia Duce per varios
tatus Corona Gal-
cessa sunt, sublato
ni Vassallogii, Feu-
ditatis, & Homa-
n, nexu, reservata
pliore declaratione
mine Sacra Cesarea
Majestatis atque Im-
rii post deliberatio-
Comitialem quam
imum solemniter fa-
nda,*

triche dans les Trai-
tés de Paix de Mun-
ster, de Nimégue,
& de Ryswick; com-
me aussi que suivant
la demande faite par
les Cercles confédé-
rez de l'Empire pour
la seureté qui leur est
nécessaire, le Serenif-
sime Duc de Lorrai-
ne soit rétabli dans
ses Domaines, For-
teresses, & places
que Charles IV.
Duc de Lorraine a
cedés à la Couronne
de France par les di-
vers Traités qu'il a
faits avec Elle, & ce
en exemption de
toute sujettion de
Vasselage, Féodali-
té, & Hommage, sauf
une plus ample dé-
claration au nom de
Sa Sacrée Majesté
Imperiale, & de l'Em-

Empire, après la c
liberation de la p
miere Assemblée
lemnelle qui se tie
dra.

*Insistit eadem Sa-
era Casarea & Ca-
tholica Majestas, ut
preter occupata jam
quacunque Regna &
Loca Hispanica, Ita-
lica, Belgicaque, tota
reliqua Monarchia
Hispanica a Rege Ca-
rolo secundo possessa,
(salvis tamen pactis
a Serenissima Domo
Austriaca cum Sere-
nissimo Rege Lusita-
nia & sua Regia Cel-
situdine Sabaudia aequa-
re cum Serenissima
Regina Magna Bri-
tannia & Dominis
Ordinibus Generalibus
fœderati Belgii initis
vel ineundis) sibi
plene restituatur, pe-
nes*

Sadité Sacrée M
jesté Imperiale,
Catholique insiste
demander qu'ou
les Royaumes,
Pays de l'Espagn
de l'Italie, &
Païs-Bas, qu'E
occupe déjà, tout
reste de la Mon
chie d'Espagne co
me elle étoit pos
dée par Charles
cond, soit entie
ment & pleinem
restitué au pouv
de ladite Mail
d'Autriche, de
Héritiers & Succ
seurs, suivant
disposition expre
portée par le Tes
tement de Philipe

*eandem domum
ustriacam ejusdem
e Heredes & Succes-
es juxta ordinem in
stamento Philippi
arti Hispaniarum
ondam Regis ex-
essum, sine interrup-
ne perpetuo per man-*

IV. ci-devant Roi
d'Espagne, pour leur
demeurer à perpe-
tuité & sans inter-
ruption, sans préju-
dice neantmoins des
Conventions faites
par la Serenissime
Maison d'Autriche
avec le Serenissime
Roi de Portugal, avec
Son Altesse Royale le
Duc de Savoye, avec
la Serenissime Reine
de la Grande-Breta-
gne, & avec les Sei-
gneurs Etats Géné-
raux des Provin-
ces-Unies des Pais-
Bas

*Non abnuet tamen
a cum suis Dominis
ederatis Ulteriores
actatus, si Christia-
ssimi Regis nomine
ejusdem Dominis
enipotentiariis Con-
nientiores nuperis
pro-*

Cependant Sadi-
te Majesté Imperia-
le ne refusera pas de
traiter ci-après con-
jointement avec les
Seigneurs ses Al-
liés, si les Plenipo-
tentiaires du Roi

propositiones deinceps
exhibeantur.

*Omnibus Sacrae Ca-
sareae & Catholicae
Majestatis & Imperii
Confoederatis, quoad
ea quae a Gallia præ-
tendere possunt, &
vel modo exhibent,
vel deinceps exhibituri
sunt, omnimoda sa-
tisfactio præstetur, jux-
ta tenorem & exi-
gentiam foederum &
conventionum, quibus
se invicem obstrinxe-
rant.*

*Aliis quoque ami-
cis & Sacri Romani
Imperii Statibus, Cli-
entibus, Vassallis, &
Subditis, damna, quae
iisdem tam ante quam
post*

Très-Chrétien four-
nissent en son nom
des Propositions plus
convenables que les
premières.

Qu'il sera donné
pleine satisfaction à
tous les Alliés de Sa
Sacrée Majesté Im-
periale & Catholi-
que & de l'Empi-
re sur leurs preten-
tions, soit qu'il le
aient déjà deman-
dées, ou qu'ils le
demandent ci après
suivant la teneur
& l'exigence de
Alliances & Con-
ventions aux quel-
les ils se sont obli-
gés mutuellement.

Que les pertes &
dommages soufferts
par les autres Amis
de Sa Majesté Impe-
riale, & par les Es-
tats du Sacré Empi-

re

*7 exortum præsens
lum a Gallia ejus
adherentibus quo-
s modi illata sunt,
parentur.*

re Romain, Clients,
Vassaux, & sujets,
de la part de la Fran-
ce & de ses Adhe-
rens par quelque vo-
ye que ce soit tant
ayant que depuis le
commencement de
la présente Guerre,
soient entièrement
reparés.

*De cetero reserva-
r Sacra Casarea &
atholicæ Majestati
cultas præfata om-
a ulterius deducendi
interpretandi aut
iam mutandi prout
rem Pacis vel se-
curitatis Publicæ vi-
m fuerit.*

Au reste on reser-
ve à Sa Sacrée Ma-
jesté Imperiale &
Catholique la facul-
té de déduire plus
au long ci-après les
demendes susdites,
de les interpreter,
& même de les chan-
ger selon qu'il paroi-
tra plus à propos
pour le bien de la
Paix, & la seureté
publique.

Trajecti ad Rhe-
num die 5 Martii
1712.

*A Utrecht le 5. de
Mars 1712.*

DEMANDES SPECIFIQUES

D E

Sa Majesté la

R E I N E

D E L A

GRANDE-BRETAGNE,

pour ce qui regarde la

F R A N C E.

Le Roi Très-Chrétien reconnoitra en des termes les plus précis & les plus forts la succession à la Couronne de la Grande-Bretagne, selon qu'elle est limitée par les Actes de Parlement, qui ont été faits durant le Regne du Feu Roi Guillaume III. de Glorieuse Memoire, & de Sa Majesté, qui regne à present, à la lignée Protestante de la Maison d'Hannover.

Le Roi T. C. promettra en outre tant pour lui, que pour ses Heritiers & Suc-

Successeurs, de ne reconnoître jamais aucune Personne pour Roi ou Reine de la Grande-Bretagne, autre que Sa Majesté qui regne à présent, & ceux ou celles qui succéderont en vertu des susdits Actes de Parlement.

Le Roi Très-Chrétien s'obligera pareillement de faire sortir tout incontinent du Territoire de la France la Personne qui prétend à la susdite Couronne de la Grande-Bretagne.

Le Roi Très-Chrétien promettra pour lui, ses Héritiers, & Successeurs de n'interférer jamais lad. Reine de la Grande-Bretagne, ses Héritiers & Successeurs de la susdite Lignée Protestante dans la paisible possession de la Couronne de la Grande-Bretagne, & de tout ce qui en dépend, comme aussi de n'accorder jamais aucune aide ou assistance, soit directement ou indirectement par Mer ou par Terre, d'Argent, Armes, Munitions, Vaisseaux, Matelots, Soldats ou autrement, à aucune Personne ou Personnes qui voudroient à l'avenir entreprendre sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce puisse être, de s'opposer à la susdite accession, ou de favoriser ceux qui s'y

opposeroient , soit directement ou indirectement par une Guerre ouverte , ou en fomentant des seditions & des conspirations , contre tel Prince ou telle Princesse qui sera sur le Throne de la Grande-Bretagne en vertu des Actes susmentionnez , ou contre celle ou celui en faveur de qui la succession à la Couronne de la Grande-Bretagne sera ouverte conformément aux Actes susdits.

Les Plénipotentiaires de France entreront en Négociation dès à présent avec ceux de la Grande-Bretagne pour faire un Traité de Commerce entre les deux Royaumes.

Le Roi Très-Chrétien fera démolir toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque , comme aussi combler le Port , & ruiner les Ecluses qui servent à le nettoyer , le tout à ses depens , & dans le temps de deux mois après la signature de la Paix ; & sa susdite Majesté sera aussi obligé de ne jamais faire reparer lesdites Fortifications , Port , ou Ecluses.

Sa Majesté Très-Chrétienne remettra à Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne , le jour de l'Echange des Ratifications de la Paix à faire , des Actes au-
thenti-

antiques & formels de cession des Isles
St. Christophle, & de Terre Neuve
ec la Ville de Plaisance, & les autres
uées dans les Mers à l'entour, comme
ssi l'Acadie avec la Ville de Port Royal,
trement appelée Anapolis Royale, &
qui depend dudit Pays.

Le Roi Très-Chrétien restituera à la
eine & au Royaume de la Grande-
retagne la Baye & le Detroit de Hud-
on, ensemble toutes les Terres, Mers,
ôtes, Rivières, Places, & Forts y
appartenans, & consentira que les Limi-
es entre lad. Baye de Hudson, & les
possessiones des François sur les côtes de
Riviere de St. Laurent, soyent re-
lées, & qu'il soit deffendu aux sujets de
Grande-Bretagne & de la France de
e passer jamais lesdites Limites, & d'al-
er par Mer ou par Terre des uns aux au-
res.

Le Roi Très-Chrétien fera aussi avoir
la Compagnie Angloise de la Baye de
Hudson un Dédommagement juste &
raisonnable de toutes les pertes que lad.
Compagnie a souffertes, par l'Invasion,
& Déprédation faite par les François en
temps de Paix à leurs Colonies, Vaisse-

aux , Personnes , & Effets.

Les Sujets de France Habitans de la Canadie & autres s'abstiendront à l'avenir d'empêcher le Negoce reciproque entre les Sujets de la Grande-Bretagne & le Natifs des Pays d'Amerique, comme aussi d'inquieter les cinq Nations, ou Cantons Indiens, ou autres, qui sont sous l'obeissance ou dans l'amitié de la Grande Bretagne.

Sa Majesté en conformité de ses Alliances insiste que le Roi Très-Chrétien fasse avoir à tous, & chacun des Hauts-Alliés une satisfaction juste, & raisonnable sur ce qu'ils demandent à la France.

Quoiqu'il soit trouvé convenable que chacun des Hauts-Alliés fasse ses propres demandes, neantmoins comme les Ministres de S. A. Electorale de Brunswick Lunebourg ne sont pas encore arrivés, & pour d'autres considerations, les Plénipotentiaires de Sa Majesté insistent que la France reconnoisse la Dignité Electorale de sadite Altesse, avec tous les Droits, & Prerogatives qui y sont attachés.

Sa Majesté la Reine reserve aux Alliés dont les Ministres n'ont pas encore pu
venir

air au Congrès , la faculté de porter
si ci après leurs prétentions , & de-
mandes; & elles doivent être reçues, &
considérées tout de même, comme si el-
les étoient présentées maintenant, l'inten-
tion de Sa Majesté étant qu'on y aye les
mêmes égards pour leur donner une juste
satisfaction.

La Reine demande aussi que pour
seux conserver la tranquillité dans l'Em-
pire, la clause ajoutée au quatrième Ar-
ticle du Traité de Ryswick soit abolie,
que la France ne s'oppose en aucune
manière, à ce que dans l'Empire, tou-
tes les affaires de Religion soient re-
glées conformément aux Traités de West-
phalie.

Ce que Sa Majesté se trouve obligée de
demander en faveur des Protestans Re-
tenués en France, de ceux qui ont été
mis ou condamnés aux Galeres, qui sont
retenus dans les Prisons ou autres lieux,
ou qui se sont réfugiés, sera expliqué
dans la suite de la Négociation de con-
cert avec ceux de ses Alliés qui y prennent
part.

Sa Majesté Britannique demande en ou-
tre que le Roi Très-Chrétien fasse faire

bonne & prompte justice à la Maiso
d'Hamilton pour le Duché de Châtel
raut, au Colonel Charles Douglas pou
les Terres qui lui ont été ôtées par la Fra
ce, & aux autres de ses sujets.

Sa Majesté demande de plus que
France fasse avoir à ses Amis qui sero
nommés dans la suite de la Négoci
tion, une satisfaction juste & équitab
pour les pertes & dommages qu'ils on
soufferts par la France, comme aussi
rétablissement des Libertez & Privilège
qu'ils ont droit de prétendre.

POSTULATA
SPECIFICA

*Serenissimi ac Po
tentissimi*

R E G I S
LUSITANIÆ.

*S*acra Regia Maje
stas Lusitana sta
tuens non satis consul
tum iri rei Lusitana,
nisi

DEMANDES
SPECIFIQUES

de Sa Majesté le

R O I

D E

PORTUGAL.

*S*a Majesté Portu
gaise étant en
tièrement persuadé
que les affaires d
Por

omnes & singula
nes ex quibus olim
abat Monarchia
anica, quam il-
potiretur Carolus
Rex Catholicus,
striaca Domui pla-
edderentur.

Portugal ne sau-
roient être en seu-
reté, à moins que
tous & chacun des
domaines, dont la
Monarchie d'Espa-
gne étoit composée
du temps du Roi
Catholique Char-
les II. ne soient en-
tièrement rendus à
la Maison d'Autri-
che.

I.

Contendit quod tota
Monarchia Hispani-
a, Indiis etiam oc-
cidentalibus compre-
hensis, cedatur Serenissi-
mo ac Potentissimo
Principi Carolo VI.
Romanorum Impera-
tori, exceptis iis ur-
bis, oppidis, archi-
episcopis, pagis, territoriis,
villis, juribusque tam
in Europa quam in
America, de quibus
pa-

I.

Elle demande en
premier lieu que
toute la Monarchie
d'Espagne, en y
comprenant aussi les
Indes Occidentales,
soit cédée au très-
Haut, & très-Puis-
sant Prince l'Empe-
reur Charles VI.,
excepté les Villes,
Bourgs, Fortereffes,
Villages, Territoi-
res, & droits, tant
en

pactum est inter Serenissimum & Potentissimum Principem Leopoldum Romanorum Imperatorem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Petrum II. Lusitania Regem ceterosque Fœderatos, ut Sacra Regia Majestati Lusitana cederentur, donarenturque in perpetuum; exceptisque etiam iis, quæ reliquis Federatis promissa sunt.

II.

Quod sibi, ceterisque Lusitania Regibus cedatur a Gallia in perpetuum quodcunque jus, quod habere intendit in Regiones ad Promontorium Boreale, vulgò Caput Do-
Norie

en Europe que dans l'Amerique, dont il a été convenu entre le très-Haut & très Puissant Prince l'Empereur Leopold, & le très-Haut, & très Puissant Prince Pierre Second Roi de Portugal, & les autres Hauts-Alliés qu'ils seroient cédés & donnez à perpétuité à Sa Majesté Portugaise; & excepté aussi tout ce qui a été promis aux autres Hauts-Alliés.

II.

Que la France lui cède, & à tous les Rois de Portugal après lui pour tousjours tout le droit qu'elle pretend avoir sur les terres appelées communement

du

te pertinentes, & du Cap de Nord, appartenantes à l'E-
 ditionem Statûs tat du Maragnan,
 ranoniâ spectan- & situées entre les
 jacentesque inter & Rivieres des Ama-
 ios Amazonum & zones, & de Vin-
 centii Pinsonis, cent Pinson; non-
 obstante quolibet obstant tout Traité
 ere, sive Provisio- Provisionnel ou De-
 sive Dicisivo ini- cisionel ou De-
 super possessione, cisionel, qu'on peut a-
 que dictarum Re- voir fait sur la pos-
 um, quin etiam session, & sur le
 cumque aliud jus, droit des dites ter-
 ad eadem Gallia res; aussi bien que
 ere intenderit in tout autre droit que
 bras Monarchia la France pourroit
 stana ditiones. avoir sur les autres
 Domaines de la Mo-
 narchie de Portu-
 gal.

III.

Eadem insuper
 Majestas Lusitana
 sibi reservat in
 um Colloquiorum
 tinuatione ad am-
 rem explicationem
 andem predicto-
 rum

III.

Sa dite Majesté
 Portugaise de reserve
 le droit de s'expli-
 quer plus amplement
 dans la suite du Con-
 grès sur les deman-
 tes mentionnées.

IV. Elle

rum postulatorum, de quibus suprà agitur.

IV.

Insistit etiam quod ex vi fœderum justa & equa satisfactio detur à Galliâ omnibus & singulis Fœderatis super iis quæ ab ipsâ postulamus.

V.

Tandem quod eadem justa & equa satisfactio detur à Galliâ ipsius Serenissimi ac Potentissimi Regis amicis, quorum mentio fiet, quum uberius de pace actum fuerit, de jacturis, damnisque illatis ab ipsâ Galliâ.

*Dabantur Traj. ad Rhen.
die 5 Martii 1712.*

J. COMES DE TAROUCA.

IV.

Elle insiste au en conformité de Alliance que France accorde tous & à chacun c Hauts Alliés une satisfaction juste raisonnable sur qu'on lui demande

V.

Elle insiste en que la France donne aussi une juste & raisonnable satisfacti à tous les amis de dite Majesté, dont sera fait mention dans la suite du Traité, de toutes les pertes & dommages qu'on à soufferts à France.

*Fait à Utrecht
5 Mars 1712.*

étoit signé

J. COMTE DE TAROUCA

D

DEMANDES SPECIFIQUES

D E

Sa Majesté le

R O I

D E

R U S S E.

I.

La Majesté le Roi de Prusse sera reconnue en cette qualité sans restriction condition.

II.

Sadite Majesté sera reconnue pour Prince Souverain , naturel , & legitime de Ville & Principauté d'Orange ; & lui restitué cette Ville & Principauté avec tous ses Droits, Appartenances, & dépendances d'icelle en qualité de Successeur legitime de la Maison de Château-Orange.

III.

Seront restituez à Sad. Majesté Prussienne

sienne en vertu des mêmes droits successifs & autres, tous les biens des Maîtres de Chalon Orange, & Chatel-Belin, tués en Franche Comté, en Bourgogne & autres Provinces, qui sont sous la Domination de la France, conformément aux Traités de Paix, dans lesquels les Princes d'Orange sont intervenus avec les Rois de France & d'Espagne, au derrièr desquels Sa Majesté Prussienne a succédé, ensemble tous leurs Droits, Appartenances & Dependances, & encore seront restitués avec les fruits, rentes & revenus de ladite Principauté & autres Biens situés en Franche-Comté ailleurs sous la Domination de la France, perçus depuis la mort de seigneur S. M. Electeur de Bavière.

IV.

Que Sa Majesté Prussienne sera reconnue pour légitime Prince Souverain des Comtés de Neuchâtel & de Valengin avec tous leurs Droits, Appartenances & Dependances, en vertu de la Sentence des trois Etats du Pays du 3 de Novembre 1707; & led. Pays de Neuchâtel & Valengin sera toujours & à tous égards reconnu, & réputé Membre du louable Corps Helvetique.

V. Qu

V.

Que tous les Arrêts, Jugemens, Dé-
clarations, Actes d'échange & autres de
cette nature qu'ils puissent être, con-
traires à la Souveraineté & Propriété des
Principautés d'Orange, Neufchâtel &
Valengin, ensemble des Biens des Suc-
cessions de Châlon & de Chatel-Belin,
qu'ils soyent situés, seront entière-
ment revoqués, annullés, cassés, & a-
brogés.

VI.

Que les Arrêts, Ordonnances & Ju-
gemens rendus contre les Protestans
d'Orange sortis l'an 1703. & depuis, se-
ront pareillement revoquez, annullez, &
abrogés.

VII.

La Suisse, leurs Alliez & Confederez
particulierement les Cantons de Zu-
rich, Berne, Glaris, Bâle, Schafhouse
Appenzel, la Souveraineté & la Ville
de Neufchâtel & Valengin, la Ville de
Genève, celles de St. Gal, Mulhausen,
Bienne, avec toutes leurs Appartenan-
ces & Dépendances seront comprises dans
le Traité, comme une Condition de la
Paix,

Paix, sans que l'on puisse attaquer aucune partie du Louable Corps Helvetique particulièrement celles des Louables Cantons Reformés & de leurs Confederations ni en troubler la tranquillité sous aucun pretexte, quel qu'il puisse être.

VIII.

Sera unie à l'Etat de Neuchâtel toute Souveraineté la petite partie ou Liz de la Franche Comté, qui est en dedans de la Riviere du Doux, y compris le Château de Joux & ses Dépendances ; & la en dédommagement des degats causez à S. M. en differens endroits de ses Biens, Etats & Provinces.

IX.

Les sujets de Sa Majesté jouiront tout de tous les avantages pour le Commerce, dont jouiront les sujets de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, & leurs Hautes Puissances, sans que lesdits sujets soyent tenus de payer plus grands autres Droits, Charges, Gabelles, Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires, ou Fret d'iceux, directement ou indirectement que ceux, qui seront payez par les sujets desd. Puissances.

X.

La Ville de Gueldres avec le Canton
cette Province, & la Ville de Pays
rckelens, que S. M. Prussienne possé-
lui sera laissé en pleine Souveraineté
propriété, comme pris sur la France
les Armes de Sa Majesté & pour d'au-
pretentions considérables, sur les-
elles S. M. n'a pas encore été satisfaite
l'Espagne.

XI.

Comme plusieurs François de la Reli-
on Reformée ayant été obligez de qui-
la France, se sont refugiez sous l'obé-
nce de S. M. & sont devenus ses sujets
droit de Naturalisation, Bourgeoisie,
autre, & qu'entre ces Refugiez quel-
s uns ont laissé en France leurs Ma-
, Femmes, Enfans, Peres, Meres,
autres proches Parens & que plusieurs
ont acquis depuis par Succession, He-
rité ou autrement sans avoir pû les re-
tirer, & en jouir; Sa Majesté en consé-
quence de la protection, qu'elle doit à
sujets demande premierement qu'il
soit permis à ces Maris, Femmes, En-
s Peres, Meres, ou autres proches
parens desdits Refugiez de sortir libre-
ment

ment de France , & de venir rejoindre leurs Maris, Femmes , Enfans, Peres, Meres, ou autres proches Parens établis sous l'obéissance de Sadite Majesté : second lieu la restitution de tous les Bienes Meubles & Immeubles appartenans au droit tant auxdits Refugiés , qu'à leurs descendans nés sous l'obéissance de S. M. ou à leurs Heritiers qui y sont : En troisieme lieu que lesdits Refugiés & leurs descendans nés sujets de S. M. soient considerez & reputez en toute maniere comme de véritables sujets de S. M. & qu'ils jouissent tant en France que dans toute l'étendue de sa Domination de tous les Droits, Priviléges, Franchises, Immunités, Libertez , & avantages , dont les autres sujets du Roi doivent jouir sans aucune exception ni reserve. Sa Majesté souhaite de plus qu'il plaise à Sa Majesté Très Chrétienne d'accorder en consideration de l'Amitié qui doit être rétablie par la Paix & la Liberté de Conscience, à ceux de la Religion Reformée qui resteront en France, comme aussi de faire élargir & remettre en liberté tous ceux qui à cause de la Religion Reformée sont détenus dans les Prisons, Convents, Galeres, ou autres lieux.

XII.

La Clause du IV. Article de la Paix de
yswick sera abolie & les affaires de la
eligion dans l'Empire, & particuliere-
nt dans les Lieux rendus par la Paix de
yswick, & à rendre par la Paix à faire,
ont remises dans l'etat, où elles doi-
nt être selon la disposition de la Paix de
estphalie.

XIII.

Un ou plusieurs Articles seront faits
ce que dessus avec les Clauses nécessai-
pour l'explication ou seureté de ce qui
convenu.

XIV.

Les Hauts-Alliés de S. M. auront sa-
ction en conformité de ses Allian-

XV.

es Amis qui seront mentionnés dans
ite de la Négociation auront une sa-
ction juste & raisonnable, pour les
es & dommages qu'ils ont soufferts
la France, comme aussi le rétablisse-
ot des Libertés & Priviléges qu'ils ont
t de pretendre.

XVI.

a Majesté se reserve le droit & la fa-
m. I. P culté

culté de faire encore d'autres demandes
selon que le cours de la Négociation pour
la Paix Générale le demandera.

A Utrecht le 5. de Mars 1712.

étoit signé

O. M. C. de DÖNHO

E. C. de METTERNIC

DEMANDES SPECIFIQUE

DE LEURS

HAUTES PUISSANCE

LES SEIGNEURS

Etats Généraux

des Provinces Unies,

à Sa Majesté Très - Chrétienne

LE ROI DE FRANCE

pour la Paix Générale.

Lesdits Seigneurs Etats demandent
cette fin.

Premièrement; Que Sa Majesté T
Ch

chrétienne, tant pour Elle même, que pour le Prince ou les Princes ses Alliés, & tous autres, qui y pourroient prétendre, renoncera & fera renoncer dans les termes plus forts & les plus amples à tout le droit qu'Elle, ou le Prince ou les Princes ses Alliés, ou autres pourroient prétendre sur les Pais-Bas Espagnols, tels que le Feu Roi Catholique Charles II. les a possédez ou posséder conformément au Traité de *Utrecht*: Et parceque le Duché, Ville & Fortesse de Luxembourg, avec le Comté de Chiny, le Comté, Ville & Chateau de Namur, comme aussi les Villes de Charleroi & de Nieuport sont en partie au pourvoir de la France ou de ses Alliés, Sa Majesté Très-Chrétienne fera sorte, que ces Duchés, Comtés, Villes & Forteresses, avec toutes leurs Appartenances, & Dépendances, & tous ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Pais-Bas Espagnols, déjoints ci-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à présent avec les Fortifications, comme aussi avec le Canon, Artillerie & Munitions de guerre, qui s'y trouvent quellement, & avec tous les Papiers, Chartres, Documens, & Archives qui

concernent lesdits Pais-Bas Espagnols, ou quelque partie d'iceux, seront immédiatement après la Paix, & au plus-tard en quinze jours après l'échange des ratifications mis entre les mains desdits Seigneurs Etats, pour les rendre, avec le reste des Pais-Bas Espagnols déjà réacquis à Sa Majesté Imperiale & Catholique, aussi-tôt que lesdits Seigneurs Etats seront convenus avec Elle de la manière dont lesd. Pais-Bas Espagnols leur seront de Barriere & de seureté; & aussitôt que Sa Majesté Imperiale & Catholique, en conformité du Traité de Münster, leur aura aussi cédé en toute propriété & Souveraineté le Haut quartier de Gueldres, moyennant l'Equivalent, dont on sera convenu.

En second lieu que les Villes & Places de Menin, avec sa Citadelle, Douai avec le Fort de Scarpe, & Orchies, & toute la Châtellenie de Lille avec les Gouvernances & Bailliages respectivement, compris aussi le Pays de la Loeu & le Bourg de la Gorgue; Tournai avec sa Citadelle, & le Tournesis, Aire avec son Bailliage ou Gouvernance, & le Fort François, Therouanne, Lillers avec son Bailliage

ge , St. Venant avec sa dépendance ,
thune avec sa Gouvernance ou Baillia-
& Bouchain avec sa dépendance demeu-
ront auxdits Seigneurs Etats avec toute
tendue de leurs Verges , Châtellenies ,
territoires , Gouvernances , Bailliages ,
appartenances & Dépendances , annexes
enclavemens , sans en rien excepter ;
tout de la même manière , que le Roi
ès-Chrétien a possédé toutes lesdites
illes , Places , Forts , & Pais , avec tou-
leurs Appartenances & Dépendances ,
nexes & enclavemens avant la présente
ierre ; & que le Roi Très-Chrétien
nt pour lui que pour les Princes ses Suc-
seurs , nez & à naître , renoncera en
leur desdits Seigneurs Etats dans les
mes les plus forts & les plus amples à
toutes ses prétentions sur lesdites Villes ,
aces , Verges , Châtellenies , Territoi-
 , Gouvernances , Bailliages , & tou-
leurs Dépendances , Appartenances ,
nexes , & enclavemens.

En troisième lieu , que Sa Majesté Très-
chrétienne , tant pour Elle même , que les
inces ses Heritiers & Successeurs , nés & à
naître , cédera par le Traité de Paix à fai-
 , dans les termes les plus forts & les plus

amples; & fera immédiatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux dits Seigneurs Etats Furnes & Furner-Ambagt, y compris les huit Paroisses, & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & de Dixmuyden avec leurs Dépendances, Ypres avec sa Châtellenie & Dépendance, les Villes & Châtellenies de Bailleul, ou Belle, Merville, Wanoneton, Commines, Warwick, Poperingen, Cassel & ce qui depend des lieux ci-dessus exprimés, Valenciennes, avec Prévôté, Condé & Maubeuge avec Prévôté, le tout avec toutes leurs Dépendances, annexes & enclavemens, sans rien excepter, le tout de la maniere que le Roi Très-Chrétien possède maintenant toutes ces Villes, Places, Forts & Places avec toutes leurs Appartenances, Dépendances, annexes & enclavemens, & avec les Fortifications, comme elles sont à présent, comme aussi avec le Canon, Artillerie & Munitions de Guerre qui s'y trouvent maintenant, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives & Documens, qui concernent lesdites Villes, Forts & Places avec leurs Dépendances & Appartenances.

Permis toujours auxdits Seigneurs Etats de convenir , (aussi bien sur lesd. Pais-Bas Espagnols , que sur lesdites Villes & Places qu'ils retiendront , & sur les autres qu'ils demandent encore à la France pour leur seureté ,) avec Sa Majesté Imperiale Catholique , & ses Successeurs dans les Pais-Bas Espagnols , & de faire là dessus telles conventions de temps en temps avec la Majesté Imperiale & Catholique ou ses Successeurs , que lesdits Seigneurs Etats gouverneront à propos.

Bien entendu qu'aucune Province , Ville , Fort , ou Place desdits Pais-Bas Espagnols , ni de ceux qui seront cedés par le Roi Très-Chrétien , ne pourra jamais estre cedée , transportée , ni donnée , ni échouer à la Couronne de France , ni à aucun Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France ; soit en vertu de quelque don , vente , échange , convention matrimoniale , succession par Testament , ou *ab intestato* , ou sous quelque autre titre que ce puisse être , ni être mise , de quelque maniere que ce soit , au pouvoir ou sous l'autorité du Roi Très-Chrétien , ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France.

En Quatrième lieu , que Sa Majesté Très-Chrétienne ne s'opposera pas en aucune maniere à ce que les Garnisons, qui se trouvent où trouveront ci-après de la part desdits Seigneurs Etats dans la Ville Château & Fort de Huy, la Citadelle de Liege, & dans la Ville de Bonne y restent jusques à ce qu'on en soit convenu autrement avec l'Empereur & l'Empire.

En Cinquième lieu , que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera auxdits Seigneurs Etats & à leurs sujets tous les avantages de Commerce & de Navigation contenus dans les Traités de Paix, & de Commerce de Ryswick, & par conséquent aussi l'exemption de l'imposition de cinquante sols par Tonneau sur les Navires des étrangers, ainsi que cette exemption a été expliquée par l'Article séparé dudit Traité de Commerce ; que de plus Sa Majesté Très-Chrétienne leur accordera absolument & positivement le Tarif de l'an 1664. sans exception d'aucune espece de Marchandises ou autres exceptions, & sans qu'aucun Tarif, Edit, Déclaration, Ordonnance ou Arrêt postérieur , puisse avoir lieu à leur égard ; mais que tous les Tarifs, Edits, Déclarations, Ordonnan-

es & Arrêts postérieurs, & tous autres BrieFs, introduits depuis l'Année 1664. à préjudice du Commerce & de le Navigation des fujets de l'Etat, comme auffi Tarif arrêté le 29. de Mai 1699. entre s Commissaires de la France & de l'Etat, font abrogez, cassez, & annullez à leur gard, & qu'il ne fera auffi rien changé à ur égard de tout ceci pour l'avenir, directement ni indirectement, ni sous quelque nom ou prétexte que ce puisse re.

En Sixième lieu, comme plusieurs François de la Religion Reformée ayant é é obligez de quitter la France, se font refusez sous l'obeïſſance des Seigneurs Etats Généraux, & font devenus leurs fujets, r droit de Naturalisation, Bourgeoisie & autre, & qu'entre ces Refugiez quelques uns ont laiffé en France leurs Maris, femmes, Enfans, Peres, Meres, ou autres proches Parens, & que plusieurs y ont laiffé leurs Biens, ou y en ont acquis de-uis par ſucceſſion, heredité, ou autrement, fans avoir pû les retirer & en jouir; s Seigneurs Etats Généraux en confé-ſſance de la Protection qu'ils donnent à leurs fujets demandent. I. Qu'il ſoit per-

mis à ces Maris, Femmes, Enfans, Peres, Meres, ou autres proches Parens desdits Refugiez, de sortir librement de France, & de venir rejoindre leurs Maris, Femmes, Enfans, Peres, Meres ou autres proches Parens établis sous l'obeissance desdits Seigneurs Etats. II. La restitution de tous les Biens Meubles & Immeubles, appartenant de droit tant aux dits Refugiés qu'à leurs descendans ne sujets de l'Etat, ou à leurs Heritiers qui y sont. III. Que tant lesdits Refugiés que leurs Descendans ne sujets de l'Etat soient considerez & reputez en toute maniere comme de véritables sujets de l'Etat, & qu'ainsi ils jouissent tant en France, que dans toute l'étendue de sa Domination, de tous les Droits, Priviléges, Franchises, Immunités, Libertés, & Avantages, dont les autres sujets de l'Etat doivent jouir en vertu des Traités de Paix & de Commerce sans aucune exception ni reserve. Les Seigneurs Etats souhaitent de plus, qu'il plaise à Sa Majesté Très-Chrétienne d'accorder, en considération de l'Amitié, qui doit être rétablie par la Paix, la liberté de Conscience à ceux de la Religion Reformée, qui r

teront en France , comme aussi d'élargir & remettre en liberté tous ceux, qui cause de la Religion Reformée sont détenus dans les Prisons , Convens , Galeres, & autres lieux.

En-Septième lieu, que Sa Majesté Très-Chrétienne rendra aussi immédiatement après la Paix auxdits Seigneurs Etats, en qualité d'exécuteurs des Testaments du feu Roi de la Grande-Bretagne & du feu Prince Frederic Henry , la Principauté d'Orange, & tous les autres Biens & Terres qui ont appartenu audit Roi de la Grande-Bretagne, & qui sont situez dans la France, ou autres Pays sous la Domination du Roi Très-Chrétien ; le tout avec les revenus , perçus & échus , & avec tous les droits, Actions, Privilèges, & Usances, Prérogatives, au même état, & en la même maniere, dont le Roi de la Grande-Bretagne en a jouï ou dû jouir avant la présente guerre , pour être ensuite par lesdits Seigneurs Etats restitués à celui ou ceux qui y aura , ou auront droit.

En Huitième lieu , que Sa Majesté Très-Chrétienne fera raser toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque, de tous

les Forts, du Port, des Risbancs, & ce qui en pourroit dépendre, sans aucune exception, comme aussi combler led. Port le tout à ses dépens, & sans aucun équivalent ; en sorte que la moitié desdites Fortifications soit rasée & la moitié du Fort comblée, dans l'espace de deux mois après l'échange des Ratifications, & l'autre moitié desdites Fortifications, & de ce qui reste pour combler tout à fait led. Port, dans l'espace de deux autres mois sans qu'il soit jamais permis de rétablir les dites Fortifications, ni de rendre ce Port navigable directement ni indirectement.

En Neuvième lieu, comme la Clause ajoutée à la fin du Quatrième Article du Traité de Ryswick, fait entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & le Roi Très Chrétien de l'autre (portant que la Religion Catholique Romaine demeure dans les lieux restitués) a été une contravention manifeste aux Traités de Westphalie, & en a déjà causé d'autres, lesquelles ont troublé le repos de l'Empire, & qu'il n'y a pas moyen d'y bien conserver la tranquillité, à moins que les affaires Ecclesiastiques n'y soient rétablies, & mainte-

es ensuite sur le pied desdits Traitez ;
Seigneurs Etats extrêmement interef-
sés en ce que le Repos public (après qu'il
sera aussi rétabli dans l'Empire par une
bonne Paix) n'y soit point troublé, par
aucune raison quelle qu'elle puisse être,
mandent au Roi Très-Chrétien qu'il
consente autant que celà le regarde, que
cette clause soit abolie dans le Traité de
paix à faire , & par conséquent que Sa
Majesté Très-Chrétienne ne s'opposera
en aucune maniere à ce que dans les
Pays, Villes & autres lieux déjà restitués,
qu'Elle restituera encore à l'Empereur
à l'Empire, les Affaires Ecclesiastiques
soient entièrement remises , & demeu-
rent ensuite dans l'état, où elles doivent
être selon lesdits Traités de Westphalie.
Lesdits Seigneurs Etats demandent outre
cela que dessus la satisfaction de leurs Hauts
Alliez , & de Chacun d'eux , conformé-
ment aux Traités & Alliances mutuelles,
faites à l'occasion de cette guerre, & ce-
dant d'une maniere qu'en vertu des mêmes
Traites les Seigneurs Etats obtiennent
aussi la seureté de leur Republique & l'in-
térêt de leur Commerce.

Se reservant d'ailleurs la Faculté d'é-

claircir, d'expliquer, & d'augmenter
contenu de ces Articles, comme ils
trouveront bon dans le Cours de cette N
gociation.

Comme lesdits Seigneur Etats reserve
aussi à ceux de leurs Alliés, dont les M
nistres Plénipotentiaires n'ont pû enco
se rendre ici au Congrès, la Faculté
faire & d'y délivrer leurs demandes,
qu'elles soient reçues & considérées
même que si elles avoient été présente
maintenant.

Leurs Hautes Puissances se reserve
en outre la Faculté d'appuyer & secon
pendant ledit Cours de cette Négotiation
les autres Demandes & Interêts de leu
Alliés, comme aussi les Interêts des Ro
Princes & Etats leurs Amis & ceux
leurs propres sujets.

Fait à Utrecht le 5. Mars 1712.

D E M A N D E S

D E

Son Altesse Royale

D E

A V O Y E

Pour la Paix Générale à faire.

La juste satisfaction de Son Altesse Royale de Savoye ne pouvant mieux être ménagée que par ses Traitez d'Alliance, & une raisonnable sûreté de ses Etats, sa dite Altesse Royale demande.

Que dans le Traité de Paix à faire le soit notoire, & incontestable, qui appartient à Son Altesse Royale, & qui a été déclaré par le Testament de Philippe V. Roi d'Espagne, immédiatement après sa très Auguste Maison d'Autriche, soit maintenu dans son entier, sans y donner aucune atteinte, & qu'aucun Prince tiers indigne de sa dite Altesse Royale ne soit introduit ni établi dans aucun des
Etats

Etats de la dite Monarchie d'Espagne.

Que sa dite Altesse Royale soit immédiatement remise en possession du Duché de Savoye, des Provinces en dépendantes, du Comté de Nice, & de ses dépendances, & de tous les lieux, & Pays qui appartiennent à sadite Altesse Royale, & que les armes de Sa Majesté Très-Chrétienne auront occupés pendant le cours de cette Guerre, sans aucune reserve.

Que Sa Majesté Très-Chrétienne se déclare en faveur de Son Altesse Royale, & lui cede tout droit de propriété & de Souveraineté sur les Forts d'Exilles, & de Fenestrelles, & sur toutes les Vallées & delà du Mont Genevre, & autres Alpes y comprise la Vallée de Château Dauphin & que pour former la Barrière des Etats de sadite Altesse Royale, laquelle la recevra en même tems pour dedommagement des places de ses Etats, qui ont été démolies, Sa Majesté Très-Chrétienne lui cede, du côté de Piemont les Forteresse de Mont Dauphin, & de Briançon, avec le Briançonnois, & la Vallée de Queiraque; du côté de Savoye le lieu de Barraux avec son Fort & Territoire & le peu de terre dès icelui jusqu'à celles des com-

fi.

de Savoye du côté de la Riviere d'I-
, & de l'autre côté Gouffelin ; & ti-
de là une ligne jusqu'au Col de Vau-
ni, avec ce qui sera entre la ladite Li-
, & la Rochette, & autres terres de
oye ; ensemble les Terres, Lieux, &
lages, qui sont en de là du Rhône du
é de Savoye, l'usage du Rhône restant
amun entre le Roi de France & le
c de Savoye, depuis Geneve jusqu'à
Genis d'Aoste, icelui inclus, & du
é de Nice le Fort de Monaco ; le Roi
ès-Chrétien restant chargé d'indemni-
le Prince de ce nom.

Les Cessions faites par l'Empereur
opolde de glorieuse Memoire, à Son
esse Royale par leur traité d'Alliance,
des Articles Secrets d'icelui du 8. No-
mbre 1703. resteront dans leur force,
stables, & auront leur entier effet, &
e sujet Sa Majesté Très-Chrétienne les
onnoitra pour telles, & n'y contre-
ndra directement, ni indirectement,
is aucun tems, pour quelle raison que
soit, & n'empêchera par voye de
it ni de fait, que sadite Altesse Roya-
ne jouisse de tous les Pais, Etats, Pla-
, Terres, Droits, & exercice d'iceux,
qui

qui sont compris dans lesdites Cessions

Qu'il sera loisible à Son Altesse Royale de faire telles Fortifications qu'Elle trouvera les plus convenables dans les lieux, qui lui ont été acquis par precedens Traittez.

Que le Prince de Monaco reconnoisse de Son Altesse Royale la superiorité, direct domaine des lieux de Menton, de Roccabruna, & prendra les investitures d'Elle, comme ont fait ses Predecesseurs.

Que le Commerce de France en Italie, & *vice versâ*, se fera comme il est porté par l'Article 6. du Traité de Turin, & les Lettres & Malles des ordres continueront d'être envoyées par la même route, observant à cet égard ce qui a été pratiqué en France pour les Malles d'Italie en Espagne, & *vice versâ*, au tems de Charles II. sans que les routes puissent être détournées. Les bâtimens François payeront l'ancien Dace (communément appelé le droit de Villefranche) conformément à ce qui se payoit du tems des Predecesseurs Ducs de Savoye, sans qu'il y puisse être fait à au-

ir aucune opposition de sa part du
Très-Chrétien, ni de ses sujets.

Que Son Altesse Royale pourra vendre
ement la Baronnie des Essars, & au-
biens, & effets qu'Elle a en France,
qu'il soit formé aucun empêchement
la part de Sa Majesté, laquelle se de-
tira en faveur de sadite Altesse Roya-
& de ses Successeurs, ou de leurs
quereurs, de tous droits qu'Elle pour-
t prétendre à l'avenir sur les terres,
sont en Bugey, & qui appartiennent
present à sadite Altesse Royale, à la-
elle au besoin le Roi Très-Chrétien
de la propriété irrevocable d'icelles pour
e, & ses Successeurs Ducs de Savoye,
leurs Acquereurs.

Le Traité de Turin de 1696. sera
rde, & observé ponctuellement dans
à quoi il n'est point derogé par le
esent.

Sadite Altesse Royale se reserve d'ex-
quer, & de specifier plus amplement
suscrites demandes, & de les augmen-
t selon que la Négociation lui en don-
ra lieu, & qu'il lui semblera conve-
r, & raisonnable.

Sadite Altesse Royale insiste en outre
à ce

à ce que suivant les Traitez d'Alliance tous les Hauts-Alliez, & chacun d'eux trouvent, & ayent leur satisfaction, & que les Traitez de Paix qu'elle fait avec la France soient rappelés, & stipulés respectivement dans ceux que les autres Hauts-Alliez feront avec Sa Majesté Très-Chrétienne, comme s'ils y étoient insérés de mot à mot, réservant aux Alliez absents, & dont les Ministres n'ont pu encore pû venir, de faire leurs demandes.

Elle demande de plus, que la France fasse avoir à ses amis, & sujets, qui seront nommez dans la suite de la Négociation une satisfaction pour les pertes & les dommages que la France leur a faits, & causez, & sur les demandes qu'ils ont droit de faire.

Fait à Utrecht le 5. Mars 1712.

étoit signé

Le Comte de MAFFEI
Le Marquis du BOURG
MELLAREDE.

Post.

*ulata Affaciato-
um Circulorum.*

*Demandes des Cercles
Confederez.*

*Quandoquidem tri-
stis testatur expe-
riencia, quod Circu-
lariae adjacentibus
inde à tempore
his Monasteriensis,
Rege Christianissimo,
illus pacis fructus
actus, sed ab ipso
pacis, quam belli
poribus, continua,
Reunionum vexa-
tione, vel apertis ho-
stilitatibus afflictis fue-
rit, hinc Circulorum
curitas vel maxime
agitatur, ut Rex Chri-
tianissimus, unà cum
indemnisatione dam-
norum in presenti bel-
ligratorum, restituat
omnia ea, quae ipsi
Monasteriensem
subsecutos pacis
tractatus de Circulis,*

D'autant que l'on
a reconnu par
une triste experience
que les Cercles ad-
jacents de la France
n'ont pû jouir d'au-
cun fruit de la Paix
de Munster depuis
qu'elle a été con-
cluë, & qu'au con-
traire le Roi Très-
Chrétien les à con-
tinuellement tour-
mentez en temps de
paix par des reüni-
ons, & par des ho-
stilitiez ouvertes en
temps de guerre;
lesdits Cercles de-
mandent comme u-
ne satisfaction né-
cessaire à leur sûre-
té, que le Roi T.C.
en les indemnifant
de toutes les pertes
qu'il

et

& à Domo Austriaca qu'il leur a causé
 cessasunt nec non u- pendant la preser
 iriusque Lotharingie guerre, leur restit
 & Barri Ducatus par- tout ce qui lui a é
 tes, tam per Tractatus cédé desdits Cerc
 quam vi & armis a- tant par la Paix
 vulsat, sublato un- Munster & par
 dique Feudalitatís & autres Traitez sub
 Vasallagii nexu: Ita quens, que par
 ut hac ratione perpes- Maison d'Autrich
 sis ac in futurum ti- comme aussi les p
 mendis malis per fu- tions des deux L
 turam pacem provi- raines, & de la L
 deatur, & sic tran- ché de Bar, don
 quillitas publica inter s'est saisi tant
 Regnum Gallie & ad- Traitez, que par
 jacentes Imperii Cir- force des armes,
 culos stabiliatur, ac vec une entiere
 firma maneat. xemption à l'ave
 de toute sujettion

Datum Trajecti ad
 Rhenum die 5.
 Martii 1712.

STADIAN.

Feodalité, & de V
 sellage: En sorte
 par ce moyen
 Paix future mette
 à tous les maux p
 fés & prévien
 ceux que l'on aur
 sujet d'apprehen
 à l-

à l'avenir, & qu'ainsi
la tranquillité publi-
que soit rétablie, &
demeure ferme en-
tre le Royaume de
France, & les Cer-
cles de l'Empire.

*Donné à Utrecht le 5.
Mars 1712.*

STADIAN.

DISCOURS

la demande, que les Cercles
de l'Empire compris dans la
grande Alliance, ont fait au
Congrès pour la Paix,
touchant la

RESTITUTION

*de ce qui a été cédé à la France
par la Paix de Munster,
& les Traités suivans.*

Tout le Monde sera sans dou-
te entièrement assuré de la
soli-

solidité de la demande, que les Cercles de l'Empire compris dans la grande Alliance ont fait au Congrès pour la Restitution de tout ce que l'Empereur, le St. Empire & la Serenissime Maison d'Autriche ont cédé à la France par la paix de Munster & les Traités suivans, qu'on fera voir, que cette demande est fondée (1) dans la nécessité indispensable, (2) dans la justice & l'équité, & même (3) dans la facilité, qui se trouve de la part de la France, de pouvoir faire cette Restitution. Et c'est ce qu'on a entrepris de montrer clairement & distinctement dans le présent discours.

I. La Nécessité.

Le premier fondement de la solidité de la demande des Cercles, est la Nécessité qui con-

Le premier fondement est la Nécessité, laquelle consiste dans la Barrière des Cercles associés, qui sans cette restitution ne sauroit jamais être obtenue. Pour en être entièrement convaincu l'on

on n'a qu'à parcourir le passé, *siste dans la*
 comme la meilleure regle de l'a- *Barriere*
 nir. *des Cercles,*

I. Commençons par l'Occu *impossible à*
 tion des trois Evêches, Metz, *obtenir sans*
 ul & Verdun, lesquels consti- *cette resti-*
 tent un des points de la cession *tution : Ce*
 te dans la paix de Munster à *qui se mon-*
 France : Cette occupation par *tre claire-*
 ye de fait arriva dans l'an 1552. *ment en*
 as le Regne de Henry II. où *considerant*
 est bien à remarquer, qu'a- *le passé.*

nt ce temps là la France n'é- *L'occupa-*
 it pas tant à craindre à l'Em- *tion des*
 e ; mais après avoir rompu *trois Evê-*
 r cette occupation la Barriere, *chez, Metz,*
 y avoir gagné une entrée faci- *Toul &*
 1552. *Verdun,*

, elle eut par là occasion de
 commencer quelque temps après
 ans les troubles & guerres ci-
 es survenues on l'auroit assu-
 ment fait encore plutôt) sous
 Regne de Henry IV. d'établir
 principes, pour faire plus de
 conquêtes vers l'Allemagne,
 qui selon les dispositions fai-
 déjà pour cela n'auroit pas
 anqué d'être bien executé a-

lors, si la mort violente de Henry IV. ne fût survenue.

La Guerre de 30 ans qui commença l'année 1648. où la France eut la facilité par les Evêchez de pénétrer bien avant en Allemagne, laquelle guerre fut finie par la paix de Munster où les 3 Evêchez furent cédés à la France avec les droits de la Maison d'Autriche en Alsace &c.

II. Cette facilité d'entrer dans l'Empire par la moyen ces 3. Evêchés se fit bien voir dans la guerre si renommée qu'on appelle en Allemagne celle de 30 ans, qui commença peu de temps après dans l'an 1618 dans laquelle les troupes de France pénétrèrent bien avant dans l'Empire, & le Roi de France d'aujourd'hui remporta après, par la paix de Westphalie de l'année 1648. qui mit fin à cette guerre, l'avantage de gagner non seulement par une cession lesdits trois Evêchez usurpez jusques là par la France mais aussi les droits de la Maison d'Autriche dans l'Alsace & dans le Soundgau, la Ville de Brisack avec son Bailliage & les villages appartenans, & le droit de tenir Garnison à Philipsbourg. Ce il est bon outre plusieurs considerations de remarquer, que la France ne sauroit alleguer auc-

Touchant la Paix d'Utrecht. 363
ancienne possession legitime
non contredite à l'égard de
3. Evêchés, puisque la dé-
position de ces Evêchés n'étoit
que pure usurpation, comme il
fut aussi allegué dans la paix
de Munster aucun droit de la
Couronne de France sur ces
Evêchés, & le Roi d'aujourd'hui
le premier qui ait acquis un
droit aussi bien là dessus, que sur
le reste, dont on demande
la present restitution, bien que
le Roi Louïs XIII. son Pere eût
été déclaré, en prenant part à la dite
guerre de 30 ans, qu'il ne vou-
loit pas profiter de cette guerre
pour son propre Interêt, mais
seulement pour avoir seu-
lement la gloire de defendre la
Liberté & les droits des Etats de
l'Empire, à la conservation des-
quels tous les voisins étoient
intéressés, dont les Prin-
ces & Etats firent aussi souvenir
le Roi d'aujourd'hui dans sa
lettre qu'ils lui écrivoient,
à la conclusion de la paix de

364 *Actes, & Mémoires*
Munster , le 28. Septembre
1648.

*L'occupa-
tion du Du-
ché de Lor-
raine faite
dans cette
Guerre de
30 ans.*

III. Ce fut dans cette même guerre, que la France prit l'occasion d'envahir aussi la Lorraine , & d'en chasser le Duc Charles IV. à quoi la dite occupation des 3. Evêchés lui procura la commodité. Le Duc y retourna par le moyen de plusieurs traités, qu'il fit avec le Roi Louis XIII. pendant ce temps là ; mais il fût obligé, entre autres conditions très dures, de reconnaître le Duché de Bar en qualité de Fief dépendant de la Couronne de France, ce qui étoit directement contre les droits de l'Empire; la dureté de ces conditions ayant aussi été cause, que ce Duc aussi bien que ses proches Parens protestèrent contre ces traités, comme ayant été en plupart extorquez & exigez par la force d'un Prince, qui étoit alors au pouvoir & dans les lieux de la France, & qui n'avoit pas été en droit de ceder quelque chose

par

ouchant la Paix d'Utrecht. 365
partie au préjudice de ses Parens.
Le même Duc se trouva pour-
tant dans la suite nécessité,
après qu'il fut exclus de la paix
de Munster, & que sa restitu-
tion fut stipulée dans la paix des
Pyrennées d'une maniere insuf-
fisante, de rentrer enfin dans la
possession de son Duché sous les
conditions, qu'il plaisoit à la
France de lui prescrire dans le
traité de l'an 1663.

IV. Le dit traité de paix de *L'exécution*
Munster ayant donc été fait au *entiere de la*
grand avantage de la France, *paix de*
l'Empire s'attendoit à un repos *Munster de*
la part de la
solide & durable, & il arriva *France,*
aussi en effet, que le Roi Très-*mais la pre-*
Chrétien restitua conformément *miere con-*
cette paix, & principalement *vention*
en vertu de l'article 87. non seu-*tout à fait*
lement aux Princes & Etats de *imprevue*
l'Empire situés dans l'Alsace, *de l'an*
1661. &
1662. à
leurs forteresses occupées en Al-*l'égard de*
sace pendant la guerre, & les *la prefectu-*
laissa jouir en général de toute li-*re Provin-*
berté & immediateté, mais il trai-*ciale des*
a aussi de même les dix Villes *dix Villes*
Imperiales,

*Et de quel-
ques vassaux de
l'Evêché de
Metz,*

Imperiales de l'Alsace, qui reconnoissent la prefecture Provinciale, & ne prétendit rien que ce que les droits de cette prefecture lui donnoient, sans aucun préjudice de la liberté de ces Villes, & selon l'exercice de la Maison d'Autriche. Mais fut bien étonné & trompé même temps dans son esperance quand on apprit dans l'Empire dans l'année 1661. & 1662. après 13. & 14. ans après la paix de Munster, que la France s'avoient contre le sentiment envoyé par l'Écrit à la Cour le 25. Aoust 1661. par Mr. de Gravel un des Ministres employé particulièrement dans cette affaire (dont on a joint ici une copie marquée par la lettre A.) d'étendre les droits de la prefecture Provinciale sur les dix Villes, en voulant changer leur serment qui concernoit seulement la conservation des droits de cette Prefecture, en serment d'obéissance, & de prétendre aussi, que que

qu

ues Princes & Etats de l'Em-
pire, qui possédoient des Fiefs
de l'Evêché de Metz quoique si-
tués hors du district de cet Evê-
ché, comparussent devant son
Tribunal, pour lui en rendre foi
& hommage, & ne reconnoître
à l'égard de ces Fiefs d'autre Sou-
verain que lui, bienque ce fut
la première fois, qu'après une
détention presque de cent ans,
& une possession de 14. ans de
cet Evêché, une pareille préten-
sion vint dans la pensée du Roi
Très-Chrétien.

V. Le droit des possesseurs de ces Fiefs, & des dix Villes Im-
periales, est si clair & si incon-
testable en lui même, que l'on
ne fit point de difficulté de la part
de Sa Majesté Imperiale & de
l'Empire de s'en remettre, con-
formement à la volonté du Roi
Très-Chrétien, à la décision
d'un Arbitrage établi du consen-
tement des deux parties à Ratis-
bonne. Les Arbitres des pre-
miers étoient l'Electeur de Saxe,

*L'Arbitra-
ge constitué
pour cela
de l'Empe-
reur, &*

*de l'Empire
d'un côté,
& de la
France de
l'autre dans
l'année*

*1667. mais
mal observé
de la part
de la Fran-
ce.*

les Evêques d'Eichstet , & d'Constance , & la Ville Imperiale de Ratisbonne ; & les Arbitres élus du dernier étoient les Electeurs de Mayence , & de Cologne , le Roi de Suede comme Duc de Breme & le Landgrav de Hesse-Cassel. Le jugement d'Arbitrage commença ainsi ses Seances dans l'année 1667. Et les Vassaux de cet Evêché de Metz représentèrent par des raisons solides , que la prétention de la France étoit tout à fait sans fondement , & qu'on ne lui avoit cédé par la paix de Munster que les 3. Evêchés, NB. dans leur district ou étendue territoriale comme l'article 70. de la dite paix l'exprime bien clairement ; de sorte que ni le Roi ni les Evêques n'avoient rien à prétendre hors de ce district , soit par un prétexte de Vassallage , soit par un autre , des Princes & Etats de l'Empire , comme la déduction plus ample de cette raison aussi bien que de plusieurs

au-

touchant la Paix d'Utrecht. 369
autres est à voir avec l'Importan-
ce de ce point par l'écrit ci joint
sous la lettre B. De même il B.
est clairement démontré, de la
part des Villes, que la Prefecture
provinciale n'est autre chose
qu'une protection particuliere
extraordinaire, en vertu de
laquelle les Prefects, ou Land-
vogts, qui ont été autrefois
expressément choisis des Villes
mêmes, sont obligez de prote-
ger ces Villes Imperiales, con-
tre toute sorte d'insulte sous des
conditions de fidelité recipro-
que, confirmées aussi par des
sermens reciproques & nulle-
ment préjudiciables à la liberté
aux droits de ces Villes Im-
periales; & qui bien loin d'être
obligées à un serment d'Obéis-
sance, qui importoit une entie-
re sujettion, elles étoient par
une grande précaution expressé-
ment exceptées avec les autres
Princes & Etats situés en Alsa-
ce, dans l'article 87. de la paix
de Munster, de la Souveraineté

de la France, & leur qualité d'libres Etats de l'Empire stipulé en des termes bien forts; qu'en outre le Roi de France comme Cessionnaire ne pouvoit rien prétendre en cette matiere que ce que la maison d'Autriche comme Cedant avoit eu avant la cession. Le Conseil d'Arbitrage, qui étoit formé de beaucoup d'hables gens, ayant donc tout écouté, & meurement pesé les raisons des deux partis, donna le 4. de Decembre d'l'année 1664. une sentence en quels termes serment devoit être conçu, réservant de déterminer aussi bien tôt tous les droits de la prefecture, dans le dessein de faire subsister cette prefecture dans les termes de la cession, & de conserver en même temps la qualité d'Etats libres de l'Empire réservée aux Villes dans la même paix. Mais le Roi ne voulut point descendre en ce que ce Conseil élu aussi bien par lui même que par l'Empire trouva à propos.

touchant la Paix d'Utrecht. 371
c'est pour celà que ces deux
affaires n'avancèrent pas outre,
et tout fut peu après entièrement
interrompu par la guerre, que
la France commença dans l'an-
née 1672, après avoir chassé de-
vance deux ans auparavant le
Duc de Lorraine de tous ses
pays.

VI. Cette guerre fut la pre-
mière, dans laquelle les 7. Pro-
vinces-Unies des Païs-Bas rés-
entirent les funestes effets de
l'acquisition, que la France a-
voit faite par la paix de Mun-
ster, puisque cette acquisition
ayant approché cette Couronne
bien près du Rhin, & lui ay-
ant donné l'occasion de tirer dans
ses Interêts quelques Princes
d'Allemagne Voisins des Pro-
vinces-Unies, elle trouva le
moyen d'attaquer cette Illustre
Republique par le dos, & de la
reduire dans un état, qui est
connu de tout le monde, & qui
a mis alors à deux doigts de sa
perte, dont elle fut pourtant sau-

*La guerre
de l'an
1672. où la
France se
servit de la
commodité,
que l'acqui-
sition faite
par la paix
de Munster
lui avoit
procurée,
d'attaquer
les 7. Pro-
vinces-Unies
par le dos à
leur grande
perre.*

vée par l'assistance de l'Empereur, l'exemple duquel fut suivi de tout l'Empire, qui prit unanimement part à cette guerre. Et comme le Roi de France remarqua aussi, que l'occupation du Comté de Bourgogne lui seroit très utile, pour se faciliter d'autant mieux les moyens, de faire tout d'un coup, & en plusieurs endroits, des irruptions subites & impreviues, avec des forces considerables, dans l'Empire, & pour tenir en même temps les louables Cantons Suisses dans le respect, & les empêcher par là de songer à des Aliances avec l'Empire & d'autres Puissances; il s'en empara dans cette guerre, comme il avoit déjà fait dans celle qui avoit précédé la paix d'Aix la Chapelle de l'année 1668, & bien qu'il l'eût restitué par ladite paix, il se fit pourtant céder par la paix de Nimegue de l'an 1678 par laquelle cette guerre fut finie.

VII. Comme l'on étoit con- *La Paix de*
nu dans cette Paix, (qui à l'é- *Nimegue de*
rd de l'Empereur, & de l'Em- *l'an 1678.*
e fut faite quelques mois a- *mais nulle-*
ès celle des autres Alliés, c'est *ment execu-*
dire le 5. de Février l'an 1679.) *tée par la*
France.

particulierement dans le 2. &
Article, que le traité de Mun-
ster devoit faire (NB.) le fonde-
ment inébranlable de la Tranquil-
lé publique, devant pour cela
être rétabli dans tous, & chacun de
points, auxquels il n'étoit pas
(NB.) expressement derogé par cet-
te paix de Nimegue, laquelle
derogation ne consistoit pour-
tant que dans quelque change-
ment, qu'on avoit fait à l'égard
de Philipsbourg, que l'Empe-
reur, & l'Empire devoit garder
contre la teneur de la paix de
Munster au lieu de Fribourg,
qu'on ceda à la France. Ainsi
l'on espara de nouveau, que tout
seroit executé selon cette paix de
Munster, mais au lieu de cela,
l'on vit encore la même année
présenter de la part de plusieurs

Princes, & Etats de l'Empire une quantité de Memoires à Diète de Ratisbonne, qui contenoient des plaintes, que France ne vouloit pas executer traité, mais y contrevenoit continuellement, en s'emparant même nouvellement des places par force, de sorte que l'Empire, ses Membres n'ont pas eu le moindre fruit de cette paix. Les conditions sous lesquelles le Duc de Lorraine devoit être restitué par la même paix, étant toutes si dures, & si peu convertibles à un tel Prince, que le Duc aimoit mieux de ne les point accepter sous un tel joug, & préférer l'exil.

La production de tant de Réunions fondées sur la paix de Munster, & de Nimegue, mais selon une très sinistre interpréta-

VIII. Mais on poussa de part de la France la pointe plus loin. Dans l'année 1680. apparurent déjà ces grands arrêts de Reunions, avec lesquels le Conseil de Brisac & les Parlemens de Metz & de Besançon furent occupés. Les premiers étoient ceux dudit Conseil de Brisac

du mois de Mars & du 9. ^{tion, ou les}
 Août, dans lesquels on fit vio- ^{raisons sous}
 lence au sens literal de la paix de ^{alleguées}
 Munster, & tira sous la Souve- ^{qui détrui-}
 raineté Royale tous les Princes, ^{rent entie-}
 Comtes & Etats de l'Empire si- ^{rement tou-}
 tés dans l'Alsace, y compris les ^{tes les Réu-}
 dix Villes Imperiales, qui ré- ^{nions, tant}
 connoissent la Prefecture, bien ^{celles qui}
 que le Roi Très-Chrétien les eût ^{sont faites}
 dû jouir (à l'exception des di- ^{du Parle-}
 x dix Villes Imperiales, aux- ^{ment de}
 quelles l'on avoit fait depuis l'an- ^{Metz &}
 née 1661. beaucoup de tort à ^{de Besan-}
 l'occasion de leur ferment) d'u- ^{çon, que}
 ne liberté & immediateté entie- ^{celles qui}
 re depuis la paix de Munster, ce ^{sont faites}
 qui faisoit déjà 32. ans. Les deux ^{en Alsace}
 Parlemens de Metz & de Besan- ^{de la Cham-}
 con continuèrent dans cette me- ^{bre de Bri-}
 thode de réunir, & fonderent ^{sac.}
 leurs Reunions sur le prétexte de
 l'assellage des trois Evêchés, du
 Comté de Bourgogne, & du
 Duché de Barr, dont à l'égard
 des premiers la France avoit dé-
 tenté faire un essai dans l'an-
 née 1662. comme il est dit ci-
 dessus

dessus, s'en étant pourtant dissuadée par après, comme aussi le prétexte d'annulation de vœux & engagemens illicites, fait autrefois par les Evêques, notwithstanding la possession de 300 à 400 années, & enfin tous ces Comtes ensemble réunirent sous plusieurs autres pretextes d'appartenance & de dépendance avec lesquels l'on auroit pû aller à l'infini, tant de Principautés, de terres, qu'on en auroit pu faire un petit Royaume. Les deux principes les plus importants de ces Réunions étoient celui de la prétendue cession de toute l'Alsace, & celui de qualité feudale de plusieurs terres, biens situés hors du district des Evêchés, & du Comté de Bourgogne. A l'égard du dernier c'est à-dire du prétexte de Vassallage, il en est déjà parlé ci-dessus, où l'on a allegué toutes les raisons incontestables produites déjà dans l'Arbitrage de Ratisbonne, qui anéantissent cet

touchant la Paix d'Utrecht. 377
attention, aiant montré en même
temps la grande Importance
de ce point, qui concerne une
grande quantité de païs, &
qui s'étend même dans des terres,
doivent faire conjointement
avec d'autres la Barriere des 7.
Provinces-Unies des Païs-Bas:
mais pour ce qui est du premier,
quelques Princes & Etats situés
en Alsace & entre eux alors la
Ville de Strasbourg représenté-
rent contre ces Réunions; que
puisque l'Alsace n'avoit pas été ce-
dée à la France par la paix de
Westphalie, mais seulement une
partie, c'est-à-dire la Prefecture
des dix Villes Imperiales &
le Landgraviat, comme la Mai-
son d'Autriche l'avoit eu, à ce-
pendant, que la France n'avoit pas
eu de droits avec la dépendance de
l'Empire, que la Maison d'Au-
triche avoit reconnüe; qu'en-
fin les Princes & Etats de
l'Empire situés en Alsace avoient
été nommément exceptés de cet-
te cession par l'Article 87. de
cette

C.

cette paix, & reconnustoujours
 du Roi de France même en qu
 lité d'Etats libres de l'Empi
 comme toutes ces raisons se
 contenues avec beaucoup d'
 tres dans l'écrit ci joint, m
 qué par la lettre C. Mais no
 obstant ces remonstrances l
 continua dans la même an
 1680. à mettre en exécution
 Réunions par la force militai
 en assiégeant & occupant
 places & Châteaux dans l'E
 torat de Trêve, dans le Pal
 nat, & en d'autres endroits, d
 les Seigneurs ne vouloient
 se soumettre aux arrêts desd
 Réunions.

*La prise de
 Strasbourg
 & de Lu-
 xembourg,
 les deux
 principales
 clefs pour
 entrer dans
 l'Empire,
 & dans les
 Provinces
 Unies des
 Pays Bas,*

IX. Et lorsque l'année
 vante 1681. l'Empereur & l'E
 pire convinrent avec la France
 tenir des conférences sur
 matière de Reunion, & d'
 voyer pour cela des Plénipot
 tiaires de part & d'autre
 Francfort, & que non seuleme
 ceux de France furent déjà pou
 tis pour cela de Paris, mais

Roi même eut aussi déclaré ^{Et cela} pressément, que depuis ce ^{dans un} temps toutes sortes de Reunions ^{temps de} d'Occupations devoient, com- ^{paix l'an-} mence 1681.
de justice, cesser, ils s'empara ^{Et 1684.}
en moins dans le mois de Sep-
tembre de la même année de la
ville de Stratsbourg, & trois
ans après de Luxembourg, les
chefs les plus importantes pour
entrer dans l'Empire & dans les
Pays-Bas, & les Reunions
continuèrent pendant tout ce
temps là.

X. L'Empereur & l'Empire ^{La trêve}
avant alors la guerre contre les ^{de 20. ans}
Turcs sur les bras, ils se trou- ^{conclue}
vrent obligés (pour arrêter du ^{l'an 1684.}
moins pour quelque temps la ra-
pidité de ce torrent de Réunions,
qui avoit déjà inondé tant de ter-
res, & qui pouvoit de cette ma-
nière engloutir tout l'Empire
avec les Pays-Bas) de faire l'an-
née 1684. une Trêve de 20. ans
avec la France, chose jusqu'ici
nouvelle, de faire une Trêve dans
un temps de paix, & de laisser
pour

pour ce tems là sous la Souveraineté du Roi ce qu'il avoit reni & occupé.

La Seconde guerre après la paix de Munster, entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & la France de l'autre, de l'année 1688.

XI. Mais cela n'avoit pas duré quatre ans, que la France sous pretexte, que l'Empereur avoit resolu de lui faire la guerre, après avoir fait la paix avec le Turc, attaqua l'Empire tout d'un coup, à l'impourvu, sans avoir déclaré la guerre, de l'année 1688. s'empara des fortresses situées sur le Rhin, comme de Mayence, de Bonn, Philipsbourg & d'autres places. Et voilà la seconde guerre, de laquelle l'on pouvoit remarquer à son grand malheur la facilité que la France avoit gagnée par l'acquisition faite dans la paix de Munster, de passer à la première rupture le Rhin, d'entrer quelques dans le cœur des Cercles & de se tourner de là vers les Provinces-Unies des Pays-Bas qui le ressentirent bien dans la suite. Mais il est juste aussi de remarquer ici la grande attention

achant la Paix d'Utrecht. 381
ce, que nonobstant la sang-
te guerre d'Hongrie, l'Em-
eur & l'Empire prêtèrent
née suivante 1689. à l'An-
erre & à la Hollande, en fai-
une diversion aux forces de
rance, & en s'emparant avec
Armées très considérables de
pes d'élite, de la Ville de
vence, de Bonn, de Kay-
wert, & d'autres places, ce
facilita le grand dessein en
gleterre, sans quoi la liberté
ces deux Puissances mariti-
étoit perdue sans ressource,
elles ne devroient pas oublier
grands & heureux efforts,
firent alors l'Empereur &
mpire, où les bonnes & réél-
intentions du Cercle du Haut
in en particulier, dont les
ces étoient alors sous la dire-
on du Serenissime Prince de
sse-Cassel, apparurent d'abord
commencement, encore dans
née 1688. & avant la déclá-
on de guerre faite l'année
ante de la part de Sa Maje-
ité

382 *Actes, & Memoires,*
fé Imp. & du Saint Empire,
mettant une nombreuse garnison
à Francfort, Coblents, & Ere
breitstein, ce qui empêcha
François de s'en emparer, & an
ta ainsi le torrent de leurs arm
Et cette vigoureuse assistance
l'Empereur & de l'Empire fa
à tems aux Puissances maritim
est aussi une preuve convainca
te, que non seulement les Pr
vinces Unies, mais aussi l'A
gleterre quoique séparée par
mer, ont un très grand inter
à la conservation de l'Empi
& principalement des Cere
les plus exposés à la Franc
puisque ce qui est arrivé une f
dans un Etat, peut bien arriv
aussi une autre fois.

*La paix
faite à Rys-
wick, dans
l'an 1697.
mais contre
la teneur
des Preli-
minaires
auxquels la
France s'e-* XII. Lorsqu'on fut donc l
le point de finir cette guerre p
la paix de Ryswick de l'an 169
la France s'obligea preliminair
ment à la restitution de la Ville
Strasbourg, aussi bien qu'à cel
de (NB.) toutes les réunio
qui ont été faites depuis le trai

chant la Paix d'Utrecht. 383
Nimegue (NB. l'on n'en avoit *toit enga-*
nt fait auparavant) comme *gée.*
nfr. de Calliere l'avoit dicté
même au Ministre de Sa Ma-
le Roi de Suede Mediateur,
que celui ci l'avoit marqué
son Protocole du 10. Fe-
1697. ce qui fut aussi re-
le 1. d'Avril par tous les
bassadeurs de France, com-
les Protocoles de l'Ambassa-
Mediateur de ce jour du 10.
vril le donnent à connoitre;
forte qu'on ne douta nulle-
t de cette restitution, & l'on
a sur cela en negociation.
s l'on fut bien étonné de
, qu'on fit de la part de la
nce dans le cours de la nego-
on tout un autre projet de
pour l'Empire; & puisque
gleterre, & la Hollande fi-
leur paix à part, & ne trou-
nt pas leur convenance dans
continuation de la guerre, &
l'Empereur & l'Empire n'é-
nt nullement en état de la
continuer tous seuls, il fallut
faire

faire la paix, comme l'on p
voit, ceder la Ville de Str
bourg à la France, accepter d
le toutes les restitutions parti
lières, qu'on pouvoir avoir,
entre elles aussi celle du Du
de Lorraine, sous des conditi
pourtant bien dures, & se c
tenter de sauver le reste par
regle generale du rétablissém
de la paix de Munster, & de
megue contenüe dans l'articl
de ladite paix.

*Le défaut
de l'accom-
plissement
& de l'en-
tiere exécu-
tion de cette
Paix de
Ryswick.*

XIII. Mais l'on n'en
pourtant guerres consolé d
l'effet, & dans la realité, car
Princes & Etats de l'Emp
n'ont pas été restituez dans l'
mediateté à l'égard de leurs
res situées dans l'Alsace, co
me entre autres l'Evêché de S
re, la Maison des Comtes
Hanau, & celles des Comtes
Linange en ont fait la triste
perience. Car on allegua d
part des Ministres de Fran
que l'Alsace avoit été cedée
Roi dans cette paix de Ryswi

ouchant la Paix d'Utrecht. 385
puisque le Roi n'étoit obligé par
Article 4. qu'à la restitution de
qui est situé hors de l'Alsace,
on représenta à quelques-uns
ces Ministres, 1. que cette
conséquence étoit entièrement
fautive, puisque ne pas faire men-
tion d'une chose étoit bien dif-
férent de sa cession ; 2. que cela
concernoit pas ceux, qui
sont nommez dans la liste des
réunions, dont ledit Article
faisoit aussi mention ; & 3.
que la paix de Munster étant mi-
se pour base & fondement dans
l'Article 3. de celle de Ryswick
tout ce qui n'y étoit pas chan-
gé (NB.) expressement, & cette
étendue cession ne se trouvant
pas exprimé en aucun endroit,
cette affaire devoit être réglée
selon la paix de Munster, qui ex-
cepte expressement de la France
les Princes & Etats situés en
Alsace, comme ces raisons &
toutes les autres ensemble, qui
interviennent en cette matière, sont
continues dans le papier ci-
Tom. I. R joint

D. joint sous la lettre D.

Mais tout cela ne pût pas produire son effet souhaité, & les Princes & Seigneurs, que cette restitution à faire dans l'Alsace concernoit, furent obligez, pour se conserver du moins leurs terres & leurs revenus, de s'accommoder à la volonté du Roi & de reconnoître sa Souveraineté, laissant à l'Empereur, l'Empire, & aux Cercles, faire valoir en temps & lieu leurs droits, qu'ils ont à prétendre en Alsace, & sur leurs membres terres y situées.

La Grande Alliance de l'année 1701. & les raisons pourquoi les Cercles y entrèrent dans l'année 1702.

XIV. Peu d'années après, sçavoir dans l'année 1700. arriva la mort du Roi Charles d'Espagne, & le Roi Très-Christien ne voulant pas laisser cette succession à la Serenissime Maison d'Autriche, dont la juste prétension fut même confirmée par la paix des Pyrennées, & ne voulant pas aussi se conformer au Traité de partage, qu'il avoit fait avec l'Angleterre

touchant la Paix d'Utrecht. 387
Hollande peu de temps avant
ette mort, la guerre présente
ommaença entre les Hauts Al-
ez & la France, & la grande Al-
ance entre l'Empereur & la
rande-Bretagne, comme aussi
s Provinces-Unies des Pais-
as étant conclüe le 20. Sep-
mbre 1701. & les Cercles de
Empire les plus exposez étant
illicitez par les Hauts-Alliez à
entrer aussi, ils prirent la re-
lution de le faire sur la fin du
ois de Mars de l'an 1702. &
la par les raisons qui se trou-
ent dans le papier ci joint sous
lettre E.

E.

Et cette conduite des Cercles
t aussi approuvée par tout l'Em-
re, qui entra encore la même
née dans cette guerre, la-
elle fut dans les premieres an-
es assez malheureuse pour les
alliez, & l'experience donna en-
ore à connoître, ce qui depuis
n 1672. étoit la troisiéme fois,
ne les terres cedées au Roi de
tance par la Paix de Munster

lui avoient procuré l'occasion de s'emparer de tant de Fortereſſes conſiderables ſur le Rhin, bien qu'il n'y eût alors près de ce fleuve qu'un ſeul Etat de l'Empire, qui entra dans ſes intérêts & d'inquiéter non ſeulement par là les Hauts-Alliez, principalement les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas & de leur donner bien de l'occupation, mais auſſi de pénétrer peu après & même par deux fois par la commodité du voiſinage de l'Alſace, dont le Roi pouvoit tirer tout ce qui lui étoit néceſſaire pour une exécution de telle importance, juſqu'au Danube, & de ſe joindre au Duc de Baviere; conformément au deſſein que ſon Miniſtere en avoit déjà eu pour l'avenir en une pareille occaſion, dans la Négociation de la paix de Munſter & qui avoit alors été un des plus grands motifs pour ſ'acquiescer à ce que la Maïſon d'Autriche a eu en Alſace, comme les Mémoires

touchant la Paix d'Utrecht. 389
es de cette Négociation de paix
e l'an 1646. donnés au public
n'y pas longtemps, le font clai-
ement voir par des pièces au-
mentiques. Laquelle expedition
oute seule auroit assurément été
apable de renverser tout l'Em-
ire & peut être aussi avec lui
s autres Alliez, & d'ouvrir par
un chemin seur au Roi de Fran-
e pour aller à grands pas à la
Monarchie Universelle, sans
heureuse bataille de Hoch-
et.

XV. Ainsi, pour renfermer *Repetition*
en peu de mots, ce qui est con- *en peu de*
nu dans le discours precedent, *mots de*
Roi de France d'aujourd'hui *tout de*
eu l'occasion par l'acquisition *qu'on a de*
es trois Evêchez & des droits *montre en*
e la Maison d'Autriche en Al- *détail.*
ce (1) d'établir peu à peu sa
rétendue Souveraineté sur les
Princes & Etats situez en Alsace
& aux environs, & de les ren-
re inutiles aussi bien que le Duc
e Lorraine à l'Empire dans un
ems de guerre, & au lieu de

cela de s'en servir pour entretenir des Armées considérables, & de causer par là à l'Empire un double dommage, qu'en comptant la perte que l'Empire en a faite, pour n'avoir pu se servir de ces Etats, conjointement avec le profit que le Roi de France en a tiré, en abusant de ces Etats, montera seulement à l'égard du nombre des Troupes dès 50 jusqu'à 60 mille hommes, que le Roi a été rendu plus fort par là, qu'il n'auroit été sans cela, & cet accroissement de force durera autant qu'il ne sera pas tout-à-fait hors de l'Alsace dans laquelle les terres à lui cédées sont entremêlées avec celles des Princes & Etats de l'Empire, & que par la restitution des Evêchez, avec lesquels le Duc de Lorraine est environné, il ne sera pas éloigné de ce Voisinage; le moindre pouce de terre, que la France gardera là, lui conservant l'occasion d'incommoder toujours le Duc de Lorraine.

ouchant la Paix d'Utrecht. 391
les autres Princes & Etats si-
ez dans l'Alsace & aux envi-
ns, & de s'en rendre maitre
temps de guerre. 2. De pren-
e part à toutes les affaires de
Empire, & de tirer plusieurs
inces dans ses Interêts. 3. De
tir des Forteresses considéra-
es sur le Rhin depuis Bâle jus-
à Philipsbourg, comme Hu-
ingue, le nouveau Brisac, le
ort Mortier, & Fort Louis, &
e s'emparer de plusieurs autres,
oit par intrigue, comme de
ratsbourg, de Luxenbourg,
e Mayence, Keyfersweert, de
onn, & d'autres dont il possé-
e encore actuellement une bon-
e partie. 4. De faire par là la
guerre fort commodement à
Empire, d'y entrer tout d'un
coup avec une Armée, & de
ruiner à la premiere rupture les
Cercles exposés. 5. De faire ir-
ruption du côté du Rhin, dans
es Provinces-Unies des Pais-
Bas, & cela dans les 3. guerres
arrivées depuis la paix de Mun-
R 4 ster.

ster. 6. D'obliger par ce Vo
sinage les Cantons Suisses à u
certain égard, qui lui a été au
avantageux en lui procurant un
augmentation considérable de s
troupes, dont assurément le
Suisses sont l'élite, qu'il a ét
malheureux à l'Empire & à tou
les Alliez, non seulement en la
dite considération des troupes
que la France en a tirées, ma
aussi en ce qu'il a servi auxdit
Cantons de pretexte fort plausi
ble & specieux, de n'entrer ja
mais en ligue contre la France
Et enfin 7. de se dresser par là u
chemin seur pour parvenir à l
Monarchie universelle, à laquell
sans cela le Roi pouvoit si pe
aspirer, qu'il y seroit, pour en
parler humainement, infallible
ment arrivé, si le Dieu tou
puissant ne l'avoit pas detourné
miraculeusement. Et comme
tout cela ne consiste pas dans
une simple presumption & dans
des idées, qui sont souvent désa
vouées par l'expérience, mais
qu'ou

outre que cela est conforme
jugement, que des gens les
s éclairez en ont fait depuis
g-temps, & entre eux aussi
eu Roi Guillaume de la Gran-
Bretagne (qui étant à Lon-
s l'année 1677. comme Prin-
d'Orange remontra au Roi
Charles II, la necessité d'obliger
France à la restitution de d'Al-
e & de la Lorraine, comme
point essentiel pour la sûreté
l'Empire aussi bien que des
iffances Maritimes, & tira
si le Roi entièrement dans
sentiment, comme les Me-
pires de Mr. le Chevalier Tem-
de ce qui s'est passé dans la
rétienté depuis l'an 1672. jus-
à l'an 1679. au Chap. 3. le
nnent à connoître. Il est aus-
confirmé, par des exemptes
s d'une fois réiterez, de sor-
qu'il n'est nullement permis
en faire encore une fois l'é-
euvre; d'autant moins, que
ême le gain de la bataille de
rochster, qui a chassé tout d'un

coup les François au delà du Rhin, & a donné occasion aux Alliez de reprendre encore la même Campagne non seulement toutes les places occupées par la France & le Duc de Bavière dans les Cercles de Suabe, & de Bavière, mais aussi la Ville de Landau, n'a pourtant pû empêcher avec les autres victoires surprenantes que les Alliez ont remportées sur le Roi de France que son Armée n'ait repassé le Rhin quelques années après; & pénétré bien avant dans les Cercles de Suabe & de Franconie ce qui est uniquement venu de ce que cette Couronne est parvenue à la possession des terres, qui ont appartenu autrefois à l'Empire & à la Maison d'Autriche, trop près du Rhin. Ainsi il n'y a sans doute personne, qui en considérant la situation de l'Alsace & des 3. Evêchés, & examinant avec douleur le grand malheur qui est arrivé successivement à l'Empire, & à tout les hau

touchant la Paix d'Utrecht. 395
Alliez, par la cession des Ter-
ritories faite dans la paix de Munster,
il soit entierement convaincu,
qu'il est impossible de rétablir
fidèlement la seureté des Cercles
de l'Empire, & qui plus est
à tous les Alliez, à moins que
d'obliger la France à la restitu-
tion de ladite cession. Où fi-
nement l'on proteste pourtant,
on ne veut pas préjudicier
là au contenu de la paix de
Munster à l'égard de ce qui y a
été disposé touchant la constitu-
tion interieure de l'Empire, qui
se trouve outre cela entierement
confirmée par la paix d'Osnabrug,
à laquelle celle de Munster se
rapporte seulement en cette ma-
niere, & ne fait que repetter son
contenu; Sa Majesté Imperiale
aujourd'hui regnante, aussi bien
que son Predecesseur de glorieuse
memoire, conjointement avec
le College Electoral au nom de
tout le Corps de l'Empire, n'ay-
ant pas hesité pour cela d'anean-
tir déjà dans les deux dernieres

Capitulations cette paix de Mu
ster par rapport à ladite cessio
Nous venons à present au seco
point, qui est

La justice & l'équité de
cette demande.

Laquelle est prouvée.

*Le second
fondement
de cette de-
mande con-
siste dans
la justice
& l'équité,
qui est
prouvée par
plusieurs
raisons.*

I. Par la même nécessité qu'on vient de représenter, pu
que rien ne sauroit être plus ju
ste & équitable, que de song
à sa defense nécessaire, qui
bien avant imprimée du b
Dieu dans la nature, & a en pl
sieurs rencontres de grands P
viléges.

*Par la ne-
cessité, déjà
représentée.
l'Alliance
de Nordlin-
gue,*

II. Par l'Alliance de Nordlin
gue, car lorsque les Cercles f
rent sollicités par les Hauts-A
liez, d'entrer dans la grande A
liance, comme il est dit ci-de
sus, dans la juste reflexion qu'
furent sur le temps passé, où leu
Alliez n'avoient jamais pris
cœur d'établir leur seureté o
Barriere, & leur Reintegration

si seulement à l'égard du Cercle du Haut Rhin ne sauroit être faite sans la restitution de ce qui a été en partie usurpé par la France, & en partie à elle cédé dans la paix de Munster, puisque même les 3. Evêchez ont fait autrefois partie de ce Cercle, comme ces conditions, sous lesquelles les Cercles sont entrez dans la grande Alliance, sont contenûes dans les Articles 8. & 9. de l'Alliance de Nordlingue ci joints sous la lettre F.

F.

Les Cercles s'étant donc non seulement engagez dans cette guerre d'abord au commencement, non obstant les grands dangers auxquels ils savoient bien par expérience qu'ils alloient s'exposer, ce qui arriva aussi effectivement ; mais aiant aussi satisfait pleinement de leur côté à tout ce que l'Alliance de Nordlingue requiert d'eux, & même au delà, ce qui sans alleguer ici d'autres points peut être remarqué dans le nombre des Troupes, qu'ils

ont tenües, & tiennent encore actuellement sur pied dans cette guerre, & aiant même paru rendu d'abord dans la première Campagne de très grands services aux Hauts - Alliez au Siège de Landau, où les Troupes des Cercles ont fait la principale partie des Assiegeans, par quel sieg la France fut obligée de partager les Troupes, qui avoient auparavant serré bien étroitement & d'agereusement les 7. Provinces Unies, & de former une Armée considerable sur le Rhin. Il de l'autre côté, c'est à dire celui des Alliés, bien juste équitable aussi, qu'on leur tienne ce qu'on leur a promis dans ladite Alliance, & particulièrement dans le temps present la Négociation de paix, qui est justement ce qu'on avoit des deux côtez principalement en vûe en faisant cette Alliance, dans la reflexion, qu'on faisoit déjà alors que le Corps des Cercles & celui de tout l'Empire n'étant p

pro

opre pour faire des conquêtes
l'Ennemi; ce seroit dans la
égociation de Paix où l'on
pourroit établir cette Reintegra-
on & Barriere. Il est vrai,
ce ce que les Alliés ont pro-
is aux Cercles dans cette Al-
ance, est fondé sur la possibi-
té, mais outre que cela s'en-
end de foi même dans toutes les
alliances, il est nécessaire aussi,
e faire premierement tout ce
ui est possible, avant que de
ouvoir s'excuser sur l'Impossi-
bilité, & de prendre garde de
alleguer pas une difficulté pour
ne raison d'impossibilité, &
principalement en fait de guerre
& de restitution, où l'on fait
par avance, que l'Ennemi ne fe-
a rien sans y être bien pressé, &
qu'il faut par conséquent conti-
nuer & insister jusqu'à ce qu'on
ait obtenu ce qu'on a trouvé au
commencement juste & raison-
nable, & sur tout de ne s'arrê-
ter pas à moitié chemin, quand
on est déjà si bien avancé. Car
sans

sans cela il y a toujours moy de faire d'une chose facile en le même une difficile, & par une impossible, en quoi, ce arriva à l'Empire dans la Négociation de la Paix de Ryswick peut servir de grand exemple puis que la séparation des Alliés rendit alors impossible dans Négociation principale de Paix ce que la France avoit déjà accordé Préliminairement l'Empire.

Le grand nombre d'Electeurs, de Princes & d'Etats de l'Empire interessez à cette restitution.

III. Entre autres circonstances qui doivent porter les Hauts Alliés à faire voir l'effet de leur obligation comprise dans l'Alliance de Norlingue & à la rendre entierement efficace, il trouve aussi celle du grand nombre des Princes & Etats de l'Empire, qui sont particulierement interessez à cette restitution puisqu'il y a 5. Electeurs, à savoir ceux de Mayence, de Trévise, de Cologne, de Saxe, l'Electeur Palatin; 16. à 17. Princes Ecclesiastiques & Secu-
lier

touchant la Paix d'Utrecht. 401
rs, savoir la Serenissime Mai-
d'Autriche, les Evêques de
strasbourg & de Bâle, le Duc
Lorraine, le Prince de Mour-
ch & de Lure, le Duc de
Wurtemberg Montbeillard,
Abbé de Munster dans la Val-
de St. Gregoire, l'Abbesse
Andlau, le Roi de Suede com-
e Duc de Deux-Ponts, l'Evê-
e de Spire, les Markgrave de
de, les Princes Palatins de
rckcnfeld, les Maitres des
rdres de Chevalerie Teutoni-
e & de St. Jean, l'Abbé de
Weissenbourg & d'autres Abba-
s, plusieurs familles de Com-
s, & de Barons, & entre elles
lles des Comtes de Hanau,
s Rhingraves de Rappolstein,
de Linange; onze Villes Im-
riales, savoir Strasbourg &
s dix Villes qui reconnoissent
Prefecture Provinciale; une
noblesse de 60. familles; les-
uels Electeurs, Evêques, Prin-
es Comtes, Barons, Nobles,
Villes, ou possèdent en Alsace
des

402 *Actes & Mémoires,*
des Principautez , Comtez
Seigneuries entieres , où se
du moins les Seigneurs dire
de plusieurs Fiefs considerab
situez dans cette Province.
ce grand nombre d'Etats
l'Empire se trouveroit assu
ment bien malheureux & tres
recompensé des grandes dépe
ses , qu'ils ont faites dans ce
guerre , & de la ruine de le
terres , que la guerre leur a co
sé , si les Alliez ne vouloit
pas réellement & efficacem
leur procurer la restitution
leurs terres, soit en Alsace , l
autre part , & aux Cercles le
Reintegration , & une Barri
suffisante. Et s'il étoit per
de faire voir par l'exemple mêm
de la France , comment il fa
prendre à cœur la cause de
Alliez , l'on pourroit finaleme
alleguer ici ce qui arriva à l
gard du Traité de Paix prêt à é
conclu entre l'Empereur Fer
nand II. & le Roi Louis XI
du 13. Octobre de l'année 16:
d

lequel les Plénipotentiaires
sont inferés, qu'on n'assiste-
point les ennemis d'une &
autre part, qui étoient à pre-
sent déclarez, ou qui le seroient
après; mais le Roi de France
refusa de le ratifier, & empê-
cha ainsi sa conclusion, alléguant
pour une des principales raisons,
qu'il vaudroit mieux, qu'il eût
succédé aux Duchés de Norman-
die & de Bretagne, que de lais-
ser ses Alliez, puisque leur con-
servation (c'étoit alors celle des
Princes & Etats de l'Empire)
portant très grandement au
repos & à la seureté de la France.

IV. C'est une chose tout-à-
fait hors de contestation, que
dès qu'une fois la guerre est com-
mencée, tous les Traités de Paix
précédens sont entièrement rom-
pus & anéantis, en sorte que
pourvu que la guerre, dans la-
quelle l'on est engagé, soit ju-
ste, ce dont les Alliez sont en-
tièrement asseurez, l'on est en-
droit de pousser ses prétentions
aussi

*Le renver-
sement de
tous les
Traitez de
paix préce-
dens par
la guerre
présente,
qui met les
Alliés dans
le droit de
pousser leurs
prétentions
si loin qu'*

*ils pour-
ront, & par
le moyen
des armes,
& par celui
des traites.*

aussi loin qu'il est possible, & par les armes, soit par les Traitez, & soit que celui qui fait la prétention, pénètre si avant même, ou que ses Alliez le fassent sans lui, puisque tous Alliez sont considerez en cela comme une seule personne; sorte, que c'est sans aucun fondement, quand quelques uns veulent faire l'objection aux Cercles, que puisqu'ils n'ont rien gagné sur le Roi de France, ne pourroient aussi rien prétendre; car outre la réponse donnée, cela ne se trouve pas même ainsi dans le fait, puisque les troupes des Cercles ont non seulement, outre la prise de Landau, occupé & arrêté dans cette guerre une bonne partie des troupes du Roi de France sur le Rhin, & facilité par là les entreprises & les conquêtes de ses Alliez en Flandre & en d'autres endroits, ce qui s'appelle avoir effectivement sa part; mais aussi une bonne partie des tro-

qui devoient servir sur le Rhin, a été par plusieurs années employée selon la disposition des Rois aux expéditions en Flandres. C'est pourquoi les Cercles ont plutôt en droit de se faire méconter de ce point, puis- qu'ils ont laissé agir les Hauts-Commissaires, comme ils l'ont trouvé propos, & ne s'y sont jamais opposés, quand même on les a exposés sur le Rhin denués des troupes nécessaires y destinées, & exposés ainsi quelques fois ou perdus par des Siéges, que l'ennemi auroit pû entreprendre, une bonne partie de leurs troupes, ou a essuyé une irruption dangereuse dans l'Empire, qui arriva aussi effectivement, & cela dans l'esperance que la Paix future apporteroit le fruit de leur exacte observation du serment de l'Alliance.

7. Il été démontré ci-dessus, *L'ordre qui*
 la cession faite par la Paix de *demande de*
 passer à la France est la source *chercher le*
 de tous les malheurs, dont *remède là*
d'où est venu
 l'Em- *le mal,*

l'Empereur & l'Empire & les Alliés ont été accablez ques ici ; & comme en rétablissant simplement cette Paix ne sauroit par conséquent faire autre chose , que de se replonger de gayeté de cœur dans précédens malheurs , ainsi il juste de remonter à la source & de chercher par son anéantissement le remede là , d'où est nu le mal.

*Le droit des
Alliez de
demander
une caution
suffisante
& réelle de
la Paix à
faire fondé
dans les
offenses si
souvent
réitérées de
la France,
& l'insuf-
fisance des
remedes,
dont les Al-
liez se sont
servi jus-
ques ici.*

VI. En faisant la paix, Cercles sont en droit de demander à la France une caution suffisante , pour être à l'avenir seureté contre ses offenses si souvent réitérées , car c'est à qu même un Juge entre des particuliers est obligé d'avoir égard en pareil cas. Et comme l'est convaincu par l'expérience qui ni la garantie stipulée jusques ici dans les Traités de Paix faits avec la France, ni d'autres conditions n'ont pas été suffisantes pour celà , ainsi il faut demander une caution réelle & me

let

que par le passé, laquelle
auroit consisté que dans la
restitution.

II. L'exemple même de la *L'exemple*
ce fournit encore une rai- *de la France*
particuliere d'équité pour *même tire*
Il à été allegué ci-dessus *de la Paix*
de Munster.

le Roi de France à déclaré
la guerre qui a été terminée
à Paix de Munster, de vou-
assister les Princes & Etats
l'Empire sans aucun intérêt,
nonobstant cela il a fallu lui
la cession connue; Si donc
le Roi de France a crû être en
droit de prétendre alors des ter-
res qui ne lui ont pas apparte-
nu à plus forte raison les Cer-
cles seront ils à présent, de
demander la restitution de ce
qui leur a appartenu, & qui
a fait de tout temps une par-

III. Et en cela même, que *La justice*
les Cercles ne demandent pour *de préten-*
rière que des terres, qui ont *dre une*
détachées de leur Corps, en *Barrière,*
et la mo-
tié par usurpation, qui con- *deration des*
tituée

Cercles, de tinüe encore actuellement, *ne la pré* partie par cession faire dans *tendre que* *par le* Traités de Paix, qui ont *moyen des* précédez par des voyes de *terres, qui* consiste aussi bien une gra *ont d'an-* équité, qu'une pareille mod *cienneté* tion de leur côté, comme a *fait partie* d'une marque assurée, que l *d'eux & de* l'Empire. intention n'a pas été du co *l'Empire.* mencement de la guerre, & *l'Empire.* l'est pas encore, de faire de gr *l'Empire.* des acquisitions, mais qu'il *l'Empire.* tiennent seulement sur la det *l'Empire.* sive, & songent uniquement *l'Empire.* leur seureté, qui fait aussi p *l'Empire.* tie de celle de tous les Al *l'Empire.* pour l'avenir, ce qui est *l'Empire.* point si juste, si équitable, *l'Empire.* en même temps si favorable *l'Empire.* si privilegie, qu'il est connu *l'Empire.* tout le monde, qu'en mati *l'Empire.* de Barriere l'on va quelque *l'Empire.* à cause de l'intérêt commun *l'Empire.* du repos public, qui y se *l'Empire.* engagez, jusqu'au bien d'a *l'Empire.* trui.

La restitu-
tion de la

IX. L'on ajoute à tout ca
qu'en cas que l'Empereur

l'E

Empire se laissent disposer (de *Maison de*
 moi l'on a pourtant sujet de *Baviere tel-*
 oute) à quelque restitution de *le qu'elle*
 Maison de Baviere, il n'est *puisse être,*
 e très juste, que cette restitu- *qui de droit*
 on, de quelque maniere qu'el- *doit conter*
 arrive, comme d'un allié de *à la Fran-*
 France, coute au Roi, qui *ce, & sert*
 bien sçu se faire payer au- *en même*
 fois la restitution du Prince *temps aux*
 Condé dans la Paix des Py- *Alliez,*
 nées; son rétablissement dans *d'un moyen,*
 biens ayant couté selon l'ar- *seur & im-*
 ticle 79. & 82. de cette Paix *manquable,*
 is Places fortes, savoir Ro- *s'ils n'en*
 oy, le Châtelet & Linchamp, *avoient mê-*
 celui dans ses charges selon *me point*
 article 84. la restitution de la *d'autres,*
 ace & Citadelle de Juliers à la *de procurer*
 aison Ducale de Neubourg, *une bonne*
 la cession de la Ville d'Aven- *Barriere*
 située entre Sambre & Meu- *aux Cercles,*
 avec ses appartenances, dé-
 ndances, annexes & domai-
 s. Et comme ladite restitu-
 n de la Maison de Baviere se
 oit dans l'Empire, & qu' par
 conséquent ce que cela coutera

au Roi de France doit être donné au Corps de l'Empire; Ain
l'Equivalent de cette restitution
devroit être de justice d'autant
plus considerable, que non seu
lement l'Electorat & le Duc
de Baviere sont des pieces tr
importantes, dont les reven
surpassent du moins de dix fo
ceux de toutes les terres, do
on demande encore par d'autr
raisons la restitution au Roi
France, mais que c'est aussi u
chose extraordinaire de restit
des Etats de l'Empire, qui o
été mis dans le ban. Et c'
en cette restitution, telle qu'e
puisse être, que consiste aussi
tout cas entre autres un moy
tout-à-fait sûr & immanquab
pour les Alliez, de pouvoir pi
curer, s'ils veulent seulement
une Barriere solide aux Cerc
Il reste encore à examiner.

La facilité qui se trouve du côté du Roi de France de faire cette restitution:

*Troisième
fondement
de cette de-
mande, qui
consiste
dans la fa-
cilité qui se
trouve du
côté de la*

Cette facilité se montre.

I. En se que selon ce qu'on représenté amplement ci dessus, le Roi ne donne rien de

*France de
lui satisfai-
re, prouvée.*

son Royaume, mais restitue seulement ce qui a de tout temps appartenu à l'Empire.

*Par la qua-
lité de la
restitution*

II. Les Revenus aussi bien des trois Evêchés, qui sont fort petits, que des terres & des droits de la Maison d'Autriche en Al-

*qui ne con-
tient rien
des Royau-
me de Fran-
ce.*

ce cedes à la France par la Paix de Munster, sont peu de chose, si le Roi s'en sert selon

*La petitesse
de ce qui
revient au*

le sens literal de cette Paix; car pour ce qui est des Revenus or-

*Roi de ces
terres,
quand il*

naires, les Evêques, & la famille des Ducs de Milleraye, laquelle le Roi a bénéficiée de la Prefe-

*s'en sert se-
lon le sens
literal de la*

ture des dix Villes en Alsace avec d'autres biens y situez,

*Paix de
Munster.*

comme aussi les autres Donataires du Roi, les tirent de toutes ces terres; & pour ce qui est des Tailles, & autres impôts extraordinaires, que les sujets donnent principalement en temps de guerre, ils ne peuvent pas être non plus de grande conséquence dans un Pays si petit, le grand profit que le Roi a fait de ce Pais étant venu proprement de ces terres des Princes & Etats de l'Empire situez en Alsace, & de la liberté & immédieté desquels il a empiété, & y a établi sa Souveraineté contre le sens littéral de ladite Paix de Munster de sorte qu'à l'égard de l'utilité pécuniaire, (à prendre la chose selon ce que le Roi de France feroit en droit de tirer de ce Pays en vertu de la Paix de Munster) il ne peut pas faire raisonnablement de la difficulté à cette restitution, quand il a l'intention sincère d'avancer une chose universellement si salutaire qu'est la Paix, & de la faire égale.

quitable & durable.

III. Mais il n'y peut pas au-
i faire de la difficulté à l'égard <sup>La conti-
nuation de</sup>
le la feureté de son propre Roy-^{l'entiere}
ume, qu'on pourroit peut-être ^{seureté de}
lire être beaucoup diminuée par ^{Royaume}
ette restitution; car outre que ^{de France}
equité demanderoit dans le cas ^{nonobstant}
present, où l'on veut de part &
l'autre des Barrieres, que le
Roi de France rendit les terres,
qui ont d'ancienneté constitué la
Barriere de l'Empire, & se con-
entâr de celle, que son Royau-
ne a eu auparavant, par le
moyen de laquelle il à été par
ant de siecles en feureté, ou
en fit une nouvelle dans ses
propres Etats, il est aussi connu
tout le monde, que quand même
ne la France seroit entierement
ouverte du côté des Cercles,
elle n'auroit pourtant rien à
craindre, ni des Cercles, ni de
l'Empire; ce Corps n'étant pas
propre, & comme l'experience
donne assez à connoître, n'en
ayant aussi jamais eu le dessein,

de faire des Conquêtes & se contentant toujours de la conservation du sien : Et si un puissant Empereur Charles V. n'a pas été en état, avec tous les efforts extraordinaires qu'ils s'est donné, de pouvoir seulement reprendre la Ville de Metz sur le Roi Henri II. dans le tems, auquel le gouvernement & le Royaume étoient dans une condition bien différente de celle dans laquelle on a vû l'un & l'autre sous le Roi d'à présent ; quel changement de conjonctures se pourroit on seulement imaginer, pour se faire une idée raisonnable de la peur, que le Roiaume de France devroit avoir des Cercles, ou de l'Empire ? d'autant plus, que non seulement après cette restitution ce Roiaume ne sera pas laissé sans Barrière, mais qu'il y va aussi de l'intérêt des Cercles les plus exposez & des Hauts-Allies, (qui aussi sans cela ne laisseront jamais de veiller à la

con-

ouchant la Paix d'Utrecht. 415
onservation de l'équilibre) de
e pas permettre, qu'on attaque
e ce côté là la France reduite
ans ses anciennes limites, &
y tenant en repos. Mais c'est
surement perdre le temps, que
e s'amuser à examiner, com-
ment il faut mettre le Royaume
e France en seureté contre les
ercles, qui avec ladite restitu-
on auront comme tout le Corps
e l'Empire toujours besoin d'u-
e puissante garantie de la paix,
our ne pas devenir un jour la
roye d'un Successeur inquiet
ans le Royaume de France;
bienheureux & contents, s'ils
peuvent seulement se defendre
contre cela, & se conserver dans
leur ancienne liberté, par le
moyen d'une Barriere solide,
conformement à necessité, à
la justice & à l'équité accompa-
gnées de la facilité d'y parvenir,
representées tout au long dans
ce Discours: En quoi ils met-
tent toute leur confiance, com-
me aussi dans l'assistance efficace

416 *Actes, & Mémoires*
de leurs Hauts-Alliez, qui
sont obligez aussi bien par le
Traité d'Alliance de Nordlingue
que par leur propre intérêt; &
tout cela d'autant plus, que le
bon Dieu a beni leurs armes pen
dant le cours de cette guerre
& leur a donné par là le moy
en de tires les Cercles de la mal
heureuse situation, dans laquell
ils se trouvent depuis la cession
faite à la France par la Paix de
Munster.

A.

RAISONNEMENT

*De Monsieur de Gravel, Plénipotentiaire
du Roi Très-Chrétien, touchant les droits
appartenans au Roi sur les dix Villes Im
periales d'Alsace, envoyé à la Cour le
25. d'Aout 1661. & depuis à Mon
sieur le Duc Mazarin le 8. Avril 1664.*

Il est à propos de remarquer auparavant
que d'entrer dans discussion de l'aff
faire principale, que le Traité de Mun
ste

er est en plusieurs endroits obscur & jet à des explications, qui paroissent à fait contraires: Quelques uns croient, que celà a été fait à la suscitation des Ministres Imperiaux, ou plutôt de ceux d'Espagne, afin d'y laisser des semences de brouilleries, par lesquelles le Traité pût être renversé. Monsieur Bolmar a dit plusieurs fois, que l'on ne voit pas s'en mettre beaucoup en peine; qu'il étoit conçu en tels termes, qu'il ne pouvoit pas subsister long-temps. Il est si nécessaire de considerer, que ledit Traité étant avantageux pour la France, par cette raison particulièrement qu'il donne au Roi les moyens d'entrer dans la connoissance des affaires de l'Empire, surtout par l'Alliance, qui a été contractée entre Sa Majesté & quelques Electeurs & Princes dudit Empire, & qui est tout à fait fondée sur ledit Traité; il semble qu'il du service de Sa Majesté, de ne rien entreprendre, qui puisse servir aux dessein desdits Ministres, & affoiblir la reputation que Sa Majesté s'est acquise de maintenir inviolablement ledit Traité en toutes ses parties, comme elle a fait jusques ici avec l'approbation & l'applaudis-

sement de tout l'Empire.

La question principale est donc de sçavoir, en quoi consiste la cession, qui a été faite à Sa Majesté de la Haute & Basse Alsace, de la charge de grand Bail de Haguenau, & de la Prefecture Provinciale sur les dix Villes Imperiales: Voici les termes du Paragraphe, *Tertio Imperator &c.*

„ L'Empereur tant en son nom propre, qu'en en celui de toute la Serenissime Maison d'Autriche, comme aussi de l'Empire cede tous les droits, propriétés, domaines, possessions & juridiction, qui jusques ici ont appartenu tant à l'Empire & à la famille d'Autriche, sur la Ville de Brisach, le Landgraviat de la Haute & Basse Alsace, le Sundgau, & la Prefecture Provinciale sur les dix Villes Imperiales, à sçavoir Haguenau, Colmar &c.

Le §. suivant *itemque dictus Landgraviatus &c.* dit „ que ledit Landgraviat sur l'une & de l'autre Alsace & Sundgau, comme aussi la Prefecture Provinciale sur les dix Villes nommées; item tous les Vassaux, Sujets, Hommes, Villages, Bourgs, Châteaux, & en un mot tous

es droits, Regales, & appartenances, sans reserve aucune, appartiendront au Roi Très-Chrétien, & seront incorporez à perpetuité à la Couronne de France avec toute sorte de Jurisdiction & de Souveraineté, sans que l'Empire & la Maison d'Autriche y puissent apporter aucune contradiction.

Pour tirer le veritable sens de ces deux paragraphes, & les accorder avec cet autre qui suit un peu après, *Teneatur Rex christianissimus* &c., il est à propos de requier, que ladite cession faite au Roi comprend non seulement tout ce qui appartenoit en propre à la Maison d'Autriche, mais aussi certains droits, que ladite Maison avoit dans la Haute & Basse Alsace, comme est ladite Prefecture sur dix Villes Imperiales, & tant ce qui appartenoit en propre à ladite Maison, que les dits droits qui relevoient de l'Empire; c'est pourquoi il a été nécessaire, que l'Empereur & l'Empire, qui étoient pressés dans ladite cession comme seigneurs des Fiefs & desdits droits, y ont donné leur consentement, avec cette difference, que tout ce qui appartenoit en propre à ladite Maison, a été cédé au

Roi absolument, avec toute sorte de supériorité, & de juridiction, & sans relever de qui que ce soit ; & pour ce qui est desdits droits, comme est la Prefecture Provinciale sur les dix Villes, qui ont été cedez au Roi, quoique Sa Majesté ne les reconnoisse ni de l'Empereur, ni de l'Empire, elle est toute fois obligée de les exercer de la maniere, que la Maison d'Inspruck en a usé pendant qu'elle en a été en possession, comme il est expliqué par le dit §. *Teneatur*, &c. „ qui dit que „ le Roi Très-Chrétien sera tenu de les „ servir non seulement les Evêques de Strasbourg, & de Bâle & la Ville de Strasbourg, mais aussi les autres Etats, „ Ordres, les Abbez de Murbach & Lure, qui sont dans l'une & l'autre Alsace, „ ce relevant immédiatement de l'Empereur Romain, l'Abbesse d'Andlau, le Monastere de Saint Benoit au Val Saint Georges, le Palatin de Luzelstain, les Comtes & Barons de Hanau, Fleckenstein, Oberstein & toute la Noblesse de „ Basse Alsace ; item les dix Villes Impériales, qui dépendant de la Prefecture d'Haguenau, en la liberté & possession „ dont elles ont joui jusques ici, de relever „ immé-

immédiatement de l'Empire Romain; de sorte qu'il ne puisse prétendre au delà sur eux aucune supériorité Royale, mais qu'il se contente des droits, qui regardoient la Maison d'Autriche, & qui par ce présent Traité de Pacification sont cédés à la Couronne de France.

Il appert par ce Paragraphe, que, quoique lesdites Villes Impériales dépendent de la Préfecture Provinciale de *Hagenau*, elles ne laissent pas d'être Etats immédiats de l'Empire, comme sont les Evêques de *Strasbourg* & de *Bâle*, & les autres Etats, dont il est fait mention dans le même Paragraphe. Le Roi ayant seulement le droit de Préfecture sur lesdites Villes dans la manière que l'exerçoit la Maison d'Inspruck. Il semble que les dernières paroles dudit Paragraphe, „ de manière toute fois que par „ cette présente déclaration on n'entende „ rien déroger aux droits du Souverain Domainé qui a été ci-dessus accordé, détruisent cette explication; mais si on veut bien les examiner, & les rapporter à ce qui a été dit ci-dessus, on trouvera que ces droits de Souverain Domaine s'en-

tendent des Etats * qui relevoient de l'Empire, & qui ne reconnoissent maintenant que le Roi pour Souverain, & que Sa Majesté exercera la Prefecture Provinciale sur lesdites Villes sans reconnoître ces droits ni de l'Empereur, ni de l'Empire; comme étoit obligée de faire la Maison d'Inspruck.

Il y auroit autrement une absurdité & une contradiction manifeste tant dans ledit Paragraphe, que dans les deux autres, dont on a fait mention, & il ne seroit pas possible de les bien expliquer, & de les accorder, si l'on vouloit entendre que le Roi eut une Souveraineté absolüe sur lesdites Villes Imperiales.

Toute la difficulté consiste dans le Paragraphe, *itemque dictus Landgraviatus* &c. là où il n'est pas dit (ainsi qu'il est marqué dans l'instruction, qui m'a été envoyée) que cette cession est faite avec toute sorte de Jurisdiction & de Souveraineté sur les dix Villes Imperiales; mais bien que

* Par le mot (Etats) Mr. de Gravel entend ici les Comtés & Seigneuries, qui appartennoient à la Maison d'Autriche, & sont situées dans la Haute Alsace, sur lesquelles cette Maison reconnoissoit le Souverain Domaine de l'Empereur & de l'Empire.

que la Prefecture Provinciale sur les dix Villes appartiendra au Roi avec toute sorte de Jurisdiction & de Souveraineté, en quoi il y a bien de la difference, ce mot le Souveraineté se devant entendre dans une maniere qu'il a été dit, que la Couronne de France ne reconnoitra ce droit le Prefecture ni de l'Empereur ni de l'Empire, & que cependant elle l'exercera comme a fait la Maison d'Inspruck, selon qu'il est expliqué par le Paragraphe.

Messieurs les Plénipotentiaires de France ont inferé tant qu'ils ont pû, ce mot de Souveraineté, pour rendre cette acquisition entierement independante de l'Empereur & de l'Empire, & pour faire voir, que tout ce qui étoit cédé au Roi, ne relevoit ni de l'un ni de l'autre; au contraire de la cession, qui a été faite aux Suedois des Etats qu'ils ont acquis dans l'Empire par le Traité qui a été fait avec eux, où il est dit dans le 10. Article que le Royaume de Suede possedera les Etats qui lui ont été accordez, *in perpetuum & immediatum Imperii fendum* & un peu plus bas, *pro hereditario Imperii fendo habeat & possideat.*

Il n'est question , que de voir tout qui appartenoit à la charge de Grand Baillif, les droits qu'il avoit en cette qualité sur les dix Villes Imperiales, & en quelle maniere la Maison d'Inspruck exerceoit ladite charge, & jouïssoit de ce droit. Il n'y a point de doute, que le même appartient au Roi, que Sa Majesté en doit jouir sans aucune difficulté, & que lesdites Villes ne se vouloient pas rendre à la raison, alors sadite Majesté pourroit les y contraindre, & se promettre même l'assistance des Alliez, si elle étoit nécessaire: Il faut aussi considérer d'un autre côté ce que lesdites Villes étoient obligées de rendre à l'Empereur & à l'Empire, comme Etats immediats, & peut qu'elles sont tenues de satisfaire encore aux mêmes devoirs en ladite qualité, puisque le dit Paragraphe, *Teneatur &c.* donne assez à entendre, que la même qualité d'Etats immediats leur a été conservée & que l'on ne sçauroit toucher cette immediateté, sans que tout l'Empire se declare contre nous, & nos Alliez mêmes.

Il me souvient, que parlant autrefois avec feu Monsieur de Servien sur cette même

ême difficulté, & lui disant mes petits
timens à peu près dans les mêmes ter-
es, que je le fais maintenant, il me dit
e nous aurions toujourns assez de droit
r lesdites Villes pour le faire valoir avec
pée, lorsque quelque occasion favora-
e s'en presenteroit. On pourroit main-
nant dire la même chose, mais la con-
acture, où se trouvent aujourd'hui les
aires de ces quartiers ici, n'est pas pro-
p pour entreprendre une pareille affaire
r cette voye-là, & il y a apparence,
e lesdites Villes ne se soumettront à
tte Souveraineté, que par la force.

Il me semble au contraire, qu'il est
ut à fait du service du Roi, d'affermir
ûjours de plus en plus le grand credit
la reputation, que Sa Majesté s'est ac-
ise dans tout l'Empire, & de conserver
ffection de la plûpart des Electeurs &
inces qui le composent.

L'on pourroit sans doute risquer cet
antage, & rendre Sa Majesté suspecte,
ême à ses Alliez, & à ses meilleurs
is. Il y a déjà assez de personnes dans
Empire mal affectionnées à la France, &
i ne voyent qu'à regret la part, que le
oi a dans les affaires d'Allemagne, les-
quelles

quelles tâchent de persuader aux autres, qu'il ne faut pas tellement s'opposer aux desseins de l'Empereur, qu'il ne faille au Roi prendre garde, que le Roi ne mette pied si avant dans l'Empire. Ces gens-là manqueroient pas de faire sonner bien haut cette entreprise, si on la vouloit tenter, & d'en faire craindre les conséquences, qui ne pourroient être que très préjudiciables au bien des affaires de Sa Majesté.

Il me semble, qu'il est même tout fait à propos de ne pas faire connoître qu'on en ait la moindre pensée, pour qu'on ne se rendroit suspect, & on se persuaderoit peut-être, que l'on couvrait un dessein en France, pour le faire éclore, quand une occasion favorable s'en présenteroit.

Les affaires se conservant dans l'Empire à l'égard du Roi, comme elles sont maintenant, & comme il y a apparence qu'elles se maintiendront, font espérer quelque chose de plus grand & de plus avantageux, que ces droits à disputer les dix Villes Imperiales, où apparemment plusieurs États s'intéresseroient, outre lesdites Villes, la Noblesse libre

voisins de l'Alsace. - L'on n'a jusqu'aujourd'hui de la part du Roi parlé autre chose, que de maintenir la liberté de l'Empire contre les entreprises de la Cour de Vienne, & ç'a été une des fortes raisons, qui ait obligé la plupart des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de considerer le Roi, comme le principal défenseur de ladite liberté, & d'allier avec Sa Majesté. Il y auroit à craindre, si l'on poussoit cette prétention sur lesdites Villes Imperiales, que les mêmes Electeurs, Princes & Etats ne changeassent de sentiment, & ne repassassent dans le parti qu'il ont quité, où quelques uns d'eux ont été attachés si long temps, & où ils ont joui au moins d'une apparence de liberté, qu'ils appréhenderoient de perdre tout à fait, dans la pensée qu'ils auroient, que l'on vouloit commencer par lesdites Villes à attirer peu à peu les Etats de l'Empire: il n'y auroit pas au moins faute de gens, qui tâcheroient d'en imprimer la crainte partout où ils pourroient.

Ce sont là mes petits sentimens; & si qu'il semble, que je soutienne ici la cause contre les intérêts du Roi, je n'ai

n'ai pas pû m'empêcher de les déclarer
ingenuement , les croyant plus conformes
au bien du service de Sa Majesté , &
m'a commandé de les lui faire sçavoir.
Si elle juge toutesfois à propos , que
soutienne ici de sa part cette prétention
selon l'instruction , qui m'a été envoyée
je le ferai tant auprès de Monsieur l'Electeur
de Mayence , que des Deputés
qui sont ici , le plus vigoureusement &
mieux qu'il me sera possible ; mais je
sçauois m'empêcher de réitérer encore
que la suite en sera dangereuse.

Fait à Francfort le 21 Août 1661.

B.

LES RAISONS

*Princes & Etats de l'Empire possédans
des biens situez hors du district des Evê-
chez de Metz & Verdun , qui ont été ,
avant la cession des Evêchez faite à la
France par la paix de Munster , Fiefs
desdits Evêchez , pour montrer que la pré-
tention de la France faite à l'égard de ces
biens est sans fondement, sont les suivantes.*

Que la qualité feodale n'inferre point
de subjection selon les principes
du droit & les coutumes feoda-
les, qui sont en usage en Allemagne, &
la France ne pouvant avoir comme
vassal plus de droit, quand même le
seigneur direct des Fiefs des Evêchez si-
tuez hors de leur district seroit aussi cédé,
(qui n'est pourtant pas) de changer
à.

II. Que tous les Fiefs en question,
et des Fiefs offerts , purement héredi-
taires , nullement obligez à des services
seigneuriaux , & ne retournans point au Sei-
gneur direct , étant appelés pour celà,
Fiefs

Fiefs de baïsemains, comme la coutume & l'observation de tout tems le veulent, cette qualité particuliere de ces Fiefs de nant avec celà à connoître que le Domaine direct ne seroit aussi d'aucun Usage aux Evêques, ni au Roi de France.

III. Que ce Domaine direct, qui a appartenu autrefois aux Evêques, le qu'ils étoient encore Princes de l'Empire n'étoit qu'un droit subalterne, appartenant aux Evêques, comme aux Seigneurs seconds & inferieurs, & dependant toujours de la Seigneurie directe Superieure de l'Empereur & de l'Empire, comme c'est très commun dans l'Empire, en sorte que les Vassaux & possesseurs de ces Fiefs n'en ont jamais rendu service au Seigneur direct inferieur, mais uniquement à l'Empereur & à l'Empire. Et comme il y a d'une necessité indispensable, que le Seigneur direct second & inferieur, soit en tout libre de l'Empire; puisque sans ce libté il ne pourroit pas s'acquitter de l'obligation, dans laquelle il est, aussi bien que son Vassal, de servir l'Empereur & l'Empire, & même sans aucune exception contre chacun, ce qui est le Caractere des Fiefs de l'Empire: Ainsi il s'ensuit infa-

ement , que ces Evêques n'étant plus
ats de l'Empire , mais étant cedez avec
s droits de superiorité à la Couronne
France , cette Seigneurie directe infé-
re , & dépendante de l'Empereur &
l'Empire , a été aneantie tacitement ,
par une Conséquence nécessaire , est
trée dans son principe , qui est cette
gneurie directe Superieure appartenan-
à l'Empereur & à l'Empire.

IV. Que pour cela enfin les droits de
veraineté , superiorité & autres cedez
a France sur l'Evêché de Metz aussi
n que sur les autres deux Evêchez ,
t referrez expressement dans l'Article
de la Paix de Munster , NB. dans
district ou étendue territoriale des E-
chez , en sorte que le Roi de France
rien prétendre des Princes & Etats
l'Empire situez avec leurs biens hors
ce district , & dans les terres de l'Em-
e , soit par un prétexte de Vasallage ,
t par un autre.

V. Que de tout temps & aussi bien
nt la paix de Munster , à monter jus-
au temps de l'occupation faite par la
ance de cés Evêchez dans l'année 1552.
après cette paix , les possesseurs de ces
Fiefs

Fiefs les ont sans aucune interruption possédés comme des terres de l'Empire avec toute l'immediateté, & sans aucune dépendance de la France, ces Fiefs faisoient pour celà partie de leurs terres comprises dans la matricule de l'Empire.

V I. Que de cette cession excessive (c'est à dire, que la Souveraineté & Domaine direct & supérieur des Fiefs situés hors du district des Evêchez ne voient aussi appartenir à la France ce qui concerne bien au delà de Principautés, Comtez & Seigneuries & s'étend jusques dans l'Electorat Palatin, dans les Duchez de Luxembourg & Limbourg, & dans les terres des Comtes de Nassau, Hanau, Linange beaucoup d'autres, & importe beaucoup plus que les Evêchez mêmes) il n'est fait la moindre mention dans le Traité de Munster, ce que le droit requiert pourtant, puisque les Fiefs ne s'entendent nullement sous une cession générale d'un Evêché, & que

V II. L'on a nommé fort particulièrement dans cette Paix de Munster tous les droits cedés à la France, de sorte que dans le même Articles 70. où la cession des Evêchez

chez est contenue , l'on a stipulé la restitution de Moyenvic quoique situé dans le district des Evêchez , ce qui , outre la suite consequence qu'on en doit tirer , l'on n'auroit assurément pas oublié d'exprimer particulièrement un point de si grande importance , confirme aussi d'autant plus la regle de Non-cession de tout ce qui est hors de ce district , & qu'outre tout cela

VIII. La France n'a pas même songé à une prétention si énorme pendant tout le Cours de la Négociation de Paix , quoi qu'on en eut parlé , bien loin de l'avoir accordée.

B. Ce sont les raisons , qui ont enfin disposé le Roi Très-Chrétien à anéantir dans l'Article 4. de la Paix de Ryswick les Réunions faites par le Parlement de Mets en cette matiere. Lequel anéantissement devoit pourtant avoir été un peu plus éclairci.

C.

LES RAISONS

Des Princes & Etats situez en Alsace, contre les Réunions, qui ont été faites par la Chambre de Brisac, & ont été fondées sur une cession prétendue de toute l'Alsace sont les suivantes.

- I. **Q**ue toute l'Alsace n'a pas été cédée à la France par la Paix de Munster, mais seulement la Préfecture des dix Villes Imperiales & le Landgraviat de l'Alsace, comme la Maison d'Autriche l'a eu, ce qui ne fait qu'une partie de cette Province, avec cette différence pourtant, qu'au lieu que ces Seigneuries & droits de la Maison d'Autriche dépendoient de Sa Majesté Imperiale du St. Empire, & étoient sous leur souverain domaine, ils devoient appartenir à l'avenir sans aucune dépendance au Roi de France, c'est pourquoi il a été nécessaire, que l'Empereur & l'Empire ayent renoncé particulièrement à ce Souverain Domzine, dont dépendoient autrefois les droits de la Maison d'Autriche, comme c

cession est amplement expliquée dans Articles 73. & 74. de cette Paix; & pour plus grande preuve de cela le s'est fait

I. Promettre dans les Articles 81. & de faire raser les Fortifications de felde & de Saverne, places pour-situées dans l'Alsace, comme aussi la neutralité de cette dernière place, & le passage libre des troupes de France par elle par d'autres villes de l'Alsace, par rapport à la Garnison de Philipsbourg, ce n'auroit pû être fait, si la Souveraineté de ce Pais lui avoit été cedée.

II. Que de plus les Princes & Etats de l'Empire situez dans la haute & la Basse Alsace, y compris même les dix Villes, reconnoissent la Prefecture, avec la Justice de la Basse Alsace, ont été nommément confirmez dans leur liberté & Immunité de l'Empire dans l'Article 87. Quel il faut joindre à l'égard des terres qui appartiennent à la Maison des Ducs de Wurtemberg-Monbeliard l'Article 32; le Roi de France s'obligeant outre cela par le dit Article 87. de ne prétendre ci-après sur ces Etats aucune Souveraineté, & de demeurer content des droux quelconques

qui appartennoient à la Maison d'Autriche. Mais que pour ne pas tomber dans l'opinion, que cet Article 87. comme postérieur aux Articles 73. & 74. faisant dro de la cession desdits droits de la Maison d'Autriche, & omettant la cession du Souverain Domaine appartenant à l'Empereur & à l'Empire sur ces droits de la Maison d'Autriche, on avoit peut-être changé dessein à l'égard de cette Souveraineté. Les Articles précédens 73. & 74. il a été faite mention & répétition expresse de cette dépendance & Souveraineté, avec laquelle la France devoit à l'avenir, comme il a déjà dit, posséder ces droits de la Maison d'Autriche, & c'est ce qui a donné occasion à joindre à cet Article 87. la clause (*ita tamen*) comme cet Article le donne plus amplement à connoître.

<p><i>Art. 87. Teneatur Rex Christianissimus, non solum Episcopus Argentinensem, & Basiliensem cum civitate Argeminenfi, sed etiam reliquos per utramque Alsatiam</i></p>	<p><i>Art. 87. Le Roi Très-Chrétien n'est tenu de laisser ni l'Evêque de Stratsbourg & de Bâle avec la Ville de Stratsbourg, mais aussi les autres</i></p>
<p><i>Ro-</i></p>	<p><i>Et</i></p>

*Imperio immediate subjectos ordines, Abbates Murensensem, & Lude-
 nsem, Abbatissam Andlaviensem, Monasterium in Valle
 Gregorii Benedictini Ordinis, Palatines de Luzelstein, Co-
 mites & Barones de Hanau, Fleckstein, Oberstein, totiusque
 inferioris Alsatie nobilitatem, item predictas decem Civi-
 tates Imperiales, quae praefecturam Hagenensem agnoscunt,
 ea libertate & possessione Immediata, erga Imperium
 Romanum, quae hactenus gravissae sunt, relinquere, ita ut
 nullam ulterius in nos Regiam superioritatem prae-
 tendere possint.*

Etats dans l'une & l'autre Alsace sujets immédiatement à l'Empire, les Abbés de Murbac, & de Louder, l'Abbesse d'Andlau, le Monastère de St. Benoit dans la Vallée St. Gregorie, les Princes Palatins de Luzelstein, les Comtes & Barons de Hanau, Fleckstein, & Oberstein, & la Noblesse de la Basse Alsace, comme aussi les susdites dix Villes Imperiales, qui reconnoissent la Prefecture de Hagenau, dans la même liberté, & possession d'Immedieté vers l'Empire Romain, dont Elles ont joui jusqu'ici, tellement qu'il ne puisse préten-

possit, sed iis iuri- dre ci après sur E
 bus contentus ma- aucune Souveraine
 neat, quæcumque ad mais qu'il demen
 Domum Austriacam content des dro
 spectabant, & per quelconques, qui
 hunc pacificationis tra- partenoient à la M
 Etatum Coronæ Galliæ son d'Autriche,
 ceduntur. Ita tamen, qui sont cedés à
 præsentî hac declara- Couronne de Fran
 tione nihil detractum par le present Tra
 intelligatur de eo omni de paix. Ainsi po
 supremi Dominii jure, tant que par la p
 quod supra concessum sente déclaration
 est. n'entende rien dé
 ger aux droits
 Souverain Doma
 qui a été ci-de
 accordé.

IV. Que le Roi même a fait ponctuellement exécuter cette Paix de Munst & restituer les Villes & Forteresses situées en Alsace, aux Princes & États de l'Empire y situés aussi, comme à leurs legimes Seigneurs.

V. Qu'il a toujours reconnu leur immédieté, en ne contredisant point la signature faite par plusieurs d'eux de la p

de Munster , n'ayant jamais rien dit ni contre leur Voix & cession exercée dans les Diettes des Cercles & de l'Empire à Parisbonne , en presence même de ses Plénipotentiaires , ni contre leur Contribution donnée de leurs Païs situés en Alsace au dit Empire , ni contre l'exercice public de leurs droits de battre monnoye , de tenir des troupes sur pied , d'avoir des Garnisons dans leurs Forteresses , ni contre leur reconnoissance des Tribunaux de l'Empire , ni enfin contre l'exercice de tous les droits de Princes & d'Etats libres de l'Empire , ayant même envoyé des Plénipotentiaires vers eux , & ayant fait avec eux des Alliances , comme avec des Princes Souverains , & cela de tout temps.

D.

LES RAISONS

*Pour la liberté & l'Immédiaté des Princes
& Etats de l'Empire situés en Alsace
& contre la prétention de la France d'une
cession de l'Alsace, qui doit avoir été
faite dans l'Article 4. de la Paix de Ry-
swick.*

I. **Q**ue plusieurs Princes & Etats, qui ont des terres situées en Alsace, & qui ont été nommés pour cela dans les Réunions de l'Alsace faites par le Conseil de Brisac, ont été particulièrement restitués dans leur liberté & immédiateté par cette Paix de Ryswick, comme entre autres l'Electeur Palatin par l'Article 8, le Roi de Suede dans le Duché de Deux Ponts par l'Article 9, la Maison des Ducs de Wittenberg dans le Comté de Montbeillard par l'Article 13, & les Comtés de Hanau & de Linange par l'Article 15 & non seulement en tout ce que l'Article 4. comprend en leur faveur, mais aussi en ce que d'autres Articles contiennent, & avec cela non seulement dans leurs Eta

Revenus , mais aussi dans (NB) tous les autres droits , de quelque nature qu'ils soient ; cette restitution dont l'Article 15. parle , étant par plus grande précaution par le mot *Pareillement* réglée , aussi bien que celle de la Maison de *Baden* , contenue dans l'Article 14. selon la précédente restitution de la Maison de *Wurtemberg* contenue dans l'Article 12. dans lequel l'Immediateté & la dépendance de l'Empire est nommément exprimée , la qualité de toute la restitution , dont il s'agit dans ces Articles , étant outre cela telle , qu'elle doit être faite non seulement aux Princes & Etats nommés spécialement , mais aussi à l'Empereur & à l'Empire , & par conséquent avec l'immediateté.

II. Que la Paix de Westphalie , qui étoit aussi le fondement de celle de Nimègue , a été mise pour la base & le fondement de la Paix de Ryswick dans son Article 3. en tout ce qui n'y est pas expressément changé : Or cette Paix de Westphalie restituant expressément dans son Article 87. tous les Princes & Etats situés en Alsace dans leur liberté & immediateté , & cette Paix n'étant pas changée

(NB.) expreffément en celà dans la Paix de Ryswick , il s'ensuit de neceffité qu'en vertu de cet Article tous les Etat doivent auffi entierement reftitués en Alsace dans leur liberté & Immediateté.

III. Qu'outre tout celà une bonne parti des terres de ces Princes & Etats fitué en Alsace, comme entre autres la Seigneurie de Bousweiler avec fes dépendances les terres & Seigneuries de Markmonftier & Ochsenstein & d'autres font nommement comprises dans la liste des Réunions, que les Ambaffadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne ont présentée à Ryswick, & qui auffi a été mise pour fondement de la reftitution, dont l'Article parle, & que par confequent à l'égard de celà l'objection de la France tirée de cet Article 4. n'a pas même lieu.

IV. Qu'en général auffi la conféquence, que la France veut tirer de cet Article 4. n'est nullement fondée, puifque (1.) ce n'est pas un argument ni de Philosophie, ni de Jurifprudence, de dire que la Paix de Ryswick n'oblige pas le Roi de France à la reftitution de Alsace ; dont le Pais lui a été cédé dans cette Paix. Ce n'est pas de fouffrir qu'un autre ne reftitue point.

Il n'est point de ne faire pas mention d'une chose, est bien différent d'une formelle cession, qui selon le droit demande des expressions speciales, & ne sauroit être entendue au delà des termes specifiez. De même l'argument n'est pas valable de dire (2) l'Article 4. de cette paix n'oblige pas le Roi à cette restitution, donc il n'y est point du tout obligé, parce qu'il peut-être obligé par un autre Article que par la quatrième, & c'est ce qui se trouve aussi effectivement, & non seulement à l'égard des Princes & Etats qui ont nommément restitués dans leur liberté par cette Paix, comme il a été allégué tantôt, mais aussi en général à l'égard de tous les Princes & Etats, qui sont situez en Alsace, par le dit troisième article, ou la Paix de Munster, dans laquelle cette restitution est fondée expressément, est mise pour la base, sans qu'il y soit derogé ni par l'Article 4. ni par quelque autre expressément; laquelle sorte de derogation doit pourtant selon le même Article être seulement valable. Ce qui (3) est encore confirmé par l'Article 16. dans lequel l'on a trouvé necessaire de ceder expressément la Ville de Strasbourg quoique située dans

l'Alsace, & d'exprimer ainsi l'exception de la dite Regle contenue dans l'Article 3. d'où il s'ensuit nécessairement, & par un argument juridique, que cette Regle de l'Article 3. est entierement confirmée dans tous les autres cas, puis que sans cela, & si une cession générale de l'Alsace étoit déjà comprise dans l'Article 4. cette cession spéciale de Strasbourg auroit été non seulement superflue & inutile, (ce qu'on ne presume pas dans une Convention, principalement de cette importance) mais aussi elle n'auroit pu être faite de la manière, qu'elle est contenue dans ce seizième Article, sans aucune relation au dit Article 4. & comme une cession toute nouvelle. Et c'est aussi premièrement dans ce 16. Article, qu'on trouve cette derogation expresse, que l'Empereur & l'Empire font à l'égard de leurs droits sur Strasbourg, qui seule peut selon le contenu de l'Article 3. être opposée à la Regle du rétablissement de la Paix de Munster établie. Où l'on peut aussi remarquer que le Roi Très-Chrétien en stipulant & recevant dans ce seizième Article les droits de propriété & de Souveraineté qu

qui ont appartenu ou pouvoient appartenir à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire Romain (NB.) jusques à présent (ce sont les propres termes de l'Article) sur cette Ville de Strasbourg, a déclaré & confessé lui même bien clairement, & publiquement, que cette Ville, quoique située au milieu de l'Alsace, & par conséquent aussi tous les autres Princes & Etats y situés avec leurs terres, n'ont pas été mis sous sa Souveraineté par aucune Paix précédente.

E.

LES RAISONS

Pour lesquelles les Cercles de l'Empire sont entrés le 22. du mois de Mars de l'an. 1702. dans la grande Alliance de l'année 1701.

I. **P**uisque la France s'étoit engagée avec les Electeurs de Cologne & Baviere d'une maniere très dangereuse & préjudiciable pour les Cercles & pour tout l'Empire, dont l'on vit déjà alors des effets réels de la part du premier, l'autre les

ayant fait voir peu de temps après, d'une manière qui pensa boule verser tout l'Empire, bien qu'on ne le reconnût déjà que trop à ce temps là.

II. L'invasion, que la France a faite de plusieurs Fiefs de l'Empire, située aussi bien en Italie, que vers la Meuse & autre part, laquelle ne pouvoit en aucune manière être justifiée par l'offre que le Duc d'Anjou vouloit aussi reconnaître ces terres en qualité de Fiefs de l'Empire, puisque le Seigneur direct n'en est nullement obligé d'accepter pour Vassal celui, auquel la succession dans le Fief n'appartient pas de justice.

III. L'introduction des troupes de France faite par le Roi & l'Electeur de Cologne dans l'Archévêché de Cologne & l'Evêché de Liege, par laquelle le Roi de France s'est emparé d'une bonne partie de deux Cercles de l'Empire, c'est à dire du Cercle Electoral du Rhin & de celui de Westphalie, ce qui tout seul est un point, à l'égard duquel les autres Cercles les plus Voisins sont obligés selon les Constitutions de l'Empire, & en particulier de celle de l'année 1555. confirmée depuis dans plusieurs suivantes, de
secou

recourir ce Cercle, sans attendre la résolution de tout l'Empire sur celà, en sorte qu'une telle introduction de troupes étrangères dans un Cercle de l'Empire, est reconnue & déclarée depuis longtemps de l'Empereur & de l'Empire par des loix faites pour celà, pour une des plus legitimes causes de guerre, sans que celà fasse le moindre tort au droit de faire des Alliances avec des Puissances étrangères, qui compete à chaque Prince & Etat libre de l'Empire, puisque de pareilles Alliances ne doivent pas s'étendre au delà de leurs termes prescrits, & surtout nullement ni directement ni indirectement être contre l'Empereur & l'Empire.

I V. La contrevention ci dessus alleguée faite par la France au contenu de la Paix de Ryswick, & le manquement de son accomplissement.

V. La liaison qui est naturellement dans un Corps entre la tête & les membres, & dans cette rencontre entre l'Empereur & les Princes & Etats des Cercles de l'Empire qui du moins en cas qu'ils n'eussent pas été obligez d'assister l'Empereur dans la succession d'Espagne, & que

que d'autres circonstances alleguées déjà ne s'y fussent pas rencontrées, ne sauroient être blâmés avec justice, comme quelques uns l'ont voulu entreprendre d'avoir renoncé volontairement à leur privilège, & d'avoir secouru leur Chef dans une affaire de telle conséquence, quoique selon l'extérieur particulière à la Maison d'Autriche, touche pourtant dans cette rencontre, où l'Archiduc est en même temps l'Empereur, par son importance aussi la qualité de l'Empereur, sans l'incertitude duquel l'Empire ne sauroit jamais être en repos.

F.

E X T R A I T

De l'Alliance de Nordlingue, tiré de la Ratification que la Reine de la Grande Bretagne en a envoyée aux Cercles.

- | | |
|--|---|
| <p>8. <i>Stipulantur sibi, ut inter alia præmissa etiam Redintegrationis superiorum Imperii Circulorum</i></p> | <p>8. Ils se stipulent (c'est-à-dire les Cercles) qu'on ait principalement entre autres aussi</p> |
| <p><i>me-</i></p> | <p><i>soit</i></p> |

mediante Restitutione | soin de la Redinte-
o: ab iis avulforum | gration des Cercles
Commembrorum, Ci- | Superieurs de l'Em-
uitatum, terrarumque | pire, par le moyen
n pristinum statum | de la Restitution de
x jura quo ante a | tant de leurs mem-
ulsionem ab Impe- | bres, Villes & ter-
io gavisi sunt, cura | res detachés d'eux,
atioque habeatur, | dans les anciens droits
ullumque medio- | & Etats, dont ils
um ad eam obtinen- | ont joui avant cette
lam conducentium | perte, & qu'on n'ob-
mittatur, propterea- | mette pas un des moy-
ue seperatos inire tra- | ens, qui menent à ob-
tatas fas non fit, sed | tenir cette Redintegra-
et de pace conjunctim | tion. C'est pour-
tractetur, eaque non | quoi il ne sera pas
liter nisi obtentâ prius | permis de faire des
n quantum possibile | Traitez particuliers,
Redintegratione supra | mais il sera traité de
memoratorum Circulo- | la Paix conjointe-
um, & donec ad men- | t, & elle ne se-
minimum securitati | ra conclue qu'après
sociatorum Circu- | avoir obtenu, en
orum omni meliori | tant qu'il sera possi-
quo fieri potest & | ble, la Redintegra-
tiori quam hacte- | tion des Cercles
us modo satis su- | mentionnés, & jus-
per- | qu'à

perque prospectum fuerit, concludatur.

9. Cum porro Circuli associati omnium in tractatu inter Dominos confœderatos in nito & præcipuè ejusdem articulo undecimo mentionatorum commodorum participationem sibi expresse reservent, ejus erga Dominos confœderatos sunt fiducia, eos ipsis instante hoste non tantum sufficiente semper auxilio subventuros, sed etiam re ad tractatus pacis tandem perveniente, majorem ipso

qu'à ce que du moi la seureté des Cercles associés soit établie toute & de la meilleure maniere, qu'il sera possible, & d'une façon plus seure, que par le passé, & suffisamment & abondamment.

9. Comme Cercles associez réservent expressement d'avoir leur part à tout les profits, dont il a été fait mentions dans le Traité entre Associez, & principalement dans l'onzième Article. Ils mettent aussi leur confiance dans Associez, qu'ils voudront non seulement les secourir suffisamment en cas que l'Ennemi se tourne

<p>ipforum quàm ante hâc in iis rationem habituos , omnique operâ & cuiâ in id allaboraturos esse , ut imprimis Circulis du- rante bello damnifica- tis , ab iis qui damna hac intulerunt aqua & condigna perpeffarum ruinarum , & illato- rum damnorum in- demnisatio , suffici- ensque ad stabilien- dam securitatem Cir- culorum associato- rum cautio atque guarantia præstetur.</p>	<p>vers eux , mais qu' ils auront aussi , quand on viendra enfin à la Négocia- tion de Paix plus d'é- gard pour eux , que par le passé , & qu' ils auront soin & se donneront toute la pei- ne du monde , pour faire en sorte , que les Cercles , qui ont principalement souf- fert dans cette guer- re, soient dédomagez d'une maniere juste & équitable , par les auteurs de ces dom- mages & que pour é- tablir la seureté des Cercles associez l'on ait une caution & ga- rantie suffisante.</p>
--	--

POSTULATA

SPECIFICA

Reverendissimi &
Serenissimi

PRINCIPIS
ELECTORIS

TREVIRENSIS,

Petit *Serenissimus*
Elector Treviren-
sis sibi restitui Urbem
Trevirensensem, ejusque
fortalitium St. Mar-
tini dictum, ut &
Civitatem & Castrum
Saarburg in statu, quo
nunc sunt, absque ul-
teriore demolitione,
ullave edificiorum pu-
blicorum aut priva-
torum deterioratione
quæ tormentis bellicis,

DEMANDES
SPECIFIQUES

D U

Reverendissime &
Serenissime

P R I N C E
ELECTEUR

D E
T R E V E S.

Le Serenissime E
lecteur de Tre
ves demande la r
stitution de la Vil
de Treves & de so
Fort nomme de S
Martin, ainsi qu
de la Ville & Châ
teau de Saarburg e
l'état où ils sont pr
sentement sans qu
y soit fait aucune d
molition ni deterio
ration des edific

que

p

ne ibi tempore occupationis reperta fuerint, etiam pagum Feppin & omnia coevaloca, Fenda, Reditus, Jura Ecclesiastica & Secularia, et ratione Archi Episcopatus & Electoratus, ac Abbatia Prumiensis, & independentium ditiorum ipse, ejusve D. Domini Pradeceffores eorum ante quam post pacem Monasteriensem abuerunt seu possident, vel habere & possidere debuerunt, perpetuo deinceps absque nulla turbatione, vel impedimento a Gallia possidenda, et uenientia, & exercenda, et petitione & designatione damnorum hujus Galli occasione perpetuum reservata.

Pe-

publics ou particuliers, avec les canons qui y furent trouvés lors de l'occupation, comme aussi le bourg de Feppin & tous les autres lieux, Fiefs, revenus, droits Ecclesiastiques & Seculiers lesquels à cause de l'Archevêché & Electorat ainsi que de l'Abbaye de Pruym & des Domaines qui en dépendent le Serenissime Electeur & les Seigneurs ses Prédécesseurs tant avant que depuis la Paix de Munster ont eu & possédez ou dû avoir & posséder, pour de toutes les choses ci-dessus jouir & posséder ci-après à perpétuité par ledit Sei-

gneur

gneur Electeur sans aucun trouble ni empêchement de la part de la France, se reservant la demande & specification des dommages soufferts à l'occasion de cette guerre.

Petit ulterius sua Serenitas Electoralis se restitui in quietam possessionem magni Prioratus Castille, & Abbatie Panormitanae, omniumque reddituum & jurium inde dependentium cum Fructibus & emolumentis durante hoc bello sibi injuste detentis.

Postulat denuo Serenissimus Elector, ut secundum tenorem tracta-

En outre le Serenissime Electeur demande d'être rétabli en la paisible possession du Grand Prieuré de Castille & de l'Abbaye de Panorme avec tous les revenus & droits qui en dépendent & les Fruits & émolumens qui lui ont été injustement détenus pendant cette guerre.

De plus le Serenissime Electeur demande qui suivant la

tuam suis Confœ-
atis justa & condi-
et satisfactio à Sere-
mo Rege Gallia
ur.

Datum Ultraj. die
5. Martii 1712.

la teneur des Trai-
tez le Roi de Fran-
ce donne une juste
& convenable satis-
faction à ses Al-
liez.

Donné à Utrecht le 5.
de Mars 1712.

POSTULATA	DEMANDES
SERENISSIMI	DE
ELECTORIS	L'ELECTEUR
PALATINI.	PALATIN.

Postquam Serenissi-
mo Electori Pa-
lino relatum suis a-
ministris Regis Ma-
jestatis Christianissimæ
præsentes pacis tra-
ctus Abligatis quas-
dam propositiones ex-
hibitas, & desuper,
quisque Confœdera-
tum sua postulanda
particulariter exhibe-
at,

Le Serenissime E-
lecteur Palatin
ayant appris que les
Ministres de S. M.
Très-Chrétienne en-
voyez aux Présentes
Conférences pour la
Paix, y avoient fait
quelques proposi-
tions, & que ceux qui
s'y trouvent de la part
des Alliéz ont jugé
qu'un

at, a presentibus confœderatorum Ministris haud inconsultum judicatum esse. Hinc altēfata sua Serenitas Electoralis ea spe freta omnibus & singulis Confœderatis æquam & condignam præstari satisfactionem desiderat, & postulat, ut sua Serenitas Electoralis in quieta possessione a prædefuncta Cæsareæ Majestæte cum consensu & approbatione totius Collegii Electoralis sibi postluminii jure concessi superioris Palatinatus & Comitatus Cham eorumque ap- & dependentiarum permaneat, eorum etiam juribus, privilegiis & emolumentis una cum avita dignitatis Electoralis præminētia juxta ac

qu'un chacun d'eux pouvoit produire & particulier ses demandes. Sa Serenité Electorale avoit toutes choses désirées que tous & un chacun des Confédérés obtienne une satisfaction juste & convenable.

Elle demande qu'elle soit maintenue dans la paisible possession du Haut Palatinat, & de la Comté de Cham, de laquelle elle a été établie par l'Empereur défunt du consentement & avec l'approbation de tout le Collège Electoral, avec toutes les appartenances, & dépendances, Droits, Privilèges, Emolumens, & l'ancienne pré-

*cundum tenorem de-
per concessa investi-
ra & electorum in-
umentorum, quiete,
ificè, ac illibate
udeat, fruaturque,
ec non omnia Loca,
erra, Civitates, Vil-
, Castra & Oppida,
ae sub pretextu su-
emi Dominii, confis-
tionis aut utcumque
ias a sua Regia Ma-
statis Christianissima
ercitu & armis
repta & occupata
nt, sibi ocus cum
ndigna pro illatis
amnis, injuriis & in-
mensum exactis con-
tributionibus satisfa-
ionem restituantur.*

*Datum Trajecti ad
henum die 5. Mar-
i 1712.*

HUNDHEIM.

Tom. I.

PO-

préeminence de Sa
Dignité Electorale,
conformement & se-
lon la teneur de l'In-
vestiture & des Pa-
tentes qui lui en ont
été accordées. Com-
me aussi qu'elle soit
rétablie dans tous
lieux, Terres, Vil-
les, Bourgs Châ-
teaux qui lui ont été
ôtez par les Armées
de Sa Majesté Très-
Chrétienne sous pré-
texte de droit de su-
periorité, de Souve-
rainité, de confisca-
tion ou autrement,
& qu'elle reçoive au
plus vite satisfaction
pour les Dommages,
les injures & Con-
tributions exigées
sans mesure.

A Utrecht ce 5.

Mars 1712.

HUNDHEIM.

V

DE-

POSTULATA SPECIFICA

Celsissimi & Reverendissimi

D. D. EPISCOPI & PRINCIPIS

Monasteriensis & Paderbornensis.

Quandoquidem sua Celsitudo in hoc pro libertate & salute totius Europæ susceptum Bellum immensas summas profundere, militem suum non exiguis sumptibus alere, atque eum in finem bonos subditos utriusque sue Diocæseos excessivis contributionibus aggravare coacta fuit, ejusque conditiones continuo copiarum in auxilium missarum transitum mul-

ta

DEMANDE SPECIFIQUES

De très Haut & Très Reverendissime

SEIGNEUR EVEQUE & PRINCE

De Munster & de Paderborne.

D'autant que Son Altesse a pensé des sommes immenses pendant cette guerre, pour la liberté & le salut de troupe l'Europe qu'il a nourri & retenu des gens de guerre à grands frais, & que pour y subvenir Son Altesse a été contrainc d'exiger de ses bons sujets de l'un & de l'autre Diocèse des Contributions

et

*damna perpesse sint, celsitudo sua ex satisfactionis & emninitatis sue postu-
t, ut expense istæ & anna a Rege Christi-
ssimo refundantur resarciantur, atque
to majori ratione, in casu prope si-
i Episcopatus Mo-
leriensis & Pader-
nensis per Pacem
stphalicam Gallia
temporis fœderatis
exsolvendam ma-
m pecunie sum-
m, quæ satisfactio-
nomine veniebat,
icti fuerint.*

raj. ad Rhenum
le 5. Martii 1720.

cessives , & que
d'ailleurs les Pais de
son Domaine ont
souffert de grandes
partes par le passage
des Troupes Aux-
liaires ; c'est pour-
quoi Son Altesse de-
mande pour sa juste
satisfaction & in-
demnité que le Roi
Très-Christien lui
tienne compte & le
dédommage des dé-
penses & peries ci-
dessus avec d'autant
plus de raison , que
dans un cas à peu
prés semblable des
Evêchez de Mun-
ster & de Pader-
borne ont été con-
traints par la paix
de Westphalie de
payer une grande
somme d'argent aux
Alliez pour lors de la

France , par forn
de satisfaction.

Donné à Utrecht

5. Mars 1712

POSTULATA

SPECIFICA

Serenissimi Principis,

HASSIÆ

LANDGRAVII.

DEMANDE

SPECIFIQUE.

Du Serenissime Pri

LANDGRAV

D E

H E S S I

Cum Serenissimus
Princeps Hassiæ
fœderis inter plurimos
Europe Principes &
Status icti sit socius, &
ad id per pacta specia-
lia magis adstrictus,
hic Serenissimus Prin-
ceps nihil magis in vo-
tis habet, quam ut om-
nes partes & articuli

hæ-

Comme le Se-
renissime Prince
Hesse est associé d
l'Alliance cont
ctée entre plusie
Princes & Etats
l'Europe, & se tro
ve encore enga
par des pactions p
speciales ,
rien plus à cœur d

l'

*ius fœderis impleant
, & unusquisque
deratorum fructu,
i in illo fœdere com-
prehenditur, plenissime
videat.*

l'accomplissement de
toutes les parties
& Articles de cette
Alliance, & que de
voir que chacun
des Alliez jouisse
pleinement du Fruit
de la même Allian-
ce.

*Vigore itaque præ-
ti fœderis Serenissi-
us Princeps postulat.*

Partant en vertu
de ladite Alliance le
Serenissime Prince
demande.

*I. Ut omnes & sin-
gli Fœderatorum ple-
, & justa fruantur
tisfactione.*

I. Que tous les
Alliez & chacun
d'eux en particulier
obtiennent une juste
& pleine satisfac-
tion.

*II. Postulat, ut
ercitium Religionis
Augustanae Confessio-
is conservetur, & in
nnibus S. R. Imperii
rovinciis secundum
acem Westphalicam
nnino restituatur
anjsulaque Articuli*

II. Que l'exercice
de la Religion de la
Confession d'Augs-
bourg soit conservé,
& soit retabli dans
toutes les Provinces
du Saint Empire
Romain, conforme-
ment au Traité de

*quarti pacis Ryswicen-
sis penitus aboleatur.*

Paix de Westphalie, & que la clause comprise l'Article 4. de Paix de Ryswick soit absolument abolie.

III. Serenissimus ille Princeps postulat pro sua securitate & satisfactione ut in perpetuum Arx Rheinfels, Oppidum St. Goar, Munimentum Kalz & Prefectura, qua inde dependet, sibi dentur; præterea etiam, ut Articulus 45. tas. Pacis Ryswicensis in quantum huic postulato contrarius, nullius valoris esse declaretur. Quemadmodum etiam æquissimum & iussissimum est, ut damna, qua hic Serenissimus Princeps durante hoc bello pas-

III. Le Serenissime Prince demande pour satisfaction & pour sa sûreté que la restitution soit faite à perpétuité du Chateau de Rheinfels, de la Ville de St. Goar, la Forteresse de Kalz & de la Prefecture qui en depend, & qu'en outre l'Article 45. de la Paix de Ryswick, en tant qu'il est contraire à cette demande, soit déclaré de nul effet & de nul valeur: Comme autre chose est très juste, & équitable que

*ssus est, resarcian-
r, & sumptus, quos
id tempus impende-
coactus fuit, refun-
ntur.*

Serenissime Prince
soit indemnisé de
tous les dommages
qu'il a soufferts pen-
dant cette guerre,
& que les depenses
qu'il a été force de
faire pendant cette
guerre lui soient
remboursez.

IV. *Postulat, ut
itione eorum plenariè
hi satisfiat.*

IV. Partant il de-
mande d'être pleine-
ment satisfait sur ce
que dessus.

V. *Ut Serenissima
omus Lotharingica
natur justa & equa
tisfactione.*

V. Que la Sere-
nissime Maison de
Lorraine obtienne
une juste & con-
venable satisfacti-
on.

VI. *Ut omnia bona
reditatis Aransio-
ensis, quæ hoc tempore
Rege Francia deti-
entur, cum fructibus
am superiori quam
resenti bello percep-
is, & omni causa re-
sti-*

VI. Que tous les
biens de la succes-
sion d'Orange, pre-
sentement détenus
par le Roi de Fran-
ce, soient restitués
avec les fruits per-
çûs tant durant cet-

situantur ; eorumque administratio Præpositentibus Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, prout his summo jure competit tanquam Executoribus Testamenti Wilhelmi III. olim Regis Magnæ Britanniæ Gloriosissimæ Memoræ, tradatur.

te guerre , que durant la précédente & que l'administration en soit donnée à leurs H. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas , auxquels elle appartient de droit , comme Exécuteurs du Testament de Guillaume III. ci-devant Roi de la Grande-Bretagne de glorieux Mémoire.

Quod reliquum est Serenissimus Princeps Hassiæ sibi servat facultatem in posterum declarandi fusiusque exponendi, & addendi omne id quod ad magis stabiliendam obtinendamque tam omnium Fœderatorum & Amicorum quàm Serenissima sua

Au surplus le Serenissime Prince de Hesse se réserve faculté pour l'avenir de déclarer , & d'expliquer plus ample-ment , & augmenter ce qu'il croira plus propre à contribuer à la satisfaction de tous ses Alliez & amis & à la sûreté

De-

touchant la Paix d'UTRECHT. 465

Domus securitatem, satisfaction de la
r satisfactionem fa- Maison.
ere sibi visum fue-
it.

Trajecti ad Rhenum
die Martii 1712.

A Utrecht le 5. Mars
1712.

B. de DALWICH.

B. de DALWICH.

P R O

POUR LE

Serenissimo Principe
Domino

Serenissime Prince, &
Seigneur

EVERHARDO
LUDOVICO,

EVERHARD
LOUIS,

Duce Wirtenbergensi,
& Teccensi, Comi-
te Mompelgarden-
si, Domino Hei-
denheimii &c.

Duc de Wirtemberg &
de Teck, Comte de
Montbeliard, Sei-
gneur de Heiden-
heim &c. & pour
Sa Maison Sere-
nissime on demande.

iusque Serenissima
Domo desiderator.

I.

I.

Satisfactio aqua,
atque pactis conve-
niens

Une juste satis-
faction conve-
V 5 ve-

*niens pro impensis ac sumptibus in hoc bello factis, damnisque per-
pessis, quorum specia-
lior designatio, uti &
mediorum quibus re-
sarciri quodam modo
poterunt, ulterius pro-
ducenda reservatur.*

II. *Confirmatio a-
deptæ jam possessionis
in illo Dinastia Wie-
sensteigensis, Duca-
tui Wirtembergico un-
dique inclufa, parte,
quam antea Domus
Bavaria tenuit, prout
illa Serenissimo Domi-
no Duci hætenus in-
ducta & relictæ fuit.*

venable aux Traitez
pour les fraix & les
depenses faites en
cette guerre, & pour
les Dommages souf-
ferts, dont on se re-
serve de faire ci a-
près une designatio
plus particuliere
ainsi que des moy-
ens par lesquels il
pourront être repa-
rez.

II. La confirma-
tion de la possessio
déjà acquise de ce-
te partie de la Se-
igneurie de Weser-
steig, qui est renfer-
mée de tous côtés
par le Duché de
Wirtemberg, & qui
a appartenu autrefois
à la Maison de Ba-
viere, en l'état qu'
elle a été enfin co-
dée audit Seigneur
Duc.

III. Re-

III. L

III. Restitutio
Plenaria Principatus
Mompelgardensis pro
Serenissimo Leopoldo
Everhardo una cum
dectantibus ad eun-
dem tam Comitatu
Horburgensi & Do-
miniis Reichenweyer,
Granges, Clewal, &
Passewant, que non
minus ac Principatus
ipse Sacro Romano
Imperio immediate sub
stant, quam Dynastiis
liberis & omni superio-
ritate & independen-
tia, Hericourt, Châ-
telot, Blamont, &
Clemont, in pristinum
ac modo dictum Imme-
diatatis et superiorita-
tis statunt, tam in Ec-
clesiasticis quam politi-
cis, inque omnino Jura
et immunitates, prae-
rogativas et redditus nul-
lo usquam excepto, qua-
ante-

III. La pleine &
 entiere restitution
 de la Principauté de
 Montbeliard au Se-
 renissime Duc Leo-
 pold Everhard, a-
 vec tout ce qui en
 depend, à savoir le
 Comté de Hor-
 bourg, & les Do-
 maines de Richen-
 weyer, Granges,
 Clewal & Passewant,
 qui comme la Prin-
 cipauté même, ont
 été soumis au Sacré
 Empire Romain ;
 que les Seigneuries
 Libres, & indepen-
 dantes de Hericourt,
 Châtelot, Blamont,
 & Clemont, en leur
 premier état d'inde-
 pendance, & de su-
 periorité tant dans
 les choses Ecclesia-
 stiques que Politi-
 ques avec tout les

antehac eo pertinuerunt, vel aliquali ratione pertinere adbuerunt, abolitis penitus iis, quæ quocumque titulo, tempore ac modo, incontrarium facta, vel prætensa fuerunt. Detur quoque ante memorato Domino Duci Justa satisfactio de Urbe & munitis Brisaci & Hovi, quæ in territorio Horburchensi exstructa sunt.

Ultrajecti die 5.
Martii 1712.

A.G.V. HEESPEN.

Droits, Immunitéz Prerogatives, & revenus sans aucune exception, qui leur ont appartenu ci-devant, ou dû leur appartenir, anéantissant absolument tout ce qui auroit été fait ou prétendu au contraire en quelque temps, par quelque moyen, & à quelque Titre que puisse être; Le Seigneur Duc demandant aussi qu'il lui soit fait une juste satisfaction, touchant la Ville & Forteresse de Brisac, & de Hovibourg construits dans le territoire de Hovibourg.

*A Utrecht le 5. Mai
1712.*

A. G. V. HEESPEN

Reponse de France le 30 Mars 1712.

Comme l'on s'est donné de part & d'autre des propositions reciproques par écrit, nous croyons être presentement en état d'entrer en Négociation avec tous les Alliez suivant la forme usitée dans le Congrès precedent.

DES ALLIES.

Nous nous sommes attendus qu'après vous avoir donné les Demandes Specifiques des Alliez, comme vous l'avez souhaité, vous nous donneriez aussi une réponse specifique par écrit, comme nous nous y attendons encore. Nous demeurerons dans cette attente.

DES FRANCE.

Cette attente seroit inutile, puisque nous ne repondrons par par écrit.

REPRESENTATION

D E L A

Chambre des Communes

A

L A R E I N E

TRES-GRATIEUSE SOUVERAINE,

Nous, les très-soumis & très-fidèles Sujets de V^ôtre Majesté, les Communes de la Grande-Bretagne assemblées en Parlement, n'ayant rien tant à cœur que de mettre V^ôtre Majesté en état de terminer cette longue & onereuse Guerre par une heureuse & honorable Conclusion, avons réfléchi mûrement sur les moyens qu'il y auroit d'employer avec plus de fruit, les Subsidés nécessaires que nous devons fournir, & sur la manière dont la Cause Commune pourroit être soutenue avec plus d'efficacité par la force réunie de tous les Alliez. Nous avons cru être obligés, par nôtre devoir à l'égard de V^ôtre Majesté, & pour répondre à la confiance qu'on met en nous, de nous

former du véritable état de la Guerre dans toutes ses Parties; Nous avons examiné les Traitez qu'ils y a entre V^{otre} Majesté & vos Alliez, & jusqu'où l'on s'est acquité de ces Engagemens de part & d'autre; Nous avons considéré les differens intérêts des Alliez dans le succès de cette guerre, & ce que chacun d'eux a contribué pour la soutenir; Nous avons tâché, avec tout le soin, & toute la diligence dont nous sommes capables, d'en découvrir la nature, l'étendue & la dépense, afin qu'après avoir fait une exacte comparaison de ce qu'il en doit coûter avec nos propres forces, nous puissions si bien proportionner l'un aux autres, que vos Sujets ne continuent pas d'être chargés au delà de ce qui est juste & raisonnable, & que nous ne trompions pas V^{otre} Majesté, vos Alliez, ou nous mêmes, par des engagements, dont la Nation ne sauroit s'acquitter dans l'état où elle se trouve.

Les Papiers, que V^{otre} Majesté a eu la bonté de nous faire communiquer, sur vos très-humbles instances, nous ont donné toute l'information requise à l'égard de toutes les particularitez que nous avons examinées; & lorsque nous aurons exposé

exposé nos Remarques là-dessus à V^{otre} Majesté, avec nos très humbles Avis, nous espérons d'en recueillir cet heureux fruit. Que si les bons & généreux desseins de V^{otre} Majesté, pour obtenir une Paix sûre & durable, venoient à échouer malheureusement, par l'opiniâtreté de l'Ennemi, ou de quelque autre manière, une véritable connoissance de ce qui s'est passé jusques ici dans la conduite de la Guerre, servira de bon fondement pour pousser à l'avenir avec plus de ménage d'égalité.

Afin d'avoir une vûe plus parfaite de ce que nous nous proposons, & d'être en état de l'exposer dans tout son jour aux yeux de V^{otre} Majesté, nous avons cru qu'il étoit à propos de remonter jusques au commencement de la Guerre, & qu'il nous soit permis de relever ici les motifs & les raisons qui engagèrent d'abord V^{otre} Majesté defunte le Roi Guillaume à y entrer. Le Traité de la Grande-Alliance dit que ce fut pour maintenir les prétentions de Sa Majesté Imperiale, qui étoit alors actuellement en Guerre avec le Roi des François, qui avoit envahi toute la Monarchie d'Espagne en faveur de son per-

ils le Duc d'Anjou ; & pour affister les
Etats Généraux , qui , par la parte de leur
arrière contre la France , se trouvoient
dans le même ou un plus dangereux état,
que s'ils étoient actuellement enhavis.
Comme ce furent les justes motifs, qu'on
eut pour l'entreprise de cette Guerre,
aussi le but qu'on se proposa d'obtenir par
l'étoit également sage & honorable. Car
on voit par l'Article VIII. de ce même
Traité , qu'il tendoit à procurer une sa-
tisfaction juste & raisonnable pour Sa Ma-
jesté Imperiale , & une sûreté suffisante
pour les Pais , les Provinces, la Naviga-
tion, & le Commerce des Sujets du Roi
de la Grande-Bretagne & des Etats Gé-
néraux ; à prendre de bonnes mesures
fin que les deux Royaumes de France &
l'Espagne ne fussent jamais unis sous le
même Gouvernement, & en particulier,
fin que les François ne possédassent ja-
mais les Indes Occidentales qui relevent
de la Couronne de l'Espagne, où qu'ils ne
eussent point y trafiquer , sous quelque
prétexte que ce pût-être ; à conserver en-
fin aux Sujets du Roi de la Grande-Bre-
tagne & à ceux des Etats Généraux, tous
les droits & privilèges qu'ils avoient à
l'é-

l'égard du Commerce dans les Païs de la Domination d'Espagne, avant la mort de Charles II. Roi d'Espagne, soit en vertu de quelque Traité, Accord, Usage, ou de toute autre manière que ce fut. Pour venir à bout de ces Fins, les trois Puissances Alliées s'obligerent à s'entr'aider mutuellement de toutes leurs forces, suivant la proportion qui seroit spécifiée dans un Traité particulier qu'Elles feroient dans la suite : Nous ne trouvons pas qu'aucun Traité de cette nature ait jamais été ratifié, mais il paroît qu'il y eut un Traité conclu, qui engageoit réciproquement les parties intéressées, & qui régloit ce que la Grande-Bretagne devoit fournir : Les termes de cet accord portoient, que pour le service de Terre, Sa Majesté Impériale fourniroit quatre-vingt dix mille hommes, le Roi de la Grande-Bretagne quarante mille, & les États Généraux cent deux mille, dont quarante deux mille seroient employez dans leurs Garnisons, & les autres soixante mille agiroient en Campagne contre l'Ennemi commun, & qu'à l'égard des Operations militaires sur Mer, elles se feroient conjointement par la Grande-Bretagne & les États

Généraux , c'est-à-dire que la premièreourniroit les 5. 8mes. pour sa quote part des Vaisseaux , & les Etats les 3. 8mes.

La Guerre commença sur ce pied des l'année 1702. & alors toute la dépense annuelle pour l'Angleterre montoit à trois millions , sept cens six mille quatre cens quatre vingt quatorze livres sterling ; charge fort considerable , à ce que croient les Sujets de Vôtre Majesté , après ce court intervalle de repos dont ils avoient jouï depuis le fardeau de la Guerre précédente ; mais avec tout cela bien moderée, eu égard au Poids qu'ils ont soutenu dans la suite ; Du moins il paroît , par les Comptes délivrez à vos Communes , que les sommes requises , pour continuer le service de cette Année sur le même pied que celui de la précédente , reviennent à plus de six Millions , neuf cens soixante mille livres , outre l'interêt qu'il faut paier pour les Dettes publiques , & les Non valeurs de l'année derniere ; deux Articles , qui montent à un Milion , cent quarante trois mille livres ; De sorte que tout ce qu'on demande à Vos Communes revient à plus de huit Milions pour les Subsidés de
cette

cette Année. Nous savons que les tendres égards de V^ôtre Majesté pour le bien de v^ôtre Peuple, vous donneront de l'inquiétude à ouïr ce pesant fardeau qui l'accable, & comme nous sommes assurés que ceci Vous convaincra de la nécessité qu'y avoit de faire cette recherche, qu'il nous soit aussi permis de représenter à V^ôtre Majesté les causes qui ont produit le mal & par quels degrés ce poids immense est venu sur nous.

Si d'un côté le service de Mer a été d'une grande étendue, on peut dire de l'autre qu'il a été poussé, durant tout le cours de la Guerre, d'une manière très-désavantageuse à V. M. & à V^ôtre Royaume. Il est vrai que la nécessité des affaires exigeoit qu'on équipât toutes les années de grandes Flotes, soit pour conserver la supériorité dans la Méditerranée ou pour s'opposer aux Escadres que l'Ennemi pourroit équiper à Dunkerque, & dans les autres Ports de l'Océan; mais l'exemple & la promptitude de V^ôtre Majesté à fournir sa quote part des Vaisseaux dans tous les endroits requis, bien loin d'exhorter les Etats Généraux à marcher avec Vous

Sous d'un pas égal, les ont porté à se négliger toutes les années jusques à un tel point, qu'à proportion de ce que V^{otre} Majesté a fourni, ils ont été quelquefois en arriere des deux tiers, & presque toujours de plus de la moitié de leur Contingent. De là vient que V^{otre} Majesté, pour prévenir les disgraces qui pouvoient arriver dans les occasions les plus pressantes, a été obligée de suplée à ce défaut par un nouveau renfort de vos propres Navires; mais le succroit de nos fraix n'a pas été la seule conséquence fâcheuse qui a suivi; puisque par ce moin, les dettes de Bureau de la Marine sont allées si loin, que les Décomptes qu'il y a eu sur les Assignations, ont affecté toutes les autres parties du service: De là vient aussi que plusieurs Vaisseaux de Guerre de V^{otre} Majesté ont été reduits à hiverner dans des Mers éloignées, au grand préjudice & à la ruine de nos Forces Maritimes; que Vous n'avez pû fournir les Convois nécessaires à nos Vaisseaux Marchands; que vos Côtes ont été exposées, manque de Vaisseaux pour les garder; & que Vous avez été mise hors d'état de traverser l'Ennemi dans son Commerce aux Indes Occiden-

cidentales , qui lui a été si avantageux , & d'où il a tiré de si vastes trésors , sans lesquels il n'auroit jamais pû soutenir les fraix de la Guerre.

Cette partie de la Guerre qu'on a poussée en Flandres , regardoit immédiatement la sûreté des Etats Généraux , & a serv depuis à leur acquérir de gros Revenus & de vastes Domaines : Malgré tout cela ils n'ont pas fourni leur Contingent de Troupes , & ils en ont diminué le nombre peu à peu ; en sorte que de leurs trois Quints sur les deux Quints de Vôte Majesté il leur en manquoit l'année dernière 20837. hommes. Nous n'avons pas oublié non plus , qu'en l'année 1703. il y eut un Traité conclu entre les deux Nations , pour augmenter leurs Troupes de vingt mille hommes , & que l'Angleterre se chargea d'en payer la moitié , à condition que les Etats Généraux défendroient tout Commerce avec la France. Cette Clause est expresse dans l'Acte du Parlement qui consentit à cette levée ; mais puisque les Etats ne l'ont point tenue , les Communes croient qu'on auroit dû en revenir à la premiere Regle de Trois à Deux tant à l'égard de cette augmentation que de

es autres qui ont suivi , sur tout lorsqu'ils
ensent que les revenus de ces riches Pro-
nces , qu'on a conquises , pourroient
servir , s'ils étoient bien appliquez , à l'en-
retien d'un grand nombre de nouvelles
troupes contre l'Ennemi commun ; ce-
pendant les Etats Généraux n'en ont rien
employé à cet usage, mais ils destinent
ce nouveau secours à se décharger d'une
partie de leur premier Contingent.

Si dans le progrès de la Guerre en Flan-
des, il y eut bien-tôt une disproportion
pour la fourniture des Troupes, au préjudice
de l'Angleterre; d'un autre côté, l'ouver-
ture de la Guerre en Portugal mit d'abord
une partie inégale du fardeau sur nous.
Car, quoique l'Empereur & les Etats Gé-
néraux eussent traité avec le Roi de Por-
tugal sur le même pied que Vôtre Maje-
sté, l'Empereur ne fournit point son tiers
des Troupes ni des Subsidés qu'il avoit
comis , & les Hollandois ne voulurent
pas suppléer à ce défaut par une égale por-
tion ; de sorte que Vôtre Majesté s'est vûë
obligée à payer les deux Tiers de toute la
épense qu'il en coûte pour ce service.
L'inégalité a même passé plus loin ; car
depuis l'année 1706. lors que les Troupes

An-

Angloises & Hollandoises marchèrent en Portugal en Castille, les Etats Généraux ont entièrement abandonné cette Guerre & laissé le soin à V^{otre} Majesté de la poursuivre à vos propres fraix, ce que Vous avez fait aussi, en y envoyant beaucoup plus de monde, que vous ne vous étiez d'abord engagée d'en fournir. D'ailleurs les genereux efforts de V^{otre} Majesté pour le soutien & la defense du Roi de Portugal, ont été bien mal secondés de la part de ce Prince; puisqu'après les recherches les plus exactes que Vos Communes ont pu faire, il se trouve qu'il n'a presque jamais fourni treize mille hommes en tout quoiqu'il fut obligé par son Traité, d'en avoir douze mille hommes d'Infanterie, trois mille Chevaux à ses fraix & de plus outre onze mille Fantassins & deux mille Chevaux de plus, pour lesquels on lui paie des Subsidés.

En Espagne la Guerre a été encore plus inégale & plus onereuse à V^{otre} Majesté qu'en aucune autre de ses branches; elle y fut entamée sans aucun Traité préalable, & les Alliez n'ont presque pas voulu depuis y contribuer la moindre chose. En 1705., on y envoya un petit Cor

Troupes Angloises & Hollandoises, on pas qu'on le crût suffisant pour soutenir une Guerre bien réglée, ou pour conquérir un si vaste País, mais dans la seule vûë d'aider les Espagnols, qu'on nous disoit avoir beaucoup d'inclination pour la Maison d'Autriche, à mettre le Roi Charles sur le Trône. Cette espérance ne se fut pas plutôt évanouïe que l'Angleterre s'engagea insensiblement dans cette Guerre, malgré tous les désavantages que la distance des Lieux & les faibles efforts des autres Alliez lui pouvoient causer. Tout ce que nous avons à dire dessus à Vôtre Majesté, se réduit à ceci. Que bien qu'on entreprit cette Divergence sur les instances réitérées de la Cour Imperiale, & pour une Cause, où il ne s'agissoit pas de moins que de la réduction de la Monarchie d'Espagne à la Maison d'Autriche, ni les deux Empereurs défunts, ni Sa Majesté Imperiale d'aujourd'hui n'y ont jamais eu aucunes Forces à leurs propres fraix, jusques à l'année dernière, qu'il y eut un seul Regiment d'Infanterie, composé de deux mille hommes: Quoi que les Etats Généraux aient contribué quelque chose de plus pour cet-

te branche de la Guerre, leur Portion n'a pas allée fort loin; car dans l'espace quatre années, c'est-à-dire depuis 1703 jusqu'en 1707. inclusivement, toutes Troupes qu'ils y ont envoyées, n'excedent pas le nombre de douze mille cent hommes; & depuis l'année 1708. jusqu'à ce jour, ils n'y ont envoyé ni Corps Troupes ni Recrues. Il semble ainsi qu'il ait laissé en quelque maniere à V^{otre} Majesté le soin de recouvrer ce Royaume d'en payer les fraix, comme s'il n'avoit que vous seule d'intéressée: En effet, les Troupes que V^{otre} Majesté a envoyées en Espagne, dans l'espace de six années, depuis 1705. jusqu'en 1711. inclusivement, ne reviennent pas à moins cinquante sept mille neuf cents soixante treize hommes, sans parler de treize Bataillons & dix huit Escadrons, pour lesquels V^{otre} Majesté a payé des Subsidies à l'Empereur. Vous n'ignorez pas que ce a été la dépense fixe pour l'entretien de ce nombre d'hommes, & Vos Communes en ont bien senti le poids: Mais ce fardeau paroitra beaucoup plus grand si l'on fait attention aux dépenses extraordinaires qui ont accompagné un Servi-

éloigné & si difficile, & qui ont toutes
sont tenuës par V. M., à la reserve de
qu'il en a coûté aux Etats de ce petit
mbre de Troupes qu'ils y ont envoyées.
s Comptes délivrés à Vos Communes
it voir : Que la depense des Vaisseaux
V. M., employez pour le service de la
terre en Espagne & en Portugal, sur le
d de 4. liv. sterl. par mois pour chaque
telot, depuis leur départ d'ici jusques
leur retour, leur perte, ou leur emploi
quelque autre service, monte à 6. Mi-
is, cinq cens quarante mille, neuf
s soixante six livres, quatorze Che-
Les fraix des Transports, qui con-
nent la Grande-Bretagne, pour soute-
la Guerre en Espagne & en Portugal,
uis qu'elle a commencé jusques à pre-
, reviennent à un Million, trois cens
te six mille, sept cens dix-neuf pie-
dix-neuf Chellins, onze sols. L'A-
illemant des Troupes de terre embar-
es pour le même service, monte à
cens quatre vingt trois mille, sept
es soixante dix livres, huit Chellins
six sols; & la dépense des Extraordi-
es pour le même service, revient à
umillion huit cent quarante mille trois

cens cinquante trois livres.

Nous exposerions aux yeus de Vô Majesté, les différentes sommes qui ont été païées sur le compte des extraordinaires en Flandres; & qui font ensemble Million, cent sept mille, quatre vingt seize livres, si nous pouvions les comparer avec ce que les Etats Généraux ont fourni pour le même sujet; mais nous n'avons aucun détail de leur dépense à l'égard; ainsi nous n'en dirons pas davantage la-dessus. Il ne reste donc que l'Article des Subsidies, qu'on a fournis aux Princes Etrangers, & qui méritent l'attention de Vôtre Majesté: Au commencement de la Guerre, Vôtre Majesté les Etats Généraux les payoient dans une proportion égale; mais depuis la Balance a panché à Vôtre préjudice: Car il paraît que V. M. a fourni au delà de son juste Contingent, trois Millions, cent cinquante cinq mille écus, sans les extraordinaires paiez en Italie, qui ne sont point compris dans aucun des Articles précédens, & qui montent à cinq cens trente neuf mille, cinq cens cinquante trois livres.

Nous avons détaillé tout ceci à V. M.

la maniere la plus courte qu'il nous a
possible : Et par un Calcul appuyé sur
Faits marquez ci-dessus , il se trouve ,
au delà du Contingent de la Grande-
Bretagne , proportionné à celui de vos
Alliez , V. M. a dépensé , durant le cours
de cette Guerre , plus de dix-neuf Mi-
llions , & qu'aucun des Alliez n'a pas four-
ni la moindre chose pour contrebalancer
cette somme.

C'est avec beaucoup de chagrin , que
nous trouvons tant de sujet de représenter
un mauvais usage qu'on a fait du zèle de
V. M. & de vos Peuples pour le bien de
la Cause Commune , qui n'a pas été suf-
fisamment avancée par là qu'il seroit à souhaiter ,
ce que les autres ont abusé de cette
liberté pour se décharger à nos dépens , &
qu'on a souffert qu'ils aient mis leur por-
tion du Fardeau sur ce Royaume , quoi-
qu'à tous égards ils soient autant ou plus
intéressés que nous dans le succès de cette
Guerre. Nous sommes persuadés que
V. M. nous pardonnera , si nous témoi-
gnons du ressentiment sur le peu d'égard
qu'on ont eu pour les intérêts de leur Patrie
quelques-uns de ceux qui ont été employez
au service de V. M. , lorsqu'ils ont souffert

qu'on lui en imposât d'une manière déraisonnable, s'ils ne sont pas eux mêmes en quelque sorte la principale cause de ces mauvais tours : il y a eu quelque chose de si extraordinaire dans la suite de ces mauvais tours, que plus les richesses de ce Royaume ont été épuisées, & plus les Armes de V. M. ont obtenu d'heureux succès, plus nôtre fardeau s'est augmenté ; pendant que de l'autre côté, plus vos efforts ont été vigoureux, & plus vos Alliez en ont retiré de grands avantages ; plus ces mêmes Alliez ont diminué de portion de leur dépense.

Dès qu'on eut entamé cette Guerre les Communes en virent tout d'un coup à des efforts extraordinaires, & à donner de si gros Subsidés, qu'on n'a jamais revû de pareil, dans l'esperance de prévenir les malheurs d'une Guerre languissante & d'amener bien-tôt à une heureuse conclusion elle où nous étions nécessairement engagez ; mais l'événement a si mal répondu à leur attente, qu'elles ont grand sujet de soupçonner, que ce qui devoit abrégier la Guerre, a été la véritable cause de sa longueur ; car ceux qui en tiroient plus de profit, n'ont pas été facilement

disposez à y reconcer : De sorte que V^{otre} Majesté pourra découvrir sans peine, d'où vient que tant de personnes se plaisoient dans une Guerre, qui leur apportoit tous les ans une si abondante moisson de la Grande-Bretagne.

Nous sommes aussi éloignez de souhaiter, comme nous savons que V^{otre} Majesté l'est, de conclure aucune Paix, à moins qu'elle ne soit à des conditions sûres & honorables : N^{otre} vûë n'est pas non plus de nous dispenser de lever tous les Subsidies nécessaires & possibles pour soutenir vigoureusement la Guerre, jusqu'à ce qu'on ait obtenu une telle Paix. Tout ce que nos fidèles Communes se proposent, tout ce qu'elles desirent, c'est que les autres Puissances Alliées de V^{otre} Majesté y concourent d'un pas égal, & que l'on fasse une juste application de ce que l'on a déjà gagné sur l'Ennemi pour le bien de la Cause commune. Il y a divers Territoires & Pais d'une vaste étendue qui sont revenus à la Maison d'Autriche ; comme le Royaume de Naples, le Duché de Milan & quantité de Places en Italie : Il y en a d'autres qu'on a conquis, & qu'on a joints à ses Domaines ; tels sont les deux Electro-

rats de Baviere & de Cologne, le Duc de Mantoue & la Principauté de Liege. Comme ces derniers Conquêtes sont dû en grande partie à nôtre sang & à nos trôurs, il nous semble, s'il est permis de dire, que nous avons droit de prétendre qu'elles aident à pousser la Guerre en Espagne : C'est pourquoi nous supplions instamment Vôtre Majesté d'ordonner à Vostres Ministres qu'ils agissent auprès de l'Empereur, afin que les Revenus de ces différens Pais soient employez à cet usage, la reserve de ce qu'il en faut déduire pour leur propre défense. Pour ce qui regarde les autres branches de la Guerre, auxquelles Vôtre Majesté s'est obligée de contribuer par des Traitez particuliers, nous la supplions très-humblement de vouloir bien tenir la main à ce que ses Alliez s'aquittent des engagements, où ils sont entrez li-dessus, & de ne leur donner à l'avenir ni des Troupes ou des Subsides, qu'à proportion de ce qu'ils en fourniront eux-mêmes. Lorsqu'on aura fait cette justice à Vôtre Majesté, & à Vôtre Peuple, il n'y a rien que vos Communes n'accordent de bon cœur, pour soutenir Vôtre Majesté dans la Cause où Elle est engagée. S'il se trou-

même qu'on ait besoin de nouvelles forces, par Mer ou par Terre, nous mettons V^ôtre Majesté en état d'y contribuer une portion legitime, & il n'y a point de subsides que vos Sujets ne soient disposés à vous accorder, dans toute l'étendue de leur pouvoir.

Après avoir examiné l'état de la Guerre, dans laquelle il paroît que v^ôtre Majesté a non seulement dépensé plus qu'aucun de vos Alliez, mais autant qu'eux tous pris ensemble, vos Communes se voyoient de trouver, que dans les conditions d'une Paix future, on auroit eû soin d'assurer à la Grande-Bretagne quelques avantages particuliers, qui donneroient à la Nation quelque esperance de la dédommager avec le temps de ces Trésors immenses qu'elle a fournis, & des grosses Dettes qu'elle a contractées durant le cours d'une si longue & si onereuse Guerre. On ne pouvoit mieux répondre à une attente si raisonnable, qu'en exigeant plus de sûreté & d'étendue pour le Commerce de la Grande-Bretagne: Mais nous nous voyions si bien déçus de cette esperance, que dans un Traité conclu, il n'y a pas long-temps, entre v^ôtre Majesté & les

Etats Généraux, sous prétexte de se donner une Garantie mutuelle sur deux Articles de la dernière importance pour les deux Nations, dont l'un regarde la Succession & l'autre la Barrière, les intérêts de Grande-Bretagne n'ont pas été seulement négligés, mais sacrifiés; & qu'il y a de vrais Articles ruineux pour le Commerce & la Prosperité de ce Royaume, & par conséquent très deshonorables pour V^{otre} Majesté.

Vos Communes remarquent d'abord qu'en vertu de ce Traité plusieurs Villes & Places doivent être mises entre les mains des Etats Généraux; en particulier Nieport, Dendermonde & le Château de Gand, qu'on ne sauroit jamais regarder comme faisant partie d'une Barrière contre la France, mais plutôt comme les Clefs du Pais-Bas du côté de la Grande-Bretagne; ce qui ne peut que rendre incertain le Commerce des Sujets de V^{otre} Majesté dans ces quartiers là, où même les éclorent tout-à-fait, dès que les Etats le jugeront à propos. La prétendue nécessité qu'il y a de mettre ces Places entre les mains des Etats Généraux, pour leur assurer une communication avec leur Barrière

ere, est vaine & sans fondement : Car
uis que la Souveraineté des Pais-Bas Es-
pagnols doit rester à un Ami & un Al-
ié, non pas à un Ennemi, cette Com-
munication sera toujourns sûre & ouver-
te : D'ailleurs, en cas d'une rupture ou
d'une Attaque, on laisse une pleine liber-
té aux Etats de prendre possession de tous
les Pais-Bas Espagnols ; de sorte qu'ils
n'avoient pas besoin d'aucune stipulation
particulière pour les Places ci-dessus.

Après avoir dit un mot de cette Con-
cession faite aux Etats Généraux de s'em-
parer de toutes les dix Provinces, nous
pe pouvons que représenter à Vôte Majes-
té : Que de la maniere dont cet Article
est conçu, il forme une autre circonstan-
ce dangereuse ; puis que si l'on avoit bor-
né le Cas à la seule attaque apparente du
côté de la France , on auroit rempli le
prétendu dessein de ce Traité, & suivi
les Instructions que Vôte Majesté avoit
donnée à son Ambassadeur : Mais on a
omis cette restriction nécessaire , & la
même liberté est accordée aux Etats de
s'emparer de tous les Pais-Bas Espagnols,
toutes les fois qu'ils se croiront attaqués
par aucune des Nations voisines , aussi-

bien que lors qu'ils seront en danger d
côté de la France; de sorte que s'il arri
voit quelque jour (ce que vos Commu
nes ont une grande repugnance à sup
fer) qu'ils vinssent à se brouiller ave
vôtre Majesté, les richesses, la force &
la situation avantageuse de ce País pour
roient servir contre Vous-même, qu
qu'on ne les eût jamais conquis sans vo
puissans & généreux secours. Pour re
venir aux fâcheuses conséquences qui re
gardent le Commerce de vos Royaumes
qu'il nous soit permis d'exposer à vôt
Majesté: Que bien que ce Traité renou
velle le XIV. & le XV. Article de celu
de Munster, & qu'il vous en rende un
des Parties intéressées, en vertu desque
les Droits imposez sur toutes les Denrées
& Marchandises qui vont par Mer d'an
les Païs-Bas Espagnols, doivent égale
ceux qu'on exige de tous les Effets &
Marchandises qu'on y transporte par l'El
caut, les Canaux du Sas & de Zwyn, &
autres Embouchures de la Mer qui son
dans le voisinage; avec tout cela on
prend soin de conserver la même égalité
lors qu'il s'agit de la sortie de ces Mar
chandises hors des Provinces Espagnoles

& de leur entré dans les Païs & Places qui doivent être à la disposition des Etats Généraux en vertu de ce Traité. C'est-à-dire que dans la suite, & vos Communes sont informées qu'il en est arrivé déjà quelques exemples, les Droits d'entrée mis sur les Marchandises transportées dans ces Païs & Villes par les Sujets des Etats Généraux, seront ôtez, pendant qu'on continuera ceux qu'on exige des Sujets de vôtre Majesté; de sorte que la Grande-Bretagne risque de perdre une des branches les plus avantageuses de son Commerce, dont elle a été en possession de tout temps, même depuis que ces Provinces étoient gouvernées par la Maison de Bourgogne, l'une des plus anciennes & des plus utiles Alliez que l'Angleterre ait jamais eu.

A l'égard des autres Païs & Terres de la Couronne d'Espagne, les Sujets de vôtre Majesté ont toujours été distinguez dans leur Commerce avec eux, & ont jouï de plus grands Privileges & Immunités sur cet Article, que les Hollandois, ou aucune autre Nation, tant par des anciens Traitez, que par un long usage. Aussi l'excellent Traité de la Grande Al-

liance assure si bien ces estimables Privileges à la Grande-Bretagne, qu'il laisse chaque Nation à la fin de la Guerre si le même pied ou elle étoit à cet égard au commencement. Mais le Traité, dont nous nous plaignons, au lieu de confirmer les Droits de vos Sujets, les abandonne & les renverse : Car, quoique les XVI. & XVII. Articles du Traité de Munster, fait entre Sa Majesté Catholique & les Etats Généraux, accorder aux Hollandois tout les avantages de Commerce, dont les Anglois jouissoient la Couronne d'Angleterre n'ayant pas été une des Parties intéressées dans ce Traité, les Anglois ne se sont jamais soumis à ces deux Articles, & les Espagnols eux-mêmes de les ont jamais observés : Mais ce dernier Traité le renouvelle au préjudice de la Grande-Bretagne, y fait entrer votre Majesté comme Partie, & l rend même garante envers les Etats Généraux pour des Privileges qui tournent à la ruine de votre Peuple.

La promptitude extraordinaire avec laquelle votre Ambassadeur consentit à dépouiller vos Sujets de leurs anciens Droits & votre Majesté du pouvoir de leur pro-

curei

quer quelque nouvel avantage , paroît évidemment de ses lettres , que vous avez fait donner à vos Communes : Car lorsqu'on offrit certains Articles avantageux à votre Majesté & à vos Peuples , pour les inserer dans ce Traité , les Etats Généraux ne voulurent pas les admettre , sous prétexte qu'il n'y falloit rien mêler de ce qui ne touchoit point à la Garantie de la Succession & de la Barriere ; quoi qu'ils neurent pas plutôt avis d'un Traité de Commerce conclu entre votre Majesté & le présent Empereur , qu'ils renoncèrent à ce prétexte , pour insister sur l'Article , dont vos Communes se plaignent aujourd'hui , & que l'Ambassadeur de votre Majesté accorda , quoi qu'il n'eût aucun rapport à la Succession , ou à la Barriere , & que ce Ministre lui-même se fût départi pour cette raison de quelques Articles qui auroient été avantageux à sa Patrie.

Nous nous sommes abstenus de fatiguer votre Majesté , par des Remarques générales sur ce Traité , en ce qui concerne l'Empire , & les autres Etats de l'Europe. Nous avons seulement pris la liberté de vous exposer les maux qui en

résultent à la Grande-Bretagne. Comme ils sont de la dernière évidence & très considérables, & que le Vi-Comte de Townshend n'avoit aucun ordre ni autorité pour conclure divers de ces Articles, qui sont le plus de tout aux Sujets de vôtre Majesté, nous avons cru que le moins que nous puissions faire, étoit de déclarer vôtre dit Ambassadeur, qui a négocié & signé ce Traité, de même que tous les autres qui en ont conseillé la Ratification, Ennemis de vôtre Majesté & de ce Royaume.

Sur ces fidelles Avis & Informations de vos Communes, nous nous promettons que vôtre Majesté, par la tendresse qu'elle a pour son Peuple, le garantira de ces malheurs, auxquels les Conseils de Gens mal-intentionnez l'ont exposé, & qu'en vôtre grande Sagesse, vous trouverez quelques moiens d'expliquer & de corriger divers Articles de ce Traité, & sorte qu'ils puissent compatir avec l'Interêt de la Grande-Bretagne, & avec une Amitié sincere & durable entre vôtre Majesté & les Etats Généraux.

E X T R A I T

*Du Registre des Résolutions de Leurs
Hautes Puissances les Seigneurs
Etats Généraux des Provin-
ces-Unies des Pais-Bas.*

Le Vendredi 1. Avril 1712.

Messieurs de Brockhuysen, & les autres Deputez de L. H. P. pour les Affaires Etrangères, en conséquence de Resolution Commissoriale du 12. du mois passé, ayant examiné conjointement avec quelques Sieurs Deputez du Conseil d'Etat, la Lettre du Sr. van Borsselle Envoyé Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances à la Cour de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, écrite le 1. du même mois, donnant avis des Résolutions prises par la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, pour continuer aux Pais-Bas, dans cette année 1712. premièrement les quarante mille hommes y envoyez par Sa Majesté, au commencement de la Guerre, secondement les dix mille hommes d'augmentation dont on est convenu en 1703.

&

& en troisiéme lieu les quinze mille cent septante huit hommes, qui ont été engagez dans le service de Sa Majesté, depuis l'an 1703. mais ces derniers, sous condition que l'Etat contribueroit de sa part autant de Troupes contre lesdits 15178 hommes que porte la proportion de trois contre deux; ont fait raport à l'Assemblée, que dans le temps qu'ils examinoient ladite Lettre, ils ont appris, que le Sr. Comte de Straffort, Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire de ladite Majesté, avoit insinué à quelques uns, le jour avant son départ pour Utrecht, qui fût lundi dernier, qu'il avoit reçu ordre par le Sieur de St. Jean, Secrétaire d'Etat, de déclarer à Leurs Hautes Puissances qu'elles devroient remplir leur quote-part de trois cinquièmes contre lesdits 15178. hommes; ou qu'autrement Sa Majesté en licenciéroit autant qu'il faudroit, pour faire justement de trois cinquièmes contre trois cinquièmes, proportion au nombre de Troupes que l'Etat fournit aux Pais-Bas contre lesdits 15178. hommes; Que cette insinuation étoit fondée sur la supposition que l'Etat au commencement de la Guerre, avoit

co

consenti de fournir aux Pais-Bas 102000. hommes, savoir 42000. hommes pour les garnisons, & 60000. pour la Campagne, & que la Grande-Bretagne n'auroit dû fournir contre ce nombre-là, que 40000. hommes aux Pais-Bas : Que depuis on voit augmenté les Troupes en mille sept cent trois de 20000. hommes, la moitié la paye de la Grande-Bretagne, & l'autre moitié, à celle de l'Etat ; mais qu'à l'égard des 15178. hommes contribuez par la Majesté Britannique, depuis l'an 1703. on devoit y observer la premiere proportion, de 60000. hommes, contre 40000. ou le trois cinquièmes contre deux cinquièmes qu'à cette occasion eux, Srs. Deputez, avoient aussi examiné les vôtés ou Resolutions, prises le 16. Fevrier de cette année nouveau stile, par la Chambre des Communes dudit Parlement de la Grande-Bretagne, par lesquelles on charge l'Etat, de n'avoir pas satisfait, à divers égards à ses engagements, en ne fournissant pas la quote part, qu'il étoit obligé de fournir pour la Guerre ; & qu'ils avoient pareillement examiné l'Adresse présentée sur ce sujet à Sa Majesté, laquelle Adresse, aussi-bien que les vôtés, ont été imprimées &

& publiées par tout. Que pour montrer le peu de fondement, tant de ladite supposition, que du manquement dont les susdites Resolution & Adresse changent l'Etat, ils avoient dressé un Memoire lequel ils ont remis en même temps à l'Assemblée tel qu'il sera inseré à la fin de la présente.

Surquoi ayant été delibéré, il a été trouvé bon, & arrêté, que la Copie du dit Memoire & Pieces y jointes, sera envoyée au Sr. van Borsssele, Envoyé Extraordinaires de Leurs Hautes Puissances à la Cour de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & qu'il lui sera ordonné représenter tant de bouche, que par écrit à Sadite Majesté, & par tout où cela pourra être de quelque utilité, que l'insinuation dudit Comte de Straffort, portant que l'Etat devoit fournir ce qui manque à leur trois cinquièmes contre lesdits 15178. hommes, ou qu'autrement Sa Majesté en diminueroit le nombre jusqu'à la proportion de deux cinquièmes contre celles de l'Etat, leur a fait beaucoup de peine, & qu'aussi, à leur sentiment, elle n'est pas bien fondée, vû que d'un côté, en ne peut pas prétendre avec raison que
l'Etat

Etat, chargé comme il est, augmente encore ses Troupes, & que de l'autre, le bien de la Cause Commune, ne peut pas permettre que Sa Majesté diminue les siennes, dans les conjonctures présentes. Que la dite supposition, sur laquelle cette insinuation est fondée, ne peut-être admise par Leurs Hautes Puissances ; Que quand même elle le seroit, toute la différence en question se reduiroit à 4303. hommes que l'Etat auroit de trop peu aux Pais-Bas, où que Sa Majesté y auroit de trop ; surquoi certainement il seroit juste de prendre en consideration & de faire entrer en compte l'augmentation des Troupes que l'Etat a faite au commencement de cette Guerre, avantque la Grande-Bretagne en eut faite aucune considerable, aussi bien que celles qu'il a entretenues par-dessus les 120000. hommes, ainsi qu'il est montré par le susdit Memoire. Que pour ces raisons le Sr. van Borsssele suppliera Sa Majesté de vouloir bien ne pas exiger de l'Etat qu'il augmente ses Troupes, ni aussi diminuer le nombre des siennes.

Que de plus le Sr. van Borsssele représentera à cette occasion à Sa Majesté que
Leurs

Leurs Hautes Puissances ont vû avec beaucoup de douleur, par lesdits Vote & Adresse, publiquement imprimées & répandues par toute la Terre, qu'elles sont condamnées sans qu'on ait entendu leurs raisons, comme si elles n'avoient pas satisfait à leurs engagements, & qu'elle n'eussent pas contribué aux charges de la Guerre, ce qu'elles doivent proportionnement à Sa Majesté. Que Leurs Hautes Puissances pour ne pas demeurer chargée de ce blâme, & pour informer Sa Majesté des raisons qui leur persuadent qu'elles en sont en charge à tort, lui ont ordonné de présenter ledit Memoire à Sa Majesté en y ajoutant que si Sa Majesté, comme on l'espère, veut bien faire une équitable & favorable réflexion, sur les efforts que l'Etat a fait, & continué de faire dans cette présente Guerre, après en avoir déjà essuyé deux autres extrêmement onéreuses; & si elle veut bien considérer qu'il a commencé celle-ci avec 110000. hommes, qui est un effort si grand que jamais auparavant, il n'en avoit fait un semblable; que de plus, il a de tems en tems augmenté considérablement le nombre de ses Troupes, à quoi l'on doit join-

dre

les Subsidés qu'il doit payer annuellement, & les Equipages de Mer qu'il fait; leurs Hautes Puissances s'assurent, que non seulement Sa Majesté, selon son équité si renommée, mais aussi toute la terre demeurera convaincuë, que dans cette Guerre l'Etat a fait autant & plus que l'on ne pouvoit attendre, selon la raison & la justice, d'un bon & fidelle Allié, & qu'il n'y a qu'un excès d'amour pour leur Religion, & de zèle pour aider à détourner l'Esclavage dont tout l'Europe est menacée, qui ait pû les porter à faire de si grands efforts, & à les continuer si long temps; Qu'elles rendent grâce à Dieu de ce que par sa bonté, il a si utilement beni les efforts qu'elles ont fait conjointement avec Sa Majesté & les autres Alliez, qu'en comparant l'état présent des affaires avec celui où elles étoient au commencement de la Guerre, on y remarque un très heureux changement; de sorte que pour concevoir une juste espérance de parvenir par une bonne Paix à la fin désirée, il semble qu'il ne manque rien que de conserver entre les Alliez cette même Fermeté, Union, & Viueur, avec laquelle la Guerre a été com-

commencée & a continué jusqu'à présent.

Que L. H. P. ont toujours considéré l'union & la bonne harmonie entre S. M. & l'Etat, & entre leurs Sujets de part & d'autre, comme le plus grand appui de la Cause Commune, & qu'Elles la considèrent encore sur le même pied; jugent que présentement elle est autant & plus nécessaire que jamais: Que par cette raison Elles ont toujours recherché avec soin l'affection & l'amitié de S. M., de même que la conservation & l'accroissement de ladite union & bonne harmonie entre les deux Nations: Qu'elles la rechercheront toujours, & qu'il n'y a rien de plus douloureux pour Elles, que de se voir réduite à se justifier sur de pareilles censures qu'Elles ont si peu méritées; d'autant plus que cela donne lieu aux Ennemis, à qui l'union entre la Grande-Bretagne & l'Etat doit être redoutable, d'espérer qu'il arrivera du refroidissement & de la division entre les Alliez si étroitement unis: ce qui ne peut que faire beaucoup de mal aux uns & aux autres.

Qu'ainsi L. H. P. désireroient que ces pierres d'achoppement n'eussent pas été
mise

ises dans le chemin , & qu'il seroit
on qu'elles en fussent ôtées au plû tôt ;
e qui fait qu'on attend de la haute é-
uité de Sa Majesté & de son zèle pour
Cause Commune , qu'Elle ne vou-
a pas que la continuation du service
ses Troupes dans les Pais-Bas , &
articuliérement desdits 15178. hommes,
it attachée & dépende de l'augmenta-
on de celles de l'Etat ; Et que leur cô-
L. H. P. contribuëront autant qu'il
a dans leur pouvoir , & qu'il dependra
Elles , à procurer & avancer le bien de
Cause Commune , ainsi qu'Elles ont
ûjours fait ci devant , & principalement
prendre des mesures avec S. M. & con-
rter en toute confiance les moyens d'y
ussir , de même qu'à faire voir à S. M.
r des effets , qu'Elles recherchent &
iment infiniment son affection & son
itié , dont le Sr. van Borssele don-
ra à S. M. toutes les plus fortes assu-
nces.

Il sera aussi remis un Extrait de la pré-
te Resolution de L. H. P. , avec une
pie du suldit Memoire , entre les mains
Sr. Comte de Sraffort , Ambassadeur
ur. &c. de Sad. Majesté , lequel sera prié

de seconder par ses bons offices les bonnes intentions de L. H. P.

Paraphé

H. VAN ISSELMUNDE, vt

Et Signé,

F. F A G E L.

M E M O I R E

Servant à montrer que c'est à tort qu'on impute aux Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas , par les Résolutions ou Votes de la Chambre des Communes. Parlement de la G. Bretagne, & par l'Adresse de ladite Chambre présentée ensuite à Sa M. la Reine de la G. Bretagne, d'avoir manqué pendant le cours de cette Guerre, de fournir ce qu'ils doivent, suivant leur Quote ou Contingent, pour pousser la dite Guerre.

Ces Résolutions, ou Votes, ci-dessus mentionnés, sont en date du Mardi 16. Février 1712., & contiennent ce qui suit.

R

Resolu: Que Messieurs les Etats Géné-
raux n'ont point fourni leur Quote pour le
service de Mer, à proportion du nombre
des Vaisseaux fournis par la Reine, & que
durant quelques années consécutives, il a
manqué à leur dite Quote 2. tiers, & générale-
ment plus de la moitié.

Resolu: Que les Troupes fournies &
payées par la Reine depuis 1705. jusqu'en
1711., pour pousser la guerre en Espagne,
montent à 57973. hommes; outre 13. Ba-
illons & Escadrons, pour lesquels Sa-
Majesté a payé des Subsidés à l'Empe-
reur.

Resolu: Que les troupes fournies par les
Etats Généraux depuis 1705. jusqu'en 1708.,
pour le service d'Espagne, ne montent qu'à
2000. hommes; & que depuis 1708.
jusqu'à présent, ils n'y ont envoyé aucunes
troupes.

Resolu: Que la Reine a non seulement
payé sa Quote des 12000. hommes, sui-
vant la Traité, pour le service de la guerre
de Portugal; mais qu'Elle a aussi pris sur
sa Quote de l'Empereur, fournissant
deux tiers, pendant que les Etats Géné-
raux ont seulement fourni un tiers pour ce ser-

Resolu: Qu'après l'année 1706. lorsque les Troupes Angloises & Hollandoises marcherent en Castille, & ne revinrent point Portugal, S. M. y a remplacé plus que Quote en Troupes, & les Etats Généraux n'ont eu aucunes Troupes en Portugal.

Resolu: Que la premiere proportion 3. cinquièmes contre 2. cinquièmes, dont étoit convenu entre feu S. M. le Roi Guillaume & les Etats Généraux, par rapport à la guerre en Flandres, n'a point été observé par les Etats Généraux.

Resolu: Que durant le cours de cette guerre, les Etats Généraux ont fourni 208 hommes au dessous de leur Quote.

Resolu: Que la condition pour défendre tout Commerce & toute correspondance entre la Hollande & la France, & sur laquelle condition les Troupes d'augmentation étoient accordées en 1703. & ensuite continuées, n'a point été observée par les Etats Généraux.

Resolu: Qu'au commencement de cette guerre, les Subsidies de la part de Sa Majesté & des Etats Généraux ont été payez égales portions; mais que depuis, Sa Majesté a payé 3. Millions 155. mille Risdals plus sa Quote.

Ces Resolutions ou Votes de la Chambre des Communes , ainsi données par voie de Décision , à la charge des Seigns Généraux , qui ont l'honneur de vivre avec S. M. de la G. B. dans une bonne amitié & confiance , & d'être mis par de très étroites Alliances ; l'Assemblée qui a suivi ces Votes , & les conséquences que la chose entraîne après soi, dans un temps que la bonne Union & harmonie entre la Grande-Bretagne & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas, est aussi nécessaire que jamais pour parvenir à une Paix désirable , honorable & sûre ; Toutes ces choses ; qu'on a pris soin de faire imprimer & rendre publiques de tous côtez , doivent infailliblement surprendre tous ceux qui ont la moindre connoissance des grands & extraordinaires efforts que l'Etat a faits dans cette Guerre, pour la défense & l'avancement de la Cause Commune : Et celà ne peut aussi manquer de donner à ceux qui ont aucune connoissance des affaires , quelques impressions au préjudice de l'Etat , quoiqu'elles doivent d'abord beaucoup perdre de leur force , dès que l'on considère , que ces Resolutions ou Votes ont été formées

sans que les Etats Généraux , qui y sont condamnés décidivement, aient été ou là dessus directement ni indirectement ni qu'on leur ait jamais donné (soit par communication des Listes ou Etats sur lesquels lesdites Votes sont formées, au autrement) occasion de lever pas des éclaircissens & instructions, le préjugé qui paroît avoir été formé contre leur conduite ; ce qui certainement ne peut bien s'accorder avec les regles de l'équité & l'amitié.

Comme néanmoins, depuis que lesdites Résolutions ou Votes ont été dressées on a reçu par une voye particuliere, Copie des Listes ou Etats qui ont été remis à la Chambre des Communes, sur lesquels lesdites Résolutions ou Votes ont été apparemment dressées, & que par on a pu en quelque maniere découvrir les fondemens, surquoi elles sont appuyées les Remarques suivantes pourront servir à lever les fausses impressions qu'elles pourroient donner, & à justifier la conduite des Seigneurs Etats Généraux, touchant les Points mentionnez dans lesdites Résolutions ou Votes, & dans l'Adresse qui s'en est ensuivie. Ces Remarques peuvent

ent convenablement rouler sur 4. Points principaux , suivant les Listes ou Etats mis à la Chambre des Communes , & suivant l'ordre observé dans l'Adresse, dans lesquels 4. Points on dit que l'Etat a point rempli sa Quote , au a fourni trop peu à proportion de la Grande-Bretagne ; savoir, 1. dans le service de Mer ; 2. dans le nombre des Troupes en Flandres ; 3. dans le service d'Espagne & de Portugal ; & 4. dans les subsides.

Avant que d'entrer dans la discussion de chacun de ces Points, on doit premièrement poser pour fondement, qu'après que le Roi de France eut occupé toute la Monarchie d'Espagne pour son Petit-Fils, enlevé à l'Etat sa Barriere en s'emparant des Pais-Bas Espagnols, qui font partie de cette Monarchie, reconnu le nommé Prince de Galles pour le Roi de la Grande-Bretagne , & que toute l'Europe étant menacée d'un Esclavage insupportable ; S. M. la Reine de la Grande-Bretagne & L. H. P. se virent obligées en 1702., pour de justes causes connus , à prendre les Armes, & entrer en Guerre contre la France, conjointement avec les Hauts Alliez, pour le soutien & la défense de leur com-

mune feureté : Qu'ainfi, en conformi
des étroites Alliances , particulierement
celle du 3. Mars 1678. conclué entre
Roi Charles II. de glorieufe Memoire , &
L. H. P. ; enfuite renouvelée & ratifiée
& encore en dernier lieu le 9. Juin 1701.
entre Sa Majesté & L. H. P. ; comme au
fuiuant le Traité d'Alliance du 11. No
vembre 1701. , conclu entre S. M. le fe
Roi Guillaume III. & L. H. P. & enfu
te renouvelé , & confirmé ; & en ver
tu de la Grande-Alliance du 7. Septem
bre 1701. conclué entre l'Empereur , l
Grande-Bretagne & l'Etat , Sa Majesté
& l'Etat ont dû employer toute leur
force par Mer & par Terre pour par
venir au but qu'on s'est propofé dans la
dite Alliance , fans que par cette Allian
ce, ou par quelque autre Traité fubfiftant
il foit fait aucun particulier dénombre
ment des Forces avec lesquelles les Hauts
Alliez , & fur tout la Grande-Bretagne &
l'Etat , devoient pouffer la Guerre : Au
contraire , ayant été jugé à propos par le
4. Article de la Grande-Alliance , & par
le 8. de l'Alliance entre la Grande-Bre
tagne & l'Etat, l'une & l'autre de l'an
1701.

1701. , qu'on feroit un dénombrement des Forces avec lesquelles chacun concourroit à pousser la Guerre, cela étoit resté en arrière & n'avoit point été mis en exécution, ni en effet; soit que dans la suite on y ait trouvé de trop grandes difficultez, ou bien qu'on l'ait crû inutile, parce que toutes les Alliances portent, que chacun des Alliez doit employer dans cette Guerre toutes ses Forces par Mer & par Terre, & qu'ainsi les uns & les autres se sont proposéz à cet égard sur la bonne foi réciproque.

Ce fondement ainsi posé, savoir, que suivant les Alliances, la Gr. Br. & cet Etat sont obligez, chacun en particulier, d'employer toutes leurs Forces dans la Guerre contre l'Ennemi commun, & qu'on n'est convenu, ni par lesdites Alliances, ni par aucun Accord ou Convention particuliere, du *Quantum* que chacun devroit fournir; il s'ensuit nécessairement & incontestablement, que l'unique Regle de ce *Quantum* doit être la force d'un chacun, & qu'aucune autre Proportion ne doit être cherchée ni alleguée contre la Gr. Br. & cet Etat, que celle de leurs Forces. Mais que celle des deux

Puissances, qui peut montrer suivant cette Proportion générale, ou absolument sans aucune relation, qu'elle a employé toutes ses Forces dans la présente Guerre pour l'avancement de la Cause Commune, cette même Puissance doit être censée avoir satisfait à toutes ses obligations & ne peut être reprise d'y avoir manqué.

Or il est évident, que les Forces de l'Gr. B. sont incomparablement plus grandes que celles de cet Etat. Pour être convaincu, il ne faut qu'un moment d'attention sur l'étendue des Pais, Possessions & Commerce de la Grande-Bretagne, sur le nombre & la richesse de ses Habitans, en un mot sur tout ce qui peut contribuer à rendre un Etat puissant.

C'est aussi la raison pourquoi, dans tous les Traitez qui ont été faits entre l'Angleterre & cet Etat, non seulement autrefois, au temps de la Guerre d'Espagne mais aussi depuis, à l'exception de quelque cas particulier, on a toujours observé de proportionner dans les dénombremens, les Secours mutuels, en sorte que ceux de l'Angleterre fussent plus grands qu

que ceux d'Etat. Souvent ils ont été reglez sur le pied de deux tiers ou de trois cinquièmes pour l'Angleterre contre un tiers ou deux cinquièmes pour l'Etat ; & ce fut ainsi que par le Traité de l'Alliance perpetuelle du 3. Mars 1678. l'Angleterre promit un secours de dix mille hommes, contre un de six mille à quoi l'Etat s'obligea. On voit par là, que quand même on accorderoit que la Grande-Bretagne auroit beaucoup plus contribué que l'Etat dans la Guerre présente, il ne s'ensuivroit nullement que l'Etat n'auroit pas satisfait à ses Obligations, puisque ses Forces ne sont pas égales à celles de la Gr. Br. & que c'est là-dessus que la Proportion doit être réglée.

Au reste, tout le monde fait assez que les Etats Généraux ont abondamment satisfait à tout ce qu'on pouvoit attendre de bons & fideles Alliez ; soit que l'on considère leurs efforts par rapport à ceux de la Grande-Bretagne, & des autres Alliez ; soit qu'on les considère en eux mêmes, sans aucune relation. Et certes, la posterité aura peine à croire qu'un Etat qui avoit suporté en 1672. une Guerre très rude, dont il n'éroit sorti que par des ef-

forts tous extraordinaires , & qui sans avoir eu le loisir de reprendre ses forces s'est vû obligé d'en soutenir une seconde dont il lui reste des charges extremement pesantes ; Qu'un tel Etat se trouvant de nouveau engagé dans une troisième Guerre , ait pû encore y faire d'autres si grands efforts , & les continuer si long temps Car outre l'inégalité de Forces qu'on vient de remarquer , il y a cette difference entre la Gr. Br. & cet Etat , que la Gr. Br. n'a point senti les maux ni les charges de la premiere Guerre contre la France qu'en temps de Paix , elle conserve fort peu de Troupes ; & qu'après la Paix de Ryswick , elle congédia presque toutes celles qu'elle avoit alors , ce qui lui porta beaucoup de soulagement ; au lieu que l'Etat fut obligé de garder plus de 40000 hommes. Une autre difference considerable est , qu'en 1702. le Théâtre de la Guerre a été sur les Terres de cet Etat , qui en a fort souffert ; qu'une partie du Pais a été inondée par la violence de la Mer , & une autre pour la défense contre l'Ennemi , sans parler des grosses Contributions qu'on lui paye tous les ans : qui sont toutes des incommoditez auxquelles la Gr. Br.

Br. n'est point sujette , & dont l'exemption , jointe à sa grande Puissance , lui donne moyen de contribuer bien plus que l'Etat à la Guerre. Pour peu qu'on fasse réflexion aux impositions de toutes sortes, qui se levent sur les Sujets de cet Etat & sur leurs Biens , & qui sont beaucoup plus nombreuses & plus pesantes que dans les Royaumes de S. M. , ou en quelqu'autre Etat du Monde que ce soit ; pour peu que l'on considere les sommes immenses que l'Etat a été obligé de negocier chaque année , dans les deux dernieres Guerres , & particulièrement en celle-ci , on conviendra qu'il faut avoir un grand amour pour la Liberté , & un grand attachement au Bien public , pour se charger ainsi volontairement , presque jusqu'à succomber. Mais aussi il ne faudra pas d'autres témoignages , pour montrer que les Etats Généraux ont satisfait fidèlement & abondamment à toutes leurs Obligations , & que même ils ont contribué au dessus de leurs forces à toutes les dépenses de la Guerre.

En général , cela devoit suffire pour faire cesser tous les Préjugés qui paroissent dans les Resolutions & dans l'Adresse

des Communes, & pour détruire les défavantageuses impressions qu'elles pourroient faire. Quand tous les manquemens, dont elles chargent l'Etat, seroient bien prouvez, & quand il seroit certain que les Etats Généraux auroient beaucoup moins contribué aux dépenses de la Guerre que Sa Majesté Britannique, il n'en seroit pas moins vrai, qu'ils ont employé, suivant leurs Traitez, toutes leurs Forces dans la presente Guerre; & par conséquent, qu'à proportion de leur Puissance, ils ont autant & plus fait qu'aucun des autres Alliez, sans en excepter le Gr. Br. C'est donc à tort, & sans fondement, que la Chambre des Communes les accuse de n'avoir pas satisfait à leurs engagement, & de n'avoir pas fourni leur quote part.

On ne laissera pas d'établir plus particulièrement cette verité, en examinant, l'un après l'autre, les 4. principaux Points de l'Adresse & des Resolutions de la Chambre des Communes; mais on se croit obligé de faire auparavant encore quelques Remarques sur cette Adresse. On y dit à S. M., en lui faisant l'énumération des Motifs qui avoient porté le feu Roi Guillaume

laume à entrer en Guerre, que selon le *Traité de la Grande Alliance*, ces *Motifs* furent d'assister l'Empereur en ses prétentions sur la Monarchie d'Espagne, & les Etats Généraux dans le recouvrement de leur Barrière perdue. Ensuite on ajoûte, qu'à tous égards, les Alliez sont également interessez avec la Grande-Bretagne au succes de la guerre, & que dans la plûpart ils le sont beaucoup d'avantage. Cependant, ce même *Traité de la Grande-Alliance*, sur lequel on se fonde, porte en termes exprès dans le préambule, que les Anglois & Hollandois étoient sur le point de perdre la liberté de leur Navigation & de leur Commerce dans la Mer Méditerranée, aux Indes, & ailleurs; & que la France & l'Espagne s'unissoient de plus en plus, pour opprimer la liberté de l'Europe, & pour ruiner le Commerce: Motifs qui interessent la Grande-Bretagne si directement & de si près, qu'on peut en conclure qu'elle ne fait pas moins la Guerre pour soi-même, que pour l'Empereur, l'Etat, ou les autres Alliez. Cela paroît encore plus clairement par l'Article séparé conclu le 12. Avril 1702. entre l'Empereur, la Reine de la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux, & qui

doit

doit avoir la même force, que s'il étoit inséré de mot à mot dans le Traité principal. *L'affront fait au feu Roi Guillaume à Sa Majesté presentement regnante, & toute la Nation Britannique, par la reconnaissance du prétendu Prince de Galles pour Roi d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, est expressement marqué entré les Motifs de cette Guerre, aussi-bien que dans la Déclaration de Guerre de Sa Majesté; le quel Motif n'auroit pû entrer dans l'Adresse de la Chambre des Communes, sans trop affoiblir la Proposition ci-dessus mentionnée, savoir qu'à tous égards, les Alliés sont aussi interessez que la Grande-Bretagne au succès de la Guerre, & que dans la plupart ils le sont beaucoup plus. En verité on ne comprend pas sur quel principe on a pû fonder cette Proposition, ni en quel sens elle peut s'accorder avec les Demandes de la Reine de la Gr. Br. pour la Paix. Sa Majesté demande, que le Roi T. C. la reconnoisse, qu'il reconnoisse pareillement la Succession dans la Ligne Protestante de la Maison d'Hanover, selon qu'elle est établie par les Actes du Parlement; qu'il refuse toute aide & toute assistance au Prétendant; qu'il fasse avec la Grande-Bretagne un*

Traité

traité de Commerce; qu'il démolisse les Fortifications de Dunkerque & qu'il en comble le Port; qu'il cede à S. M. les Iles de St. Christople & de Terre-Neuve, avec l'Acadie, & qu'il y joigne aussi tous les autres Pays qui sont au Nord de l'Amerique. Les demandes la, comme on voit, ne sont pas de nature à interesser autant ou plus les autres Alliez que la Gr. Br. même.

Pour ce qui est du Commerce dans la Mer Méditerranée, on ne peut pas dire, avec la moindre apparence de raison, que tous les Alliez y aient un intérêt égal avec la Gr. Br. : Puisqu'il est connu & hors de toute contestation, tant à l'égard du Commerce en général, que particulièrement à l'égard du débit des Manufactures de Laines en Espagne, dans les Ports de la Méditerranée, & sur tout en Turquie, que la Grande-Bretagne y est de beaucoup plus intéressée que l'Etat, qui est pourtant celui de tous les Alliez à qui le Commerce dans la Méditerranée touche le plus.

Passons maintenant à l'examen de ces Articles, par lesquels on prétend que les Etats Généraux n'ont pas fourni leur quote

te

te part aux Dépenses de la Guerre. Le premier regarde le service de la Mer. Sur ce point on avance, *que pendant quelques années les Etats Généraux y ont fourni les deniers moins, & en général plus de la moitié moins que leur Contingent.* Voilà une Proposition bien générale. Une autre Proposition contraire, & générale comme celli-ci, suffiroit peut-être pour y répondre, & on pourroit en après laisser au Jugement de ceux qui connoissent la situation où se trouvent les affaires, laquelle de ces deux Propositions générales seroit la plus propable. Il seroit même assez difficile d'y répondre autrement, si on n'avoit eu communication par des voyes particulières, du Memoire qui a été remis à la Chambre des Communes, de la part des Commissaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne: Car c'est dans ce Memoire qu'on trouve la Spécification des Vaisseaux de Ligne, qui ont été fournis année par année de la part de S. M. Brit., & de la part des Etats Généraux, pour agir conjointement dans le Canal & dans la Mer Méditerranée. On le trouvera ci-joint sous le N. 1. C'est sans doute sur ce Memoire, que les Resolutions de la Cham

Chambre des Communes sont fondées.

On y pose pour certain , que la quote part de l'Etat dans les Armemens de Mer avec la Grande-Bretagne est de trois contre cinq , & l'on se fonde sur la Convention du 27. Avril 1698. Mais sur cela il faut remarquer , que l'Article VII. du Traité du 9. Juin 1703., par lequel la dite Convention est renouvelée , porte , que l'entiere quote-part des Vaisseaux de guerre que chacun devra fournir , en vertu de cette Convention , sera réglée tous les ans , & que l'on conviendra en même temps du Rendez-vous , comme aussi des stations , que les Vaisseaux devront tenir respectivement. En conséquence de cela , S. M. la Reine de la Grande-Bretagne a trouvé bon d'envoyer ici , presque tous les ans , un de ses Amiraux. On a tenu avec eux les Conférences nécessaires , & l'on y a principalement délibéré sur le nombre des Vaisseaux qu'il falloit armer , & sur les lieux où ils devoient être employez. Surquoi il est arrivé ordinairement , que les Projets fournis de la part de S. M. Brit. portoient plus haut , que ceux de l'Etat , le nombre des Vaisseaux , & qu'on y faisoit bien

bien plus de reflexion sur la sûreté du Canal , que sur celle de la Mer du Nord. Aussi est il à remarquer , que le Memoire de Mrs. les Commissaires de l'Amirauté ne dit pas un mot des Vaisféaux employez en cette Mer là ; ce qui est en partie cause , de ce qu'on y met si bas le Contingent fourni par l'Etat. Le sentiment des Etats Généraux sur le sujet a toujours été , que le nombre des Vaisféaux qu'on devoit équiper chaque année et commun , devoit être réglé sur ce qu'on pouvoit raisonnablement juger de la force de l'Ennemi , & des Vaisféaux qu'il pouroit envoyer dans la Méditerranée , dans le Canal , ou dans la Mer du Nord ; en telle sorte que l'on eût toujours une certitude morale , que les Flottes & les Escadres de la Gr. Br. & de cet Etat , soit qu'elles agissent conjointement ou séparément , se trouveroient supérieures à celles de l'Ennemi. On dit conjointement ou séparément , parce que du côté de l'Etat , on étoit d'avis , que les Vaisféaux de S. M. & des Etats Généraux , qui seroient envoyez en Portugal & dans la Méditerranée , devroient agir conjointement ; que la sûreté du Canal devoit être laissée aux
soins

soins particuliers de S. M.; & celle de la Mer du Nord à ceux des Etats Généraux. On en donnoit pour raison, que la Grande-Bretagne avoit un plus grand intérêt à l'égard de son Commerce dans le Canal, & que par sa situation, & par la commodité de ses Ports, elle pouvoit plus aisément que l'Etat, y envoyer & tenir ses Vaisseaux; & qu'au contraire l'Etat pour les mêmes raisons par rapport à la Mer du Nord, est plus à portée que la Grande-Bretagne, d'y envoyer & tenir les siens. Au reste, on reservoit toujours les cas de nécessité; en telle sorte, que si l'Ennemi, contre toute attente, faisoit quelque Armement extraordinaire, & qu'il envoyât quelque Flotte ou quelque Escadre dans le Canal, ou dans la Mer du Nord, en ce cas-là on joindroit les Escadres de part & d'autre, en tout ou en partie dans le Canal ou dans la Mer du Nord, selon le besoin. On n'a pas crû les dernières années, qu'il fut nécessaire de tenir une Escadre devant Dunkerque, l'expérience ayant montré plus d'une fois qu'on en retiroit fort peu de fruit, & qu'il étoit presque impossible de s'empêcher de fermer ce Port, que les Vaisseaux qui y seroient, n'en pussent for-

sortir; outre que l'an passé, la plûpart des Vaisseaux de Dunkerque ayant fait voile ailleurs, il n'y en est pas resté assez pour former une Escadre.

Comme ces sentimens là étoient bien fondez, on les a le plus souvent suivis, & on s'en est fort bien trouvé. La preuve en est claire, car depuis la perte que la France fit à Vigos en 1702., & celle qu'elle souffrit à la Bataille près de *Malaga* en 1704., elle ne s'est plus trouvée en état de mettre en Mer aucune Flotte considérable. La seule qu'on y ait vûë, fut dans la Méditerranée en 1709., pour soutenir le siège de Barcelone; mais elle étoit si peu considérable, qu'elle se retira à la vûë de la Flotte combinée, sans oser hazarder le Combat.

Après avoir montré, comme on vient de faire, sur quels fondemens l'Etat a fait & réglé chaque année ses Armemens de Mer, il est à propos d'examiner s'il a fournir sa quote-part, proportionnement à celle de S. M. Brit.; ce qui sans doute ne seroit pas, si l'on devoit s'en rapporter au Memoire de Mrs. les Commissaires de l'Amirauté de la Gr. Br. Mais en premier lieu, posé le cas qu'il n'y ait rien à dire à la

la

la Liste qu'on y donne des Vaisseaux fournis par S. M., & qu'on la recoive avec agrément, telle qu'elle se trouve dans le dit Memoire ; on pourroit encore demander, si tous les Vaisseaux que l'on y marque, comme ayant été employez dans la Mediterranée & dans le Canal, y étoient nécessaires ? Cette question ne seroit point destituée de fondement. On y voit des années, ou le nombre des Vaisseaux employez pour ce service-là, excède de beaucoup celui que S. M. même avoit fait proposer. Par exemple, on y compte 74. Vaisseaux pour l'année 1704., & 79. pour l'année 1705. Cependant, les Projets fournis par l'Amiral Mitchel pour ces années là, ne demandent que 24. Vaisseaux de l'Etat, contre 60. Vaisseaux de S. M., tant pour le service de la Mer Mediterranée, que pour celui du Canal & de la Mer du Nord. D'où vient donc que Mrs. les Commissaires de l'Amirauté mettent présentement en compte, de la part de S. M. 74. & 79. Vaisseaux pour le seul service de la Mediterranée & du Canal, & que l'on y requiert de la part de l'Etat 44. Vaisseaux pour une année & 47. pour l'autre ? On laisse, au reste, au
ju-

jugement d'un chacun , si ce nombre de Vaisseaux n'auroit pas été trop grand , & à l'égard au service qu'on en pouvoit retirer & aux forces que l'Ennemi pouvoit alors mettre en Mer. Le sentiment de l'Etat fut, que 24. Vaisseaux de sa part , & 4 de la part de S. M. suffiroient pour le service de ces années-la.

Il faut remarquer de plus , que de tous les Vaisseaux que l'Etat a fournis , on n'a tenu compte en ce Memoire que de ceux qui ont servi dans la Méditerranée ou dans le Canal , conjointement avec ceux de S. M. , & que l'on n'y fait aucune mention de la Mer du Nord , dont le soin & la sûreté ont été laissez presque entièrement pendant quelques années à la charge de l'Etat. Il ne fait pas s'étonner après cela de ce que le nombre des Vaisseaux fournis par les Etats Généraux paroît si petit dans le Memoire de Mrs. les Commissaires de l'Amirauté , en comparaison de ceux de la Reine de la G. B. , puis qu'on en retranche tous ceux qui ont servi dans la Mer du Nord , & qu'on n'y employe que ceux qui ont agi conjointement avec ceux de S. M. C'est sans doute cette omission qui a donné lieu aux préjudiciables Résolutions

tions de la Chambre des communes , & il est raisonnable de croire qu'elles n'eussent jamais été prises, si les raisons de l'Etat leur avoient été connues. On en jugera par la Liste suivante , qui contient le véritable nombre des Vaisseaux de l'Etat, qui ont servi pendant cette Guerre pour la Cause Commune dans la Méditerranée , dans le Canal , & dans la Mer du Nord. Ce sont tous Vaisseaux de Ligne ; on n'y a compris ni les Frégates , ni les autres moindres Vaisseaux.

In 1702., 55.: 1703., 50.: 1704., 56.:
1705., 56.: 1706., 54.: 1707., 49.:
1708., 53.: 1709., 50.: 1710., 43.:
& 1711., 40.

· Tout cela est de fait : On le peut prouver en tout temps par de bons & valables Documents. Ainsi c'est à tort, & sans fondement, qu'on charge l'Etat de n'avoir pas fourni sa quote-part aux Armemens de Mer.

Le second point regarde les Troupes en Flandres, surquoi l'on se plaint; Que les Etats Généraux n'y ont pas observé la première Proportion de trois contre deux;

dons ils seroient convenus avec le feu Roi Guillaume ; Qu'ils ont fourni 20837. hommes , moins que leur quote part ; Et qu'ils n'ont pas satisfait à la condition de la deffense du Commerce & de la correspondance avec la France , sur laquelle pourtant , l'augmentation de Troupes avoit été accordée en 1703. Pour l'éclaircissement de ce point , on a cru qu'il ne seroit pas inutile de joindre ici sous le nombre 2. l'état des Forces , tant de la Reine que des Etats Généraux , qui a été remis à la Chambre des Communes , & qui autant qu'on peut en juger , a servi de fondement à ses Résolutions.

La première chose qui se présente à remarquer sur cet état des Forces , c'est qu'on y confond sous l'année 1701. dans un Article général les 44992. hommes que l'Etat retient en service après la Paix d'Ryswick , avec les 34866. hommes qu'il prit de nouveau immédiatement après la mort de Charles II. Roi d'Espagne ; & que sous l'an 1702. on a pareillement mêlé ensemble les Troupes que l'Etat avoit prises cette année là , avec celles qu'il avoit négociées de divers Princes des

commencement de l'année précédente. Si tout cela n'avoit pas été confondu, on auroit vû clairement que l'Etat avoit augmenté ses Troupes de plus de cinquante mille hommes, long-temps avant que du côté de la Grande-Bretagne, on en eût venu à aucune augmentation considérable; ce qui meriteroit bien d'être porté en compte, en égard aux dépenses que l'Etat y a faites & supportées seul.

On ne s'arrêtera point à relever certaines erreurs particulieres qui se sont glissées en cet état des forces. On se contentera de dire, & de montrer, qu'il ne prouve nullement, ce qu'on prétend qu'il prouve. On n'y voit point, par exemple, que les Etats ayent fourni 20837. hommes trop peu, ni la Reine de la Grande-Bretagne 13892. hommes trop, pour la Guerre de Flandres. Et certes il est étonnant de voir une telle conclusion tirée d'un état, par lequel au contraire il paroît fort clairement que l'Etat des Provinces-Unies, tout inférieur qu'il est en forces & en puissance à la Grande-Bretagne, n'a pas laissé de fournir & d'entretenir depuis le commencement de la Guerre-jusqu'à

cette heure , non seulement autant de Troupes que cette Couronne , mais beaucoup d'avantage. De là on peut comprendre , que ce n'est pas d'une maniere naturelle , qu'on a pu en tirer cette étrange Conclusion. Il a falu pour cela supposer deux choses.

L'une , qu'au commencement de la Guerre , l'Etat s'est obligé de fournir en Flandres , soixante mille hommes en Campagne , contre quarante mille que fourniroit la Grande-Bretagne , & que par dessus cela , il entretiendrait quarante-deux mille hommes pour les Garnisons.

L'autre , que l'Etat est tenu de contribuer selon cette proportion de soixante contre quarante , ou de trois contre deux , à toute la dépense des Troupes qui ont été prises depuis en service par Sa Majesté Britannique & les Etats Généraux.

On ne voit point , par cet état de Troupes , surquoi on prétend établir la seconde Proposition. Pour la première , elle s'y trouve fondée sur un Message Verbal que le Roi Guillaume de glorieuse mémoire auroit envoyé en 1702. au Parlement

par le Sieur Vernon Secrétaire d'Etat ; & dans l'Adresse de la Chambre des Communes , on suppose qu'il y a sur ce sujet un accord conclu , *en agreement* ; & il est à presumer qu'on prétend que la seconde Proposition soit une suite de la première.

Il est assurément fort étrange , de voir qu'on ne fasse point de difficulté de charger un Etat à son insçu , d'un manquement si considérable , sans en avoir d'autres preuves qu'un Message Verbal , ou un Accord qu'on suppose gratis avoir été conclu , & qu'on avoue même un peu au-dessus , qu'on ne trouve pas avoir été ratifié. Il est vrai , que l'Etat fût obligé de voir la Grande-Bretagne , au commencement de la Guerre , ne fournir que quarante mille hommes aux Pais-Bas , avec une si grande disproportion , à ce qui fut fourni par l'Etat ; mais il est vrai aussi que l'Etat a été obligé de le voir , non en vertu de quelque Accord ou Convention , ou par ce que cela étoit raisonnable ; mais par ce que le Parlement n'en avoit pas accordé d'avantage. Les raisons n'en sont pas inconnues à tout le monde , & plusieurs Personnes pourront encore s'en sou-

venir. On se plaignoit assez du côté de l'Etat de cette disproportion; mais il falloit prendre patience, & se consoler dans l'esperance que si la Guerre continuoit, elle seroit redressée dans la suite.

Maintenant, pour faire voir combien ces deux Propositions sont mal fondées, on se contentera de dire que de la part de la Grande-Bretagne, on est bien assuré, qu'on ne pourra jamais prouver que les Etats Généraux se soient obligez à entretenir soixante mille hommes en Campagne, & quarante deux mille en Garnison; ni qu'ils ayent reconnu, ce qui pourtant est le point essentiel, que la Grande-Bretagne pût satisfaire à tous ses engagements en fournissant seulement quarante mille hommes, contre les cent deux mille de l'Etat; ni enfin qu'ils soient convenu d'observer à l'avenir cette inégale proportion dans l'entretien des Troupes, dont on pourroit renforcer dans la suite l'Armée des Pais-Bas.

Aussi n'y avoit il pas la moindre raison pour cela. La Grande-Bretagne & cet Etat sont également obligez par le 3. Article du Traité du 3. Mars 1678. & par le 7. Article du Traité du 11. Novem

bre 1701. de s'affister reciproquement de toute leur Puissance, & de toutes leurs Forces par Mer & par Terre, & par le 4. Article du Traité de la Grande-Alliance, on s'est pareillement engagé à se soutenir l'un l'autre *omnibus viribus*, de toutes ses forces. Le Grande-Bretagne étoit alors, ce qu'elle est à present sans concredit, bien plus-puissante, que cet Etat; & comme elle ne pouvoit pas, au commencement de la Guerre, bonifier en Espagne ou en Italie, ce qui manquoit ailleurs à ses forces, ainsi qu'elle la pût faire depuis, il est évident que pour satisfaire aux susdits Traitez du 3. Mars 1678. du 11. Novembre 1701. & de la Grande-Alliance, elle auroit du nécessairement augmenter considerablement ses Troupes en Flandres, & y entretenir un Corps d'Armée bien plus nombreux que celui de l'Etat. C'étoit l'unique endroit où les deux Puissances avoient alors des Armées, & si l'on vouloit observer quelque raisonnable proportion, c'étoit là qu'elle devoit paroître.

Touchant la nature de cette proportion, si on avoit voulu prendre par Terre celle qu'on avoit établie pour la Mer,

& qui avoit été suivie dans le dénombrement du Secours mutuel stipulé par le susdit Traité du 3. Mars 1678., au premier des Articles separez , il auroit du être de cinq contre trois , c'est à dire que la Grande-Bretagne auroit dû fournir cent septante mille hommes , contre les cent deux mille , qu'on prétend que l'Etat se soit obligé d'entretenir en Flandre pour la Compagne & pour les Garnisons. Quand on dit cent septante mille hommes , on y comprend les Gardes & Garnisons nécessaires dans la Grande-Bretagne , autrement la proportion auroit pu être reduite a cent mille hommes , contre les soixante mille de l'Etat , qu'on pretand devoir entrer seuls dans le compte de la proportion , quoique sans fondement , ainsi qu'on le fera voir ci après.

Que si l'on vouloit suivre la proportion de deux contre un , laquelle a été gardée pendant la Guerre en diverses autres occasions ; en ce cas la Grande-Bretagne auroit du mettre en Campagne cent vingt mille hommes , contre les soixante mille , ou pour mieux dire elle auroit dû fournir deux cens quatre mille hommes , contre les cent deux mille de l'Etat , y compris

pris les Gardes & Garnisons.

Enfin si au lieu de cerches la proportion dans l'augmentation des Troupes de la Grande-Bretagne, par raport à celles de l'Etat, on aimoit mieux la prendre dans la Reduction des Troupes de l'Etat par raport à celles de la Grande-Bretagne, il se trouvera que les Etats Généraux n'auroient dû fournir, sur le pied de trois contre cinq, que vingt mille, ce qui auroit entièrement rempli leur proportion, avec les quarante mille hommes de la Grande-Bretagne: Au lieu, que suivant le propre état remis à la Chambre des Communes, ils n'ont pas fourni seulement soixante mille hommes, mais bien 68242. non compris là dedans les quarante deux mille pour les Garnisons. Par où l'on voit que l'Etat n'a point eu de raison pour se soumettre à une proportion si peu raisonnable, que celle qu'on met en avant, ni de s'en contenter.

Suposé, présentement que l'Etat, fermant les yeux sur une si excessive disproportion, eut accepté, comme on le prétend, au commencement de la Guerre, de fournir aux Pais Bas soixante mille

hommes en Campagne, & quarante deux mille en Garnison, contre les quarante mille de la Grande-Bretagne, il ne s'en-suivroit nullement de là, qu'il dût se soumettre à la même disproportion à l'égard des Troupes, dont les deux Puissances ont crû devoir augmenter leurs forces depuis, pour pousser la Guerre avec plus de vigueur en Flandres.

Au contraire, on auroit dû présumer, que la Grande-Bretagne, considérant l'excès de cette disproportion & la bonne volonté de l'Etat à faire d'abord les plus grands efforts pour animer les autres par son exemple, se seroit porté d'elle-même à se charger seule des nouvelles dépenses que l'on auroit jugées nécessaires pour le bien de la Cause Commune, soit qu'elles eussent regardé le Pais-Bas, ou les autres Pais, jusques à ce que la disproportion eut entierement cessé.

Et quoique, lors qu'on résolut d'augmenter de vingt mille hommes l'Armée du Pais-Bas, ci qui fût la seconde année de la Guerre, la Grande-Bretagne ne put être disposée à prendre sur soi toute la dépense de cette augmentation, jamais pour-

tant.

tant, ni en ce temps-là, ni depuis elle n'a prétendu que l'Etat dût en porter plus de la moitié.

La distinction qu'on fait entre les soixante mille hommes, qu'on suppose devoir servir en Campagne, & les quarante deux mille qu'on applique aux Garnisons, merite bien une remarque particuliere. On prétend que les seuls soixante mille hommes doivent être considerez dans la proportion à observer entre les Troupes de Sa Majesté Britannique & celles des Etats Généraux ; comme si l'entretien des quarante deux mille hommes, n'étoit qu'une charge particuliere, qui ne devroit point être comptée entre celles de la Guerre.

Mais qu'y a-t-il de moins raisonnable, que cette prétention ? L'Etat se trouva comme bloqué, au commencement de la Guerre, par les Troupes de la France, & cela le mit dans la necessité de renforcer ses Garnisons, à ce qu'on suppose, jusqu'à quarante deux mille hommes, pendant que la Grande-Bretagne, par son heureuse situation, pouvoit se passer à beaucoup moins. Où est là le fondement, où est la raison, pour prétendre que l'E-

tat ne puisse pas mettre ces Troupes là en Compte avec celles de Sa Majesté Britanique; sinon en tout, du moins pour autant qu'elles excèdent en nombre les Gardes & Garnisons de la Grande-Bretagne. On ne peut pas nier, que quand deux Alliez d'une égale Puissance, s'engagent à faire la Guerre en commun, de toutes leurs forces, *omnibus viribus*, & que l'un des deux se trouve avoir besoin, par exemple de vingt mille hommes, plus que l'autre pour ses Garnisons, il ne seroit en ce cas ni raisonnable ni possible, que celui là sortit en Campagne avec autant de Troupes que son Allié: Combien moins donc, lorsque ce cas se rencontre de deux Alliez d'inégale force, & que celui qui a besoin des vingt mille hommes de plus pour ses Garnisons, se trouve fort inférieur à l'autre en Puissance?

Mais posé que les Garnisons des Places de l'Etat, ne doivent point entrer, ni en tout ni en partie, dans la Liste des Troupes fournies contre l'Ennemi, ce seroit toujours un grand mécompte de les faire monter pour toutes les années de la Guerre, à quarante deux mille hommes.

est vrai que la Liste des Garnisons , qui se fait tous les ans , avant que d'entrer en Campagne s'est montée quelques années à quarante mille hommes ; mais il est assez connu , que dès que l'Armée a été formée , on a d'abord tiré des Places , qu'elle couvroit une partie des Garnisons qu'on y avoit mises , & que le reste , à quelques Regimens près , a toujours eu ordre de se tenir en état de marcher au premier commandement , pour aller prendre la place des Regimens qui auroient le plus souffert dans les Sièges , & dans les Batailles ; ce qui est arrivé presque tous les ans. De maniere que Leurs Hautes Puissances ont été obligées de payer les Recrues & les Chariots , à une grande partie des Régimens qui étoient de Garnison , comme à ceux qui étoient de Campagne.

Il n'est pas moins connu , que jusqu'à la reduction du Brabant & de la Flandre , c'est-à-dire jusqu'en 1706. on a formé tous les ans en Flandres un Camp volant , tiré des Garnisons voisines , & qui emportoit un grand tiers de toutes les Garnisons en général ; que ce Camp a obligé l'Ennemi à tenir un plus grand nombre

de Troupes dans le Pais de Waes & le long du Canal de Bruges; & que depuis l'année 1706. tant s'en est salu, que les Garnisons de l'Etat ayent emporté plus de quarante deux mille hommes, que jamais on n'y en a employé le tiers. Tout le reste a été mis en Campagne, ce qui a été cause que les Terres de l'Etat ont été sujettes à plus d'une invasion, ce qui ne seroit pas arrivé si les Garnisons avoient été plus fortes.

Il est vrai qu'une partie des Troupes de l'Etat ont été employées dans les Places Espagnoles, mais celles de Sa Majesté y ont servi de même, & y servent actuellement, aussi bien que celles des Etats Généraux. Et si depuis la réduction de Lille, Tournay, & autres Places conquises dans la Flandre Françoise, & en Artois, on a été obligé d'y mettre des Garnisons; celles du Pais-Bas Espagnol, qu'elles couvrent presentement, ont été considérablement diminuées: Outre que par là l'Ennemi est réduit à la nécessité, pour assurer ses Frontieres, d'y redoubler ses Garnisons & d'en tenir jusques sur la Somme. On a donc tort de prétendre que l'Armée soit affoiblie par les Garnisons qu'il faut met-

mettre dans les Places conquises , & sur tout d'affirmer comme on fait , qu'encores à present , l'Etat y employe plus de 42. mille hommes.

De tout cela , il n'est pas malaisé de conclure lesquels sont les mieux fondez , de ceux qui pretendent que pendant toute cette Guerre l'Etat est demeuré en reste aux Bais-Bas de 20837. hommes , & que la Grande-Bretagne en a fourni 13892. trop ; ou de ceux qui soutiennent , au contraire , que la Grande-Bretagne n'a pas fourni la moitié de ce qu'elle devoit aux mêmes Pais-Bas , quand on accorderoit , ce que pourtant on n'accorde point , que les 42. mille hommes , qu'on suppose employes dans les Garnisons , ne devroient pas entrer en compte. Les premiers vont directement contre les Traitez du 3. Mars 1678. du 11. Novembre 1701. & de la Grande-Alliance ; les autres s'y appuient , & les suivent à la lettre. Les premiers rejettent la proportion ci-devant reçue , & les autres s'y attachent : Les premiers n'ont aucun égard à la différence , qu'il y a entre les forces des deux Nations , & les autres croient que suivant la teneur des Traitez elle fait la regle de la proportion ;

tion: Les premiers enfin, se fondent sur un simple Message verbal envoyé au Parlement, sans l'aveu ni la connoissance de l'Etat, & qui au pis aller, ne prouveroit qu'une partie de ce qu'ils prétendent; & les autres s'arrêrent aux Traitez, & à ce que la raison & la Puissance de l'un & de l'autre Etat dictent clairement.

On convient que la Reine de la Grande-Bretagne a fait hors du Pais-Bas, & singulierement par Mer, en Portugal, en Espagne, & en Italie des efforts plus grands que ceux des Etats Généraux; mais on nie que, sur ce fondement, la Grande-Bretagne puisse avec raison accuser l'Etat de n'avoir pas satisfait à ses engagements, du moins jusqu'à ce qu'on ait montré que ce surplus d'efforts ait excédé les manquemens au Pais-Bas.

Et comme le Comte de Straffort Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a donné à connoître, qu'à l'égard des Troupes dont on a augmenté l'Armée au Pais-Bas depuis l'an 1703., Sa Majesté s'attendoit que les Etats Généraux renforceroient leur
quote.

note-part jusqu'à la proportion de trois
 cinquèmes contre les 15128. hommes
 qu'elle y paye actuellement, ou qu'à faute
 de cela, elle en diminueroit le nombre,
 jusqu'à la proportion de deux cinquèmes
 contre celles de l'Etat; on a crû qu'il se-
 roit bon, pour une plus grande intelligen-
 ce de la chose, de joindre ici un Compte
 de l'état desdites Troupes.

Les Troupes qui ser-
 vent aux Pais-Bas a
 la solde de la Gran-
 de Bretagne se mon-
 tent, suivant la Li-
 ste remise au Par-
 lement en Fevrier

1712. à . . . 65197

Il en faut retrancher un
 Bataillon Palatin cou-
 ché sur l'état des trou-
 pes pour les Pais-Bas,
 sous l'an 1702. & qui
 n'y a jamais servi . .

600

. . . 64597

Les

Les Troupes qui servent aux Pais-Bas à la solde de l'Etat se monteroient suivant le même état à - 122458

Mais on y a mis de trop 1701. - - 1949

120509

D'autre côté on y a obmis sous l'an 1702. - - 1092

Et sous l'an 1706. on en a trop retiré pour les Troupes d'Italie 1538

- - - 2630

- - - - 123139

Les Troupes de la Grande-Bretagne & de l'Etat se montent ensemble à - - - 187736

Suivant la pretention de la
Grande-Bretagne, l'Etat au-
roit accepté au commence-
ment de la Guerre de four-
nir - - - 102000

La Grande-Bretag. - 40000

En 1703. la Grande-

Bretagne - - - 10000

L'Etat - - - 10000

Depuis l'an 1703. la Grande-
Bretagne & l'Etat auroient
encore pris à leur service
25736. hommes dont l'Etat,
suivant la prétention de la
Grande-Bretagne, devoit
porter trois 5mes ou - - - 15442

La Grande-Bretagne deux

5mes ou - - - 1029

60294 127442

60294

187736

La Grande-Bretagne

paye en tout com-

me ci-dessus - - - 64597

Par conséquent de

trop - - - 4303

L'Etat

L'Etat paye en tout comme ci-

dessus - - - - - 123139

Ainsi trop peu - - - - - 4303

Il paroît par le compte ci-dessus, premierement, que la Grande-Bretagne a fourni 14579. hommes par dessus les 40 mille & les 10. mille, & non pas 25178 comme on le prétend. Secondement que quand même on accorderoit les propositions erronées de la Grande-Bretagne, savoir qu'au commencement de la guerre, l'Etat auroit accepté de fournir en Flandres 102. mille hommes contre 40 mille; que la Grande-Bretagne en fournissant lesdits 40. mille hommes auroit satisfait aux Traitez; & que l'Etat devoit payer trois 5mes des Troupes d'augmentation depuis l'an 1703., & la Grande-Bretagne seulement deux 5mes avec tout cela, la disproportion dont on se plaint, se reduiroit à 4303. hommes.

Surquoi l'équité voudroit que l'on considérât: Premièrement, que l'Etat avoit augmenté ses Troupes de plus de 50. mille
hom

hommes, long-temps avant que la Grande-Bretagne en fait de son coté aucune augmentation considérable : Et secondement, que selon cette même Liste, l'Etat a payé pendant quelques années 8242. hommes, & en corrigeant l'erreur de cet Article, 7385. hommes, au dessus des 102. mille qu'on prétend abusivement que l'Etat s'étoit engagé de fournir pour sa quote-part, & par dessus sa moitié de 20. mille hommes pris en 1703. De maniere que, même en supposant pour bien fondées toutes les prétentions de la Chambre des Communes, ce qui n'est pas, la prétenduë disproportion dont il s'agit, seroit tellement balancée, par les deux Articles ci dessus, qu'elle disparoîtroit entièrement, & ne meritoit pas la moindre reflexion.

En voilà assez pour refuter pleinement à cet égard les Resolutions & l'Adresse de la Chambre des Communes. Reste seulement à répondre aux reproches qu'on y fait à l'Etat, de n'avoir pas satisfait à la Condition de la défense du Commerce, sous lesquelles l'augmentation des 20. mille hommes avoit été accordée en 1703. Pour refuter aussi cette objection, il suffira

fira de dire, qu'avant de pouvoir affirmer, comme on fait, que l'Etat a manqué à cette prétendue condition, il faudroit avoir prouvé, qu'il l'avoit acceptée; & c'est ce qu'on ne trouvera jamais qu'il ait fait pour plus d'un an. L'Etat consentir à cette défense, malgré les difficultez qu'il y trouvoit, & qui n'avoient pas lieu en Angleterre, parce que même durant la Paix, le Commerce y étoit comme défendu avec la France. Mais son engagement ne fut que pour un an, par maniere d'essai, & nullement comme une condition à laquelle l'augmentation des Troupes fut attachée; aussi ne fut ce que par pure déférence pour les sentimens de Sa Majesté Britannique qui le souhaitoit, & qui en avoit fait faire instance. La Convention fût exactement observée tout le temps qu'elle dura; & après son expiration, les Etats Généraux firent connoître à Sa Majesté les raisons qu'ils avoient pour ne pas la prolonger: On y acquiesça, on ne parla plus de la défense du Commerce, l'augmentation des 20. mille hommes fût continuée, & la Chambre des Communes accorda tous les ans les Subsidés nécessaires pour la proportion que la Grande-

de-

le-Bretagne devoit y contribuer sans jamais faire la moindre difficulté sur la défense, ni sur la Condition. N'est-il donc pas étonnant, qu'après un si long espace de temps, cette affaire soit renouvelée, & qu'on en tire un prétexte, pour charger l'Etat de n'avoir pas satisfait à une condition qu'il n'avoit pas acceptée, ou qu'il n'avoit acceptée que pour un an ?

Il y a encore dans l'Adresse des Communes une Proposition défait, qui pourroit donner lieu à une grande erreur, si on la laissoit sans réponse. On y pose, que par la Guerre du Pais-Bas, l'Etat a fait de grandes Acquisitions, tant en Revenus qu'en Terres & en Etats ; Que des Revenus de ces riches Provinces conquises, il auroit pû faire & entretenir une augmentation considérable de Troupes contre l'Ennemi commun, s'ils y avoient été dûment employez ; Mais qu'au lieu de les appliquer à cet usage, comme cela se devoit, l'Etat les a fait tourner à son propre soulagement, & à l'entretien de sa quote part, comme elle étoit réglée des le commencement.

Tout le Monde sait, & on ne peut pas
l'i-

l'ignorer en Angleterre, que depuis la Bataille de Ramilli, la Flandre Françoise & l'Artois ont été le Theatre de la Guerre. Que deux Armées, beaucoup plus nombreuses que celles d'aucunes des années précédentes, y ont agi & subsisté; Qu' l'Ennemi en a toujours tiré les Contributions; & que le plat País étoit tellement ruiné par les Fouragemens, Livrances d'Pionniers, Chariots, Chevaux & plus encore par les Ravages, Pillages, Démolissement de Maisons, Abatis d'Arbres, Fuite & mortalité des Hommes & Bestiaux, que pour se remettre en quelque manière, il aura besoin d'un fort long-temps. Les habitans des Villes ont aussi leur part à toutes ces misères. Ils sont accablez de Garnisons nombreuses, auxquelles ils doivent fournir de Logement, le Feu & la Chandelle. Loin de retirer quelque chose de leurs Terres, ils sont obligez de nourrir à leurs frais leurs Païsans, qui sans cela mourroient de faim, ou abandonneraient tout. Le Commerce & les Manufactures, qui ont ci-devant fait la principale richesse de Lille & de Tournay, ne vont plus; les Ouvriers desertent, ou sont obligez par l'excès de leur pauvreté à prendre parti dans

dans les Troupes. Un País si misérable ne seroit gueres propre à fournir à l'Etat de quoi entretenir beaucoup de Troupes contre l'Ennemi commun, quand même il n'aporteroit pas avec soi ses dépenses ordinaires & indispensables, comme sont la reparation des Fortifications, & des Bâtimens ruinez ou fort endommagés par les Sièges, le remplissement des Magasins épuisez par la longue défense des Places, & autres dépenses semblables.

Mais pour ne pas s'en tenir aux raisonnemens généraux, il sera bon de dire, que depuis l'an 1706. c'est-à-dire depuis la prise de Menin, l'Etat n'a tiré des Conquêtes, qu'on prétend lui avoir porté tant de richesses; que 1590916, livres: Somme si petite, en comparaison des dépenses qu'il a falu faire pour rétablir les Fortifications & remplir les Magasins de Menin, Lille, Tournay, Douay, Bethune, Aire, St. Venant & Bouchain, & pour les autres reparations faites pendant le temps de six années à toutes les Places, Forts & Citadelles de ces País, qu'assurément on ne pourroit soutenir avec justice qu'elle n'y a pas été employée.

Il paroît qu'on s'est fait en Angleterre une idée du revenu des Conquêtes de Flandres, qui est bien peu conforme à la vérité. La Ville & Châtellenie de Lille, avec Douay, Orchies & ses autres dépendances, est sans contredit la plus riche Conquête que l'on ait faite aux Païs-Bas. Cependant le Roi Très-Chrétien n'en a jamais tiré en temps de Paix, au delà de trois ou quatre cent mille livres, argent de Flandres, (qui en valeur est de douze pour cent moindre que celui de Hollande;) soit sous le nom des Aides, Domaines, Fortifications, ou autres Impositions ordinaires, de quelque nature qu'elles soient; excepté seulement les Droits d'Entré & de Sortie, dont on ne peut faire une juste estimation, parce qu'ils étoient compris dans la Ferme générale des Païs conquis, mais qu'on peut assûrer être présentement sur un pied fort médiocre. Les Subsidés extraordinaires, & la Capitation, par lesquels on a grossi, à l'occasion de la Guerre, les Revenus du Roi de France, ne lui ont pas produit 400. mille livres par an, argent de Flandres, depuis le commencement de cette Guerre, jusqu'à l'an 1704, auquel temps il fut augmenté de

le 82540 livres par an, mais sous condition expresse de la part des Etats & promesse de la part de la Cour, que moyennant cette augmentation, la Province seroit libre de toute autre sorte d'impositions, & qu'elle cesseroit, aussi-bien que la Capitation & les autres Aides extraordinaires, le jour de la publication de la Paix. C'est la tout ce que le Roi de France a pû tirer annuellement de ce Paix. Ce n'est pas qu'en divers temps, il n'en ait effectivement tiré plusieurs autres sommes considerables, par la creation d'un grand nombre d'Offices, fort onereux aux Etats, Magistrats & Communautez du Pais; les uns ayant été rendus héréditaires, & les autres ayant été rachetez par les Etats & autres Communautez. Mais sans examiner si ces moyens peuvent être légitimement employez, dans Pais où le Souverain ne peut faire aucune levée l'argent sans le consentement des Etats, il suffira de dire, que pour le present ils ne peuvent être mis en compte; parce que ce sont des moyens qui ne servent qu'une fois.

On voit par là, si c'est avec fondement que la Chambre des Communes sup-

pose en son Adresse , que l'Etat tire de ses Conquêtes aux Pais-Bas, une augmentation de Revenus , dont il pourroit entretenir un grand nombre de Troupes; mais qu'il l'applique pour son propre soulagement, dans le fournissement de sa quote-part.

Le troisième Article n'est par mieux fondé que les deux précédens. On s'y plaint que l'Etat n'a pas fourni ce qu'il devoit pour la guerre d'Espagne & de Portugal , & l'on en donne des états, qui se trouveront attachez à la fin du present Memoire sous les Nombres 3 & 4.

Pour peu qu'on soit équitable, & qu'on fasse reflexion à ce qui a été dit ci-dessus des considerables efforts de l'Etat aux Pais-Bas , on conviendra sans doute , qu'il n'auroit pas été raisonnable de prétendre, que les Etats Généraux contribuassent encore à cette autre Guerre, par une égale portion avec Sa Majesté Britannique, & que même cela ne leur étoit pas possible. La Grande-Bretagne étant, comme elle est, beaucoup plus puissante que cet Etat, & l'Etat ayant néanmoins contribué beaucoup plus qu'elle à la Guerre du Pais-Bas,

Bas, il étoit raisonnable & juste qu'il s'en fit ailleurs quelque compensation. Si donc la Grande-Bretagne a plus contribué que l'Etat aux affaires de Portugal & d'Espagne, ce surplus doit être considéré comme un supplément aux manquements de ce qu'elle a dû contribuer aux Pais-Bas, & non comme un manquement de l'Etat en Espagne ou en Portugal.

Par le Traité conclu en 1703. avec le Portugal, l'Etat s'obligea d'y envoyer, & d'y entretenir quatre mille hommes, faisant la troisième partie d'un Corps de 12. mille hommes, promis par ce Traité. On les y a effectivement envoyez & tenus complets jusques en 1706. que le Theatre de la Guerre fut changé, & transporté des Frontieres de Portugal, dans le Royaume de Valence & en Catalogne. Ce changement se fit à l'inscû de l'Etat, & la seule part qu'il y eut, fut un redoublement de dépense, pour envoyer en Espagne les Renforts qui avoient été destinez pour le Portugal. Le nombre des Troupes que l'Etat a envoyez en Portugal ou en Catalogne, depuis la conclusion du Traité, se monte à 15724. Fan-

tafins , 3120. Cavaliers , & 4563. Recrues , en tout 23807. hommes , ainsi qu'il se voit par la Liste ci-jointe sous le nombre 5. Les Recrues qu'on a envoyées d'ici aux Troupes de l'Etat , & celles qui se sont faites dans le Pais , par des enrôlemens de Flamands , de Wallons , & d'Allemands , qui se sont venus rendre de l'Armée Ennemie , ont eu ce succès , que les Troupes de l'Etat se sont trouvées ordinairement plus complètes , & plus en état de service , qu'aucune des autres.

On convient que par le Traité , la Grande-Bretagne n'étoit pas obligée à plus d'un tiers en ces douze mille hommes , & que l'Empereur devoit fournir l'autre tiers : Mais il est connu que dès le commencement , Sa Majesté Britannique a pris sur soi la portion entière de l'Empereur , sans aucune concurrence de la pars de l'Etat ; & c'est sans raison que cet Article est présentement mis contre l'Etat en ligne de compte , entre les efforts que Sa Majesté a fait hors du Pais. Le Traité de Portugal n'oblige les Etats Généraux qu'à un tiers des 12. milles hommes , & ils y ont satisfait. Après cela , ils ne sont tenus à

à aucune autre proportion qu'à celle de la Grande - Alliance , & des Traitez du 3. Mars 1678. & 11. Novembre 1701. lesquels les obligent à faire la Guerre de toutes leurs forces , & à procurer de tout leur pouvoir à l'Empereur une satisfaction raisonnable sur la Succession d'Espagne; ce qu'elles ont aussi executé très-fidèlement: Et l'on ne sauroit, sans injustice, leur ôter le témoignage d'avoir fait en cette Guerre leurs plus grands efforts, également & par-dessus leurs Alliez. De plus, quand même on accorderoit, que l'Etat auroit dû envoyer plus de Troupes en Catalogne, & qu'il auroit dû remplacer en Portugal, celles qui en sortirent, en 1706. pour marcher en Espagne, il n'en resteroit pas moins pour constant, selon toutes les regles imaginables de l'Équité, que les efforts considerables qu'il fait aux Pais-Bas, par-dessus la Grande-Bretagne, suffiroient pour compenser abondamment ces manquemens prétendus.

Surquoi il est à remarquer, que dans l'Adresse des Communes, on fait monter à une très grosse somme l'Extraordinaire de la Guerre d'Espagne & de Portugal,

& qu'à l'égard de celui des Pais-Bas, on n'en dit rien autre chose, sinon que les Extraordinaires de la Guerre aux Pais-Bas, passent la Somme de 1107096. livres st.; & que la Chambre des Communes n'a pû faire de comparaison entre cette Somme, & celle que l'Etat a employée pour la même fin aux Pais-Bas, parce qu'on ne lui en a point communiqué d'état : Mais on y peut suppléer, en disant ici, que si la Grande-Bretagne a employé de très-grandes Sommes, pour l'Extraordinaire de la Guerre d'Espagne & de Portugal, les Etats Généraux en ont aussi employé de très-grandes pour celui de la guerre du Pais-Bas, que ces Sommes montent à 65861821. & qu'ainsi elles excèdent celles que la Grande-Bretagne y a mises de 53683765. livres, à compter sur le pied d'onze livres de Hollande pour une livre sterling.

Peut-être voudroit-on alleguer ici, que l'Etat a beaucoup retiré des Contributions, des Passeports de Guerre, des Subsidés de Liege & de Limbourg, & des Revenus d'une partie du Haut quartier de Gueldres, dont il est en possession.

Mais ces avantages s'évanouissent dès qu'on leur oppose les Contributions que payent aussi les Habitans du Brabant & de la Flandre du ressort de l'Etat, & même quelques endroits de deux Provinces d'entre les sept, la dépense des Fortifications & des Magasins de Liege, Huy, Limbourg, Ruremonde, Venlo, Stevenswaert, Bonn & Traerbach, les nouveaux ouvrages dont l'Etat a fait renforcer quelques-unes de ces Places pour le bien de la Cause Commune, les dépenses d'Artillerie & des Munitions de guerres pour tous les Sieges, qui ont été faits en cette longue & pesante guerre, & qui ne sont point comptez dans les 65861821. livres ci-dessus mentionnez; & enfin, les Quartiers d'hiver que les Troupes Auxiliaires de Prusse ont pris chaque année dans le Haut quartier de Gueldre, & les marches & remarches continuelles des autres Troupes par le même Pais, ce qui a tellement ruiné les Habitans, qu'ils ne sont plus en état de payer les impositions.

Le quatrième & dernier Point qui reste à examiner, regarde les Subsidies lesquels, pendant la première année de la

guerre , ont été payez également , & ensuite inégalement , par la Grande-Bretagne & par cet Etat. L'état qui en a été remis à la Chambre se trouvera sous le nombre 6. Surquoi il faut observer.

Premierement , que cet état ne fait point mention des 40. mille écus par an que les Etats Généraux payent séparément à l'Evêque de Munster , ni des 150. mille écus , qu'ils ont pareillement payez aussi par an au Duc de Wirtemberg depuis l'an 1704. jusqu'à l'an 1709 ; encore moins d'une somme de 400000. écus que les Etats Généraux , ont été obligez de payer , pour faciliter le Traité avec le Roi de Dannemarck , pour deux Obligations liquides d'une plus grande somme , qui ont dû être restituées au Roi de Danne-marck contre une Prétention illiquide , suivant l'Art. 9. du Traité conclu avec ledit Roi le 15. Juin 1701 : Laquelle somme de 400000. écus , pourroit pourtant être portée ici en compte de la part de l'Etat , pour plusieurs bonnes raisons.

Secondement , que par le Traité avec le Portugal , la Grande-Bretagne n'est pas chargée plus haut que l'Etat ; mais
que

que de la maniere & par les mêmes raisons, que Sa Majesté a trouvé bon de prendre sur soi la portion de l'Empereur dans les 12000. hommes, elle s'est pareillement chargée de sa portion dans les subsides. Cet tiers là peut être porté en compte à l'Empereur, mais il ne le doit point être aux Etats Généraux; & si on le retranche, comme il doit être retranché, l'Article des Subsides payez au Roi de Portugal par la Grande-Bretagne en opposition à ceux de l'Etat, sera réduit à la moitié, ce qui sera une diminution de 2722222. écus. Ainsi la difference des payements de la Grande-Bretagne & de l'Etat, ne restera plus si grande qu'elle paroît dans la Liste remise à la Chambre des Communes.

Posé neantmoins, que laissant à part ces justes considerations, on convint que la Grande-Bretagne eut payé pendant les dix années de la Guerre, 3155032½ écus de plus que l'Etat, ce qui reviendrait à un peu plus de 300000. écus par an, ce surplus de payement se trouveroit bien petit, eu égard à la difference des forces de l'un & l'autre Etat; & il faudroit

droit encore demeurer d'accord, que l'Etat en payant la moitié des subsides de Dannemarck, & autres, se trouve dans la Proportion, plus chargé par le paiement de cette moitié, que la Grande-Bretagne ne l'est dans ce qu'elle a payé de plus sur cet Article.

Au reste, on ne doit point passer sous silence, que l'Etat, en se chargeant au commencement de la moitié des Subsides promis au Roi de Dannemarck, & à d'autres Princes, a fait plus que l'on ne devoit prétendre de lui; mais ce qu'il a fait en ce cas-là, n'a point dû tirer à conséquence pour les autres Traitez qui se feroient à l'avenir, & jamais il ne s'est engagé à payer indistinctement la moitié de tous les Subsides, que l'on auroit pû promettre dans la suite à l'occasion de Cette Guerre. On peut dire au contraire qu'il avoit de grandes raisons pour ne s'y pas engager, soit eu égard à l'inégalité de ses Forces & de celles de la Grande-Bretagne; soit eu égard aux Traitez faits dans la précédente Guerre avec le Duc de Savoye & avec d'autres Princes, par lesquels il paroît que la Proportion dans le paiement des subsides accordez pour pousser la Guerre,

re,

re, autre part qu'aux Pais-Bas, a presque toujours été des deux troisièmes pour la Grande-Bretagne, contre un cinquième pour l'Etat. Si bien que de quelque côté qu'on tourne ses considerations, il ne reste à la Grande-Bretagne aucun sujet de se plaindre à cet égard. Aussi a-t-il paru ci-devant, qu'en Angleterre même on comprenoit fort bien que cette proportion dans les Subsidés & dans les autres charges de la guerre, hors du Pais-Bas, n'étoit pas déraisonnable, puis que non seulement Sa Majesté a pris fut soi la portion de l'Empereur dans le Traité de Portugal; mais que de plus, lors qu'elle entra dans le Traité que l'Empereur avoit fait avec le Duc de Savoye, ce qui fut longtemps avant que l'Etat y entrât aussi, elle se chargea volontairement des deux tiers des Subsidés, qu'il falloit payer à ce Prince.

Ce qui fait voir que quand même l'inégalité dans les payemens des Subsidés, & dans les autres Dépenses dont Sa Majesté s'est chargée, seroit contre la proportion, ce qui n'est point, on ne pourroit pas avec fondement en tirer aujourd'hui des motifs de griefs contre l'Etat, puisque

c'est volontairement que Sa Majesté s'en est chargée.

Le resultat de tout ce qu'on vient de dire est ; Que suivant les Traitez & les Alliances, la Grande-Bretagne & cet Etat, sont obligez chacun en particulier d'employer toutes leurs forces dans la présente Guerre ; Que puisque le *Quantum*, ou la quote-part de l'un & l'autre, n'a été réglé par aucune Convention ni accord, la proportion n'en doit, & n'en peut être réglée que sur celle de leur puissance respective ; Que la Grande-Bretagne est incontestablement plus puissante que cet Etat, & que ce principe suffit pour en pouvoir conclure aussi incontestablement, qu'elle doit contribuer d'avantage à toutes les charges, & dépenses de la Guerre ; Qu'en toute maniere l'Etat a rempli ses obligations par rapport à la Grande-Bretagne ; Que si en quelque endroit, il n'a pas contribué autant qu'elle, en échange il a fait beaucoup d'avantage dans les autres ; Qu'en général, il peut dire avec vérité qu'à proportion de ses forces, il a pour le moins autant fait que la Grande-Bretagne & qu'aucun des autres Alliez ; Que comme la Grande-Bretagne merite de grands éloges,

loges, & une grande reconnoissance pour ses généreux efforts en faveur de la Cause Commune, & pour les bons effets qui en ont suivi avec la bénédiction de Dieu; de même on se confie que toute Personne qui verra d'un œil équitable & impartial ceux que les Etats Généraux ont faits de leur côté, tant avant la Guerre que depuis son commencement & jusqu'à présent, leur fera la justice de reconnoître, qu'ils n'ont mérité en aucune manière le blâme qu'on leur impute par les Résolutions, & par l'Adresse de la Chambre des Communes; Et qu'enfin on ne peut raisonnablement ni avec justice, prétendre de l'Etat, que nonobstant les dépenses qu'il fait aux Pais-Bas, sans comparaison plus grandes que celles de la Grande-Bretagne, il contribue encore dans les autres Pais par égalité avec elle, & que la Grande-Bretagne ne contribue aux charges de la guerre à proportion de cinq contre trois, que par Mer seulement, & non dans les autres dépenses.

On ne croit pas devoir prendre pour l'Etat, ce qui est dit dans l'Adresse de la Chambre; Que ceux qui ont tout le profit

fit de la guerre, ne peuvent pas être facilement disposez à s'en priver; & que les véritables raisons pourquoi tant de gens se plaisent dans une guerre, qui fait passer tous les ans une si riche moisson de la Grande-Bretagne en leurs Greniers, sont aisées à pénétrer. Car outre que ces paroles ne peuvent lui être appliquées avec la moindre apparence de raison, on seroit en état de prouver incontestablement, par une infinité de Harangues de la Reine à son Parlement & d'Adresses des deux Chambres, que la Grande-Bretagne aussi-bien que l'Etat, a jugé qu'il étoit absolument nécessaire de pousser la guerre avec vigueur. L'Etat ne peut point desirer la continuation d'une guerre dont les Charges lui sont presque insupportables, & dont il ne tire point des avantages capables de l'en dédommager : Au contraire il a toujours soupiré, & il soupire encore à présent du fonds l'ame, après une Paix, qui puisse en quelque maniere compenser tout le bien & tout le sang qu'elle aura coûté, répondre aux Bénédictions que le Dieu Tout-puissant a daigné répandre si abondamment sur les Armes des Alliez, & assurer humainement le repos de l'Europe

rope contre la très grande Puissance de la France : Sans quoi on craint que la Guerre n'ait été commencée, & continuée fort inutilement.

On pourroit encore montrer ici par de bonnes raisons, que l'Adresse susdite, en ce qu'elle réfléchit sur l'Etat, contient des propositions erronées au sujet du Traité de Barrière, mais outre que l'on peut avec justice s'en tenir à un Traité qui a été conclu & ratifié dans l'ordre requis, on ne croit pas qu'il soit à propos d'entrer pour le présent en cette Discussion; d'autant moins que l'on négocie encore, pour voir, si par quelque élucidation ou autrement, on pourroit lever les difficultez qu'il semble qu'on y trouve présentement de la part de la Grande-Bretagne.

No. 1.

Les Commissaires faisant la fonction de la Charge du Lord Grand Admiral de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c. & de toutes les Plantations de Sa Majesté, &c.

Les Ordres de Sa Majesté nous ayant été notifiez par le Sr. Secretaire St. Jean, afin qu'en conformité d'une Adresse de la Chambre des Communes, nous dressassions un état de la quote-part des Vaisseaux de Sa Majesté, & de ceux de ses Alliez pendant cette presente guerre, de ce qui a été convenu à l'égard des dites quotes-parts, & de quelle maniere les choses ont été executées; nous, pour obcir aux ordres de Sa Majesté, faisons le très-humble raport suivant.

Que par les Traitez entre la Couronne de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, la proportion de leurs Vaisseaux de Ligne, pour être combinez, afin d'agir avec ceux de ce Royaume, tant dans le Canal que dans la Méditerranée & aux environs, est réglée à trois
con-

contre cinq des nôtres.

Que depuis le commencement de cette presente guerre , non seulement le Sr. David Mitchel , mais aussi le Sr. Jaques Wischart , par ordre de Sa Majesté ont été en Hollande , pour ajuster avec les Seigneurs Etats Généraux , ou leurs Députés , la quote part de leurs Vaisseaux de guerre pour agir en conjunction avec ceux de Sa Majesté ; & que ce qui fut fait en consequence de cette négociation , fut envoyé aux principaux Secretaires d'Etat de Sa Majesté , à quoi nous nous rapportons.

Et pour ce qui regarde le nombre des Vaisseaux de Ligne , qui durant cette présente guerre , ont été joints à ceux de Sa Majesté , pour le susdit service , cela paroît par l'information ci-dessous qui a été dressée avec autant d'exactitude que la nature de l'affaire l'exige. Savoir.

En l'an 1702.

De la part de Sa Majesté , ont été employez dans le Canal , & en remontant le Canal quarante-quatre Vaisseaux de Ligne , & trente dans la Méditerranée & aux environs , ce qui fait ensemble soixante & quatorze ; & de la part des Etats
Gé.

néraux on n'en a joint que trente-trois, quoi que le nombre en dût monter a quarante quatre.

En l'année 1703.

Sa Majesté a employé audit service soixante & dix-neuf Vaisseaux, & de la part de l'Etat il n'en a été fourni que vingt deux au lieu de quarante sept.

En l'année 1704.

Il y a eu 74. Vaisseaux Anglois, & dix-huit Hollandois au lieu de 44.

En l'année 1705.

79. Anglois, & 20. Hollandois au lieu de 47.

En l'année 1706.

On n'a joint que 15. Vaisseaux Hollandois, à 78. Anglois, quoi qu'il y en dut avoir 46.

En l'an 1707.

A 74. Vaisseaux Anglois n'ont été joints que 27. Hollandois, au lieu de 43.

En l'an 1708.

Les Vaisseaux Hollandois n'ont été que 24. au lieu de 43., les Anglois y en ayant eu 69.

En l'an 1709.

Les Anglois y en ont eu 67., & les Hollandois onze, au lieu de 42.

En

En l'an 1710.

Sa Majesté a employé audit service 62. Vaisseaux, & l'Etat seulement treize au lieu de 37.

En l'an 1711.

L'Etat n'a employé que douze Vaisseaux au lieu de 35. pour agir avec 59. Vaisseaux de Sa Majesté, qui aussi bien que les années précédentes ont été employez dans la Mediterranée, sans qu'aucun Vaisseau ait été accordé par l'Etat pour agir contre ceux de l'Ennemi devant Dunkerque, & dans le Canal.

Etoit signé,

Au Bureau de
l'Amirauté le
21. Janvier

G. Byng.

Wm. Drake.

J. Wishard.

G. Clarke.

1711.

1712.

Par ordre de leurs Seigneuries.

Signé,

J. Burchet.

Num.

Num. 2. *Un Etat montrant les forces que la Reine a fournies de temps en temps pour le service en Flandres depuis le commencement de cette Guerre.*

No.	Nations.	Bataill. Esquadr.		Par quel Traité.		Soldats
				Traité entre l'Angleterre, & la Hollande daté le trois Mars 1677.		
1701	Anglois - -	12	- -	. . . . .		10000
	somme - -	12	- -	. . . . .		8459
1702	Anglois - -	4	17 ¹ / ₂	Suivant le suffrage & l'Adresse de la Chambre de Communes pour régler la quote-part de la Reine à quarante mille hommes, lequel suffrage passa sur le meslage du feu Roi, fait par le Secretaire Vernon, qui déclara que Sa Majesté lui avoit ordonné de mettre devant le Chambre la quote-part qui devoit être fournie par Sa		12612
	Danois - -	5 ¹ / ₂	10 ² / ₂			
	Prussiens - -	2 ¹ / ₂	2			
	Hanoveriens - -	8	14			
	Hessiens - -	2 ² / ₂	7			
	Palatins - -	1	- -			600
Total		35	50 ¹ / ₂			40671

Num. 2.	Nations.	Bataill.	Esquadr.	Par quel Traité.	Soldats
1703	Anglois - -	2	-	Suivant le Traité entre l'Angleterre, & la Hollande du quinzieme Mars 1703. sur une commo augmentation de 20000. hommes.	10000
	Hollstein-Gott. -	1	4		
	Saxe-Gotha - -	1	3		
	Liegeois - -	1 $\frac{1}{2}$	2		
	Munster - -	1 $\frac{1}{2}$	-		
	Hessiens - -	1 $\frac{1}{2}$	-		
	Ost-Frisiens - -	1 $\frac{1}{2}$	-		
	Osnabrug - -	1 $\frac{1}{2}$	-		
	Palatins - -	2	-		50671
	Danois - - 260	-	-		
	Total - -	45 $\frac{1}{2}$	59 $\frac{1}{2}$		
1704		45 $\frac{1}{2}$	59 $\frac{1}{2}$		
1705		44 $\frac{1}{2}$	59 $\frac{1}{2}$		2000
	Palatins - -	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$		
	Total - -	48 $\frac{1}{2}$	61 $\frac{1}{2}$		52075

No. 2.

(576)

Fourni par l'Angleterre.

l'An.	Nations.	Bataill. Etquadr.		Par quel Traité.		Soldats
1707	Saxons . . .	2	4	. . .	. . .	2319
	Hanoveriens . . .		2	. . .	. . .	400
	Total . . .	50 $\frac{1}{2}$	67 $\frac{1}{2}$	. . .	. . .	55490
	Deduit les Troupes envoyées en Italie . . .			. . .	. . .
	Saxe-Gotha . . .	1 } 2 }	3	. . .	. . .	2600
1708	Palatins . . .	47 $\frac{1}{2}$	3	. . .	. . .	52790
	Reste . . .			. . .	. . .
	Anglois avec le General Ear- le . . .	5	64 $\frac{1}{2}$	. . .	. . .	4500
	Anglois . . .	1		. . .	. . .	938
	Total . . .	53 $\frac{1}{2}$	64 $\frac{1}{2}$	. . .	. . .

Num. 2.

(577)

Fourni par l'Angleterre.

l'An.	Ntions.	Bataill.	Esfuadr.	Par quel Traité.	Soldats
1709	Saxons . . . Prussiens . . . De Trêve . . . Les Gardes Angloises . . . Total , . .	2 5 } 9 1 } 1	2 14 } 16 80½	. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .	9471 —
1710	Saxons . . . Total . . . Anglois . . . Total . . .	2 64½ 2 64½	80½ 2 82½	. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .	67699 1598 69247 450 69697 De

B b

l'An.	Nations.	Baraill.	Escuadr.	Par quel Traité.	Soldats
Deduit envoyé à Canada Anglois					
Reste					
<i>Memorandum</i> , Il y a 9. Baraill. & 21. Escuadr. de Prusse, & 3. Baraill. & 2. Escuadr. de Hesse, pour lesquels Sa Maj. conjointement avec les États Gén. ne paye que le Pain, & les Fourrages, & qui ne sont pas spécifiés dans ces Listes.					
La moitié de Sa Majesté.					
Prussiens . . .	4 $\frac{1}{2}$	6	10 $\frac{1}{2}$		7000
Hessiens . . .	1 $\frac{1}{2}$	1	11 $\frac{1}{2}$		Tel.

Deduit - 4500

Reste - 65197

Num. 2.

(579)

Fourni par l'Angleterre.

l'An.	Nations.	Bataill. Esquadr.	Par quel Traité.	Soldats
Tellement qu'il y a effectivement en Flandres des Troup. qui y serv. comme la quote p. de Sa Maj.		65 ¹ / ₂	24	72197
Quote-part agréée a la Haye l'an 1701, pour servir contre le France.		hommm.		
Par la Hollande	.	102000		
Deduit pour les Garni.	.	42000		
Reste pour la Campagne		hommm.		
Par l'Angleterre	.	60000		
Mais la Hollande	.	40000		
a augmenté.				

NB. Comme le nombre des Garnisons s'est augmenté par l'acquisition qu'on a fait dans les Pais - Bas durant cette Guerre, ainsi on a été obligé d'y employer plus & Trouves que les premières 42000. hommes, ce qui diminue par consequens les Troupes

B b 2

Num. 2.

(380)

Fourni par l'Angleterre.

l'An.	Nations.	Batall.	Esquadr.
à	.	.	129458
Deduit pour les Garnisons	.	.	42000
<hr/>			
Reste pour la Campagne 87458			
l'Angleterre à augmenté ses Troupes 72197			
<hr/>			
Total pour la Campagne 159655			
<hr/>			
l'Angleterre pour augmenter ses Troupes à proportion ne devoit fournir que 58505			
Tellement que l'Angleterre à fournir plus que sa portion . . . 13892			
<hr/>			
72197			

destinées pour la Camp., & ainsi le nomb. des Troup. qu; l'Angl. à fourni plus que la portion monteroit plus haut que les susdit . . . 13892
Et le manquement des Troup. Hollandoises plus grand que les susdits . . . 20837

Cet Etat est aussi parfait que j'ai été capable de le faire, en tirant tout des livres qui se trouvent dans les Offices des Secretaires d'Etat, & de la Guerre, comme aussi des Comptes de l'avez, par ceux qui ont été employez dans le service.

Étoit signé.

Ed. St. John

214

Num. 2.

(381)

Un Etat montrant les forces que les Etats Généraux ont fourni de temps en temps pour le service en Flandres depuis le commencement de cette Guerre.

l'An.	Nations.	Bataill.	Escuadr.	Pour le Traité.		Soldats.
1701	Hollandois . . .	75	73			79858
	Total . . .	75	73	. . . . .	. . . . .
	Anspach . . .		4			Suivant l'accord avec l'Angleterre de fournir soixante mille hommes en Campagne, & quarante deux mille pour les Garnisons.
	Meckelenbourg	2				
	Hannover & Cel	2				
	Hessen-Cassel .	6	11			
	Palatins . . .	3				
1702	Danois . . .	7	8			30384
	Munster . . .	5	10 $\frac{1}{2}$	. . . . .	. . . . .
	Prussiens . . .	2	2			
	Hessiens . . .	2 $\frac{1}{2}$	7			
	Total . . .	107	117 $\frac{1}{2}$			
					Bb ;	110243

Num. 2.

(582)

Fourni par les Etats Généraux.

l'An.	Nations.	Bataill.	Equadr.	Par quel Traité.	Soldats
1703	Anglois Holstein-Gott. Saxe-Gotha Liegeois Munster Hessiens Ost-Frise Osnabrug Palatins Danois - 260 Total - -	2 1 1 1 1 1 1 1 2 - -	- 4 3 2 - - - - - - -	Suivant le Traité entre l'Angleterre, & la Hollande à l'égard d'une commune augmentation de vingt mille homme.	10000 120242
1704	Total - -	172 $\frac{1}{2}$	1202 $\frac{1}{2}$		1000
1705	Palatins - -	1172 $\frac{1}{2}$	1262 $\frac{1}{2}$		
1706	Total - -	1182 $\frac{1}{2}$	1272 $\frac{1}{2}$		131242 Cav.

No. 2.

l'An.	Nations.	Bataill.	Esfuadr.	Par quel Traité.		Soldats.
1707	Cav. Holland .	•	•	•	•	1160
	Saxons .	2	4	•	•	2319
	Hannovriens .	•	2	•	•	400
	Total .	120 $\frac{1}{2}$	133 $\frac{6}{8}$	•	•	125121
	Deduit les Troupes en- voyées en Italie.					
1708	Hollandois .	3	10	•	•	12850
	Saxe-Gotha .	1	3	•	•	
	Falatings .	9	8	•	•	
	Refte .	107 $\frac{1}{2}$	112 $\frac{1}{2}$		Refte . . .	112271
	. . . . .	107 $\frac{1}{2}$	112 $\frac{1}{2}$			

Bb 4

De

Num. 2.

(1784)

Fourni par les Etats Généraux.

l'An.	Nations.	Bataill.	Esfquad.	Soldats.
1710 1711	Les Suifes & les Grifons aug- mentez. . . Wirtemberg . . Wolfenbuttel . Saxons . . . Holſteyn . . . Munſter . . . Total . . .	5 2 } 2 } 11 1 } 1 118½ 118½ 118½	4 2 } 2 } 6 1 } 1 118½ 118½ 118½	1144 9043 12245

Memorandum. Il y a 9. Bataillons & 21.

Esfquad. de Pruſſe, & 3. Bat. 2. Efq.

l'An.	Nations.	Bataill. Esquadr.	Par quel Traité.	Soldats
-------	----------	-------------------	------------------	---------

de Hesse, pour lesquelles Sa Majesté conjointement avec les Etats Généraux ne paye que le Pain, & les Fourages, & qui ne sont pas spécifiées dans ces Listes.

La moitié de l'Etat est

Prussiens . .	$4\frac{1}{2}$	}	$10\frac{1}{2}$	$11\frac{1}{2}$
Hessois . .	$1\frac{1}{2}$			

Tellement que les Etats
Généraux entretiennent
effectivement en Flan-
dres pour leur portion.

130

7000

129458

Bb 5

Quote-

Quote part, agréée à la Haye en 1701. pour agir contre la France.

Par l'Angleterre . . . 40000
 Par la Hollande 102000
 Garnisons . . . 42000

Reste pour la Cam-
 pagne . 60000 homm.

100000

Mais l'Angleterre a augmenté les
 Troupes à . . . 72197
 Et la Hollande les a
 augmenté à . 1129458
 Deduit pour les
 Gar-

Garnisons . , 42000
 Reste pour la Campagne . . 87458

Total des forces . . 159655

Si la Hollande avoit augmenté à
 proportion, elle devoit fournir
 pour la Campagne . . . 101265

Ainsi la Hollande fournit
 moins que sa proportion . . 20837

Reste comme ci-dessus . . 87458

Cet Etat est aussi parfait que j'ay
 été capable de le faire, en tirant tout
 des livres qui se trouvent dans les Offi-
 ces des Secretaris d'Etat, & de Guer-
 re, comme aussi des comptes delivrez,
 par ceux qui ont été employés dans le
 Service.

Eroit signé

H. St. John.

Bb 6

Un

Num. 3.

Un Etat montrant les forces que la Reine a fournies de temps en temps pour le service en Flandres depuis le commencement de cette Guerre.

l'An.	Nations.	Bataill.	Esquadr.	Soldars.	Par quel Traicé.
1705	Anglois . . .	6	2	5000	} Ces Troupes ont été reduites dans le mois de Juin 1711, à 3493. hommes en 15. Esquadrons & 2. Bataillons.
1706	Anglois . . .	5		4170	
	Anglois . . .	7	4	8152	
	Des François refugiez . .	3			
	Total . . .	21	6	17322	} Anglois
1708	Allemands . .	6		4360	
	Italiens & Allemands . .	6	7	5480	
	Portugais . .	2	21	5569	
	Palatins . .	2		1300	
	Total . .	37	34	34031	

'An.	Nations.	Bataill.	Esquadr.	Soldast.
1709	Anglois . . .	9	2	7904
	Allemands & Italiens . . .	5	.	3180
	Total . . .	51	36	45115
1710	Allemands & Italiens . . .	4	.	3000
	Portugais . . .	1	.	845
	Total . . .	56	36	48960
1711	Anglois . . .	9	.	7013
	Dragons Impériaux . . .	.	12	2000
	Total . . .	65	48	57973

Memorandum,

Le Corps de Troupes Angloises & Hollandoises qui marcha l'an 1706. de Portugal en Espagne, & qui y a servi depuis, n'est pas compris dans ces Listes.

Memorandum,

Non obstant les reductions qu'on a fait en Espagne des Troupes de la Reine, les renforcements qu'on y a envoyé annuellement ont été pourtant si considerables, qu'ils ont surpassé de beaucoup lesdites reductions, tellement qu'il reste, encore en Espagne 24. Bataillons & 14. Esquadrons de Troupes Angloises, desquelles on fait prisonniers de Guerre à Priega 8. Bataillons & 11. Esquadrons, Outre cela il y a encore 87. Bataillons & 52. Esquadrons de Troupes auxiliaires à la solde de la Reine, y compris les 13. Bataillons & 18. Esquadrons du Roi d'Espa-

d'Espagne, pour lesquelles la Reine paye des Subsidés, & qui ne font pourtant pas comprises dans ces Listes.

Différence du côté de la Reine 55. Bataillons
& 52. Esquad.

Cet Etat est aussi parfait qu'il m'a été possible de le faire, en tirant tout des Livres qui se trouvent dans les Offices des Secrétares d'Etat & de Guerre, & outre cela des Comptes de ceux qui ont été employés dans le Service,

Etoit signé,

H. St. John.

Num. 3.

Un Etat montant les forces que les Etats Généraux ont fourni de temps en temps pour le service en Espagne depuis le commencement de cette Guerre.

l'An.	Nations.	Bataill.	Eſquadr.	Soldats		Par quel Traité.
1705	Hollandois . .	4	—	2500	—	
1706	Hollandois . .	6	—	4000	—	
	Total . .	10	—	6500	—	
1708	Palatins . .	4	8	5700	—	
	Total . .	14	8	12200	—	

Ces Palatins avec le reſte des forces Hollandoiſes faiſoient après la Bataille d'Almanza un Corps de 6. Bataillons & de quatorze Eſcadrons, & c'étoit à peu près le nombre de Troupes que les Etats Généraux avoient en Eſpagne avant ladite

ba-

Bataille, après laquelle ils n'ont plus envoyé de Troupes en ce Royaume.

Memorandum,

Dans le commencement de l'année 1711., l'Empereur envoya en Espagne un Régiment de 2000. hommes. Et sur les fréquentes representations des Ministres de l'Empereur, qu'il ne manquoit rien pour finir la Guerre en Espagne qu'une augmentation de 2000. Chevaux, la Reine prit à sa solde 2. Regimens Imperiaux qui montoient à un tel nombre. Les Etats Généraux promirent d'y envoyer en même temps quatre Bataillons, mais c'est ce qu'ils n'ont pas encore fait.

Les Etats Généraux ont présentement en Espagne 6. Bataillons & 14. Esq.

Cet Etat est aussi parfait qu'il m'a été possible de le faire, en tirant tout des Livres qui se trouvent dans les Offices des Secretaires d'Etat & de Guerre, outre cela des Comptes de ceux qui ont été employez dans le Service.

Etoit signé,

H. St. John

Un

Un Etat des forces que la Reine a de temps en temps fourni pour le service en Portugal depuis le commencement de cette Guerre.

l'An.	Nations.	Bataill.	Esguadr.	Soldats.	
1703	Anglois . .	8	6	8000 }	<p>Traité entre l'Empereur, l'Angleterre, la Hollande, & le Roi de Portugal, du 16 Mai 1703.</p> <p>NB. Les Troupes ont été envoyées pour reparer la perte qu'on a fait dans le commencement de l'année 1704. devant le Château de Vide & en Portugal.</p>
1704	Anglois . .	2	2	1810	<p>NB. Un de ces Bataillons qui avoit beaucoup souffert aux endroits susmentionnez a été renvoyé en Angleterre pour être recruté.</p>
					Total

l'Armée des Nations.		Bataille	Esquadr.	Soldats.
Total venant				
1704. in p.		9	8	
Erigé des Prison-				
niers.		2		
Total :		11	8	

1703

N.B.

Dans la même année tout le Corps des Troupes Angloises, & Hollandoises entra en Castille avec l'Armée Portugaise, mais au lieu de retourner en Portugal, toute l'Armée fut obligé de retirer vers la fin de cette année au Royaume de Valence.

Le Roi de Portugal ayant demandé un nouveau secours de Troupes pour la

l'An. 1 Nations 1 Bataill. 1 Esquadr. 1 Soldats Par quel Traité.

la féureté de son Royaume, Sa Majesté non seulement y envoya de ses propres Troupes, mais Elle fit lever aussi à ses dépens celles qui suivent,

1707	Anglois.	• •	4	• • •	2900
1708	Anglois.	• •	2	• • •	1710
	Portugais.	• •	1	• • •	876
1709	Erigé des Deserteurs	• •	1	• • •	845
	Anglois.	• •	• • •	5	912
1710	Portugais.	• •	• • •	10	1615
	Erigé des Deserteurs.	• •	• • •	4	646
			8	19	9504

Lesquelles Troupes servent actuellement en Portugal aux dépens de Sa Majesté en 1711., excepté le Bataillon des Deserteurs qui a été fait prisonnier, & cassé l'an 1710.

Cet Etat est aussi parfait qu'il m'a été possible de le faire, en tirant tout des Livres qui se trouvent dans les Offices des Secretaires d'Etat & de Guerre, comme aussi des Comptes de ceux qui ont été employés dans le Service.

Etoit signé,

H. St. John.

Un

Un Etat montant les forces que les Etats Généraux ont fourni de temps
 temps en Portugal depuis le commencement de cette Guerre.

l'An.	Nations.	Bataill.	Esgadr.	Soldats.	par quel Traité.
1703	Hollandois . .	6	4	4000	} Traité entre l'Empereur, l'An- terre, la Hollande, & le Roi de Portugal, du 16. Mai 1703. NB.
1704	Hollandois . .	2		1200	

Ces Troupes ont été envoyées
 pour reparer la perte qu'on a
 fait dans le commencement
 de l'année 1704.

Memorandum,

Les Etats Généraux ont entretenu leur quore-
 part faisant en tiers jufques à la Bataille
 d'Allemarza, mais ils n'ont pas envoyé en

Por-

Portugal un seul homme depuis ce temps là, tellement que la Reine seule y a envoyé & fait lever à ses dépens 8. Batt. & 19. Esq.

Le Roi de Portugal étoit obligé par le Traité du 16. May 1703. à entretenir en Campagne à ses fraix 12000. hommes d'Infanterie & 300. de Cavallerie.

Et en consideration d'un Subside d'un million de Patacons par an (dont Sa Majesté a payé deux Tiers & les Etats Généraux un Tiers le Roi s'oblige de fournir encore 13000. hommes, mais le Corps entier de ces Troupes ne monta jamais à ce dernier nombre seulement.

Cet Etat est aussi parfait qu'il m'a été possible de le faire tirant tout des livres qui se trouvent dans les Offices des Secretaires d'Etat, & de Guerre, comme aussi des comptes de ceux qui ont été employez dans le Service.

Etoit signé,

H. St. John.

No. 5.

Liste des Troupes envoyées par l'Etat des Provinces-Unies en Portugal & en Espagne en l'année mille sept cent trois & suivantes.

Les 4. Bataillons
ci-joints ne sont
comptez que
pour deux dans
la Liste des
Troupes des
Pais-Bas.

NB.

	Batail- lons.	Esqua- drons.	Infante- rie.	Cavale- rie & Dra- gons.
En l'année 1703. en Por- tugal . . .	6	5	3906	852
1704. en Portugal .	2		1320	
1750. en Espagne .	4		1400	
1706. en Espagne .	3	5	2376	780

Les 1306. hommes d'Angleterre n'y sont pas compris.	6	8	4468	1488
1707. Troupes Palatines d'Italie en Espagne.				
1711. On a levé le Regiment Suisse de Diebag , qui est sur les Frontières de Suisse prêt à marcher en Espagne	2	18	1200	
	23		15724	3120
				15724
				18844
Outre cela on a envoyé				
Cc les				

(602)

les recrûes suivantes en
Efpagne & Portugal.

En automne de l'an 1704. .	600
En Printems 1705. . .	730
En automne 1705. . .	1283
En automne 1706. . .	1500
En automne 1708. . .	850

496
23807

Des vingt-trois Bataillons ci-deffus on a fait revenir ceux
qui fuivent, ou incorporez en Efpagne; après avoir tant souf-
fert,

fert, qu'ils ne pouvoient pas être rétablis en Portugal ni en Espagne, & ils furent tous retrablis & completez ici.

1704	—	—	2	..	1320
1711	3 batt. à ..	792			
	4 à ..	660	9	..	6216
	2 à ..	600	2	..	1200
1711	—	—	13	..	8736

L'Infanterie Palatine fut réduite en l'année 1709. à 3300. hommes, dont l'Etat en paye 2591. consistant en 4. Bataillons,

lons , en forte que la
portion de l'État est di-
minuée de . . .

De forte que l'État paye
en l'année 1712. en É-
spagne, y compris le Re-
giment de Diesbag . .

	2		1813	
	—	—	—	
	—	—	—	
	—	—	—	
1	—	—	10613	
8	18	—	5111	3120
23	18	—	15724	3120

l'État

L'Etat des Subsidés annuellement accordés par le Parlement, comme ils sont payés aux Princes Etrangers en conformité des Traités faits avec eux, depuis le commencement de cette Guerre.

A qui on paye les Subsidés,	1701.	1702.	1703.	1704.	1705.	1706.
	par l'Anglet. couronn.	par la Hollande couronn.	par l'Anglet. couronn.	par la Hollande couronn.	par l'Anglet. couronn.	par la Hollande couronn.
Au Roi de Danemarck (in Bank money)	75000	75000	150000	150000	150000	150000
Au Landgrave de Hesse-Cassel	—	—	50000	50000	50000	50000
Pour augmenter & faire marcher ses Troupes en Italie	—	—	—	—	—	—
A l'Electeur de Trèves	—	—	—	—	—	—
Au Duc de Savoye	—	—	—	—	—	—
Au Roi de Portugal	—	—	—	—	—	—
Au Roi de Prusse	—	—	—	—	—	—
Pour le Pain & le Fourage pour 12000. hommes en Flandres	—	—	—	—	—	—
A l'Electeur Palatin	—	—	—	—	—	—
Totalis	75000	75000	200000	200000	496111	360555½
	1707.	1708.	1709.	1710.	1711.	Total.
Au Roi de Danemarck	150000	150000	150000	150000	150000	1575000
Au Landgrave de Hesse-Cassel	25000	25000	25000	25000	25000	350000
Pour augmenter & faire marcher ses Troupes en Italie	33333½	16666½	66666½	33333½	66666½	347124
Pour le Pain Ch. de Four., & pour le Hoïpes des Tr. en It.	46666½	23333½	107374½	53687½	—	154041½
A l'Electeur de Trèves	25000	25000	25000	25000	25000	225000
Au Duc de Savoye	640000	320000	640000	320000	640000	5280000
Au Roi de Portugal	666666½	333333½	666666½	333333½	666666½	5444444½
Au Roi de Prusse	200000	100000	200000	100000	200000	1394520
Pour le Pain & le Fourage pour 12000. hommes en Flandres	155451½	155451½	155451½	155451½	155451½	860231½
A l'Electeur Palatin	20000	20000	20000	20000	20000	160000
Totalis	196218½	1168784½	2056159½	1210850½	1948785½	1162118½

Memorandum,

La somme de 150000. livres a été accordé annuellement au Roi d'Espagne par le Parlement depuis l'an 1707. inclusiv tant pour sa propre sustentation qu: pour le soïtien de ses Troupes, au delà de ce qui a été despendü selon ce Compte.

Memorandum,

Outre les Subsidés du Roi de Prusse spécifiés ci-dessus, sa Majesté Prussienne a demandé encore de la Reine, comme sa Quote part, les deux Tiers de 70000. Couronn. pour faire recruter ses Troupes en Italie, & pour les y laisser agir l'année 1710. & 1711. cette somme a été accordé: par un Acte de Parlement.

Memorandum,

Outre le Subside ordinaire du Duc de Savoye de 640000. Couronn. par an, on lui a encore accordé l'an 1706, 50000. livres & l'année 1709, 1710 & 1711. 100000. livres par an pour les fraix extraordinaires de la Guerre en Italie.

Memorandum,

Par ce Traité avec le Roi de Prusse daté le 20. Novembre mille sept cens quatre, qu'un Corps de 8000. hommes de ses Troupes doit servir en Italie, il a été stipulé qu'on payât à Sa Majesté Prussienne 300000. Couronn. par an, la moitié par l'Angleterre & le reste par les Hollandois. Mais quoique ce dit Traité n'ait été signé que de la part de l'Angleterre seulement, on ne doute pourtant pas que les Hollandois n'y veuillent consentir aussi; cependant on voit ci-dessus que l'Angleterre en a payé les deux Tiers,

Memorandum,

Les deux Tiers du Subside d'un million de Patacons pour le Roi de Portugal, ont toujours été payés par l'Angleterre, quoi qu'il paroit par le 5. Art. de l'Alliance offensive, que cette somme devoit être payée par l'Empereur, l'Angleterre & la Hollande.

Cet Etat est aussi parfait qu'il m'a été possible de le faire, en tirant tout des Liyres qui se sont trouves dans l'Office des Secrétaires d'Etat & de la guerre, comme aussi des comptes de ceux qui ont été employez dans le service.

Etoit signé,
H. St. John.

Memorandum,

Au commencement de cette Guerre, les Subsidés étoient également partagés entre l'Angleterre & la Hollande.

Mais il paroit par les sommes spécifiés ci-dessus que la portion de l'Angleterre monte à 15790361
Et celle de Hollande à 9480296

faisant en tout — 75270657

la moitié de cette somme pour l'Angleterre — 12635328½ } 15790361
Tellement que l'Angleterre paye plus comme ci-dessus,
que la première proportion — 31550328½ }

